

Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16590 - 7,50 F - 1,13 EURO

SAMEDI 30 MAI 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

SUPPLÉMENT

■ Festivals d'été
■ Musique, arts, théâtre : 8 pages de programmes



299 200

L'arme nucléaire dessine un nouveau monde

● Après l'Inde, le Pakistan franchit le « seuil » atomique, en réalisant cinq essais souterrains ● Incapables de s'y opposer, les Etats-Unis essuient un nouvel échec diplomatique ● Au-delà du sous-continent indien, c'est l'équilibre des forces dans toute l'Asie qui se trouve modifié

UNE NOUVELLE ASIE vient d'émerger avec les cinq essais nucléaires réalisés, jeudi 28 mai, par le Pakistan dans le désert du Balouchistan. Après la série de tests indiens, les 11 et 13 mai, les deux « frères ennemis » du sous-continent appartiennent désormais au club des détenteurs de l'arme absolue, dessinant ainsi les frontières d'un nouveau paysage nucléaire international. Le premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif, a justifié les essais, déclarant qu'ils étaient une réponse à « la militarisation du programme nucléaire indien ». Alors que la tension entre New Delhi et Islamabad a monté d'un cran, le président pakistanais, Mohamed Rafiq Tarar, a décrété l'état d'urgence « en raison des menaces d'agressions sur la sécurité » de son pays. Les tests pakistanais ont été accueillis sans surprise en Inde où le premier ministre, Atal Behari Vajpayee, a jugé qu'ils « prouvaient » la justesse de la politique de New Delhi.



comme ils l'avaient fait contre l'Inde. Mais ils n'ont pas été suivis par leurs alliés, à l'exception du Japon. Malgré ces sanctions, qui pourraient affecter gravement une économie déjà à la dérive, ces tests nucléaires sont un motif de fierté pour le Pakistan.

L'ancien premier ministre Zulfikar Ali Bhutto avait un jour promis « la bombe » à ses concitoyens, quinze ans. Il dit, à ce que les Pakistanais en soient réduits « à manger de l'herbe ». La réponse attendue d'Islamabad aux essais indiens souligne le

degré d'hostilité qui rythme la turbulente relation des deux pays, un demi-siècle après le démantèlement de l'Empire des Indes britanniques.

Lire pages 2 et 3 et notre éditorial page 17

Air France annule ses vols mais cherche le dialogue avec les pilotes

AIR FRANCE a annulé la plupart de ses vols du lundi 1^{er} au jeudi 4 juin après le préavis de grève déposé par les syndicats de pilotes. Les négociations ont échoué, jeudi 28 mai, malgré l'intervention de Jean-Claude Gaysot, ministre des transports. Les pilotes refusent toujours les économies de 500 millions de francs par an sur leurs rémunérations que demande Jean-Cyril Spinetta, le président du groupe public. En échange d'une baisse de 15 % des salaires, la direction leur offre de détenir quelque 10 % du capital. Une paralysie de la compagnie semble inévitable en début de semaine prochaine. Mais le SNPL, syndicat majoritaire, a ouvert une porte en évoquant la possibilité de limiter dans le temps l'échange salaires-actions. La SNCF pourrait aussi faire l'objet de gèves catégorielles et locales.

Lire page 18

EDF décharge trois réacteurs

Après la découverte d'un incident préoccupant, EDF a décidé de décharger le combustible irradié de trois réacteurs nucléaires à Civaux et Chooz. p. 32

Le chômage sous les 12 %

Le taux de chômage poursuit son recul, s'établissant à 11,9 % en avril. p. 32

Génocide arménien

L'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi reconnaissant le génocide arménien de 1915. p. 8



Mai 68, le roman

Vingt-troisième épisode du roman-feuilleton de Patrick Rambaud. Mercredi 29 mai : le Général quitte l'Elysée et file vers Baden-Baden. p. 14 et 15

Le printemps de la CGT

La perte d'influence du Parti communiste, en dépit de sa participation au gouvernement, profite à la centrale syndicale. p. 6

Vedel et Orsenna sous la Coupole

Le doyen Georges Vedel et l'écrivain Erik Orsenna ont été élus, jeudi 28 mai, à l'Académie française. p. 12



Verre de Venise

Reportage dans la fournaise de l'atelier Saviate, maître verrier réinstallé dans ses murs, à Murano. p. 25

Alpes : la fin du tunnel

Les projets de deux gigantesques tunnels-sous-lés Alpes pourraient être abandonnés. p. 13

Disques

Rock, musiques du monde et classique : notre sélection hebdomadaire d'albums. p. 28

Abonnements : 3 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Australie, 26 A\$; Belgique, 45 F; Canada, 2,25 \$ CAN; Chine-Pékin, 850 F CFA; Danemark, 90 D\$; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 400 Dr; Irlande, 1,00 E; Italie, 2.000 L; Luxembourg, 40 F; Maroc, 10 DH; Norvège, 34 NOK; Pays-Bas, 3 F; Portugal, 200 Esc; République tchèque, 3 F; Singapour, 800 F S\$; Suède, 18 KSw; Suisse, 2,10 F\$; Thaïlande, 120 B; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$

M 0147-530-750 F
http://www.dalloz.fr

Zoé Valdés et la France, du Festival de Cannes à la préfecture de police

LA SEMAINE dernière, l'écrivain Zoé Valdés gravissait, sous les flashes des photographes, les marches du Palais des festivals de Cannes. Cabaline installée en France depuis 1995, cette romancière à succès traduite en onze langues avait été choisie par Martin Scorsese pour participer au jury de la compétition. Hommage au cinéma à la littérature, et géant américain à la petite île des Caraïbes. Artistes de tous les pays... Vendredi 29 mai, Zoé Valdés devait monter un autre escalier, à la préfecture de police de Paris, cette fois. Elle espère y décrocher cette carte de résident qu'elle réclame en vain depuis plusieurs années, sans trop d'illusions. « Ils vont encore trouver quelque chose », soupire-t-elle, avec ce mélange de colère et d'incompréhension que connaissent des milliers d'étrangers. Son histoire ne relève ni du scandale ni de l'injustice criante. Beaucoup d'étrangers, réunis comme elle d'un simple visa de touriste, aimeraient bien vivre en situation régulière, fût-ce avec une simple carte de séjour d'un an et sans autorisation de travail. Pourtant, à l'heure où le ministre de l'Intérieur

vante les mérites du « cas par cas », comment ne pas trouver quelque absurdité dans le sort réservé au « dossier » de la famille Valdés ? Trois mois après son arrivée en France, en janvier 1995, avec son mari et sa fille d'un an, l'écrivain publiait son premier roman. Depuis, cinq autres livres sont parus. Le dernier, sorti en septembre, *La Douleur du dollar*, s'est déjà vendu à près de 80 000 exemplaires en France, 200 000 exemplaires en Espagne, 50 000 en Allemagne. Les journalistes du monde entier viennent à Paris pour l'interviewer. Elle leur vante son amour de la France, joue les ambassadrices. Puis peste, en secret, contre le sort qui lui réserve ce pays où elle a choisi de vivre et d'écrire. Sans compter ce qu'endure son mari. Car si Zoé Valdés, malgré son statut précaire, vit confortablement de ses droits d'auteur, son époux, le réalisateur Ricardo Véga, peine davantage. Faute d'une autorisation de travail, il exerce ses compétences quasi clandestinement, bien que souvent au bénéfice d'employeurs très officiels. A la préfecture de police, il a ainsi exhibé une lettre de Pierre-

André Boutang, conseiller du président d'Arte, indiquant le souhait de la chaîne franco-allemande de bénéficier de « son talent et de son expérience ». En vain. Le 26 mai, il a reçu un simple récépissé de demande de carte de séjour, l'employé du guichet réclamant qu'il fasse la preuve, d'ici un mois, de ressources suffisantes. Une situation absurde, compte tenu de la situation de sa femme, qui s'apprête à acquérir un appartement dans le quartier de la Bastille, à Paris. La France la boude ? Reste l'Europe. Sur les conseils de son éditeur madrilène, Zoé Valdés a déposé, il y a un an, une demande de naturalisation en Espagne. La réponse du gouvernement conservateur de José-Maria Aznar est tombée en quatre mois : l'Espagne se déclarait fière de pouvoir l'accueillir. C'est donc munie d'un passeport espagnol que l'écrivain devait se rendre, vendredi, à la préfecture de police. Une simple formalité ? « Pas du tout, lui a-t-on indiqué au téléphone. On étudie toujours au cas par cas. »

Nathaniel Herzberg

Un statut pour les concubins

QUEL STATUT offrir aux couples qui ont choisi l'union libre ? Catherine Tassac, présidente de la commission des lois de l'Assemblée nationale, a proposé, jeudi 28 mai, de créer un pacte civil de solidarité (PACS) ouvert aux concubins, hétérosexuels ou homosexuels. Le professeur de droit Jean Hauser avait suggéré, il y a deux mois, d'instituer un pacte d'intérêt commun (PIC), tandis que la sociologue Irène Théry préférait une reconnaissance directe, dans le code civil, du concubinage. Le gouvernement doit choisir entre ces trois voies. En 1994, plus de quatre millions de personnes avaient choisi l'union libre, un fait social encore négligé par le droit.

Lire page 10

Le négationnisme fait recette au Japon

LE FILM japonais *Fierté, l'instant du désin*, qui a pour héros le général Hideki Tojo, premier ministre au moment de l'attaque surprise sur Pearl Harbor, exécuté en 1948 après avoir été condamné par le Tribunal international pour l'Extrême-Orient (président de celui de Nuremberg qui jugea les criminels de guerre nazis), vient de sortir dans un climat fiévreux. La Chine s'insurge, le syndicat de la maison de production Toei, qui coproduit le film, dénonce une « justification du militarisme », des journaux se font l'écho des polémiques qu'il suscite et du risque qu'il comporterait d'enflammer des passions malsaines en ces temps de récession propices, estime le quotidien des milieux d'affaires *Nihon keizai*, au réveil des sentiments nationalistes. Quant à la presse internationale, elle dénonce une nouvelle expression du négationnisme nippon, au moment où la visite à Londres de l'empereur Akihito a posé de nouveau la question de la reconnaissance par Tokyo de ses responsabilités dans la guerre (Le Monde du 28 mai).

une des salles où il était projeté en plein Giza, à Tokyo, était aux deux tiers vide. Tiré du récit de la vie de Tojo par sa petite-fille, Yuko Iwanami, le film montre un homme ordinaire, bon grand-père et perdue, aimant cultiver les tomates avec sa femme, qui cherche au cours de son procès à protéger l'empereur en soutenant que celui-ci accepta à contrecoeur de lancer le pays dans la guerre. Mais son message est avant tout politique : en redonnant l'image de Tojo le « vilain », il s'agit de corriger les distorsions de l'histoire qui se seraient cristallisées sur le personnage depuis la défaite. En dépit d'interprétations contestables ou de contre-vérités (par exemple le nombre des victimes du massacre des civils à Nankin en 1937, estimé à 300 000 par l'Américain Iris Chang dans son récent livre *The Rape of Nanjing*), le film soulève deux vrais problèmes : le soutien ambigu du Japon aux mouvements nationalistes asiatiques de l'époque et la nature du jugement rendu par le tribunal de Tokyo qui, par bien des aspects, releva du déni de justice.

Philippe Poiris

Lire la suite page 17

De Mitterrand à Arp



CLAUDE GUBLER

ANCIEN MÉDECIN personnel de François Mitterrand, le docteur Claude Gubler a hérité d'une collection d'œuvres de Hans Arp, léguée par la nièce de l'artiste. Alors qu'il s'apprête à la disperser, l'une des trois fondations Arp, sise à Rolandseck, en Allemagne, et défendue par M^{re} Georges Klejman, conteste le testament l'Institut légataire universel et veut empêcher la vente devant le tribunal de Paris.

Lire page 27

International	2	Tableau de bord	21
France	5	Aujourd'hui	25
Société	10	Météorologie-Jon	26
Cronique	12	Culture	27
Régions	13	Créativité	29
Horizons	14	Knospa	30
Entreprises	16	Abonnements	30
Communication	20	Radio-Télévision	31

ds croisés

apprendre à vivre loin de toute

silenna paradys

folie

DÉFENSE Le Pakistan a procédé, jeudi 28 mai, à cinq essais nucléaires « réussis » au Balouchistan. L'état d'urgence a été imposé dans la nuit par le président, Mohammad Rafiq Tarar, « en raison des menaces d'agressions sur la sécurité » du pays. Le premier ministre, Nawaz Sharif, a justifié les tests en dénonçant « la militarisation du programme nucléaire indien ».

LES ÉTATS-UNIS ont aussitôt annoncé l'imposition de sanctions contre le Pakistan. Mais la décision d'Islamabad de s'être doté de charges nucléaires. Les cinq essais de

DEPUIS DIX ANS, notamment grâce à l'aide de la Chine et de la Corée du Nord, les experts soupçonnaient Islamabad de s'être doté de charges nucléaires. Les cinq essais de

réponse à ceux de l'Inde, symbolisent l'hostilité ininterrompue de deux pays qui se sont affrontés par trois fois depuis la partition de 1947. (Lire aussi notre éditorial page 17.)

Après l'Inde, le Pakistan franchit le « seuil » nucléaire

Le gouvernement d'Islamabad a réalisé, jeudi 28 mai, cinq essais dans le désert du Balouchistan. Les Américains sont isolés dans leur choix d'imposer des mesures répressives aux deux nouveaux venus dans le club des grandes puissances

ISLAMABAD de notre envoyée spéciale
Puissance nucléaire après ces cinq essais souterrains « réussis », le Pakistan s'est réveillé, vendredi 29 mai, sous état d'urgence. Dans la nuit, le président Mohammad Rafiq Tarar a annoncé cette décision « avec effet immédiat en raison des menaces d'agressions sur la sécurité du Pakistan ». Les droits fondamentaux, notamment la liberté d'expression, la libre circulation, le droit de manifester ou de tenir des réunions politiques sont suspendus. L'ordonnance présidentielle prévoit des restrictions sur les échanges en devises. Le gouvernement, qui a décrété un congé ce vendredi dans les banques, a gelé tous les comptes en devises étrangers pour éviter une fuite des capitaux qui avait déjà commencé depuis les premiers essais nucléaires indiens le 11 mai.

Ces décisions pourraient ternir la joie manifestée par les Pakistanais à l'annonce, jeudi après-midi, du « succès » des essais nucléaires, les premiers jamais effectués dans l'histoire du Pakistan. Des foules en liesse sont descendues dans les rues des principales villes du pays, chantant et dansant pour célébrer l'événement. Des tonnes de sucreries ont été distribuées dans les rues et les Pakistanais s'arrachent les premières éditions spéciales des journaux. « Le Pakistan est devenu le premier Etat nucléaire islamique », titrait ainsi le journal *Ausaf*, faisant écho aux cris d'« Allah Akbar » (Dieu est grand) entendus dans les rues.

MOLLESSE INTERNATIONALE
La liesse populaire contrastait avec la solennité de l'adresse à la nation du premier ministre, Nawaz Sharif. Assis à son bureau devant un portrait de Mohammed Ali Jinnah, le fondateur du Pakistan, le visage très composé, il a annoncé que cinq essais souterrains avaient eu lieu à 15 h 23 (heure locale) sur le site de Chagai, dans le désert occidental du Balouchistan. Pendant une demi-heure, M. Sharif a expliqué à ses compatriotes les tenants et les aboutissants de cette « décision historique », déclarant : « Nous avons égalé l'Inde (avec cinq essais de chaque côté). C'est un jour béni d'une importance historique. » M. Sharif a justifié les essais par les menaces nées de la nucléarisation de l'Inde et la mollesse des réactions internationales qui ont suivi. « Le Pakistan a été obligé d'exercer son option nucléaire du fait de la militarisation du programme nucléaire indien. Celle-ci a détruit la dissuasion et a radicalement bouleversé l'équilibre stratégique de notre région.

a-t-il dit. Notre sécurité, la paix et la stabilité de toute la région étaient gravement menacées. Nous n'avions pas le choix », a-t-il ajouté. « La réponse internationale aux tests nucléaires indiens n'a pas été à la hauteur de la situation, a encore déclaré M. Sharif. Alors que l'on nous demandait d'exercer notre retenue, des voix puissantes poussaient à accepter la militarisation nucléaire de l'Inde comme un fait accompli. Je ne suis pas le représentant d'une nation lâche. » Comme l'avait fait le premier ministre indien, M. Atal Behari Vajpayee, après les tests indiens, M. Sharif a cependant tendu la main à l'Inde en affirmant : « Nous sommes prêts à reprendre le dialogue indo-pakistanaï pour discuter de tous nos différends, y compris la question centrale du Cachemire, aussi bien que la paix et la sécurité. » M. Sharif a réitéré

l'offre d'un pacte de non-agression à l'Inde « sur la base d'un juste règlement de la question du Cachemire ». Faite à la tribune des Nations unies en septembre 1997, cette offre avait été jugée non avenue par New Delhi. M. Sharif a plaidé la responsabilité de son gouvernement : « Nous n'avons pas transféré et nous ne transférerons pas de technologie sensible à d'autres pays ou groupes mais nous nous opposerons à tout embargo visant à empêcher le Pakistan d'exercer son droit de développer des technologies variées pour sa défense et des buts pacifiques. » Le premier ministre a réitéré l'engagement du Pakistan à soutenir le désarmement nucléaire et la non-prolifération, affirmant : « Nous sommes prêts à engager un dialogue constructif avec les autres pays, en particulier les grandes

puissances, sur la manière de promouvoir ces buts dans le cadre de la situation nouvelle. »
SOUTIEN DE L'IRAN
Pour faire face aux sanctions, M. Sharif a appelé ses compatriotes à « se serrer la ceinture » et voulu donner l'exemple : le président et lui-même quitteront leurs imposantes résidences de fonctions au cœur d'Islamabad. Interrogé jeudi soir sur l'effet des sanctions sur le Pakistan déjà au bord de la banqueroute, le ministre des finances, M. Sartaj Aziz, a affirmé : « Il y aura des coupes budgétaires et des restrictions, mais notre sécurité n'a pas de prix. Notre développement sera affecté mais j'espère que nous serons capables de faire face à cela. » M. Aziz a toutefois précisé que le budget de la défense ne serait pas affecté, au contraire.

Consulté avant ces essais, l'Iran aurait, selon le ministre du pétrole, M. Chaudhry Nisar Ali Khan, un proche de Nawaz Sharif, offert d'aider le Pakistan à faire face aux sanctions. D'autres pays musulmans que M. Ali Khan n'a pas nommés auraient aussi proposé leur aide. Le Pakistan n'a donné aucun détail sur les cinq explosions. Selon un institut géologique australien, qui a enregistré les cinq essais comme une seule explosion, la magnitude de celle-ci aurait atteint 5 degrés sur l'échelle de Richter, correspondant à une puissance de 5 à 20 kilotonnes. La presse pakistanaïse spéculait sur une puissance d'environ 40 kilotonnes. L'Inde avait fait exploser le 11 mai une bombe thermonucléaire suivie d'explosions d'une puissance de 53 kilotonnes. Bien qu'attendus en Inde, les

essais pakistanais y ont provoqué une vive polémique. Au Parlement, l'opposition a accusé les nationalistes hindous du Bharatiya Janata Party (BJP) au pouvoir d'avoir provoqué, par les essais indiens, cette réponse pakistanaïse. Le premier ministre, M. Atal Behari Vajpayee, a répondu : « Ceci prouve seulement que la politique indienne était correcte. Nous sommes prêts à répondre à tout défi. » Le ministre des affaires étrangères a affirmé : « Le gouvernement a pris toutes les mesures pour assurer la sécurité de la nation. Cet événement justifie notre jugement et notre politique ainsi que les mesures que nous avons prises. » Au Cachemire, cœur du conflit indo-pakistanaï pour lequel les deux pays se sont déjà affrontés à deux reprises, les explosions ont été saluées par des feux d'artifices.

Moins de trente ans pour maîtriser l'arme atomique

C'EST à la suite de la guerre perdue contre l'Inde au Bangladesh, en 1971, que le Pakistan s'est lancé dans un programme nucléaire sur une initiative du premier ministre de l'époque, Ali Bhutto. Soit trois années avant que n'explode la première bombe indienne en mai 1974. Ali Bhutto a alors réuni, à Multan, des physiciens pakistanais autour du président de la commission de l'énergie atomique, Ishrat Usmani, l'homologue, en quelque sorte, du savant indien Homi Bhabha, considéré comme le « père » du projet nucléaire indien. Mais, dès le départ, Ishrat Usmani déplore que le Pakistan s'oriente vers la recherche militaire et il démissionne. Le flambeau sera repris par Abdul Quadeer Khan qui va donner sa pleine puissance au projet, en prenant soin toutefois de l'entourer de pas mal d'ambiguïtés, voire de dénégations, qui ne tromperont personne à l'époque, malgré des réalités concrètes de plus en plus évidentes sur le terrain. A partir d'une demi-douzaine d'installations, dont des réacteurs de puissance canadiens, d'ateliers pilotes de retraitement, à Sialkot, et de deux usines de production d'eau lourde à Multan et près de Karachi, une usine d'enrichissement par ultra-centrifugation à Kohat, dans le nord du pays, commence à produire de l'uranium enrichi en 1984. Un réacteur de recherche fonctionne à Nilore. Islamabad reçoit une forte assistance de la Chine. Pour autant, le Pakistan affirme, en 1989-1990, avoir interrompu unilatéralement sa production d'uranium enrichi. Puis, dans les années 1990-1992,

nouveau revirement : Abdul Quadeer Khan se porte garant du fait, face à des soupçons de la communauté internationale, que son pays n'a fabriqué que des charges nucléaires en plusieurs tronçons et qu'il n'en a assemblée aucune à des fins opérationnelles. La raison en est que le Pakistan tient à rassurer les Etats-Unis, pour continuer à bénéficier de leur aide économique, en laissant ses charges suffisamment dissociées pour être inoffensives et pour ne pas tomber entre des mains étrangères. Mais, en réalité, les experts ont acquis la conviction qu'Islamabad défient des charges nucléaires, en kit, depuis 1987 et que son effort, entamé à partir de 1991, pour obtenir des missiles de la Chine (le M11, d'une portée de 300 kilomètres) et de la Corée du Nord (le Ghauri, d'une portée de 1 500 kilomètres) témoigne de sa volonté de dissiper le doute sur sa capacité à déployer un arsenal de dissuasion face aux Indiens. Entre-temps, le Pakistan s'est toujours refusé, sur le plan de sa doctrine de défense, à respecter un quelconque engagement international sur le non-emploi en premier des armes nucléaires. Il a même préconisé l'utilisation des moyens nucléaires à des fins tactiques, c'est-à-dire sur des

concentrations de blindés, des nœuds de ravitaillement ou de communications, ou sur des centres de commandement et de contrôle, de façon à pouvoir compenser son infériorité militaire classique sur le champ de bataille. Ce qui suppose que les Pakistanais seraient parvenus à miniaturiser leurs têtes nucléaires et à rendre précis leurs vecteurs. **MEMBRE DU CLUB**
En 1995-1996, en pleins préparatifs - suspendus suite à l'intervention de Washington - de ses essais par New Delhi, le Pakistan avait laissé croire qu'il ne répondrait pas du tac au tac à chaque explosion indienne. Ce qui contredit déjà les observations entreprises par des analystes occidentaux sur de curieux travaux menés, depuis quelques mois, sur les sites d'expérimentation dans le désert du Balouchistan. Désormais, le Pakistan cesse d'être un « pays du seuil », comme on le dit des Etats suspects d'être proches de détenir des armes nucléaires opérationnelles sans avoir pratiqué des essais au vu et au su du monde entier. Islamabad, après l'Inde qui a confirmé, les 11 et 13 mai, son accession au « club » des puissances nucléaires acquise depuis son expérimentation de 1974,

vient de franchir ledit « seuil » en faisant officiellement reconnaître une capacité militaire que certains observateurs avaient cru pouvoir parfois lui dénier. Cette notion même de « seuil », déjà assez théorique, va devenir, dans les faits, de plus en plus contestable, et s'avérer inquiétante s'agissant de pays dont le comportement demeure ambigu. Il en est ainsi, par exemple, du cas d'Israël. Cet Etat partage avec l'Inde et le Pakistan le fait de n'avoir pas signé le traité de non-prolifération (TNP). Du même coup, Israël entretient l'équivoque, une équivoque qui ne trompe personne. Il ne vient pas à l'esprit, en effet, de nier le fait qu'Israël est de facto une puissance nucléaire. Soit que les Etats-Unis aient fait, en son temps, des expériences secrètes pour le compte des Israéliens. Soit qu'Israël et l'Afrique du Sud aient réalisé ensemble, en 1979, un essai détecté par un satellite américain et resté encore mystérieux à ce jour. Depuis, avant même l'arrivée au pouvoir de Nelson Mandela, Pretoria a annoncé que ses ingénieurs ont démantelé les six têtes nucléaires que l'Afrique du Sud avait avoué avoir conçues.

« REGRETS » CHINOIS
Avertie avant les tests, la Chine, soupçonnée d'avoir contribué au programme nucléaire pakistanaï, a exprimé ses « profonds regrets » et appelé « tous les pays concernés en Asie du Sud à exercer la plus grande retenue et à abandonner immédiatement tous leurs programmes de développement d'armes nucléaires afin d'éviter une aggravation de la situation ». Ce communiqué contraste singulièrement avec la ferme condamnation que les essais indiens avaient entraînée de la part de Pékin. Le premier ministre pakistanaï, qui, dès les essais indiens connus, avait envoyé une émissaire à Pékin, a, dans son adresse à la nation, « loué » les relations étroites entre le Pakistan et la Chine et s'est déclaré « fier » des relations de son pays avec ce « grand » voisin. Peu avant l'annonce officielle des tests, un porte-parole chinois avait rejeté la responsabilité de la situation sur l'Inde affirmant : « La situation actuelle en Asie du Sud est causée par l'Inde et l'Inde seule. » A court terme, les essais vont apporter un sursaut de popularité au premier ministre pakistanaï, M. Nawaz Sharif. C'est une situation qui pourrait lui permettre de prendre des décisions hardies pour tenter un dialogue réel avec l'Inde.

Jacques Isnard

Françoise Chipaux

Un sérieux revers diplomatique pour Washington

Bill Clinton a annoncé des sanctions économiques

WASHINGTON de notre correspondant
Les services de renseignement américains n'ont pas été pris de court par la série d'essais nucléaires pakistanaï comme ils l'avaient été pour l'Inde, mais ces essais jettent une lumière crue sur le peu d'influence de l'Amérique en Asie du Sud. Ni les menaces de sanctions ni les promesses de « récompenses » d'ordre économique et militaire n'ont dissuadé le Pakistan. La capacité de Washington à dominer les crises internationales paraît tout à coup érodée. C'est avec regret que Bill Clinton a annoncé, jeudi 28 mai, des sanctions économiques contre Islamabad. Cette décision était aussi inévitable que dans le cas de l'Inde, en raison du caractère quasi automatique des dispositions de la loi Glenn-Symington de 1976. M. Clinton a reconnu que le Pakistan n'a fait qu'emboîter le pas à l'Inde, et que son premier ministre, Nawaz Sharif, était soumis à de fortes pressions politiques, mais il a souligné que, ces circonstances ne pouvaient servir de justification. Le camouflet infligé à l'administration démocrate est d'autant plus net que d'intenses efforts diplomatiques se poursuivaient.

Dans la soirée de mercredi, Bill Clinton avait encore eu une conversation téléphonique avec Nawaz Sharif. L'administration avait laissé entendre qu'elle encouragerait le Congrès à revenir sur l'amendement Pressler qui, depuis 1985, impose déjà des sanctions à Islamabad. A l'époque, le Congrès avait voulu porter un coup d'arrêt aux efforts déployés

par le Pakistan pour se doter de l'arme nucléaire. Washington était prêt à reprendre une importante aide militaire et économique : dans les années 80, celle-ci atteignait 600 millions de dollars par an, faisant du Pakistan le troisième bénéficiaire de l'assistance américaine, après Israël et l'Égypte. Le Congrès n'aurait cependant accepté d'« ef-

facier » l'amendement Pressler qu'en échange d'un engagement formel et permanent du Pakistan de ne pas procéder à des essais. D'autre part, l'administration Clinton n'était pas disposée à fournir à Islamabad un « parapluie » de sécurité. Les responsables américains récusent tout parallèle entre l'équilibre de la terreur « américano-soviétique » et le nouveau statut nucléaire de l'Inde et du Pakistan : l'animosité historique marquant les relations indo-pakistanaïses crée selon eux une situation infiniment plus volatile et dangereuse. Cette escalade nucléaire a enfin pour conséquence de compliquer davantage le voyage de Bill Clinton en Chine à la fin du mois prochain. Bien que Pékin ait assuré avoir mis fin à sa coopération nucléaire avec le Pakistan, c'est grâce à celle-ci qu'Islamabad est parvenu à entrer dans le « club atomique ». De même, l'expertise et la technologie chinoises (et nord-coréenne) ont été déterminantes pour la mise au point du missile pakistanaï Ghauri, qui a servi de prétexte à l'Inde pour procéder à ses essais nucléaires.

Laurent Zecchini

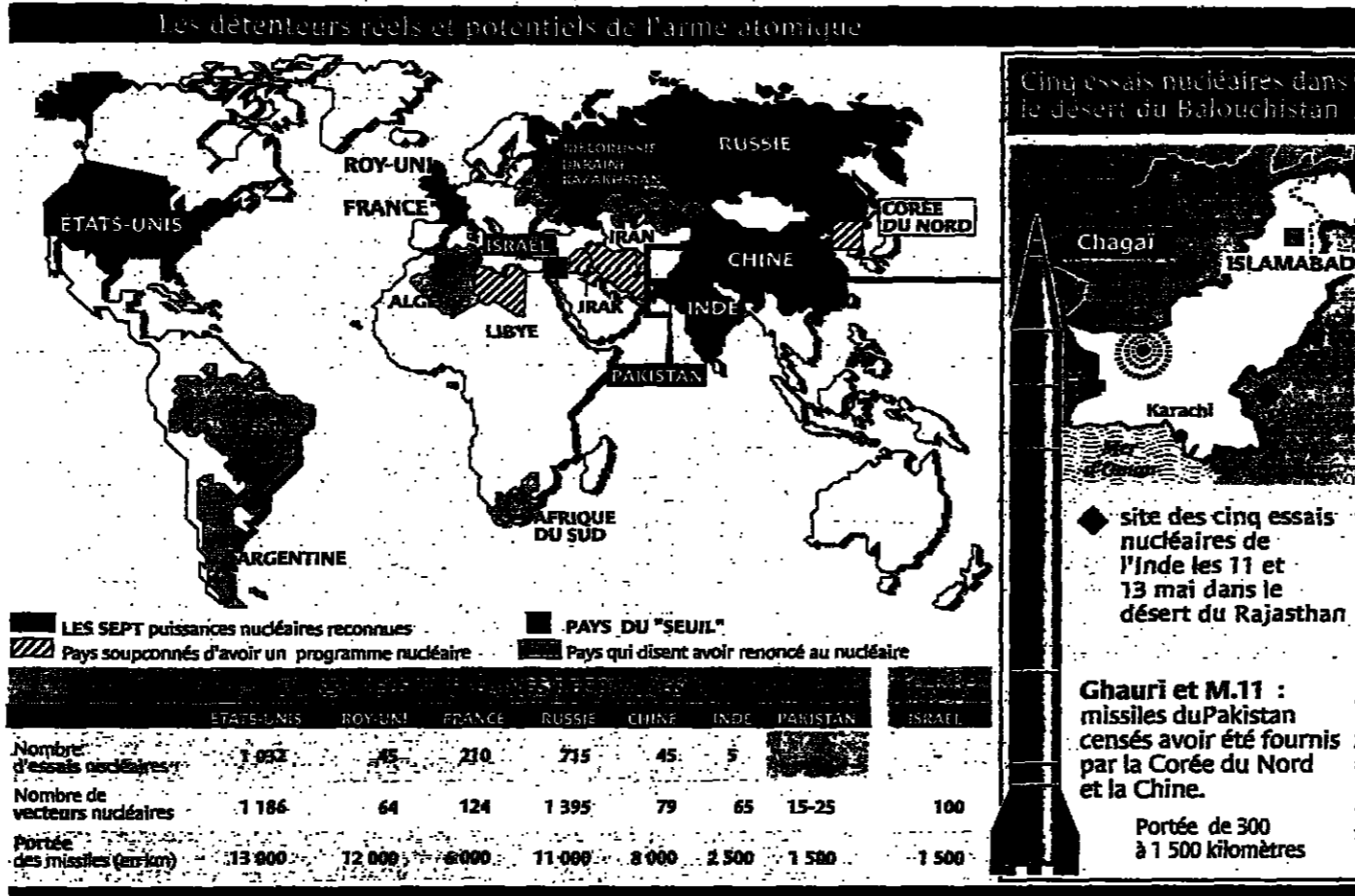
Caribes - Amazonne et Orénoque - Côte Est Américaine et Canadienne
Saint-Laurent et Grands Lacs - Labrador et Baie d'Hudson



La nature offre les plus beaux spectacles, nous vous invitons à y assister aux plus belles places.

Pour découvrir un nouveau style de croisières aux itinéraires sans pareil, demandez notre nouveau catalogue au 0 800 778 516 (appel gratuit) ou à votre agent de voyage.

COMPAGNIE DES ILES
PONANT



Jonathan Eyal, du Royal United Services Institute « Le Pakistan devrait défendre son statut de seule puissance nucléaire islamique »

« Comment peuvent réagir les grandes puissances nucléaires ? - Elles sont placées devant un choix dramatique. Ou bien elles reconnaissent que l'Inde et le Pakistan font désormais partie du club nucléaire et les admettent en son sein pour empêcher la prolifération, ou bien elles s'y refusent, au risque de provoquer un regain de prolifération. Mais plus on admet de nouveaux pays, plus on risque d'en inciter d'autres à faire de même et de placer le reste du monde devant le fait accompli. Ce n'est pas un choix facile. Le meilleur moyen serait d'accueillir ces deux pays dans le club nucléaire en échange d'un engagement de leur part à signer les traités de non-prolifération et à se comporter de manière responsable. Mais je ne pense pas que la Chine - qui a largement aidé le Pakistan - accepte l'admission de l'Inde. »

« Le risque de prolifération va-t-il s'accroître ? - Maintenant qu'il dispose de l'arme nucléaire, le Pakistan devrait être de plus en plus réticent à exporter sa technologie. Il va profiter de son statut de seule puissance nucléaire islamique pour accroître son influence en Asie et au Proche-Orient et n'aura aucune envie d'aider des concurrents comme l'Irak ou l'Iran. Une fois en possession de l'arme atomique, ni l'Inde ni le Pakistan n'ont intérêt à la prolifération. Le prix qu'ils demandent - un siège dans le club - nous ne sommes pas encore prêts à le leur accorder. Nous risquons de passer les prochaines années à prétendre que le monde n'a pas changé. »

« Il n'y a pas de pays ayant développé l'arme nucléaire qui aient décidé de s'en débarrasser »

« Quelles peuvent être les conséquences au plan mondial ? - Les sanctions imposées à l'Inde et aujourd'hui au Pakistan ne servent à rien. Une nouvelle Asie a vu le jour ces dernières semaines, avec un nouvel équilibre des forces entre deux grands pays, la Chine et l'Inde, tandis que deux autres - le Japon et la Corée - auront du mal à rester en dehors de cette lutte pour le pouvoir. Le véritable danger ne se situe pas dans le sous-continent indien mais dans l'équilibre des forces en Asie, en particulier en cette période de grave crise économique et sociale. Le Pakistan n'est qu'un comparse : le véritable ennemi de l'Inde, c'est la Chine, et beaucoup de pays qui ont peur de Pékin pourraient se rapprocher d'elle. »

Bruno Philip

Propos recueillis par Patrice de Beer

Entre New Delhi et Islamabad, un demi-siècle d'hostilité absolue

CEIL POUR CEIL, dent pour dent. La nature même des relations indo-pakistantaises, dont l'hostilité s'enracine dans une histoire antérieure à l'indépendance des deux pays,

ANALYSE Le malentendu de départ : le Pakistan a été créé sur un concept

vent qu'un méfait ne demeurât jamais impuni. La réponse nucléaire d'Islamabad, dix-sept jours après la première série de tests indiens, illustre jusqu'à la caricature cette loi du talion qui, depuis un demi-siècle, a conduit les deux frères ennemis à prolonger, dans la guerre ou la tension militaire, la politique par d'autres moyens.

Le chiffre faisait même sourire s'il ne s'agissait de nucléaire : l'Inde frappe, le 11 mai, les trois premiers coups, suivis, le 13 mai de deux nouveaux essais. Le Pakistan, après un temps d'hésitation, réplique en procédant à cinq tests d'un coup. Il ne sera pas dit, fox de Pakistantais, que le « pays des purs » serait en reste ! Un demi-siècle après le démantèlement du British Raj, c'est donc un peu comme si on en était revenu à la case départ quand, en octobre 1947, éclate le premier conflit sur la question du Cachemire, un royaume himalayen revendiqué par les deux pays.

L'Union indienne et la République islamique du Pakistan ont à peine une mousson d'existence que, déjà, leurs armées font parler la poudre. L'atmosphère est volatile : quelques mois plus tôt a eu lieu l'un des plus grands massacres de l'histoire, la partition de l'Empire des Indes britanniques ayant provoqué la mort de plus de 500 000 personnes, victimes des tueries interconfessionnelles quand les musulmans fuirent vers le Pakistan et les hindous vers l'Inde.

En l'occurrence, ce sont les Pakistantais qui vont tirer les premiers : sous couvert d'une invasion de tribus pathanes venues « libérer » le Cachemire, dont le souverain est hindou mais la population majoritairement musulmane, les Pakistantais finissent par intervenir directement et tentent de s'emparer de l'État. Les troupes aéroportées indiennes repoussent l'ennemi.

Ce fut l'un des plus longs conflits de l'après-guerre. Un cessez le feu, le 1^{er} janvier 1949. Mais le référendum prévu par une résolution de l'ONU n'eut jamais lieu et le Cachemire se retrouva divisé entre les deux puissances sous-continentales. Si l'Inde échoua à garder la totalité d'un Cachemire d'origine portée émotionnelle était forte pour le Pandit Nehru ; les Pakistantais ne purent, en outre, plus s'emparer par la force d'un royaume qui leur tenait particulièrement à cœur.

Une nouvelle guerre éclate en août 1965. C'est un autre territoire disputé, le Ran de Kutch, situé sur la frontière entre l'État indien du Gujrat et la province pakistantaise du Sind qui en est, au départ, le théâtre. Mais le conflit s'étend une fois de plus au Cachemire. Les Pakistantais sont repoussés et, finalement, l'impression demeure que l'engagement a plutôt tourné à l'avantage de New Delhi.

L'année 1971 marquera un autre tournant. Depuis des mois, la révolte gronde au Pakistan oriental, la majorité bengalaise refusant le « régime » imposé par les autocrates du Pakistan occidental : culturellement, à l'exception de l'Islam, tout sépare les Bengalis, majoritaires dans le « West Pakistan » à leurs « frères » Bengalis, vivant dans cette étrange excroissance pakistantaise, 2 000 kilomètres plus à l'est. Des centaines de milliers de réfugiés furent en Inde alors que la répression bat son plein et que se multiplient les escarmouches entre guérilleros et soldats pakistantais. Indira Gandhi décide d'intervenir

directement, se saisissant notamment du prétexte de l'afflux de réfugiés sur son territoire. En quelques semaines l'affaire est réglée. Dacca, capitale du futur Bangladesh, tombe aux mains de l'armée indienne le 16 décembre 1971. Pour les Pakistantais, c'est l'humiliation. Cette fois, le doute n'est plus permis : l'armée d'Islamabad a été écrasée par les indiens et le Pakistan sortira brisé de ce dernier conflit.

L'hostilité quasi-ininterrompue qui a marqué cinquante ans de ce turbulent voisinage s'enracine dans un malentendu de départ. Avant la partition, le Pakistan n'est qu'un concept. Un rêve du grand poète j'hal qui eût l'intuition que les musulmans du sous-continent méritaient une patrie pour eux seuls. La lutte d'indépendance anti-britannique sera marquée par cette volonté de créer deux entités au nom de la « théorie des deux nations », une théorie basée sur la différence religieuse : l'Inde, à majorité hindoue, le Pakistan à majorité musulmane.

À la différence du Pakistan, l'Inde est peut-être, elle aussi, une « idée » mais la patrie de Gandhi n'a, contrairement à son voisin, pas eu besoin de « renaître » à l'existence. L'Inde était déjà là, elle a continué sa route. Le Pakistan, lui, a dû arracher son existence au forceps, dont la partition sera le sanglant acte de naissance. Il n'avait alors d'autre choix que de se forger une identité négative contre son puissant voisin, allant même jusqu'à retrouver ses racines dans l'histoire des empereurs de Samarkand, s'inventant une proximité avec le Proche-Orient pour nier sa culture profondément sous-continentale.

Pour de nombreux hindous d'aujourd'hui, et notamment les supporters de ce courant nationaliste et antimusulman qui vient d'arriver au pouvoir, l'heure de la revanche a donc sonné. Les essais nucléaires en sont l'expression. L'Inde a besoin de se réconcilier avec son passé, pour exorciser ces siècles de domination européenne, dont la France, des listes d'achats hors de proportion avec ses capacités de financement, assez libérées. Une telle politique est fondée sur le besoin de l'Inde d'établir des coopérations industrielles à long terme, et sur l'obtention de compensations ou de transferts de technologies qui font que les engagements de New Delhi en la matière peuvent s'étaler sur des périodes de cinq à dix années.

C'est une manière de constater que l'Inde, en misant sur ses capacités à remplir par elle-même ses besoins de défense, a des difficultés dans la constitution d'une panoplie qui soit maintenue en état opérationnel.

Les deux armées sont suffisamment appréciées des experts militaires internationaux pour qu'il leur ait été demandé de participer à plusieurs contingents de l'ONU pour des opérations de maintien de la paix.

J. I.

La « bombe » avantage le plus petit des protagonistes

DEPUIS la partition de 1947, trois guerres ont opposé les forces armées indiennes et pakistantaises et chaque conflit a été l'occasion de montrer la supériorité militaire des premières sur les secondes. De ce point de vue, la dissuasion nucléaire, par « le pouvoir égalisateur de Fatome » qu'elle manifeste dans la pratique politique, est une certaine façon de rétablir un semblant d'équilibre entre deux puissances inégales.

Globalement, les forces indiennes alignent deux fois plus d'hommes (1 145 000) et de moyens que les forces pakistantaises (587 000), avec, cependant, si besoin était, des masses de réservistes mobilisables, au moins dans l'armée de terre, relativement équivalentes. La différence entre les deux pays est encore plus sensible dans l'armée de l'air et dans la marine, qui sont deux armées grâce auxquelles l'Inde - davantage que le Pakistan - affiche sa volonté de devenir une puissance régionale.

La faible profondeur du territoire pakistantais et la relative proximité des grands centres urbains et économiques avec la frontière indo-pakistantaise accroissent la vulnérabilité et la fragilité du pays. Néanmoins, la variété de ses équipements et la qualité de l'instruction de ses cadres donnent à l'armée pakistantaise une aptitude à opérer aussi bien en zone montagneuse qu'en plaine ou sur les plateaux désertiques. L'hétérogénéité de l'équipement pakistantais tient au fait qu'Islamabad a d'abord cherché à jouer des concurrences entre ses deux fournisseurs principaux qui sont, de longue date, les États-Unis et la Chine populaire.

De son côté, l'Inde, qui ne souhaite plus trop dépendre de l'ancienne URSS pour ses approvisionnements ni se jeter à contrario dans les bras des Américains, s'est lancée, depuis quelques années, dans une politique tous azimuts de renouvellement de ses matériels en présentant à des pays, tels les États

Nous aussi, nous sommes au-dessus des partis.

The Economist

L'OTAN va mener des manœuvres militaires en Macédoine et en Albanie pendant l'été

Pour Hubert Védrine, il faut être « prêt à toute éventualité » au Kosovo

La réunion semestrielle des ministres des affaires étrangères de l'OTAN, jeudi 28 mai à Luxembourg, a vu son ordre du jour passable-

ment bousculé par l'annonce des essais nucléaires pakistanais. Les seize pays membres de l'Alliance sont néanmoins parvenus à définir

une position et un plan d'action communs face à la crise qui oppose, au Kosovo, les autorités de Belgrade à la communauté albanaise de souche.

LUXEMBOURG
de notre envoyé spécial
Les Seize se déclarent « profondément préoccupés par la situation au Kosovo », et estiment que le regain de violence dont cette province serbe, peuplée à 90 % d'Albanais de souche, est actuellement le théâtre, « risque de mettre en péril l'accord de paix en Bosnie-Herzégovine ». Ils formulent le souhait que les protagonistes sur le terrain aboutissent à un accord politique qui « préserve l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie et sauvegarde les droits de l'homme ainsi que les droits civiques de tous les habitants du Kosovo quelle que soit leur origine ethnique ».

Les pays membres de l'OTAN sont néanmoins bien conscients que ces appels à la raison et à la négociation doivent être appuyés par des signes montrant sans ambiguïté que la communauté internationale ne restera pas inactive. Tout le

monde le redoute mais personne n'exclut totalement que les efforts du groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie et ceux de Richard Holbrooke, envoyé spécial américain dans la région, se révèlent impuissants à empêcher l'escalade : « Nous ne voulons pas que se reproduise la situation d'impréparation devant laquelle nous nous sommes trouvés en 1991 au moment du déclenchement des affrontements en Yougoslavie », expliquait Hubert Védrine, ministre français des affaires étrangères, et nous devons être prêts à toute éventualité ».

EMBŪCHES POLITIQUES

Hubert Védrine et ses collègues disposaient, pour éclairer leur choix, des premières études effectuées par le comité militaire de l'OTAN, qui évaluait les moyens en hommes et en matériels correspondant aux options possibles d'intervention. Celles-ci vont d'une simple action de formation des

forces albanaises et macédoiennes pour « sécuriser les frontières » à un déploiement de troupes dans la région sur le modèle de la SFOR en Bosnie. Ces études, menées sous la direction du général Wesley Clark, commandant en chef des forces de l'OTAN en Europe, soulignent les difficultés d'intervention sur un terrain montagneux et dépourvu d'infrastructures. « Cela ressemble à la piste Hô-Chi-Minh », estime ainsi Jamie Shea, porte-parole du secrétariat général de l'OTAN, qui signalait ainsi le peu d'enthousiasme des militaires, notamment américains, à se voir engagés sur un théâtre d'opérations qui leur évoque de si mauvais souvenirs.

Aux obstacles naturels s'ajoutent les embûches politiques qui se dressent lorsqu'il s'agit, pour l'Alliance, d'engager des moyens militaires hors de la zone de sécurité collective, ce qui est le cas pour l'ex-Yougoslavie. Il faudrait alors

que le Conseil de sécurité de l'ONU se prononce sur un mandat confié aux forces de l'Alliance à l'image de celui pour la Bosnie. Evgueni Primakov, le ministre russe des affaires étrangères, qui était présent à Luxembourg pour la réunion du conseil conjoint de partenariat OTAN-Russie, a été très clair sur ce point. Moscou approuve aujourd'hui les mesures visant à fermer les frontières du Kosovo aux infiltrations d'hommes et d'armes destinées à soutenir les « séparatistes » (il désigne ainsi les habitants de souche albanaise de la province en révolte contre Belgrade), mais n'est pas disposé pour l'instant à donner son aval à des mesures plus radicales pour faire piler Slobodan Milosevic. On en restera donc à des manœuvres militaires ostentatoires menées par les forces de l'Alliance en Albanie et en Macédoine dans le courant de l'été.

Luc Rosenzweig

Les Danois entérinent le traité d'Amsterdam

Le royaume reste néanmoins divisé sur l'Europe : près de 45 % des électeurs ont voté « non » au référendum du 28 mai

COPENHAGUE

de notre envoyé spécial

Qui : 55,1 % des suffrages exprimés. Non : 44,9 %. Les partisans danois du traité d'Amsterdam l'ont emporté, mais l'ampleur de la victoire n'a rien d'exceptionnel pour la large coalition informelle ayant milité en faveur du traité, et qui regroupe le gouvernement de centre gauche, la droite traditionnelle, la puissante confédération syndicale (LO) et le patronat. D'autant plus que le document avait été présenté aux 5,3 millions de Danois comme étant « le plus favorable qui soit » à leurs intérêts et préoccupations. Que cela soit en matière d'environnement, de transparence, d'emploi ou de défense des droits de l'homme - autant de thèmes de prédilection sous ces latitudes -, il propose une action commune renforcée au niveau des Quinze. Le traité constitue en outre une étape vers l'élargissement de l'Union européenne, l'un des chevaux de bataille favoris des autorités danoises.

Or l'issue du référendum montre que le « non » a séduit un électeur bien plus large que celui des forces ouvertement eurosceptiques, situées aux deux extrêmes. « Le pays reste divisé sur l'Europe », constate le politologue Ole Tinggaard. Par ailleurs, le taux de participation au scrutin (75 %) est relativement faible pour le Danemark. « L'interprète ce résultat comme un "oui" au traité d'Amsterdam, mais aussi comme un signal que le rythme d'approfondissement de la coopération européenne doit ralentir », a déclaré le premier ministre social-démocrate, Poul Nyrup Rasmussen. La bureaucratie de Bruxelles (doit) écouter ce que les populations lui disent : ce ne sont pas à elles de s'adapter à Bruxelles, mais l'inverse ». Une petite phrase qui n'aurait pas déparé dans la bouche d'un porte-parole des eurosceptiques danois.

M. Rasmussen a également laissé entendre qu'il n'y aurait pas de nouveau référendum avant plusieurs années, en dépit du souhait réitéré des « anti-UE ». Les quatre dérogations obtenues par le Danemark semblent donc avoir encore de beaux jours devant elles. Après leur rejet du traité de Maastricht en 1992, les Danois avaient été exemptés par leurs partenaires européens de monnaie unique, de

défense commune, de citoyenneté européenne, ainsi que de coopération policière et judiciaire. Un régime spécial qui leur permet d'adopter le traité lors d'un nouveau référendum en 1993.

La dérogation susceptible de disparaître la première est celle concernant l'euro. Le chef du Parti libéral, la deuxième force politique du royaume, estime « réaliste » de soumettre son annulation au verdict populaire « vers 2002 ». Cette échéance, M. Rasmussen refuse de la commenter : « Nous allons attendre de voir comment les choses vont se passer » au sein de l'Union économique et monétaire (UEM). En attendant un référendum sur la question, son gouvernement voudrait lier sa devise, la couronne, à l'euro avec « la plus faible marge de fluctuation possible », a précisé le ministre des finances, Mogens Lykkeskov. Une marge d'environ 1 %.

« SMALL IS BEAUTIFUL »

Ce référendum prouve que le peuple danois reste toujours aussi méfiant vis-à-vis de la construction européenne. « Les résultats sont dans la lignée de ceux de 1993 », fait remarquer Lars Billé, professeur de sciences politiques, et qui signale qu'en cinq ans, la population n'a pas penché davantage en faveur de l'UE. « Nombreux sont ceux qui craignent de perdre leur identité dans cette vaste Union. D'où le glissement du débat observé pendant la campagne. Du contenu du traité d'Amsterdam, on est passé aux thèmes de la souveraineté et des frontières, que l'extrême droite et les mouvements de gauche « anti-UE » ont exploités.

« Nous sommes un petit pays ressentant très fortement le concept de nation », avec son cortège de symboles : les fleurs de lys, la minidraie, la famille royale. En plus, nous n'avons pas connu d'immigration jusqu'à récemment », observe Steen Gade, un responsable des Socialistes du peuple, passé de la résistance à l'Europe à sa défense. Et ce barbu d'ajouter : « Nous avons le sentiment de pouvoir vivre dans le confort et le bien-être, dans une société exemplaire, bien que nous ne soyons pas une superpuissance. En fait, pour de nombreux Danois, "small is beautiful" ».

Antoine Jacob

Dans l'ouest du Kosovo, des villages albanais attaqués, des maisons brûlées, des populations expulsées...

PEC (Kosovo)
de notre envoyé spécial
Les forces de sécurité serbes poursuivent leurs opérations visant à « nettoyer » les régions

REPORTAGE

Le but recherché est clair : empêcher le retour de ceux qui ont fui

ouest du Kosovo (à 90 % albanaises comme sur l'ensemble du pays). Celles-ci ont commencé la semaine passée et semblent s'intensifier. Les villages albanais sont attaqués, les populations expulsées et les maisons brûlées. Entre la ville de Pec et le chef-lieu du pays, Pristina, des colonnes de fumée s'élèvent dans le ciel. Le village de Dolovo (sud-ouest) a été rayé de la carte, celui de Grabanica (à 30 kilomètres à l'est de Pec) a subi le même sort. Une piste cahoteuse mène à ce hameau composé d'une trentaine d'exploitations agricoles réduites aujourd'hui à des décombres.

Le bétail est à l'abandon, des cadavres de chiens gisent sur le flanc. Au détour d'un virage, un véhicule blindé est à l'arrêt. Trois policiers serbes adossés à un mur interdisent le passage. D'autres policiers arpentent le chemin. Une opération est en cours. Des nuages noirs s'échappent à intervalles réguliers d'une cour de ferme. « Vous ne devez pas rester là, l'UCK (Armée de libération du Kosovo) vient d'attaquer le village », ordonne un des policiers qui dit s'appeler Dragan Dgurić. « Ils peuvent se mettre à tirer à tout instant », ajoute-t-il. Rien n'indique pourtant l'immi-



nence d'un danger. Les policiers ne portent ni casque ni gilet pare-balles. Un paysan, serbe probablement, vague dans un champ, à bord de son tracteur. Dragan Dgurić précise en allumant une cigarette que les paysans de la Drenica étaient pour la plupart serbes. Les quelques pièces d'identité retrouvées dans les ruines des alentours attestent qu'ils étaient, au contraire, albanais.

SECTEUR BOUCLÉ

Ces actions qui tendent à se généraliser ressemblent dans leur déroulement à celles menées par les Serbes de Bosnie dès 1992. Une attaque massive est conduite, accompagnée d'une destruction systématique des habitations. Celles qui auraient échappé aux flammes sont méthodiquement brûlées quelques jours plus tard. Le but re-

cherché est clair : empêcher le retour des populations qui ont fui.

Les forces serbes, après avoir paru négliger ces dernières semaines face à la tactique de harcèlement de l'UCK - qui a fait plusieurs victimes parmi les civils (serbes) -, semblent regagner le terrain perdu. L'UCK a tenté de s'assurer une continuité territoriale allant des régions frontalières de l'Albanie, où elle s'approvisionne en munitions, jusqu'à la Drenica. Ce couloir lui aurait permis d'achever son armement en plein cœur du Kosovo. L'offensive serbe de la semaine passée a, semble-t-il, fait échouer ce plan. Le barrage érigé par l'UCK au lieu-dit d'Orlat, sur l'axe routier principal du pays menant de Pec à Pristina, vient d'être levé. Il n'y a pas eu d'échanges de tir : l'UCK s'est apparemment replié.

Dans le même temps, Belgrade renforce sa présence policière et militaire au Kosovo. Lundi soir, une colonne impressionnante de cinquante véhicules dont des blindés et des autobus remplis d'hommes cagoulés a été vue se dirigeant vers l'ouest du pays. Les combats font aujourd'hui rage autour de la région de Decane, au sud de Pec, et à quelques kilomètres de la frontière entre l'Albanie et le Kosovo. Le secteur a été bouclé par les policiers serbes qui empêchent les journalistes d'y pénétrer. « Vous aurez accès à ce territoire lorsqu'il sera libéré », lâche un officier serbe à la sortie de Pec.

TRAUMATISMES

Les autorités serbes limitent aussi la liberté de mouvements des organisations humanitaires. Elles ne peuvent pas apporter assistance aux populations déplacées qui s'entassent dans les villes où continuent à se terrer dans les forêts. « La situation n'est pas encore alarmante mais elle pourrait le devenir. Ces populations rurales ne pourront pas, dans l'état actuel des choses, travailler dans les champs cet été. On redoute une catastrophe lorsque l'hiver arrivera », prévient François Filie, le coordonnateur de Médecins sans frontières (MSF) à Pec. MSF, qui fournit en médicaments 80 dispensaires sur le territoire du pays a stoppé ses activités, faute d'autorisation pour circuler. « Il existe des régions qui nous sont aujourd'hui inaccessibles comme celles autour de Dakovica (sud-ouest) qui représentent d'inquiétantes taches d'ombre », poursuit François Filie.

Handicap international, qui a pu se rendre récemment à Dakovica, s'est vu « confisquer » par les autorités locales serbes les 50 tonnes de vivres destinées aux personnes déplacées. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ne peut plus assurer les évacuations médicales des zones de combats vers les hôpitaux des villes. « On a constaté que les populations dites fragiles, des enfants surtout, présentent de profonds traumatismes », avance Béatrice Weber, déléguée du CICR sur place. Elle précise que la plupart des allégations concernant les souffrances infligées aux civils albanais sont « vérifiées ».

Selon les observateurs, un déploiement rapide de forces internationales au Kosovo pourrait permettre de faire cesser les violences. Les pourparlers politiques qui ont débuté la semaine passée entre les deux camps - et qui devaient se poursuivre vendredi - semblent d'ores et déjà voués à l'échec. Alors que des régions sont la proie des flammes, les négociations en cours, vouées par la diplomatie américaine, apparaissent à beaucoup comme un jeu cynique.

Christian Lecomte

M. Jospin examine l'idée d'une ratification sous conditions

LA RATIFICATION par la France du traité d'Amsterdam est un nouveau casse-tête pour Lionel Jospin. Au sein de sa majorité, le Parti communiste, le Mouvement des citoyens - qui réclament un référendum - et les Verts ne cachent pas leur hostilité. Mais les turbulences risquent de venir aussi du Parti socialiste. Le premier, Jack Lang avait agité la menace d'un vote hostile au traité. Sous la pression de Laurent Fabius et de ses amis, le premier ministre, comme le PS, ont fait de cette réforme des institutions un préalable à l'élargissement de l'Union européenne. La Gauche socialiste réclame un référendum interne au PS contre le traité d'Amsterdam.

Consentent des écueils à venir, et sachant que la France risque d'être un des derniers pays à le faire, M. Jospin tente de baliser la voie de la ratification. Celle-ci nécessite deux étapes : en premier lieu, un projet de loi de révision constitutionnelle, qui passe par un accord entre Jacques Chirac et Lionel Jospin ; en second lieu, un projet de loi de ratification du traité. Le 25 avril, lors d'un séminaire du bureau national du PS à Saint-Germain-en-Laye, le premier ministre avait souligné que c'était d'abord à ceux qui avaient négocié le traité - M. Chirac et l'ancienne majorité - de s'engager pour sa ratification.

Mardi 26 mai à Matignon, M. Jospin a élargi le traditionnel petit déjeuner hebdomadaire des dirigeants socialistes avec François

Hollande à M. Fabius et M. Lang. La discussion, exclusivement exploratoire, a porté sur le calendrier et « l'accompagnement politique » de la ratification du traité. Aucune décision n'a été prise, celle-ci étant subordonnée à un entretien entre M. Chirac et M. Jospin qui devrait avoir lieu prochainement. La révision de la Constitution, sous la forme d'une réunion du Congrès, devrait avoir lieu avant la fin de l'année ou au plus tard au début 1999, une date plus rapprochée étant difficile compte tenu du programme de la session. Le traité lui-même pourrait alors être ratifié par les députés et les sénateurs au premier trimestre 1999, l'objectif étant que le vote n'intervienne pas trop près des élections européennes de juin.

Un consensus s'est opéré, le 26 mai, sur l'idée d'une ratification conditionnelle. La France conditionnerait l'application du traité à un engagement de ses partenaires à reprendre le chantier de la réforme des institutions. La conditionnalité pourrait apparaître dans un article 2 du projet de ratification, plutôt que dans l'exposé des motifs, ce qui suppose, selon Matignon, « une formule juridiquement et politiquement acceptable ». L'autre solution serait que la France preme parallèlement une initiative, avec plusieurs de ses partenaires, pour une nouvelle négociation sur la réforme des institutions.

Michel Noblecourt

S'envoler ça donne des ailes

VOLS

DEPART DE PARIS

LONDRES	570F
LA CORSE	890F
ROME	890F
IRLANDE	990F
PALMA	1000F
ATHENES	1190F
TUNIS	1200F
CONSTANZA	1200F
ISTANBUL	1210F
DAKAR	2090F
LES ANTILLES	2340F
LOME	2590F
SAN FRANCISCO	2790F
LA REUNION	3380F

ALLER RETOUR

* DEPART DE LOR, MARSEILLE, NANTES ET PARIS 2 740 F
** DEPART DE LOR ET MARSEILLE 3 780 F
*** CERTAINES DATES
BONS TAUX AERIENS
180 AGENCES EN FRANCE
0 803 33 33 33 (1,099 LA MINUTE)
5615 ET (à partir de 0,957 LA MINUTE)
(1,207 la minute et 5,127 au samedi de 10h à 19h de samedi 10h au lundi 10h)
<http://www.nouvelles-frontieres.fr>

NOUVELLES FRONTIERES

distributeur d'énergie

Le Bundestag vote la loi de... des victimes de la catastrophe...

BONN. Le Bundestag a voté mardi 26 mai la loi de... des victimes de la catastrophe...

Au Royaume-Uni... un peu inférieur...

L'OMC donne... pour prouver le...

BRUXELLES... Testament optimiste de l'Institut monétaire...

FRANCFORT... Une Convention dans l'Union européenne...

BRUXELLES... DÉPÊCHES ISRAËL... RUSSIE...

DÉPÊCHES ISRAËL... RUSSIE... le Haut Commissaire...

صحة زمن الامهل

Les Danois entérinent le traité d'Amsterdam

Le royaume danois a voté le traité d'Amsterdam sur l'Europe...

Le Bundestag vote la réhabilitation des victimes de la justice nazie

BONN. Les députés du Bundestag ont voté, jeudi 28 mai, une loi réhabilitant globalement les victimes de la justice nazie...

Au Royaume-Uni, un salaire minimum un peu inférieur au SMIC français

LONDRES. Les conditions de l'introduction d'un salaire horaire minimum au Royaume-Uni se précisent...

L'OMC donne quinze mois à l'Europe pour prouver le danger des hormones

BRUXELLES. L'Union européenne pourrait être obligée de lever, à compter de la mi-juillet 1999, l'embargo qu'elle applique aux importations de viande bovine élevées aux hormones...

Testament optimiste de l'Institut monétaire européen

FRANCFORT. Dans son dernier rapport annuel, avant de céder sa place à la Banque centrale européenne, le 1^{er} juin à Francfort, l'Institut monétaire européen (IME) dresse un tableau globalement favorable de la conjoncture européenne pour 1998 et 1999...

Une Convention facilitant le divorce dans l'Union européenne est signée

BRUXELLES. Les ministres de la justice des Quinze ont signé, jeudi 28 mai à Bruxelles, une convention visant à faciliter le divorce entre ressortissants de différentes nationalités au sein de l'Union européenne...

DÉPÊCHES

■ ISRAËL : une colonie controversée installée le 25 juin à Jérusalem-Est a été démantelée, jeudi 28 mai. L'organisation d'extrême-droite israélienne Ateret Cohanim a cependant indiqué que les autorités juives avaient accepté le principe d'une « présence » sur le site. - (AFP) ■ RUSSIE : pour réclamer la libération de Vincent Cochetel, pris en otage le 29 janvier en Ossétie du Nord où il effectuait une mission pour le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR), une marche était organisée vendredi 29 mai à Tours, ville dont il est originaire.

INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 30 MAI 1998 / 5

Jacques Chirac, à Beyrouth, veut réaffirmer le soutien de la France au Liban

Le président de la République doit inaugurer l'ambassade de France restaurée

Jacques Chirac effectue une visite de trois jours au Liban, du 29 au 31 mai, au cours de laquelle il doit notamment inaugurer l'ambassade de

France, entièrement restaurée après les dégâts causés par la guerre civile libanaise. M. Chirac doit réaffirmer à cette occasion le soutien de la

France au Liban, notamment à propos de la proposition israélienne de retrait conditionnel de la zone occupée au sud du pays.

AUCUN autre pays n'aura eu droit à tant de sollicitude : en deux ans, le président de la République, Jacques Chirac, aura fait trois visites au Liban. Visites que des circonstances régionales particulières, les relations historiques franco-libanaises, une amitié personnelle avec le premier ministre, Rafic Hariri, expliquent en partie, mais qui sont surtout l'expression d'un acte de foi exceptionnel - tenant du pari, tant les vents semblent contraires - dans l'avenir du pays du Liban.

M. Chirac est l'hôte du Liban du 29 au 31 mai. L'occasion - Financement, samedi, de la Résidence des présidents de la République de France à Beyrouth, entièrement restaurée après avoir été très sérieusement endommagée durant la guerre - pouvait difficilement être manquée.

Le lieu est hautement symbolique de l'intimité des relations entre Beyrouth et Paris. C'est là que résidait, avant l'indépendance, le haut commissaire français. De là, le général de Gaulle lança en 1941 un message à la France libre. C'est

près de la résidence que l'ambassadeur Louis Delamaré a été assassiné le 4 septembre 1961. C'est là que François Mitterrand est allé s'incliner devant les débris des soldats français membres de la Force multinationale pour le Liban, victimes d'un attentat en 1983.

Mais M. Chirac ne se rend pas à Beyrouth pour cultiver la nostalgie. Il veut faire de ce passé un tremplin pour l'avenir et réaffirmer aux Li-

Jean et Xavière Tiberi présents au Liban

AN COURS de son séjour à Beyrouth, dimanche 31 mai, Jacques Chirac va ouvrir les travaux de l'Association internationale des maires de France (AIMF), qu'il a contribué à créer il y a une vingtaine d'années. M. Chirac retrouvera à cette occasion Alain Juppé, maire de Bordeaux, et Jean Tiberi, maire de Paris. M. Tiberi sera accompagné de son épouse, Xavière, visée par une enquête judiciaire préliminaire.

banais, qui doutent d'eux-mêmes et des autres tant leur pays semble être le parent pauvre de la région, qu'ils peuvent compter sur la France. M. Chirac est aussi convaincu que le Liban, par ailleurs membre historique de l'Association des pays ayant le français en partage, est une bonne porte d'accès pour la France dans la région.

POUR UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE

Le président de la République doit également rassurer ses hôtes à propos de la position de la France sur la désormais fameuse résolution 425 du Conseil de sécurité des Nations unies, vieille de vingt ans relative au retrait de l'armée israélienne du Liban sud. Cette résolution, jamais appliquée, a été remise à l'ordre du jour par Israël, qui a annoncé début mars qu'il l'acceptait sous condition.

M. Chirac devait rappeler que pour Paris, la résolution 425 doit être appliquée à la lettre, c'est-à-dire sans conditions. Et dans la mesure où la Syrie, tuteur international du Liban, veille, M. Chirac ne devait pas manquer

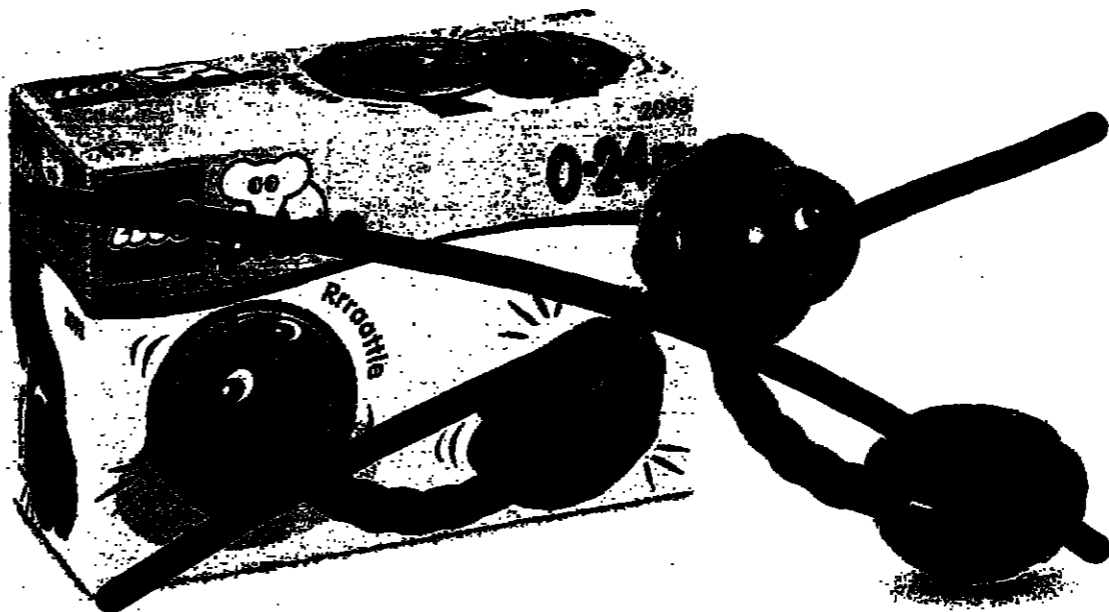
de rappeler que la paix ne pourra être que globale. Ce qui implique que Damas doit recouvrer sa souveraineté sur le Golan, et que les besoins d'Israël en matière de sécurité doivent être satisfaits.

Quant au retrait des troupes syriennes du Liban, que tous les Libanais espèrent à haute voix ou mezza voce, il devrait, selon M. Chirac, aller de soi, une fois que l'armée et les forces de sécurité libanaises auront rétabli la souveraineté de l'Etat sur la bande frontalière et que la paix aura été rétablie. A tort ou à raison, nombre de Libanais n'en sont pas si sûrs.

M. Chirac, enfin, devait profiter de l'occasion pour relancer une idée lancée avec son homologue égyptien, Hosni Moubarak : la convocation d'une « conférence des pays résolus à sauver la paix », qui « maintiendrait et confirmerait tous les principes et accords déjà existants » et dont les parties prenantes au processus de paix seraient « sages » pour relancer un processus de paix en grave danger de mort.

Mouna Naim

Aidez-nous à retirer du marché le hochet "coccinelle".



Suite à trois incidents qui nous ont été signalés en Europe, il semblerait qu'une extrémité du hochet "coccinelle" LEGO PRIMO (référence 2093) puisse rester coincée dans la bouche de certains bébés.

Bien que ce jouet respecte les normes de sécurité internationales les plus strictes, nous pensons que l'utilisation de ce hochet comporte un risque potentiel d'étouffement. Conformément à l'exigence de qualité et de sécurité de notre marque, nous avons décidé de retirer immédiatement de la vente le hochet "coccinelle" et de procéder au rappel de ceux qui se trouvent dans les familles.

Si vous êtes en possession d'un hochet "coccinelle", merci de bien vouloir nous le retourner à l'adresse ci-après. Vous serez indemnisé par une somme forfaitaire de 60 F incluant vos frais d'acheminement.

LEGO (PRIMO) Service Consommateurs 16 rue Edmond Politet BP 837 28011 CHARTRES Cedex

Si un membre de votre famille ou de votre entourage possède un hochet "coccinelle" LEGO PRIMO, merci de l'inciter à nous le retourner.

Pour plus d'informations, vous pouvez appeler gratuitement 24h sur 24, 7 jours sur 7, le numéro vert suivant 08001 08002

Merci de votre compréhension et de votre aide.



© 1998 LEGO. Tous droits réservés. LEGO est une marque déposée de LEGO Group.

M. Jospin examine d'une ratification sous...

GAUCHE Alors que, sous la houlette de Robert Hue et Louis Viannet, les directions du PCF et de la CGT évoluent dans le sens de la réforme et de l'ouverture, des poches de résis-

tance se confirment au sein des deux organisations. ● **DANS LE LOIR-ET-CHER**, des communistes se sont mis en rupture de la fédération pour dénoncer les « renoncements » de leurs

dirigeants. ● **L'ARRIVÉE DE BERNARD THIBAUT**, le jeune leader des cheminots, à la tête de la CGT, en février 1999 ravive les craintes des conservateurs, au sein de la centrale, qui pour-

raient constituer un courant. L'action syndicale devient le refuge de communistes échaudés par la participation gouvernementale. ● **LES TENSIONS** pourraient s'aviver à propos

d'Air France, ou de la « réforme de la réforme » de la SNCF. Le ministre communiste des transports, Jean-Claude Gayssot, cherche à établir une doctrine de la gestion publique.

La CGT bénéficie de la perte d'influence du Parti communiste français

Les communistes échaudés par la participation gouvernementale se réfugient dans la centrale syndicale. L'arrivée de Bernard Thibault, à la tête de la CGT, en février 1999, confirme, sur fond de tensions, une évolution dans le sens de l'ouverture

C'EST ÉCRIT, noir sur blanc, dans *L'Humanité* du 7 mai. Avec ce mélange de contrainte et de bonne volonté qui devient presque une politique. L'article rend compte d'une réunion des secrétaires départementaux, place du Colonel-Fabien, devant Robert Hue. « Il y a des blocages dans le parti », dit l'un. « Trop de communistes ne participent plus à l'activité du parti et, a fortiori, à son ouverture », ajoute un autre. « Le parti n'est pas attrayant », enchaine un troisième. Et un autre encore évoque le chemin de croix du nouvel adhérent dans une « cellule où se poursuit depuis des années une conversation codée, apparemment très éloignée de ses motivations ».

Même si la direction veut et sait se servir de ces confessions, ces témoignages révèlent un malaise et un découragement. Le « Parti » ne se porte pas bien. Si Jean-Claude Gayssot et Marie-George Buffet, au gouvernement, font exister les « camarades », si son secrétaire national, Robert Hue, sait jusqu'à l'excès attirer l'attention des médias, les forces militantes et la réflexion font défaut. Alors, tout naturellement, cette perte d'influence profite à la CGT.

Lorsque, en décembre 1996, lors du 29^e congrès du PCF, le secré-

taire général de la CGT, Louis Viannet, décide de quitter le bureau national du PCF, les deux hommes ont en mémoire les grèves de décembre 1995, au cours desquelles Bernard Thibault, le jeune patron des cheminots CGT, est apparu comme le chef de file de cette gauche qu'on nomme depuis le « mouvement social ». A l'époque, M. Hue songeait déjà aux élections législatives de mars 1998, après lesquelles il souhaitait imposer à ses troupes l'idée de ministres communistes. Une « séparation » entre parti et syndicat rendra plus facile la participation gouvernementale ; la CGT aura les coudées plus franches. Les ministres communistes seront les « relais citoyens » d'un mécontentement de moins en moins canalisé par les organisations traditionnelles, tandis que, face à Lionel Jospin, le secrétaire national du PCF pourra se targuer de liens – toujours réels – avec la CGT. Chacun sait, en outre, à Montreuil comme place du Colonel-Fabien, que M. Thibault, qui devrait succéder à M. Viannet en février 1999, était, bien plus que Maryse Dumas, le candidat de M. Hue.

Plus unitaires, plus ouverts aux nouvelles réalités de la société et de l'économie, le parti et le syndi-



cat opèrent des évolutions parallèles. Dans le même temps, l'annonce de l'arrivée de M. Thibault à la direction de la centrale a ravivé les inquiétudes de ceux qui, en décembre 1995, lors du 45^e congrès de la CGT, s'étaient comptés sur la vote modifiant l'article 1^{er} des statuts de la centrale : un tiers des délégués présents

avaient alors refusé que la CGT ne s'assigne plus comme but la « suppression de l'exploitation capitaliste ». Après le départ de la Fédération syndicale mondiale, imposé lors du même congrès, ce score avait conforté les conservateurs du parti : plus qu'entre « durs » et « mous », ou réformistes, le clivage qui traverse la CGT oppose

en effet ces derniers aux modernistes. Sans véritables chefs de file, ces cégétistes, souvent aussi membres du parti, ont consacré toute leur vie à militer au sein de ces deux organisations. En région parisienne, dans le Val-de-Marne, les Bouches-du-Rhône, la région Centre, ces fiefs recouvrent ceux du PCF. Pas un hasard si l'association « Continuer la CGT » – un courant qui peut regrouper 15 % de sympathisants – a été lancée à Lens (Pas-de-Calais), dans les locaux du parti : puisque le PCF est devenu réformiste, jugent ses sympathisants, la seule action qui vaille passe par la CGT.

L'apparition et la structuration d'une force conservatrice au sein de la CGT est un des enjeux du prochain congrès. Au printemps 1997, a circulé au sein de la CGT, un « appel des 1 000 », contre l'adhésion de la CGT à la Confédération européenne des syndicats, un des buts poursuivis par M. Viannet. En mars, un manifeste appelant à « coordonner les courants de gauche des principales centrales syndicales, face à l'offensive néolibérale dans toute l'Europe occidentale », signé notamment par Jean-Pierre Page, responsable du secteur international de la CGT, « fuit » sur le réseau interne de la centrale. Au cours du comité confédéral de mai, Georges Hervo, le conservateur patron de la fédération de la chimie, et Marcel Carbasse, secrétaire de l'union départementale de Marseille, critiquent le travail du bureau confédéral sortant.

Ces conflits pourraient s'aviver, prochainement, autour de la « réforme de la réforme » de la SNCF, ou sur la défense d'Air France, contre le désengagement de l'Etat. M. Hue et Gayssot, d'un côté, M. Viannet et Thibault, de l'autre, devront cohabiter. Le 6 avril, dans une tribune au vitriol publiée par *L'Humanité*, Claude Billard, député du Val-de-Marne – l'ancienne circonscription de Georges Marchais –, membre du bureau national et chargé du secteur public Place du Colonel-Fabien, dénonce la « privatisation » de la compagnie et prévient : « Les communistes d'Air France s'in-

quièrent des décisions d'ouverture du capital de la compagnie nationale (...). Les syndicats unanimes rejettent toute forme de participation des agents au capital de la compagnie (...). Pourquoi le gouvernement – qui déclare exclure la privatisation – ne sort-il pas officiellement Air France du champ de la loi Balladur dressant la liste des « privatisables » ? Quelques jours plus tôt, le ministre des transports

« Robert, tu me fends le cœur ! »

« Vous allez assister à une étonnante partie de cartes », avait promis Jean-Pierre Foucault, samedi 18 avril. TF1 était la centième de « Navarro ». Robert Hue, qui doit beaucoup à Roger Hamon – le beau-frère de François Mitterrand ne lui avait pas ménagé son soutien lors de l'élection présidentielle de 1995, puis, à Argeuville, pendant la campagne législative, en 1997, du député du Val-d'Oise –, avait accepté de jouer avec Jack Lang et Michel Charasse la célèbre partie de cartes de Marcel Pagnol. M. Hue n'a pas apprécié la narration qu'en a faite *L'Humanité Hebdo*, le 23 avril, dans un billet intitulé « Tu me fends le cœur ! ». « Une partie de tricheurs. D'où un certain malaise. Etait-il à leur place ? », s'interrogeait le chroniqueur. « Une magazine communiste, en commentant la prestation de M. Hue, qui jouait Banisse, avait conclu : « Qui penserait à féliciter un homme politique pour ses talents de comédien ? »

avait reçu discrètement M. Billard, avec quelques parlementaires communistes, pour leur suggérer de déposer un amendement proposant de « sortir » Air France de cette liste. Un entretien sans suite. En attaquant le ministre dans *L'Humanité*, M. Billard s'est fait le porte-parole des résistances communistes et cégétistes.

Alain Beauvillier et Ariane Chemin

Des ministres « enchaînés aux fauteuils des salons socialistes »

BLOIS

de notre correspondant
A la fédération de Loir-et-Cher du Parti communiste français, « on est zen ». Jean-Louis Le Moing, tout juste quarante ans, secrétaire fédéral depuis 1985, le dit et l'affiche d'un sourire. Permanent depuis l'âge de dix-huit ans, entré au comité national en 1996, cet homme d'appareil se plaît à incarner le militant communiste ouvert et pragmatique. Avec une courtoisie qui ne se dément jamais, le nouveau conseiller régional, élu en mars sur la liste « plurielle » emmenée par Jack Lang, répète sereinement que la « démarche nouvelle » des communistes appelle « réflexion, discussion, débat, créativité, imagination... ».

Pourtant, il y aurait de quoi perdre sa sérénité. En trois mois, les quarante et un signataires de l'« Appel des 41 » sont devenus quatre-vingt-dix, en rupture ou en « grève des timbres », qui dénoncent les « renoncements » d'un parti « Canada Dry ». « Il [en] a encore le nom et s'efforce de maintenir quelques signes extérieurs de reconnaissance... » affirme ces adhérents de la fédération, qui en revendique huit cents. « Plus de 10 % ! Ce serait déjà beaucoup », ironise Armand Villa, ex-secrétaire national des fonctionnaires CGT, un des premiers signataires de l'appel, parmi lesquels figure Thérèse Hirzberg, ancienne dirigeante des fonctionnaires CGT qui, en 1981, s'était opposée à l'entrée de ministres communistes au gouvernement.

« LE PARTI EST EN DANGER »
Les « 41 » préparent, le 10 juin, les « assises des communistes de Loir-et-Cher ». Une phrase de Maurice Thorez fait le bandeau de la tribune libre de leur bulletin : « Que les bouches s'ouvrent ! » Et elles s'ouvrent : « Oui, le Parti est en danger, regardons ce que Gorbatchev en a fait en URSS » ; les ministres communistes sont « enchaînés aux fauteuils

des salons socialistes » ; « Comment pourrais-je être militant syndical CGT me battant contre la privatisation des services publics et militer en même temps au PCF, qui prône la mixité des capitaux à France Télécom ? » écrit Dominique Hervelet, postier à Blois.

« Ce sont des gens avec qui nous souhaitons travailler », assure M. Le Moing. S'il distingue « les meneurs qui s'opposent de longue date aux mutations du Parti et ont appelé à voter nul dès 1997 » des autres signataires, dont il « comprend les impuissances », il n'exclut personne de la discussion.

Pour les « 41 », ce serait « un vote politique pour la direction fédérale de ne pas participer à ces assises ». Le patriarcat de la fédération, Roger Leclerc, cinquante-six ans de parti, des lustres de comité central et une chasse à l'ours ratée avec Brejnev, grommelle : « Quand la route devient caillouteuse, il y en a toujours qui s'écartent du chemin. » – Interim

Jean-Claude Gayssot veille avec opiniâtreté sur le domaine public des transports

EN CONFIAIT au principal ministre communiste de son gouvernement le secteur des transports, de l'équipement et du logement, le premier ministre, Lionel Jospin, a placé sous bonne garde communiste deux des principales entreprises publiques, la SNCF et Air France. Jean-Claude Gayssot a décidé d'en faire un véritable domaine réservé, qu'il s'applique à défendre, voire à étendre, en revendiquant un droit de regard sur les entreprises aéronautiques Aérospatiale et Snecma.

Le ministre communiste s'est employé à établir, par touches successives, une doctrine de la gestion publique. « Je veux démontrer qu'une entreprise publique est tout aussi capable de performance et d'efficacité », répète-t-il souvent pour justifier la fin de non-recevoir qu'il oppose aux partenaires industriels européens de la France, réticents à s'allier à une entreprise contrôlée par l'Etat, ou aux PDG impatients de se débarrasser d'une tutelle contraignante.

Le bras de fer avec Christian Blanc, à l'été 1997, va lui donner l'occasion de marquer son autorité. Au président d'Air France qui réclamait la sortie de son groupe du périmètre étatique, M. Gayssot répond qu'il ne « [sera] pas le ministre de la privatisation ». Mais M. Blanc finit de la privatisation un principe, met son mandat en jeu et parvient à rallier à sa cause Domi-

nique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie. « On s'est vraiment demandé pendant quelques jours dans quel sens le premier ministre allait arbitrer », confie aujourd'hui un conseiller de M. Gayssot. Mais le premier ministre est fidèle à la déclaration commune PS-PCF. M. Blanc démissionne et est remplacé par Jean-Cyril Spinetta. Neuf mois plus tard, l'accord de M. Gayssot pour l'ouverture minoritaire du capital d'Air France fera pourtant grincer quelques dents dans les rangs communistes.

APPÉTIT INTERVENTIONNISTE

Fort de ce premier succès sur la pérennité du secteur public, M. Gayssot veille jalousement sur son portefeuille industriel. Aux Ets-Unis, il se réjouit de constater que le géant General Electric n'exprime aucune réticence particulière à être allié, depuis vingt-cinq ans, au fabricant public de moteurs d'avion Snecma. Si le ministre des transports n'a rien pu faire contre la privatisation de l'entreprise d'électronique de défense Thomson-CSF, il revendique son titre de « ministre Airbus », pour faire savoir qu'il s'opposera à la privatisation d'Aérospatiale, dont le gouvernement a annoncé l'ouverture du capital, mercredi 27 mai.

Cet appétit interventionniste se retrouve sur le terrain social. Par goût de la négociation collective,

et auréolé de son succès dans le conflit des chauffeurs routiers, le « ministre-président » d'Air France se retrouve aujourd'hui en première ligne dans le conflit des pilotes. « Je vais laisser bouillir un peu la marmite et puis l'interviendrai », confiait le ministre il y a quelques semaines. Doubtant le président de l'entreprise, en recevant directement les syndicats, il n'a pas le droit à l'erreur.

A la SNCF non plus. M. Gayssot n'a pas encore pu à bras-le-corps le délicat dossier de la réforme ferroviaire. Ancien cheminot, M. Gayssot part certes avec de sérieux atouts. Ils lui permettent d'être écouté aujourd'hui par la CGT. Le principal syndicat de la SNCF a endossé la « logique de responsabilité » du ministre et ne devrait pas perturber le déroulement du Mondial, malgré les tensions sociales dans l'entreprise. M. Gayssot a calmé le jeu en accordant d'emblée un désendettement supplémentaire de 28 milliards de francs, mais n'a toujours pas tenu sa promesse de « réformer la réforme ». Les cheminots attendent toujours des gages sur l'unicité du secteur ferroviaire, mise à mal par la création du réseau ferré de France, propriétaire des vols et, surtout, qui décide aujourd'hui des investissements ferroviaires.

Christophe Jakubyszyn

Un partisan au parler clair du « renouveau syndical »

L'HOMME a percé sur la scène médiatique pendant le conflit de novembre-décembre 1995. Dirigeant des cheminots CGT en grève, Bernard Thibault a totale-

ment désarçonné le présentateur Daniel Billaud, au cours d'un journal de 20 heures sur France 2. S'attendant à avoir en face de lui un pur apparatchik du syndicalisme, au langage convenu, le journaliste s'est retrouvé face à un dirigeant ouvert, jeune et décontracté, au parler clair. Bien plus que Marc Blondel, il fut alors le véritable chef d'orchestre du mouvement social et de la contestation du gouvernement d'Alain Juppé, née de la remise en cause des régimes spéciaux de retraite, et notamment celui de la SNCF.

Remarqué par Louis Viannet, triomphalement réélu le 8 décembre 1995, pour un second mandat à la tête de la CGT, il fut dans la foulée repéré par Robert Hue. Le secrétaire national du Parti communiste français a fait des pieds et des mains pour convaincre le jeune dirigeant cheminot d'entrer au comité national du PCF, en décembre 1996, au moment où M. Viannet quittait pourtant le bureau national du parti.

Cet acte d'allégeance au parti fut diversement apprécié, alors qu'au sein de la CGT court une profonde ligne de clivage entre ceux qui sont persuadés que la centrale de Montreuil doit se réformer pour survivre et les partisans du statu quo.

Jusqu'à sa désignation, le 7 mai, à l'unanimité du bureau confédéral, pour prendre en main les destinées de la CGT, à partir de février 1999, Bernard Thibault est resté silencieux sur le sujet, se gardant bien de se prononcer. Rapporteur du projet de résolution générale, dont une première version était discutée, le 19 mai, au cours d'un comité confédéral national, le parlement de la centrale, il a alors publiquement lâché qu'« il faut accélérer le processus de renouveau syndical ». Dauphin souhaité par M. Viannet, il a longtemps fait attendre ce dernier avant de lui donner son accord.

L'OMBRE DE GEORGES SÉGUY

Très prudent, M. Thibault a en effet beaucoup hésité, pesant le pour et le contre, avant de se décider. Jeune – il est né en 1959 –, il sait qu'il risque d'en prendre pour une quinzaine d'années et d'exercer trois ou quatre mandats d'affilée à la tête de la centrale. A lui revient la lourde tâche de faire entrer la CGT dans le XXI^e siècle. Or, bien que depuis peu au cœur du pouvoir cégétiste – il n'est au bureau confédéral que depuis un an –, il connaît les pesanteurs de l'appareil syndical et la complexité de ses rouages. Entre autres

atouts, M. Thibault a son passé de cheminot. Il reste plus marqué par la culture de la SNCF que par celle du parti, auquel il a adhéré en 1986. Entré au dépôt de Paris-Est à l'âge de dix-huit ans, après un certificat d'aptitude professionnelle de mécanique générale, il est issu d'une des trois ou quatre fédérations qui comptent au sein de la CGT, avec l'énergie, la métallurgie et la poste. Sur son parcours, plane l'ombre bienveillante de Georges Séguy, cheminot comme lui et catapulté au même âge à la tête de la CGT, à la veille de mai 68. M. Séguy, qui chasse dans le Loiret en compagnie de M. Viannet, assure avoir beaucoup fait pour rapprocher les deux hommes.

Direct, M. Thibault n'a ni les manières ni le discours d'un syndicaliste traditionnel. Il apparaît en phase avec les nouvelles orientations que la CGT met en avant. En décembre 1997 et en janvier, il a participé aux manifestations des associations de chômeurs et des comités CGT. Auparavant, il avait participé à l'action menée par la CGT contre les lois sur l'immigration et pour la défense des sans-papiers. Sa légitimité reposant sur l'épreuve de force remportée à la SNCF, en 1995, il a rappelé, mercredi 28 mai, au congrès de la Fédération des industries chimiques CGT, que le mouvement social avait « bel et bien montré un second souffle depuis 1995 ».

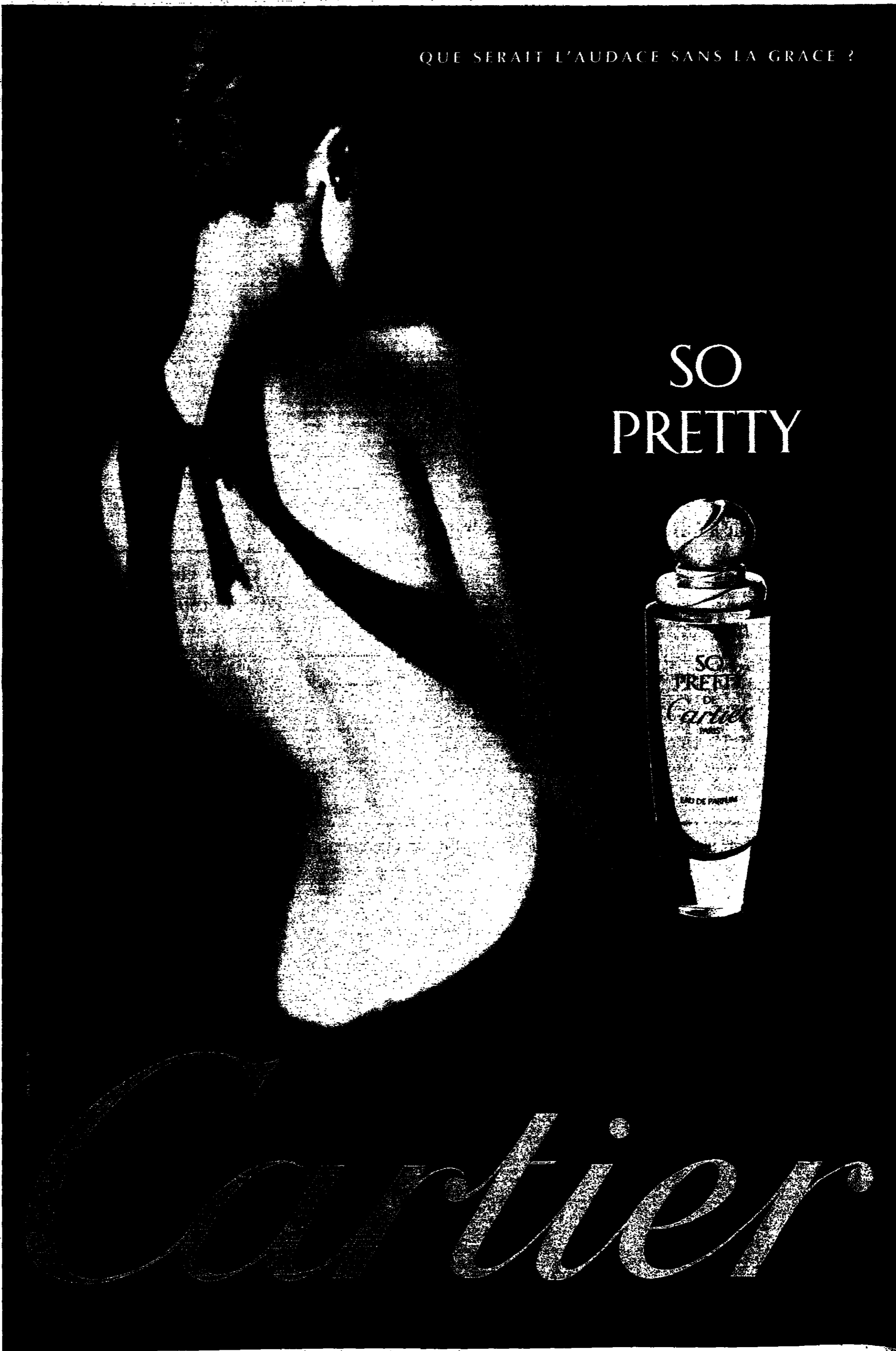
A. B.-M.

هكذا زمن الإهمل

(Publicité)

QUE SERAIT L'AUDACE SANS LA GRACE ?

SO
PRETTY



Cartier

... de la réforme de
... de la réforme de
... de la réforme de

Le communiste français et dans la centrale syndicale une évolution dans le sens de la liberté

Robert
... me fends le cœur
... me fends le cœur
... me fends le cœur

à parler clair du...

... à parler clair du
... à parler clair du
... à parler clair du

L'Assemblée nationale proclame : « La France reconnaît le génocide arménien de 1915 »

Le gouvernement s'inquiète des réactions d'Ankara après le vote d'un texte symbolique

Les députés ont voté, vendredi 29 mai, une proposition de loi d'origine socialiste reconnaissant le génocide arménien. Ce texte qui « ne réjouit

pas » l'Hotel Matignon, n'a qu'une portée symbolique et, accessoirement, permet au Parlement d'adopter une pétition de principe, ce qui,

formellement, lui est interdit depuis 1958. Les autorités turques ont fait part de leur mécontentement.

UN PÉRIEUX exercice diplomatique attendait le gouvernement, vendredi 29 mai, lors de l'examen à l'Assemblée nationale de la proposition de loi reconnaissant le génocide arménien de 1915. Cette initiative parlementaire « ne réjouit pas » Matignon, qui redoute des conséquences politiques et économiques avec la Turquie, reconnaît l'entourage de Lionel Jospin. L'article unique du texte est aussi bref que symbolique : « La France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915. » Comment s'opposera-t-il à un texte qui suscite la quasi-unanimité au Parlement, s'interroge un ministre ? De son côté, le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, a tenu à rassurer son homologue turc : dans sa réponse à la lettre que lui a adressée Hikmet Cetin, président de la Grande Assemblée nationale de Turquie, M. Fabius précise que cette proposition de loi ne constitue « en rien un geste dirigé contre la Turquie actuelle », mais il ajoute qu'il n'entre pas dans ses prérogatives « d'interrompre cette procédure », comme M. Cetin l'y a invité.

C'est à force d'« obstination » que les députés ont fini par inscrire cette proposition à l'ordre du jour, alors que les tentatives de leurs prédécesseurs, depuis de nombreuses années, n'avaient jamais abouti, explique Jean-Paul Bret (PS, Rhône), l'un des initiateurs du texte, avec René Rouquet (PS, Val-de-Marne), rapporteur et maire d'Alfortville, qui compte une importante communauté arménienne.

« UN PRÉCÉDENT INTÉRESSANT » A l'approche de la date anniversaire du génocide (le 24 avril), deux questions d'actualité avaient été posées à Pierre Moscovici, le 21 avril, puis une troisième à Hubert Védrine, le lendemain (Le Monde daté 26-27 avril) : le ministre délégué aux affaires européennes avait reconnu le caractère de génocide du peuple arménien, mais seulement « à titre personnel », tandis que le ministre des affaires étrangères utilisait le terme de « massacres », comme devait le faire le premier ministre, le 24 avril, dans un communiqué officiel. Pourtant, lors de la cam-

pagne présidentielle de 1995, M. Jospin avait exprimé son soutien à la reconnaissance du génocide. M. Bret avait prévenu le gouvernement que le groupe socialiste utiliserait « toutes les ressources » du règlement de l'Assemblée nationale pour « faire aboutir » sa proposition. Le 22 avril, en réunion de groupe, les députés socialistes avaient décidé de ne pas se satisfaire de la « platitude des réponses [gouvernementales] de la veille », explique M. Bret, qui précise que, dans cette affaire, Jean-Marc Ayrault, le président du groupe, a donné un « coup de pouce » décisif. Une semaine plus tard, les élus socialistes décidaient, à la quasi-unanimité, l'inscription de la proposition de loi dans la niche parlementaire, prévue le 29 mai. Seul Serge Blioko (Paris) avait été d'un avis contraire.

Quelques rares députés critiquent ouvertement cette initiative. Jacques Myard (RPR, Yvelines) estime que la loi n'a pas « pour fonction de codifier l'histoire » ; « Pourquoi ne pas, aussi, reconnaître le génocide des Tsiganes

et de tous les peuples victimes d'un massacre ? », lance-t-il. « On met le doigt dans un engrenage un peu dangereux », juge, de même, Paul Dhaille (PS, Seine-Maritime), qui doute aussi de la portée d'un texte purement déclaratif : « Il y aura un vote au Parlement, et après ? » En fait, cette proposition de loi s'apparente à une proposition de résolution, une procédure parlementaire interdite aux députés et aux sénateurs par la Constitution de la Ve République. Seules, depuis 1993, les propositions de résolution qui portent sur des actes européens « comportant des dispositions de nature législative » sont désormais autorisées par la Loi fondamentale. L'adoption du texte sur le génocide arménien, qui ne fait guère de doute, est aussi un moyen de ressusciter ce pouvoir parlementaire : ce serait un « précédent intéressant », a résumé Jack Lang (PS, Loire-et-Cher), président de la commission des affaires étrangères, mardi 26 mai. En votant ce texte, les députés feront d'une pierre deux coups.

Clarisse Fabre

Mobilisation en Picardie contre l'alliance de la droite avec le Front national

Une manifestation est organisée le 13 juin

AMIENS de notre correspondant La Picardie, où le président du conseil régional a été élu avec le vote du Front national, se mobilise contre l'extrême droite. Le 20 mars, Charles Baur (exclu depuis de l'UDF) acceptait les voix du FN qui lui permettaient de conserver la présidence de la région. Dès le 2 avril, l'association Picardie citoyenne lançait un appel pour rassembler tous ceux qui, individuellement ou au sein d'organisations, refusent cette élection.

Michel Caullier, responsable de Picardie citoyenne, affirme : « Il s'agit de reconstruire la digue qui protégeait des idées de l'extrême droite. En concluant un accord avec le FN, Charles Baur ouvre la voie à la banalisation et à l'institutionnalisation d'une extrême droite raciste et xénophobe qu'il sort de la marginalité. » M. Caullier explique aussi que, « pour contribuer à faire plier Charles Baur et ses collègues, qui ont accepté de mêler leurs voix à celles des élus du FN », un grand rassemblement aura lieu le samedi 13 juin à Amiens dans le cadre d'une opération appelée « Douze heures pour la fraternité ». « La question fondamentale, affirme M. Caullier et les militants qui courent avec lui, c'est que le

FN n'est pas un parti comme les autres. » Ils expliquent que leur démarche les amène à s'adresser « à tous les élus républicains comme à tous les citoyens ». Ils insistent sur le fait que leur mobilisation est « de portée nationale » : le rassemblement est construit de telle sorte que « l'ensemble des républicains puissent y trouver leur place ». Ils soulignent le fait qu'il est « indispensable de donner aux inquiets, en ce qui concerne le FN, l'occasion de se rassembler ». La question est posée par les militants de « Picardie citoyenne » : « Quelle culture désormais pour notre région ? Qu'est-ce qui va se passer pour le mouvement associatif ? »

Ils « exigent » la démission de Charles Baur. Non seulement la « Picardie citoyenne » alerte tous les médias, mais par surcroît, elle achète une page dans Le Courrier picard, le quotidien régional. L'Aisne nouvelle, tri-hebdomadaire couvrant le nord de l'Aisne et appartenant au groupe de La Voix du Nord, a refusé cette insertion publicitaire. La distribution de 450 000 tracts est prévue. Les organisateurs de la journée du 13 juin espèrent ainsi une forte mobilisation.

Michel Curie

La Turquie a mis en garde les autorités françaises

ISTANBUL de notre correspondant

Au beau fixe depuis plusieurs années, les relations bilatérales entre la France et la Turquie pourraient entrer dans une zone de turbulences. Le ministre des affaires étrangères, Ismail Cem, lors d'une cérémonie commémorant les trente-quatre Turcs victimes des attentats de l'Armée de libération de l'Arménie (Asala), durant les années 70 et 80, a dénoncé, mercredi, « ceux qui encouragent et ravivent la haine... pour pouvoir recueillir trois voix supplémentaires ».

La tragédie de 1915 demeure un sujet délicat en Turquie, où la version arménienne des événements n'a jamais été acceptée. Les autorités d'Ankara reconnaissent que des déportations et des atrocités ont eu lieu à cette époque dans l'est du pays mais elles rejettent catégoriquement le concept de génocide. Les Turcs - qui démentent les chiffres de plus d'un million de victimes arméniennes, estimant que les pertes se situent autour de 300 000 personnes - soulignent que, dans le cadre du conflit qui opposa alors la Russie et la Turquie, des atrocités ont été commises dans tous les camps.

Une proposition de loi similaire, introduite par le sénateur républicain Bob Dole, avait assemblé, il y a quelques années, les relations entre la Turquie et les Etats-Unis. Les diplomates turcs déplorent qu'une telle initiative viennement s'interposer entre Ankara et Paris à un moment où les liens entre les deux pays, dont les échanges commerciaux se montaient à 24,3 milliards de francs en 1997, sont sur le point de prendre un nouvel essor dans le cadre de l'accord France-Turquie 2000.

« C'EST DU DOMAINE DES HISTORIENS » « Après la visite du président Demirel, nous avons mis sur pied un plan de partenariat stratégique. Tout est là pour encourager le développement à long terme », déclare l'ambassadeur turc à Paris, Sommez Koksak, qui trouve « difficile à comprendre », dans ce contexte de relations harmonieuses, la démarche des députés français. Certains attribuent cette initiative à l'arrivée au pouvoir en Arménie, fin mars, de Robert Kotcharian qui, dans sa campagne électorale, avait signalé son intention de mobiliser la diaspora arménienne pour faire pression sur la Turquie et obtenir d'elle la reconnaissance for-

melle du génocide. Les autorités turques ont mis en garde les autorités françaises sur les conséquences de cette prise de position. Dans un message adressé à son homologue français, le premier ministre Mesut Yilmaz a rappelé les tensions dans les relations entre la France et la Turquie, au début des années 80, alors que l'Asala était actif. « Il a fallu des années pour ramener nos liens au point où ils en sont », explique un responsable turc. « Ce débat relève du domaine des historiens, il n'y a pas de raison que les politiciens s'en mêlent », explique-t-on au ministère des affaires étrangères turc. « Ce n'est pas avec deux lignes de loi qu'il nous pourront trancher cette question. En plus, nous n'avons même pas la parole dans ce débat. »

Pour l'instant, les autorités turques, qui paient d'un « problème sérieux » mais continuent d'espérer que la proposition de loi sera rejetée, se refusent à révéler en quoi les relations bilatérales seraient affectées. Mais, compte tenu de leur sensibilité particulière à ce sujet, il est difficile d'imaginer qu'elles resteraient sans réaction.

Nicole Pope

M. Chirac en accord avec M. Jospin sur la parité

LE PRÉSIDENT de la République a exprimé son accord avec le premier ministre, jeudi 28 mai, sur la réforme constitutionnelle qui doit permettre d'établir la parité - ou plutôt « l'égalité » - entre hommes et femmes dans la vie publique. Président d'une réunion de travail à laquelle participaient notamment la philosophe Elisabeth Badinter, la députée Roselyne Bachelot (RPR) et l'avocate Gisèle Halimi, Jacques Chirac s'est montré réservé sur l'inscription de la parité hommes-femmes dans l'article premier de la Constitution. En revanche, le chef de l'Etat s'est dit prêt à « se rallier » à une réforme de l'article 34 de la Constitution qui fixe le domaine de la loi. Dans le projet de loi constitutionnelle que le premier ministre a récemment remis à M. Chirac, il est proposé de préciser, à l'article 34, que « la loi ou la loi organique peut fixer des règles favorisant l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités politiques, professionnelles ou sociales ».

La majorité municipale de Paris se réorganise

JEAN TIBERI a réuni, jeudi 28 mai, les présidents de chacun des trois groupes de la majorité municipale de Paris, Roger Romani (RPR), Jacques Dominati (UDF) et Jacques Roubaud (PARIS), afin de mettre en œuvre le dispositif qui a mis fin au conflit opposant le maire de Paris à celui du 15^e arrondissement. Le « conseil politique », composé de treize membres (le maire, le premier adjoint, l'adjoint aux finances, trois représentants de chaque groupe et un indépendant), devait être constitué avant la prochaine séance du conseil, le 8 juin. Quant à l'intergroupe Alliance pour Paris, présidé de droit par le maire, et dont le premier président délégué sera, pendant un an, M. Dominati, il devrait se réunir rapidement. MM. Toubon et Tiberi se sont par ailleurs entretenus de la réorganisation de la fédération RPR, prévue dans l'accord, dont le maire est le secrétaire départemental.

DÉPÊCHES

- **DRÔTE** : Jacques Chirac a reçu Alain Madelin, président de Démocratie libérale, jeudi 28 mai, et il devrait s'entretenir prochainement avec François Léotard et François Bayrou. Cette rencontre intervient au moment où la formation de M. Madelin a décidé de créer son propre groupe à l'Assemblée nationale. Le président de la République avait déploré cette initiative.
- **NOUVELLE-CALÉDONIE** : Nidokeh Naisseline, cosignataire des accords de Matignon de 1988, a été réélu, vendredi 29 mai, président de la province des îles Loyauté, par une majorité d'élus indépendantistes. En 1995, il avait passé un accord de gestion avec les anti-indépendantistes. Ce renversement d'alliance est une conséquence du récent accord de Nouméa.
- **EMPLOIS FICTIFS** : Michel Charasse, sénateur (PS) et ancien collaborateur de François Mitterrand à l'Elysée, affirme, dans un entretien publié vendredi 29 mai dans L'Est républicain que « L'Elysée ne fonctionne qu'avec des emplois fictifs ». « Il est normal, affirme M. Charasse, que le président de la République puisse choisir librement ses collaborateurs et qu'il les fasse payer par l'Etat, via les ministères ou les entreprises publiques. »

■ **GOVERNEMENT** : Lionel Jospin qui participait, jeudi 28 mai, à un dîner républicain à Saint-Gaudens (Haute-Garonne), a déclaré : « Si je devais dire en deux mots ce que nous avons essayé de faire depuis un an, j'utiliserais deux verbes : gouverner et réformer. » « Gouverner, c'est d'abord traiter les dossiers », a indiqué le premier ministre, « et je suis frappé de voir le nombre de dossiers que les deux gouvernements précédents ont laissé sans les avoir traités, parfois les ayant ouverts en ayant été incapables de les réformer. »

Les textes sur le cumul des mandats sont « bruts de décoffrage », selon M. Chevènement

LES DÉPUTÉS ont adopté en première lecture, jeudi 28 mai, le projet de loi ordonnant le cumul des mandats. Ainsi qu'ils l'avaient fait la nuit précédente, lors du vote sur le projet de loi organique (Le Monde du 29 mai), les députés socialistes, communistes et Verts se sont prononcés pour, tandis que l'opposition RPR-UDF a voté contre, à l'exception de Dominique Pailhé (UDF, Deux-Sèvres) qui s'est abstenu.

L'Assemblée nationale a ainsi adopté deux textes « bruts de décoffrage », selon l'expression du ministre de l'intérieur, qui n'a pas manqué de souligner que l'examen de ces projets de loi au Sénat, prévu à l'automne, serait l'occasion d'« ouvrir de nouvelles perspectives ». Ces quelques mots ont mis un peu de baume au cœur des nombreux « députés-maires » de la majorité qui ont très difficilement accepté de voter la suppression, à terme, du cumul des mandats qu'ils détiennent aujourd'hui. Tout en apportant au second texte du gouvernement - qui concerne le cumul des mandats des élus locaux et européens - des modifications conformes aux amendements qu'ils avaient votés lors de l'examen du projet de loi organique, les députés ont tenté d'avancer simultanément dans plusieurs autres directions.

nombreux députés craignent qu'elle soit mal comprise par l'opinion, Jacques Brunhes (Hauts-de-Seine) exprimant le souhait que soit débattue « une vraie loi sur le statut des élus ». « Je crains que cette révolution des indemnités des maires ne fasse que renvoyer ce débat aux calendes », a-t-il précisé. Le RPR s'est abstenu, de même que Pierre Albertini (UDF, Seine-Maritime). Les députés ont également adopté deux amendements de Guy Hascocé (Vert, Nord) étendant aux maires des communes de plus de 3 500 habitants le crédit d'heures dont bénéficient, pour les besoins de leur mandat, les maires de communes de plus de 100 000 habitants.

Les indemnités des maires

Aux termes de l'amendement du gouvernement, adopté jeudi 28 mai à l'Assemblée nationale, mais dont le sort est lié à l'adoption définitive du projet de loi organique sur le cumul des mandats, les maires pourraient voir leurs indemnités augmenter dans les proportions suivantes.

- Jusqu'à 10 000 habitants : pour une commune de moins de 500 habitants, le maire percevait 3 804 francs (au lieu de 2 685 actuels). De 500 à 999 habitants, il percevait 6 937 francs (au lieu de 3 804). De 1 000 à 3 499 habitants, il percevait 9 622 francs (au lieu de 6 937). De 3 500 à 9 999 habitants, il percevait 12 308 francs (au lieu de 9 622).

Après s'en être remis à la « sagesse » de l'Assemblée sur ces propositions qu'il a ironiquement qualifiées de « sympathiques », le ministre de l'intérieur a manifesté son hostilité à plusieurs autres amendements visant à réviser le rôle du Parlement, soulignant qu'ils ne relevaient pas du texte en cours d'examen, et, par certains, qu'ils risquaient d'être censurés par le Conseil constitutionnel. Contre l'avis du gouvernement, les députés ont adopté plusieurs amendements sur les conditions d'information, par le gouvernement, des commissions permanentes de l'Assemblée, qui deviendraient notamment « destinataires des décrets d'application des lois, préalablement à leur publication ».

Un tel amendement ruine la distinction entre pouvoir exécutif et pouvoir législatif

« Un tel amendement ruine la distinction entre pouvoir exécutif et pouvoir législatif », s'est exclamé M. Chevènement, qui a indiqué qu'il serait dans « l'intérêt du Parlement de savoir contrôler sa dé-marche ». La droite, qui avait regretté la « confusion » entretenue par l'examen de ces amendements dans le cadre du projet de loi sur le cumul des mandats, a également tenté de relancer un autre débat qui lui tient à cœur : la « sur-représentation » de la fonction publique parmi les députés. Eric DOLLÉ (RPR, Loiret) l'a estimé contraire à l'exposé des motifs des projets du gouvernement, qui invoquent, a-t-il souligné, « l'égalité, la disponibilité, l'accessibilité du Parlement pour tous les Français ».

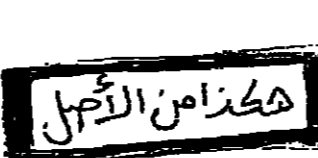
Trois élus RPR avaient ainsi déposé un amendement, qui a été rejeté, prévoyant notamment qu'un fonctionnaire qui devient parlementaire ou président d'un exécutif d'une collectivité locale de plus de 20 000 habitants est placé en disponibilité pendant la durée de son mandat. Le même amendement précisait qu'au terme du premier de ces mandats, l'élu « sollicite sa réintégration de droit » dans la fonction publique, à défaut de quoi il est « rayé des cadres à l'expiration de la période de disponibilité ». Le ministre de l'intérieur a toutefois reconnu qu'il existait « un vrai problème d'égalité pour nos concitoyens face à l'élection, selon qu'ils sont issus du secteur privé ou du secteur public ». « Il faut essayer de parvenir à une représentation nationale plus conforme à la réalité sociologique de notre pays. »

Trois élus RPR avaient ainsi déposé un amendement, qui a été rejeté, prévoyant notamment qu'un fonctionnaire qui devient parlementaire ou président d'un exécutif d'une collectivité locale de plus de 20 000 habitants est placé en disponibilité pendant la durée de son mandat.

« Un tel amendement ruine la distinction entre pouvoir exécutif et pouvoir législatif », s'est exclamé M. Chevènement, qui a indiqué qu'il serait dans « l'intérêt du Parlement de savoir contrôler sa démarche ». La droite, qui avait regretté la « confusion » entretenue par l'examen de ces amendements dans le cadre du projet de loi sur le cumul des mandats, a également tenté de relancer un autre débat qui lui tient à cœur : la « sur-représentation » de la fonction publique parmi les députés. Eric DOLLÉ (RPR, Loiret) l'a estimé contraire à l'exposé des motifs des projets du gouvernement, qui invoquent, a-t-il souligné, « l'égalité, la disponibilité, l'accessibilité du Parlement pour tous les Français ».

Jean-Baptiste de Montvalon

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Rue de la République 100 - Paris Cedex 11
MATELAS & SOMMIERS
Tous les produits sont garantis
SOMMIERS - TUBES - ÉPÉES - SOMMIERS
RONDILLO - BUTEX - PIRELLI - ETC.
CANAPES - SALONS - CLIC-CLAC
Cuir - Tissus - Alcantara
Steiner - Goulan - Duwara - Siffert - Etc.
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
747 rue de la République 100 - Paris Cedex 11
01.42.08.71.00



Mobilisation en Picardie contre l'alliance de la droite avec le Front national

Une manifestation est organisée le 3 juin...

Le comité de la région de Picardie du Front national a annoncé mardi qu'il proposait de rassembler les forces de la droite et de l'extrême droite pour faire face à la menace de la gauche et du Front national.

Le comité régional du Front national a annoncé mardi qu'il proposait de rassembler les forces de la droite et de l'extrême droite pour faire face à la menace de la gauche et du Front national.

M. Chirac en accord avec M. Jospin sur la per...

Le président de la République et le premier ministre...

M. Chirac et M. Jospin ont convenu de plusieurs points de convergence sur la politique étrangère et la sécurité.

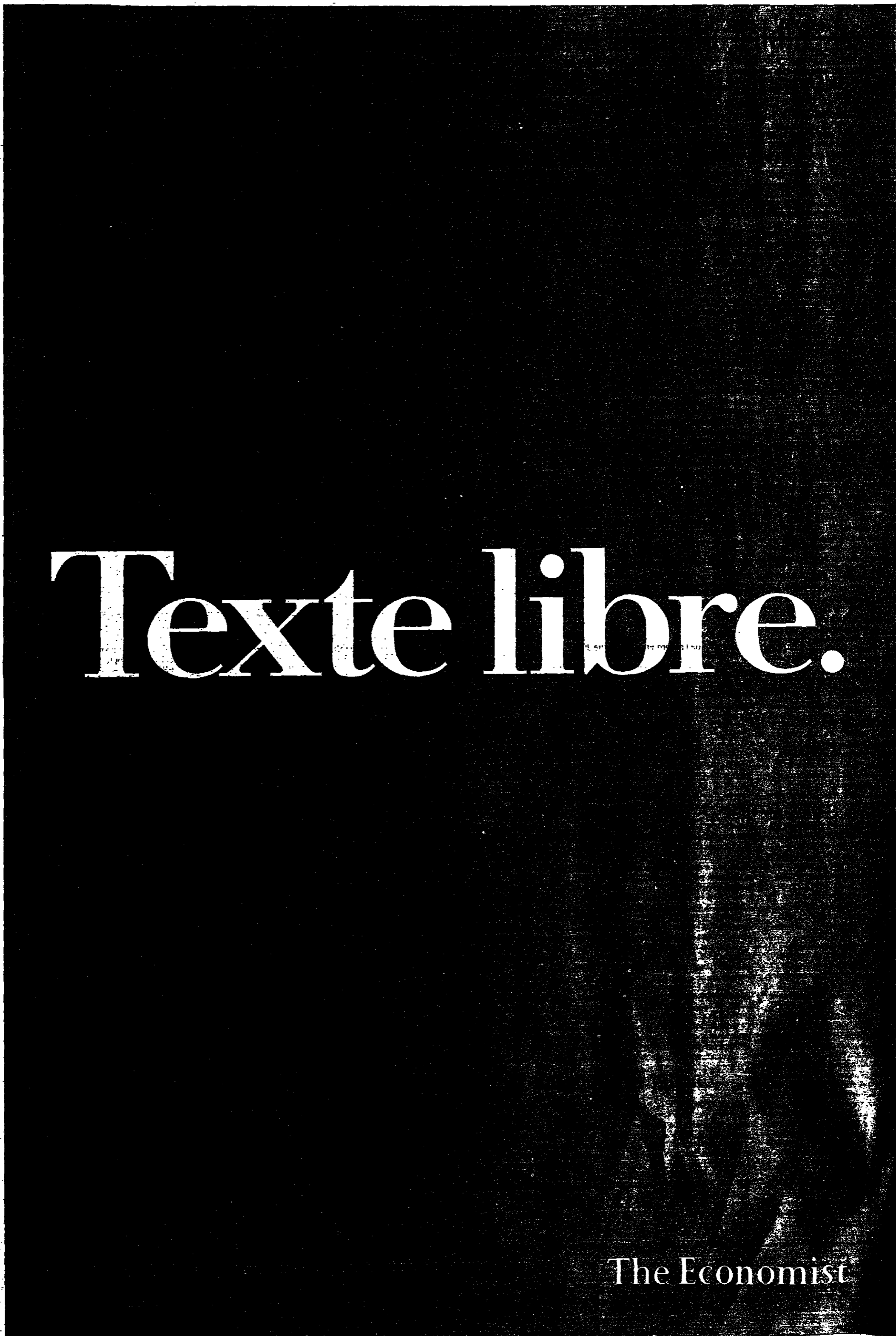
La majorité municipale à E...

Le conseil municipal de la commune de...

Le conseil municipal de la commune de ... a élu M. ... à la tête de la majorité.

Le conseil municipal de la commune de...

Le conseil municipal de la commune de ... a élu M. ... à la tête de la majorité.



Texte libre.

The Economist



VIE A DEUX Le Pacte civil de solidarité (PACS), proposition des députés Jean-Pierre Michel (MDC) et Patrick Bloche (PS) a été rendu public jeudi 28 mai. Ce texte propose

un « cadre juridique nouveau » pour les concubins hétérosexuels et homosexuels. ● CETTE PROPOSITION S'AJOUTE aux deux suggestions faites, ces dernières semaines, sur le

statut des couples non mariés : celle du professeur de droit Jean Hauser et celle de la sociologue Irène Théry. ● LE CONCUBINAGE n'a pas encore de statut légal. La multiplication de

ces situations de fait - en 1994, 14 % des couples n'étaient pas mariés - a cependant entraîné des effets en matière de droit social et fiscal. ● DANS UN RAPPORT remis à Mar-

tine Aubry, Michèle André, ancienne secrétaire d'Etat aux droits de la femme, insiste sur la nécessité d'une politique sociale en faveur des familles.

Trois voies pour offrir un statut aux couples non mariés

Catherine Tasca a présenté le Pacte civil de solidarité, qui crée un cadre juridique pour les concubins. Le professeur de droit Jean Hauser proposait, lui, un Pacte d'intérêt commun et la sociologue Irène Théry une reconnaissance du concubinage. Le gouvernement doit désormais choisir

ET DE TROIS ! En rendant public, jeudi 28 mai, le rapport des parlementaires Jean-Pierre Michel (MDC, Haute-Saône) et Patrick Bloche (PS, Paris) proposant la création d'un Pacte civil de solidarité (PACS), Catherine Tasca, présidente de la commission des lois de l'Assemblée nationale, apporte un nouvel élément dans le débat sur la reconnaissance du concubinage. Ce texte s'ajoute aux deux suggestions faites ces dernières semaines afin d'accorder un statut aux couples non mariés : celle du professeur de droit Jean Hauser, qui propose la création d'un Pacte d'intérêt commun (PIC), permettant à deux personnes d'organiser tout ou partie de leurs relations pécuniaires et patrimoniales, et celle de la sociologue Irène Théry, qui souhaite que l'on reconnaisse le concubinage comme « une situation de fait, créatrice de droits ».

Ces trois propositions ont des points communs : elles ne font aucune distinction entre les couples hétérosexuels et les couples homosexuels et elles évitent de s'aventurer sur le terrain controversé de la filiation, de l'adoption et des techniques de procréation médicale assistée pour les concubins de même sexe.

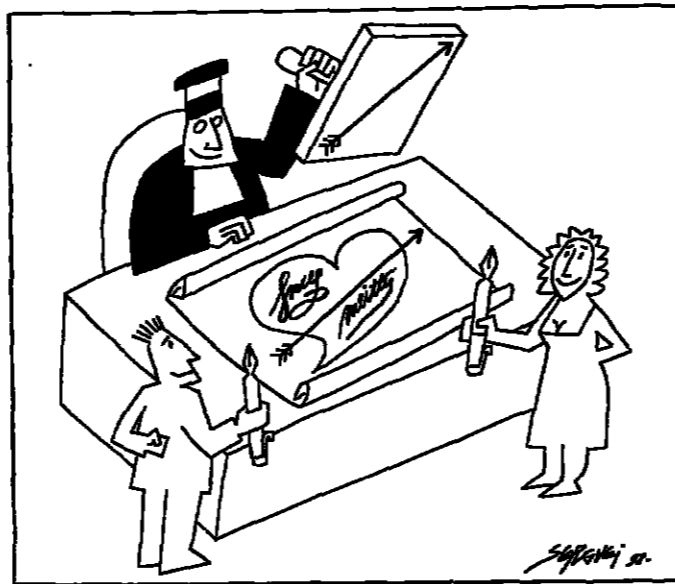
En revanche, le PIC, le PACS et la proposition d'Irène Théry présentent des différences très profondes. Le Pacte d'intérêt commun, du professeur Hauser, est la formule minimale : il ne propose aucune nouvelle reconnaissance juridique du couple et ne traite que des liens financiers entre deux partenaires, qu'ils soient concubins, frères et sœurs, personnes mariées par ailleurs ou

amis. Irène Théry va plus loin puisqu'elle reconnaît le phénomène social du concubinage mais elle ne crée aucune nouvelle forme d'union : elle souhaite simplement que le code civil reconnaisse, par le biais d'un nouvel article, les couples non mariés présentant « une communauté de toit et de lit ». Enfin, le Pacte civil de solidarité franchit un pas supplémentaire puisqu'il accorde un véritable statut aux deux partenaires qui l'auront signé.

● Le Pacte civil de solidarité (PACS)

Le projet élaboré par les deux parlementaires « n'a pour objet ni de concurrencer le mariage ni d'accorder des droits particuliers aux couples homosexuels », insistent les députés Jean-Pierre Michel et Patrick Bloche. Ce « cadre juridique nouveau » est ouvert aux hétérosexuels et aux homosexuels qui ne sont pas mariés par ailleurs, mais il est interdit aux frères et sœurs, aux parents et enfants.

Les personnes ayant décidé de se lier doivent faire une déclaration à la mairie, sans qu'il soit question de la présence d'un officier d'état civil, comme dans la première proposition de Contrat d'union sociale. Cette déclaration est transmise à la mairie de naissance des contractants, afin de vérifier que les partenaires ne sont pas déjà mariés, et n'ont pas déjà conclu un autre pacte. Le pacte prend fin par le décès ou la volonté de l'un des partenaires. A défaut d'accord, le juge en prononce la rupture. Un PACS ne peut être rompu dans les douze mois qui



suivent son enregistrement. Le PACS est générateur d'obligations. Les contractants s'engagent à vivre en commun et à se soutenir matériellement et moralement. Ils sont solidairement responsables des dettes contractées par l'un d'entre eux. A défaut de disposition contraire, leurs biens sont soumis au régime de la communauté réduite aux acquêts.

Les droits ouverts par le PACS sont assujettis à certaines conditions de durée. Deux ans sont nécessaires pour que les contractants rédigent une déclaration d'impôts commune. En cas de décès de l'un des partenaires dans les cinq ans, le survivant bénéficie de droits particuliers lors de la succession, moins avantageux que ceux des

conjointes mariés : un abattement de 330 000 francs, comme pour les couples mariés, est proposé sur l'héritage, mais le taux d'imposition de 60 % aujourd'hui applicable entre concubins demeure pour le restant. Les partenaires peuvent par ailleurs se faire des donations ou bénéficier de legs.

Concernant le logement, en cas d'abandon du domicile par le locataire, le contrat de location est transféré au partenaire qui a signé un pacte depuis plus d'un an. Il en est de même en cas de décès. Le même délai est nécessaire pour que l'un des partenaires devienne ayant droit de l'autre vis-à-vis de la Sécurité sociale. Les fonctionnaires ayant signé un PACS depuis plus d'un an peuvent se prévaloir

du pacte pour obtenir leur affectation. Enfin, c'est sur les droits des partenaires étrangers que le texte est très novateur, puisqu'il propose qu'un étranger, lié à un Français par un PACS depuis plus d'un an, soit considéré comme ayant des liens personnels en France pris en compte pour la délivrance d'un titre de séjour, à condition que son entrée sur le territoire ait été régulière. A ce terme, l'étranger est « réputé remplir la condition d'assimilation à la communauté française s'il fait une demande de naturalisation ».

● Le Pacte d'intérêt commun (PIC)

Ce pacte se contente de régler les problèmes matériels rencontrés en dehors du mariage. « L'avantage (ou l'inconvénient) de la méthode, écrit Jean Hauser, est d'éliminer en partie la charge idéologique de la question. » Il propose de créer un nouveau titre dans le code civil, non pas dans la partie relative aux personnes, mais entre celle sur les sociétés et celle sur l'indivision.

Le PIC est un acte privé, rédigé en deux exemplaires datés et signés, qui ne nécessite pas de passage devant le maire ou le notaire pour le valider. Il peut être rompu par l'un des contractants mais, en cas de désaccord sur les conséquences de la rupture, le tribunal de grande instance est compétent. Le droit au bail appartient aux deux partenaires. Les droits fiscaux, l'imposition commune notamment, ne sont ouverts que dans la deuxième année de conclusion. Concernant les successions, un abattement de 150 000 francs

est proposé, le taux de 60 % d'imposition s'appliquant pour le restant. Il ouvre droit, après un délai équivalent à celui imposé au couple marié, à une pension de réversion, à l'assurance-maladie et, deux ans après sa conclusion, à la majoration des pensions de retraite. Enfin, l'adoption serait ouverte aux partenaires hétérosexuels ayant conclu un PIC depuis plus de deux ans.

● La proposition d'Irène Théry

La sociologue suggère de reconnaître le concubinage sans créer de nouveau pacte. Il suffirait pour cela d'intégrer dans le code civil la formule suivante : « Le concubinage se constate par la possession d'état de couple naturel, que les concubins soient ou non de sexe différent. » Les droits dérivés des régimes d'assurance-invalité, vieillesse-veuve, décès et accident du travail seraient ouverts aux concubins après un certain délai. Les concubins seraient directement concernés par l'ambitieuse réforme du droit des successions qu'elle propose. Sous condition minimale de durée de leur union, elle recommande d'accorder au concubin survivant le régime successoral des époux, à condition qu'un testament confirme cette volonté.

En revanche, la sociologue propose de conserver une imposition fiscale séparée, mais de considérer toutes les familles (c'est-à-dire les couples mariés avec des enfants et les concubins avec des enfants) de la même manière en leur accordant une imposition commune.

Michèle Aulagnon

Les réactions

● La Lesbian and Gay Pride-Paris se félicite de la proposition de pacte civil de solidarité (PACS), qualifiée de « texte de grande modernité sociale (...) qui reprend largement les grandes lignes du contrat d'union sociale ». Elle demande qu'avant la manifestation en faveur des droits des homosexuels qui aura lieu samedi 20 juin à Paris, le premier ministre « prenne un engagement ferme » quant à une prochaine discussion de ce texte à l'Assemblée nationale.

● Le Collectif pour le CUS (contrat d'union sociale), qui s'intitule désormais le Collectif pour le CUS et le PACS, considère que si le PACS est adopté « la France aura connu une évolution non négligeable dans le sens de la reconnaissance de la diversité des modes de vie et aura renforcé la cohésion sociale en son sein ».

● Le Centre Gay et Lesbien indique que « le principe d'égalité ne [lui] semble pas être le postulat du PACS », car cette proposition n'empêchera pas que « les couples homosexuels soient exclus du concubinage et du mariage ».

● Le Collectif des maires de France pour le mariage républicain, dont les 13 000 membres ont signé un texte qui assimile le contrat d'union sociale à un « véritable mariage homosexuel » (Le Monde du 22 avril), indique que « les maires signataires refusent [la proposition de PACS] cette caricature de mariage laïc » et demande que « les droits de la famille soient protégés par la loi ».

● La députée Christine Boutin (UDF, Yvelines) a qualifié le pacte civil de solidarité de « véritable imposture qui, si le texte est adopté, ébranlera tous les fondements de notre société ». Selon la présidente de l'Alliance pour les droits de la vie, il s'agit d'« un mariage bis qui attribue les mêmes droits que les personnes mariées aux personnes homosexuelles ».

L'union libre, ces millions de couples encore négligés par le droit

LA VIE de couple hors mariage n'a pas encore de statut légal. Longtemps ignorée du droit pour des raisons morales, parce qu'elle remettait en cause l'institution matrimoniale, l'union libre revêt des formes si diverses - jeunes, divorcés, personnes âgées, homosexuels, avec ou sans enfants - que la loi n'a pas encore pu les appréhender dans leur complexité. Certains juristes et concubins eux-mêmes n'ont pas souhaité la reconnaissance de cette forme de cohabitation, l'engagement étant personnel, privé, libre, et incompatible par nature avec une quelconque institutionnalisation.

Ce choix de vie à deux, qui échappe aujourd'hui à toute qualification juridique, a pourtant séduit un nombre croissant de femmes et d'hommes. En 1994, 14 % des personnes vivant en couple n'étaient pas mariées - 4,2 millions de personnes sur 29,4 millions - contre 11,4 % en 1980. Actuellement, plus de la moitié des premiers enfants naissent hors mariage.

Aucun lien juridique n'existe aujourd'hui entre les concubins, qui ne se doivent ni assistance, ni secours, ni fidélité, et peuvent reprendre leur liberté quand bon leur semble. La multiplication de ces situations de fait a cependant entraîné des effets de droit, en premier lieu de droit social (assurance-mala-

die-maternité, prestations familiales), puis fiscal (la notion de « concubinage notoire » a été introduite, mais sans aucune définition). Le code civil a, quant à lui, timidement intégré la notion de concubinage via la question de la filiation, de l'autorité parentale et des enfants naturels.

MODESTES AVANTAGES

La jurisprudence s'est montrée plus audacieuse. Suivant l'évolution des mœurs, elle a élaboré peu à peu un cadre juridique à la vie hors mariage, centré sur la démonstration d'une « communauté de vie ». Ses deux composantes sont la communauté de toit, avec une cohabitation ayant duré « suffisamment » longtemps, et la communauté de lit, avec des relations affectives et sexuelles. Les avantages procurés par le concubinage restent modestes : ouverture d'un compte joint, assurance-maladie, allocations familiales, congés de naissance, etc.

Depuis janvier 1995, le régime fiscal des concubins avec enfants, auparavant plus favorable, a été aligné sur celui des parents mariés. La mesure n'est sans doute pas étrangère à la reprise des mariages constatés en 1996. Le 17 novembre 1997, les députés ont, en outre, adopté un amendement autorisant, à compter du 1^{er} janvier 1999, les concubins

« ayant obtenu pendant deux années consécutives une attestation de concubinage notoire » à remplir une déclaration commune de leurs revenus.

La preuve du concubinage peut actuellement être apportée par tous moyens (témoignages, attestations, quittances, etc.). Les maires sont également habilités à établir des certificats de concubinage, aussi appelés « certificats de vie maritale » ou « attestations d'union libre », qui n'ont aucune valeur juridique. En cas de refus du maire, les candidats au concubinage peuvent se tourner vers le tribunal d'instance pour obtenir un certificat de notoriété équivalent. Enfin, si les prétendants ont reconnu un enfant ensemble l'année de sa naissance et s'ils exercent conjointement l'autorité parentale, ils peuvent demander au juge des affaires familiales un acte de communauté de vie.

En cas de rupture, le principe de l'indivision prévaut. Si un inventaire des biens de chacun des concubins n'a pas été dressé devant notaire et si le partage des biens achetés en commun ne peut se faire à l'amiable, un juge peut être saisi. Le titulaire du bail ou seul propriétaire du logement peut demander à l'autre de quitter les lieux, mais, dans le cas d'un logement soumis à la loi du 6 juillet 1989, le contrat de location peut être trans-

féré au « concubin notoire » qui vivait là depuis au moins un an.

Le juge aux affaires familiales est, quant à lui, compétent pour régler le devenir des enfants. Les tribunaux peuvent accorder une réparation du préjudice subi par un concubin délaissé si la rupture revêt « un caractère injustifié ». En cas de décès, le survivant d'un couple non marié reste assimilé à un étranger : au-delà de 10 000 francs, les droits de succession entre concubins sont en effet taxés à 60 % de la valeur des biens (entre époux, la taxation n'intervient qu'au-delà de 330 000 francs).

Seuls les couples constitués d'un homme et d'une femme peuvent aujourd'hui prétendre, en vertu de la jurisprudence, au concubinage. La Cour de cassation a, en effet, considéré, dans deux arrêts du 11 juillet 1989, confirmés par un arrêt du 17 décembre 1997, que « le concubinage ne pouvait résulter que d'une relation stable et continue ayant l'apparence du mariage, donc entre un homme et une femme ». En combattant sans relâche cette discrimination fondée sur le sexe, les concubins homosexuels ont déclenché un processus qui devrait bénéficier à des millions de couples hétérosexuels encore négligés par le droit.

Laurence Folléa

Un rapport prône une politique familiale allant au-delà des prestations sociales

LA POLITIQUE de la famille ne se réduit pas aux seules prestations familiales : telle est l'idée maîtresse de Michèle André, ancienne secrétaire d'Etat aux droits de la femme et maire adjointe de Clermont-Ferrand. Son rapport sur « La vie quotidienne des familles » commandé par Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, dans la perspective de la conférence de la famille qui doit avoir lieu le 12 juin, insiste sur la nécessité de « développer une véritable politique de reconstruction du lien social ».

Michèle André propose de rééquilibrer les dépenses liées au versement de prestations (160 milliards de francs) et celles qui sont liées à l'action sociale (12 milliards de francs). Elle estime que les conditions de vie, comme le logement et l'accès aux services collec-

tifs, « jouent un rôle tout aussi primordial » que les prestations directement attribuées aux familles. Cette éventuelle réorientation suppose « une réflexion et une concertation approfondies, tant au niveau politique qu'avec les organismes et mouvements concernés ».

Afin que la dimension familiale soit mieux prise en compte dans les politiques publiques, M^{me} André suggère la création d'un poste de délégué interministériel à la famille, la mise en place d'un comité interministériel et « l'obligation de produire une fiche d'impact "famille" » avant l'adoption de certaines mesures. L'exercice de la parentalité devenant de plus en plus difficile, elle estime qu'il convient d'aider les parents, et plus particulièrement les pères, à assurer leur rôle. Pour ce faire, il faut les encourager à participer à

la vie de la cité, étendre les réseaux d'écoute et de conseil, accompagner les ruptures par le biais de la médiation familiale, et généraliser la création d'associations d'écoles impliquant les personnels scolaires et les familles.

DISPOSITIFS NOUVEAUX

M^{me} André estime qu'une politique d'ensemble de la famille doit s'appuyer sur le réseau associatif afin de passer d'« une logique de catalogue » (consommation d'activités par les familles) à une « logique de projets » élaborés avec les personnes à impliquer dans les activités sociales, éducatives, sportives, etc. Aussi faut-il encourager le renforcement d'un réseau fort d'associations, d'autant que « les acteurs de terrain n'ont pas tant besoin de nouvelles lois et de nouvelles dispositions réglementaires que de

souplesse pour mettre en œuvre des dispositifs rénovés ou novateurs ».

Le rapport énumère une série de propositions en matière de logement : simplification des aides, actualisation trimestrielle des situations familiales, encouragement de la mixité sociale en HLM. Mais il s'étend surtout sur la conciliation vie professionnelle-vie familiale et donc sur les aides publiques en faveur de l'accueil des jeunes enfants. M^{me} André suggère, entre autres, de déconnecter l'allocation de garde d'enfants à domicile et les déductions fiscales liées aux emplois à domicile ; de corriger les inégalités produites par l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle, qui provoquent la désaffection des crèches ; d'instaurer un « crédit d'heures » pour les parents d'enfants de moins de six ans qui tra-

vailent et s'investissent dans la vie extrafamiliale de leur enfant.

Enfin, il convient, selon elle, d'occuper le temps libre des enfants et des jeunes, qui peut devenir « le temps de l'ennui, de l'exclusion, de la violence urbaine et de la toxicomanie ». Cible privilégiée : les 6-16 ans, qui sont les « laissés-pour-compte » de la politique familiale. Dès septembre, il faudrait, selon M^{me} André, étendre au niveau local le contrat temps libre initié par la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), qui s'adresse aux 6-16 ans. Ce contrat, qui concerne les loisirs de proximité et les départs en vacances, est élaboré par différents partenaires, qui sont encouragés à élaborer les projets avec les enfants et les familles.

Marie-Pierre Subtil

هڪڙو من لڳيل

L'univers de violence des « petits gars » de la « bande du Macama »

Les charges s'accroissent contre Lucien Ferri, qui avait avoué en garde à vue avoir tué Yann Piat

La cour d'assises du Var, présidée par Dominique Bréjoux, a entendu, jeudi 28 mai, les amis des jeunes de la « bande du Macama », qui compa-

raissent devant la justice pour l'assassinat de la députée (UDF-PR) Yann Piat, le 25 février 1994. Depuis quelques jours, le cliché des « petits gars

bien » s'est passablement écorné à la suite des témoignages sur des vols, des incendies volontaires, des rixes et des cambriolages.

DRAGUIGNAN
de notre envoyé spécial
C'est un festival de talons hauts et de semelles compensées. La mode, selon une demi-douzaine de



PROCES
Curieuse atmosphère que celle de la cour d'assises du Var, jeudi 28 mai, qui se familiarise avec l'univers « juvénile » de la « bande du Macama ».

Nul besoin d'être grand clerc pour comprendre. Pour ces jeunes femmes à peine sorties de l'adolescence, les accusés qui sont dans le box, étaient, en 1993 ou 1994, leurs hommes à elles. Le président Dominique Bréjoux tente de les mettre en confiance. Peine perdue. Elles ont « oublié », ne se souviennent plus. C'était il y a quatre ans.

Pourtant, il y a quatre ans, leurs dépositions parlaient d'elles-mêmes. Myriam Vardini, qui « sortait » avec Olivier Tomassone, l'un des co-accusés, rapportait que Virginie Ben Azra, l'une des petites amies de Marco Di Caro, s'était confiée après avoir appris de ce dernier qu'il était l'auteur de l'assassinat de Yann Piat, avec Lucien Ferri, « pour le compte de Gérard Finale (...), un ami de Joseph Sercia,

[qui] était probablement mêlé à l'affaire puisqu'il était le rival de Yann Piat ». « Avec Virginie, il fallait en prendre et en laisser », note aujourd'hui Myriam Vardini.

Ces jeunes femmes avouent qu'elles ont vu le 357 Magnum, à un fusil à canons sciés, sous l'oreiller. L'une d'elles confirme qu'un soir de « sorties en boîte », Lucien Ferri, inassable, a tiré sur une voiture... qui refusait une priorité. Il y a plusieurs jours, maintenant, que le cliché des « petits gars bien » de Gérard Finale s'est détérioré. Vols de moto, rixes, cambriolages, incendie volontaire... « Chacun voit la vie comme il veut », résume, assez philosophe, un ami de la « bande ».

L'effigie de l'honnête limonadier, Gérard Finale, a, elle aussi, été passablement écornée. Si l'on en croit Patrick Véron, condamné et détenu, c'est à lui que s'est adressé un restaurateur en mal d'hommes de main pour commettre un incendie au préjudice d'un concurrent. C'est lui qui a dit aux « petits » du Macama qu'il y avait « de l'argent » chez son « ami Gerbotto », un entrepreneur hyérois également restaurateur. C'est encore lui qui a revendu « en terrasse » les bijoux dérobés au domicile de son « ami ».

La cour et les jurés ont été édités, mercredi 27 mai, par la violence du vol à main armée, commis en décembre 1993 par trois hommes cagoules et armés de fusils à canons sciés et d'un couteau, ra-

conté par les époux Gerbotto : coups de crosse sur la tête, de pied dans les côtes, gifles, menaces de sodomie avec armes, victimes ligotées, bâillonnées avec de l'adhésif... Marco Di Caro, Romain Gressier, Lucien Ferri et Gérard Finale ont été mis en examen pour ces faits. Ils se retrouvent également impliqués, à des titres divers, dans l'assassinat, en octobre 1993, d'un autre patron de bar, Henri Diana, et dans la tentative d'assassinat, en janvier 1994, de José Ordioni, « *trouad notaire ayant des intérêts dans des établissements hyérois* », selon l'accusation.

« RI ME L'A DIT »
Pour nombre de témoins, Lucien Ferri était le chef de la « bande », lui-même fidèle affidé de Gérard Finale. A travers les dépositions des jeunes femmes, la cour revient sur les aveux passés par Lucien Ferri en garde à vue, alors qu'il reconnaissait avoir tiré sur Yann Piat. Le président Bréjoux observe qu'il admet

désormais avoir demandé à sa compagnie d'alors, Sylvie Gazula, sur le point d'accoucher, de porter une mention sur son agenda comme quoi il avait été chez elle le soir des faits, à l'heure du crime. « Pourquoi ? » L'explication se perd dans des canaux illogiques.

Puis le juge lit la transcription d'une écoute téléphonique effectuée le 15 juin 1994, au petit matin, alors que Sylvie Gazula sortait de garde à vue. La jeune femme se précipitait pour joindre sa sœur et son beau-frère et leur annoncer la mise en examen de son compagnon. Son beau-frère tentait de la rassurer. « Il a avoué peut-être sur la panique aussi ? » « Non, répondait-elle. Les inspecteurs me l'ont dit. Après, Lucien est venu, il m'a parlé et tout, il me l'a dit. » Le président remarque : « Ld, il n'y avait pas de policiers. Il était avec vous. Il vous l'a dit. »

Jean-Michel Dumay

Des taux de dioxines très élevés découverts dans le lait maternel

SECON LA REVUE *Que Choisir* ? datée du mois de juin, les taux de dioxines présents dans le lait maternel dépassent largement la dose journalière admissible (DJA) en vigueur en France. La revue, publiée par l'Union fédérale des consommateurs, révèle des analyses faisant état d'une teneur moyenne en dioxines de 21 picogrammes (pg) par gramme de matière grasse sur quinze lait maternel prélevés chez des femmes d'une trentaine d'années vivant dans différentes régions. Ces teneurs dépassent nettement la norme préconisée par le Conseil supérieur d'hygiène publique de France, qui est de 1 pg par kilo de poids corporel. La teneur la plus élevée a été relevée dans la Manche (35,2 pg/g), suivie du Nord (28,4 et 25,6), de l'Hérault (23,6), de la Corréze (23), de la Savoie (22) et de la Vienne (20,6). Paris est à 19 pg/g et le Val-de-Marne à 14,8. Une étude nationale, confiée au Réseau national de santé publique et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, devrait rendre ses résultats en 1999.

FAIT DIVERS : Guy Georges, l'homme suspecté d'avoir tué plusieurs femmes dans l'Est parisien ces dernières années, a reconnu, jeudi 28 mai, devant le juge parisien Gilbert Thiel, avoir violé et tré trois nouvelles jeunes femmes. Ces aveux portent à cinq le nombre des victimes attribuées à cet homme de trente-cinq ans, identifié grâce à des analyses d'empreintes génétiques.

JUSTICE : neuf médecins de la clinique lyonnaise La Sauvegarde, impliqués dans une affaire d'escroquerie à la Sécurité sociale, ont été condamnés, jeudi 28 mai, par le tribunal correctionnel de Lyon, à des peines de prison avec sursis et des amendes. Entre 1990 et 1995, ils avaient facturé des actes médicaux qu'ils n'avaient pas réalisés, pour un préjudice estimé à 35 millions de francs.

VIOLENCE : six élèves du collège Gabriel-Péri de Bezons (Val-d'Oise) ont été interpellés pour violences et outrages, jeudi 28 mai, et l'établissement a été fermé provisoirement sur décision du principal. Mardi, un adolescent agressé dans la cour par une quinzaine d'élèves avait été placé en observation à l'hôpital et cinq élèves avaient été exclus du collège. Jeudi, des élèves ont réclamé la réintégration des exclus, menacé et insulté le conseiller d'éducation et des policiers, venus pour rétablir l'ordre. Six jeunes ont été emmenés au commissariat, avant d'être remis à leurs parents.

A la cour d'assises du Puy-de-Dôme, le mafieux repent accable l'institutrice à la retraite

RIOM
de notre envoyé spécial

Salvatore Caruso s'est fait entendre devant la cour d'assises du Puy-de-Dôme, jeudi 28 mai. Mafieux repent, il a « balancé » aux carabinieri italiens les noms du commanditaire et de l'équipe de tueurs calabrais qui, le 26 novembre 1991, ont assassiné de cinq balles de beretta 7,65 Françoise Rouhalde à son domicile de Clermont-Ferrand (*Le Monde* du 29 mai). Va-t-il enfin éclairer les juges français sur le rôle exact de Christiane Séguin, soixante-six ans, femme de Bernard Rouhalde, mari de la victime et commanditaire de l'exécution ? Depuis l'ouverture de son procès pour complicité d'assassinat, mardi 26 mai, cette institutrice à la retraite redoutait cette audition capitale.

Vendra, vendra pas ? Salvatore Caruso, celui qu'en Italie on surnomme « le mort qui marche », craint pour sa vie et, jusqu'au dernier moment, il a hésité à venir en France pour témoigner. Dès qu'il prend la parole, le repent est catégorique : « La Séguin a donné un appui à des membres de la mafia calabraise venus exécuter Françoise Rouhalde. Elle les a hébergés, les a conduits jusqu'au domicile de la victime pour des repérages, puis, le crime commis, a remis aux tueurs un paquet contenant de l'argent en échange de l'arme. » Salvatore Caruso précise son accusation : « Sans elle, l'assassinat n'aurait pas été possible. » Murmures dans la salle.

La « balance » n'en dira guère plus. Avant lui, les enquêteurs italiens qui ont recueilli la confession de Bernard Rouhalde, le commanditaire retrouvé « suicidé » dans sa cellule de la prison d'Aoste (Italie), et les aveux partiels d'Antonio Sorrento, l'un des tueurs, se sont montrés plus prolixes. « Il ne fait aucun doute que M^{me} Séguin était au courant de ce qui se préparait, commence Luigi di Bella, maréchal-chef des carabinieri d'Aoste. C'est elle qui donne aux Calabrais le pistolet et les cartouches. (...) Elle leur avait même demandé de ne pas faire de bruit entre 8 heures et 10 heures car elle recevait la visite d'un paysan du village qui venait nourrir ses poules. » M. di Bella confirme aussi que Christiane Séguin a bien remis aux tueurs un paquet contenant un

acompte de 8 millions de lires (environ 25 000 francs à l'époque) après le crime.

Au total, Bernard Rouhalde aurait payé 110 millions de lires (environ 350 000 francs) au commando mafieux. Une somme qui jette une ombre sur le mobile réel de l'assassinat. En instance de divorce, le docteur Rouhalde, stomatologue de profession, voulait-il seulement éviter d'avoir à payer à sa femme une prestation compensatoire de 350 000 francs, ou bien voulait-il faire taire un témoin qui en savait trop sur ses trafics entre l'Italie, la France et la Suisse ?

VENDETTA

Une chose est sûre, les mafieux, eux, n'ont pas hésité longtemps avant d'accepter le contrat. « En Calabre, 110 millions de lires, c'est beaucoup, on tue en général pour beaucoup moins », précise dans un soufre Pasquale Longirini, substitut du procureur d'Aoste. Engagés dans une vendetta contre un autre clan de leur village de Thurianova, qui a déjà fait une trentaine de morts, les mafieux avaient besoin d'acquiescer de nouvelles armes. Selon Salvatore Caruso, l'argent du contrat devait permettre de régler son compte au parrain du camp adverse.

Dans le box des accusés, Christiane Séguin écoute attentivement les révélations des uns et des autres. Quand, pour la troisième fois, le président Joël Montcriol lui redonne la parole, elle ne change pas de système de défense. « Personnellement, je ne vais pas contredire un policier, il sait ce qu'il dit, il vous de voir. » Plus tard, elle insiste : « Je ne suis au courant de rien, je n'ai jamais eu de pistolet chez moi. »

L'accusée n'a « pas non plus de certitude » sur l'implication de Bernard Rouhalde comme commanditaire et des Calabrais comme tueurs. « C'est tellement embrouillé, il y a tellement de contradictions, il y a par hypothèse M. Rouhalde avait bien commandité l'assassinat de sa femme, vous en penseriez quoi ? », interroge le président. « Si l'on fait, il avait sans doute ses raisons », lâche Christiane Séguin, visiblement fatiguée.

Acacio Pereira

Perdez du poids. Optez pour une montre plus légère.



Réf. 3707
La GST Chrono-Automatique avec boîtier et bracelet en titane résistant, confortable au porter et ultra-léger. Également disponible en or jaune et en acier à partir de FRF 22500.-

IWC

International Watch Co. Ltd. Schaffhausen, Switzerland
Since 1868

Notre catalogue général vous sera envoyé gratuitement sur simple demande à BCM/IWC S.A., 90, Avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, 01/42 89 65 51, Belgique: 0031/20/672 33 33, Suisse: 0041/52/635 65 65
<http://www.iwc.ch>

Les non mariés

Le professeur... Le gouverneur...

Encore négligés par le...

À la recherche des...

DISPARITION

Albert Grand

Un compagnon de la Libération

LE COLONEL Albert Grand, compagnon de la Libération, est mort, mardi 26 mai, à Vichy (Allier), dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Né le 5 octobre 1914 à Leffond (Haute-Saône), Albert Grand se rallie au général de Gaulle dès après avoir entendu, au Tchad, où il sert comme sous-officier, l'appel du 18 juin 1940. Chef de pièce, il est artillerie à Koufra sous les ordres du futur maréchal Philippe Leclerc de Hauteclocque. Il sera blessé en avril 1943, en Tunisie, en se portant au secours d'une position, devant Djebel Garci, attaquée par l'artillerie ennemie, ce qui lui vaudra d'être promu au feu adjudant-chef à titre exceptionnel. Il participe ensuite à la campagne de France, au cours de laquelle il effectue plusieurs liaisons tactiques et commande de nombreuses patrouilles de « nettoyage » et de capture de prisonniers allemands, en novembre 1944, pendant la traversée des Vosges.

Jacques Isnard

NOMINATIONS

Erik Orsenna et Georges Vedel élus à l'Académie française

ERIK ORSENNA ET GEORGES VEDEL ont été élus, jeudi 28 mai, à l'Académie française. Le doyen Vedel a été élu au fauteuil de René Huyghe (Le Monde du 29 mai), dès le premier tour, par dix-neuf voix sur vingt-cinq, une voix allant à l'auteur de théâtre Jean Bodin-Milancow, le linguiste Jean Camion n'en obtenant aucune.

D'aucuns ont pu s'étonner de voir Erik Orsenna briguer une place sous la Coupole. Ici même, comme pour s'excuser du plaisir qu'il avait pris à lire L'Amour de l'humanité, de Bertrand Poirot-Delpech, n'affirmait-il pas naguère que « la quête de l'habit vert n'entraîne pas dans [ses préoccupations] ? Sans doute l'esprit romancier doit-il à son esprit corsaire d'avoir tenté l'aventure, nouveau visage de cette « folie » qui est pour cet amoureux impéit de la littérature la vraie vie. Admis dès sa première candidature au sein de l'illustre assemblée, Erik Orsenna en sera l'un des benjamins ; autant par le respect des calendriers - il a eu cinquante et un ans le 22 mars - que par cette juvénile allégresse dont il ne se

départit jamais. Santé gaillarde que le parcours universitaire et politique d'Erik Arnoùt - son état civil d'origine - ne suppose pas : diplômé de l'Institut des sciences politiques de Paris, docteur en sciences économiques, maître de conférences à Normale Sup, conseiller ministériel sous les gouvernements Mauroy, conseiller culturel à la présidence de la République enfin (1983-1985), Orsenna est maître des requêtes au Conseil d'Etat. Mais ce « feu de littérature » est avant tout un romancier gourmand d'une insatiable curiosité. De Loyola's Blues (1974) à Longtemps (1998), Orsenna a su séduire un public toujours plus large sans s'aliéner la critique. Prix Nizier pour La Vie comme à Lausanne (1977), Prix Goncourt

pour L'Exposition coloniale (1988), Erik Orsenna se reconnaît avec malice comme « un vieil enfant gâté ». Président de l'Ecole nationale du paysage et du Centre international de la mer - ce qui le prédisposait à succéder à Jacques-Yves Cousteau - membre du comité de lecture de la Comédie-Française, Orsenna papillonne avec ivresse comme un de ces lépidoptères chers à son maître Nabokov. Une école d'impertinence joyeuse rarement reconnue quel Cont.

lousse (1999) et Paris (1948). En 1962, il est devenu doyen (doyen honoraire depuis 1968) de la faculté de droit et des sciences économiques de Paris et a été professeur à l'Institut d'études politiques de Paris de 1950 à 1980. Georges Vedel a travaillé dans les cabinets ministériels de la IV^e République. Membre du Conseil économique et social (1969-1979), où il présida le groupe des personnalités qualifiées. Il dirigea par ailleurs le Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) de 1976 à 1980. Membre du Conseil constitutionnel de 1980 à 1989, il s'est vu confier la présidence de la Commission pour la réforme du mode de scrutin pour les élections législatives (juin 1992) et la présidence du Comité consultatif pour la révision de la Constitution en décembre 1992. Auteur de nombreux ouvrages de droit constitutionnel et de droit administratif, Georges Vedel a souvent écrit dans Le Monde et est associé de la SARI. Le Monde depuis 1965.]

Philippe-Jean Catinchi

[Né le 5 juillet 1910 à Anch (Gers), Georges Vedel est agrégé des facultés de droit (droit public) et licencié en philosophie. Il a été professeur de droit à Poitiers (1937), Tou-

DÉFENSE

Le conseil des ministres du mercredi 27 mai a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● Marine. Est élevé au rang et à l'appellation de vice-amiral d'escadre, le vice-amiral Yves Naquet-Radiguez, nommé commandant la zone maritime Atlantique, commandant la région maritime Atlantique et prêt maritime à Brest.

Sont nommés : commandant la zone maritime océan Indien, le contre-amiral Jean-Louis Baret ; sous-chef d'état-major « plans » à l'état-major des armées, le contre-amiral Stéphane Legrix de La Salle ; commandant l'aviation navale, le contre-amiral Alain Oudot de Dalville.

Est mis à la disposition du chef d'état-major de la marine, le contre-amiral Bernard Durand.

● Terre. Sont promus : général de division, les généraux de brigade Joël Judeaux, Bruno Ossent et Michel Mazel ; général de brigade, les colonels André Bach, Philippe Mounier, Michel Vautravers, Dominique Causson (nommé adjoint au général commandant la région militaire de défense Atlantique et la cir-

conscription militaire de défense de Bordeaux) et Hubert Lorioz (nommé adjoint au général gouverneur militaire de Lyon, commandant la région militaire de défense Méditerranée et la circonscription militaire de défense de Lyon).

Sont nommés : adjoint au général commandant la force d'action terrestre, le général de division Jean-Michel Widerspach-Thor ; adjoint défense « sol-air » du général commandant la force d'action terrestre, le général de division Jacques Cong ; chef d'état-major du général commandant la force d'action terrestre, le général de brigade Marcel Valentin ; commandant la brigade du génie, le général de brigade Jean-Claude de Witke ; commandant l'école supérieure et d'application du matériel, le général de brigade Jean-Marie Renoc ; commandant la brigade d'artillerie, le général de brigade Jacques Grenier ; commandant la 1^{re} brigade logistique, le général de brigade Gilbert Le Guen ; commandant la brigade de transmissions, le général de brigade Gérard Viallet ; adjoint au général commandant la brigade de renseignement, le général de brigade Jean-Pierre Meyer ; conseiller militaire à la délégation gé-

nérale pour l'armement, le général de brigade Bernard Le Roy ; commandant la 2^e brigade logistique, le général de brigade Claude Martin.

● Air. Sont promus : commissaire général de division aérienne, le commissaire général de brigade aérienne Jean-Paul Bernabien (détaché au secrétariat général de la défense nationale) ; général de brigade aérienne, les colonels Bernard Lavigne et Edouard Castagnet-Cazalis (nommé chef de la mission militaire française auprès du commandant en chef des forces alliées du nord-ouest de l'Europe) ; commissaire général de brigade aérienne, le commissaire colonel Jean-Michel Goffier (nommé directeur local du commissariat en région aérienne Méditerranée).

Est nommé chef de la division « organisation-logistique » à l'état-major des armées, le général de brigade aérienne Yves Jourdan.

● Gendarmerie. Est promu général de brigade, le colonel Jean-Louis Raspide.

Sont nommés : chef du service des ressources humaines à la direction générale de la gendarmerie nationale, le général de brigade Gérard Desjardins ; commandant l'école des officiers de la gendarmerie nationale, le général de brigade Jean-Louis Fourmaise.

● Service de santé. Est promu médecin général inspecteur, le médecin général Antonin Selgneur. Est nommé directeur du service de santé dans le commandement militaire GDE-de-France, le médecin général Jean Flageat.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du jeudi 28 mai est publié :

● Europe : un décret portant nomination de Klaus Hänsch comme président du groupement d'intérêt public dénommé Centre des études européennes de Strasbourg.

Au Journal officiel du vendredi 29 mai sont publiés :

● Téléphonie : deux arrêtés autorisant les sociétés Infotel et Belgacom Téléport SA à établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public, et autorisant ces deux sociétés ainsi que Primus Télécommunications SA à fournir le service téléphonique au public.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Philbert de PARSEVAL

Geneviève DELAISI de PARSEVAL sont heureux d'annoncer la naissance de Lucas DUPONT DE PARSEVAL,

le 15 mai 1998, chez Estelle et Pascal, et de

Benoît CLEMENCEAU,

frère d'Alice, le 26 mai 1998, chez Nathalie et David.

118, rue de Valenciennes, 75006 Paris.

Anniversaires de naissance

— Joyeux anniversaires à notre Horrible préféré.

Lili British, Chouchou Bergamote, Sissy Bisontin et Milou de mai.

Décès

— Sa famille, Et ses proches font part du décès de

Henri AVON,

né à Oran (Algérie), 209, rue du Rose, 34380 Saint-Gély-du-Fesc.

— Le conseil d'administration, Josette Meyer et Amick Demouy, Et tout le personnel du laboratoire ont la douleur de faire part du décès de

M. René BRIDE, pharmacien, président du laboratoire Bride, survenu mardi 26 mai 1998.

Ses obsèques seront célébrées en l'église Saint-Jacques, vendredi 29 mai, à 10 h 30.

Laboratoire Bride, 263 C, avenue de Laon, 51100 Reims.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Suzanne Léon DEUTSCHE, dans sa cent troisième année.

De la part de Sa famille et de ses amis.

— M^{me} Etienne Istria, son épouse, M. et M^{me} Roland Istria et leurs filles, M. Bernard Istria, ses enfants, M^{me} Marie Caroni, Parents et allés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Etienne ISTRIA, ingénieur en chef des MM, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé de la Médaille maritime, médaillé de la Résistance, croix du Combattant.

survenu à Toulon, le 27 mai 1998.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu le samedi 30 mai, à Toulon.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

11, rue de l'Armadorque, 75015 Paris.

— Joe et Jasmine Esmay, Eve et René Amirchamian, Guy Yelda, ses enfants, Et ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Evelyn YELDA, née MESSAVERI,

décédée le 26 mai 1998, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 2 juin, à 11 heures, en l'église Notre-Dame de Bougival, suivie de l'inhumation en cimetière parisien de Bagneux, à 14 heures.

Une pensée ou une prière est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

« Sorti nu du ventre de ma mère, m'y retournerai. Le Seigneur a donné. Le Seigneur a ôté. Que le nom du Seigneur soit béni ! »

Cet avis tient lieu de faire-part.

31, James Court, Willowdale (Canada), 22, avenue du Chesnay, 78170 La Celle-Saint-Cloud, 813 N. Camden Drive, Beverly Hills, Ca. (USA).

— M. Albert Knobel, M. et M^{me} Marc Knobel, M^{me} Jeannette Sfez, M. et M^{me} Max Sfez, Les familles et allées, Sfez, Mesidi, Benicoumoun, Shemouny, Knobel, Parli et Moural, ont le chagrin d'annoncer le décès de

Claudine-Sarah KNOBEL, née SFEZ.

— Elle avait toutes les beautés et senteurs du jasmin, elle était forte et fragile comme une hirondelle, elle était fille de l'Ariane, en Tunisie, et est morte dans la grille parisienne, le jeudi 28 mai 1998.

Son fils, Marc.

— M^{me} Christine-Claire Lemaître-Rachlesco, M. et M^{me} Boudjballah et leurs filles, M^{me} Florence Lemaître, font part dans l'Espérance du rappel à Dieu de

M^{me} Henri LEMAÎTRE, née Gabrielle TARDY.

le 27 mai 1998, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 30 mai, à 10 h 30, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris-5^e.

— Vertou, Saint-Aignan.

M^{me} Lucienne Stephan, son épouse, fait part du décès de

M. Lucien STÉPHAN.

Les obsèques ont eu lieu le 25 mai 1998.

Anniversaires de décès

— Il y a trois ans, le 30 mai 1995,

Thomas GOSSET passait sur l'autre rive.

Il reste à jamais présent dans le cœur de ceux qui l'ont connu et aimé.

« Ce qui fut, fut pour toujours. »

— A la mémoire de

Patrice MALTERRE, ingénieur Insee, administrateur, chargé de mission, rénovateur du tramway en France, cofondateur gérant de Métrom.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

Son épouse, Sa tante et marraine, Ses cousins, Quelques amis.

Assemblées générales

LANGUES ORIENTALES Les Anciens Elèves et Amis des Langues O sont invités à la prochaine assemblée générale de leur association qui se tiendra le lundi 8 juin 1998, à 18 heures, dans les salons de l'Inabo, 2, rue de Lille, Paris-7^e.

Rapport moral et financier. Adoption du règlement intérieur. Mot du président de l'Inabo. Renouvellement du conseil. Questions diverses.

Jardins : l'art de vivre à l'italienne... l'européen... Comment l'Europe protège la nature... Les zones prioritaires. La bagarre des lobbies... Les plages à éviter : France, Italie, Grèce, Portugal, Espagne... A quoi servent les ministres de la Culture ? Le retour des tramways... CHAQUE MERCREDI 15F

METTEZ VOS YEUX A L'OMBRE MEYROWITZ SAURA VOUS ADAPTER UNE LUNETTE SOLAIRE CORRECTIVE EXACTEMENT CONFORME A VOTRE VISION... 5, RUE DE CASTIGLIONE PLACE VENDÔME 75001 PARIS TEL. 01 42 60 63 64

RÉGIONS

LE MONDE / SAMEDI 30 MAI 1998

Les Alpes aperçoivent la fin du tunnel

Un rapport au ministre des transports recommande d'améliorer les équipements existants plutôt que de percer de nouvelles voies. Les deux gigantesques projets de tunnel du Mercantour et du TGV Lyon-Turin ne sont plus considérés comme des priorités

IL EST URGENT d'attendre l'évolution du contexte international - principalement en Suisse et en Autriche - et, d'ici là, tirer le meilleur parti ou améliorer les équipements existants, avant d'entreprendre un nouveau percement sous les Alpes. Tel est l'enseignement principal que devrait tirer Jean-Claude Gaysot, ministre de l'équipement et des transports, du rapport sur « La politique française des transports terrestres dans les Alpes » établi à sa demande par Christian Brossier (président du Comité des directeurs de transports), Jean-Didier Blanchet et Michel Gérard, et rendu public vendredi 29 mai.

Si les recommandations formulées par ces trois « sages » du Conseil général des ponts et chaussées sont prises en considération - comme tout semble l'indiquer -, c'est un indéniablement important qui sera donné à la politique des transports dans une zone stratégique pour les échanges internationaux. La nature transfrontalière du trafic dans les Alpes est d'ailleurs au cœur d'un rapport à dimension résolument européenne.

elles ne pourront pas forcément être mobilisées, en raison de l'impact que cela aurait sur l'environnement. Parallèlement, la liaison ferroviaire sous le Mont-Cenis absorbe près de 10 millions de tonnes par an.

Considérant que le projet gigantesque de creuser un tunnel pour permettre le passage d'un TGV et d'une autoroute ferroviaire reliant Lyon à Turin - dont le coût est estimé à 90 milliards de francs - n'est pas une priorité, la mission propose plutôt de conforter l'axe existant du Mont-Cenis en « mettant tout en œuvre pour en développer la capacité fret » (jusqu'à 16 millions de tonnes par an) entre Ambérieu (Ain) et la banlieue de Turin. Les moyens préconisés sont les suivants : « Réorga-

lisation de la gare de Modane, utilisation de locomotives bicourant pour éviter le changement de locomotive à Modane, mise au gabarit B du tunnel du Fréjus et de la ligne jusqu'à Turin, amélioration entre Coloz et Chambéry, troisième voie dans la traversée de Chambéry, etc. » Et les trois experts d'insister pour qu'un accord bilatéral France-Italie soit signé, garantissant un nombre journalier de sillons pour le fret, faute de quoi « la capa-

cié du tunnel actuel ne pourrait être utilisée complètement durant la période cruciale qui nous sépare de l'ouverture des tunnels suisses ». Concernant le TGV, la mission recommande à l'Etat de s'engager dans la prolongation de la ligne à grande vitesse entre Satalas et Saint-André-le-Gaz (pour gagner dix minutes en direction de Grenoble) d'une part, et Lépin, sous le massif de l'Épine, d'autre part (coût estimé : 5 milliards de francs). Cette seconde branche qui permettrait de gagner dix-huit minutes pour atteindre Chambéry, pourrait emprunter le tunnel de Lépin qui serait mis à deux voies, ce qui éviterait le percement d'un tunnel sous le massif de la Chartreuse. La Tarentaise et la Maurienne seraient mieux des-

servies, la partie française du Lyon-Turin serait amorcée dans les conditions les plus économiques et des sillons pour le fret seraient dégagés sur la ligne actuelle. La région Rhône-Alpes devrait assurer un effort financier important.

Toujours pour le TGV, entre Macon et la Suisse, la mission encourage la rénovation de la ligne abandonnée entre Bourg-en-Bresse et Bellegarde via Nantua qui, en court-circuitant la ligne actuelle, permettrait de gagner à moindre coût (avec une part de financement suisse), une demi-heure entre Paris et Genève et, à l'encre, de libérer, indirectement, de précieux sillons pour le fret sur l'axe Metz-Modane.

Alpes du Sud. Le percement d'un tunnel routier de 17 km sous le col de la Lombardie (appelé naguère tunnel du Mercantour ; coût estimé : 3 milliards de francs) entre Isola et Vinadio est très loin d'apparaître comme une priorité à la mission. Celle-ci d'ailleurs « s'est longuement interrogée sur les prémices du raisonnement qui avait amené à le préconiser puis à le valider officiellement ». Sur l'axe Nice-Turin, le rapport préconise, plutôt que la construction d'un nouveau tunnel à péage (coût 800 millions de francs), le « rebutage » du tunnel de Tende, l'un des plus anciens tunnels d'Europe, mais sans améliorer ses caractéristiques, afin de ne pas favoriser un trafic poids lourds qui viendrait « perturber une vallée alpine fort pittoresque et fragile, celle de la Roya ». La mission Brossier propose que « la commission intergouvernementale sud, très focalisée sur le projet de la Lombardie, évoque vers un examen plus vaste des questions de transports, depuis le col de Montgenèvre jusqu'à la côte ».

Le déstasse des autoroutes cotières italiennes et françaises du trafic poids lourds ne serait pas aussi pertinent qu'on le croirait, puisque celui-ci, largement local, ne représente que 8 % du trafic total. Côté français, c'est la congestion de la conturbation, de Mandelieu à Menton, par les véhicules légers, qui devra être résolue, notamment par la mise en place de transports collectifs.

L'autoroute A 19 relancée

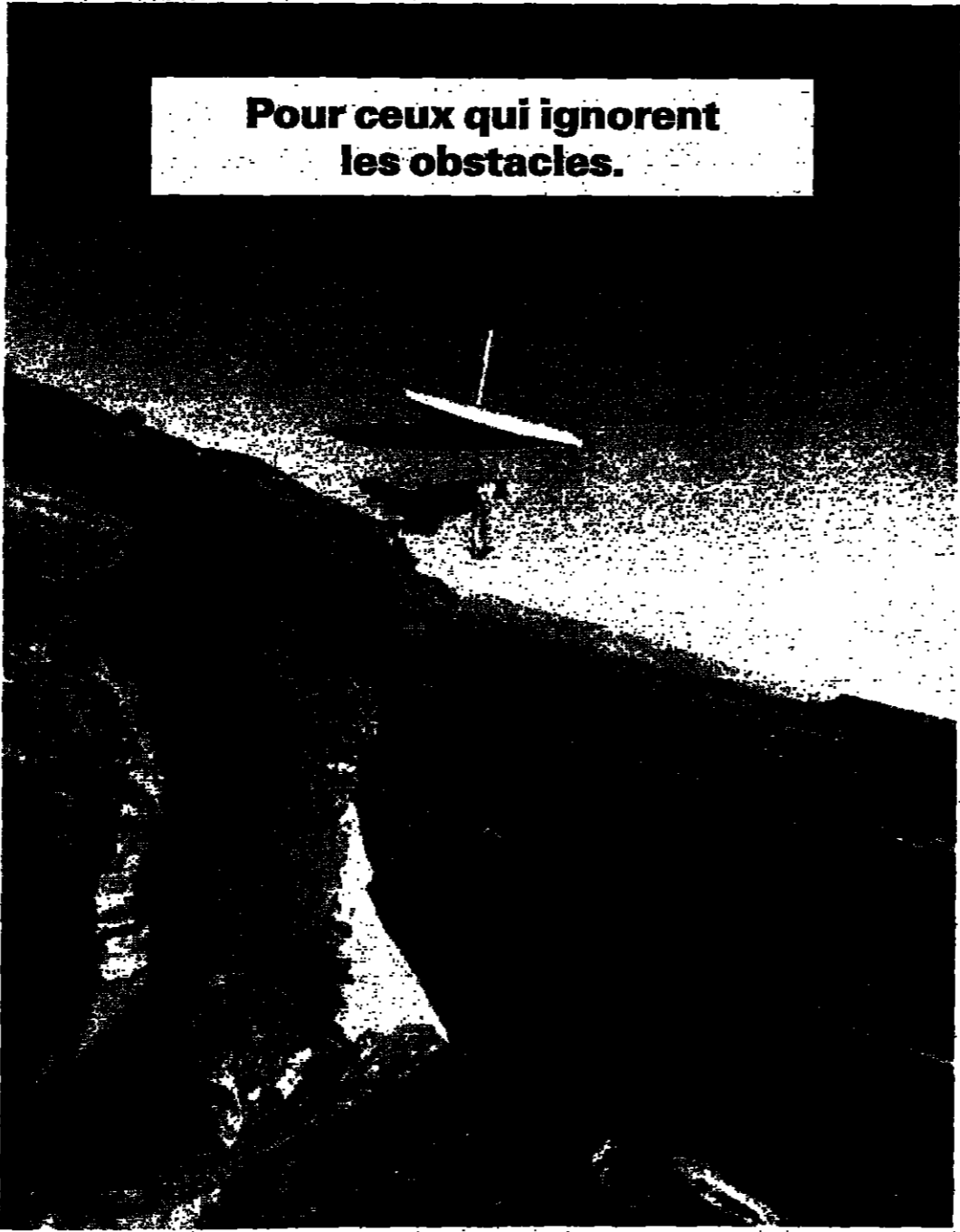
LIONEL JOSPIN vient de trancher en faveur de la construction de l'autoroute A 19. Le « barreau » Courtenay-Artenay doit assurer sur 100 kilomètres, à travers le Loiret, la liaison entre l'A 6 et l'A 10. Il constitue le maillon manquant d'une transversale autoroutière européenne reliant la façade atlantique à l'Allemagne. Devant les lenteurs du projet né dans les années 80 et face aux réserves finales du ministère de l'environnement, les élus du Loiret, emmenés par le président du conseil général, Eric Doligez (RPR), étaient venus protester il y a quelques semaines à la porte de Matignon. Le dossier devrait être à présent transmis au Conseil d'Etat, puis faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique en août, date butoir pour que l'enquête actuelle reste valable. Un collectif hostile à l'A 19 milite pour la mise à quatre voies de la RN 60, dont l'aménagement, selon ses responsables, est bloqué en attente de la réalisation de l'autoroute. (Corresp.)

DÉPÊCHES

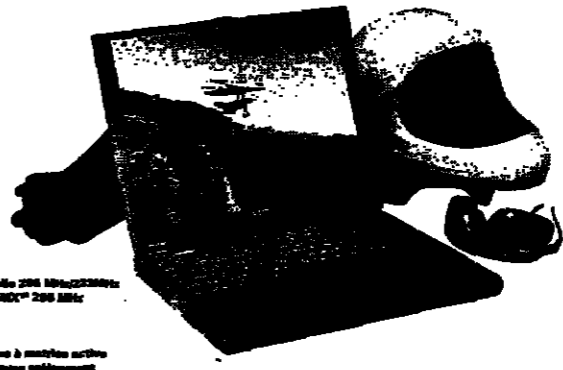
■ AUVERGNE : la Commission européenne vient de confirmer l'attribution d'une subvention de 75 millions de francs au projet du centre européen du volcanisme, Vulcanica, qui devrait ouvrir en 2000 dans le parc naturel des volcans d'Auvergne. L'Etat doit apporter sa propre subvention de 27,5 millions. Par ailleurs, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand a examiné, jeudi 28 mai, un nouveau recours des associations opposées au projet. ■ TOULOUSE : le ministre des transports, Jean-Claude Gaysot, vient de charger le préfet de Haute-Garonne d'une étude sur l'opportunité d'un deuxième aéroport dans un rayon de 20 à 35 kilomètres autour de Toulouse. (Corresp.)

Robert Belleret

Pour ceux qui ignorent les obstacles.



Les nouveaux HP OmniBook, la liberté en toute sécurité.



- HP OMNIBOOK 4100
- Processeur Intel Pentium® II Mobile 233 MHz/256 Ko
- Mémoire vive 16 Mo
- Disque dur 2,8 Go
- Double système de pointage
- De A à Z dans un seul et même appareil
- Batterie 12,1 heures de durée
- Garantie limitée 3 ans sans limitation de durée sur site

Face à un défi professionnel, vous avez besoin d'outils sur lesquels compter pour vous transcender. C'est exactement l'esprit de la nouvelle gamme HP OmniBook, novatrice et révolutionnaire. Une gamme complète de stations d'accueil pour une supervision optimale, un double système de pointage pour mieux s'adapter à vos préférences, la clarté et le confort d'un écran 14 pouces, la sécurité de deux mots de passe. En un mot, les qualités de la gamme OmniBook en font le compagnon parfait des hommes et des femmes de talents. C'est notamment le cas de HP OmniBook Sojourner, un des portables les plus fins et sophistiqués du monde. Ou encore de HP OmniBook 7100, équipé du processeur mobile le plus rapide d'Intel, délivrant la puissance indispensable aux utilisations mult média, tant au niveau des images que du son Dolby. Dans une telle journée, vous vous apercevrez vite que rien ne vaut le HP OmniBook 4100, sa rapidité d'exécution et sa capacité de stockage de 6,4 Go, le tout dans un design ultra-plat et un poids de 2,6 kg ! Quant aux HP OmniBook 2100 et 3100, ils n'offrent rien de moins que la performance et la mobilité au meilleur prix. Naturellement, la qualité et la fiabilité légendaires des produits Hewlett-Packard sont offerts sans supplément ! Vous l'aurez compris, les nouveaux HP OmniBook relèvent le défi de la liberté totale en toute sécurité.



- HP OMNIBOOK 7100
- Processeur Intel Pentium® II Mobile à 233 MHz
- Double système de pointage
- De A à Z dans un seul et même appareil
- Batterie 12,1 heures de durée
- Garantie limitée 3 ans sans limitation de durée sur site



- HP OMNIBOOK 2100
- Processeur Intel Pentium® II Mobile à 233 MHz
- Mémoire vive 16 Mo
- Disque dur 2,8 Go
- Double système de pointage
- De A à Z dans un seul et même appareil
- Batterie 12,1 heures de durée
- Garantie limitée 3 ans sans limitation de durée sur site



- HP OMNIBOOK 3100
- Processeur Intel Pentium® II Mobile à 233 MHz
- Mémoire vive 16 Mo
- Disque dur 2,8 Go
- Double système de pointage
- De A à Z dans un seul et même appareil
- Batterie 12,1 heures de durée
- Garantie limitée 3 ans sans limitation de durée sur site

Pour plus de renseignements sur la gamme des nouveaux HP OmniBook, rendez-vous visite sur www.hp.com/info/ire ou appelez le 0 800 500 500 15



PASSÉ-PRÉSENT

Pierre Rousset
Le permanent de la Ligue

Michel Braudeau

Le résistant David Rousset, gaulliste de gauche, qui devait être élu apparenté gaulliste, en juin 1968, dans la « chambre des goddils », passait pour avoir un caractère ombrageux. Ses trois garçons en héritèrent, chacun selon son grade, de Falaud, Marc, au benjamin, Luc, en passant par le cadet, Pierre, né en 1946, « retour de camps », comme dit sobriement ce fils de l'auteur de L'Univers concentrationnaire et des Jours de notre mort.

donc devenu permanent de la Ligue communiste, de la IV^e internationale, puis de la LCR depuis presque trente ans, pour, aujourd'hui, 7 500 francs par mois. Ne court-on pas le risque de se couper de la vie en étant permanent de longue durée, de passer à côté d'une certaine diversité ? Il ne le croit pas. Il a toujours travaillé avec des gens qui ne sont pas de sa



S'engageant sur les traces de son père, David, journaliste, écrivain et résistant, décédé le 13 décembre 1997, Pierre Rousset n'a jamais quitté « le camp des fous qui veulent changer le monde ».

PAROLES

« Je me suis mis d'accord avec mes arrière-pensées. Le général de Gaulle à Bernard Tricot, secrétaire général de l'Elysée, à son retour de Baden-Baden »

« Demain, nous serons des journalistes de l'EX-CRIT, ou des ex-journalistes de l'ORTÉ. Journalistes de l'ORTÉ, grand amphithéâtre de la Sorbonne »

« Un homme de cinquante ans vous dit : "Merci, les gars !" » Roger Couderc

« On n'est rien dans la société actuelle. Elle n'est pas chic pour nous, la société. Elle défigure l'individu. Mais on n'a jamais rien vu de pareil, comme aujourd'hui. Nous allons voir ensemble ce qu'on peut faire. On est venu spontanément ici. »

« Un ouvrier, à Cantelet, lors d'une réunion du « comité mixte de travail RAITP-étudiants »

« famille ». Il s'intéresse aussi à d'autres choses qu'à la politique : à l'ornithologie, par exemple. « C'est l'influence de ma mère anglaise. Elle nous a donnés, à mes frères et à moi, un rapport avec la nature très différent de celui qu'on a en général en France, instrumental et pauvre. Dans la culture française, la nature est vue de façon utilitaire. Les animaux sont utiles, nuisibles, ou inutiles. Dans les trois cas, on peut les tuer : pour les manger, s'en débarrasser, ou par sport. Ma passion en dehors de faire Rouge, c'est l'ornithologie. J'ai une grande dette de reconnaissance à l'égard des Verts, parce qu'ils ont donné leurs lettres de noblesse politique à l'écologie. »

Maintenant, savoir si les Verts auront les reins assez solides, collectivement et individuellement, pour tenir le cap, c'est autre chose. Mai 68 a ainsi ouvert une brèche pour une critique de la société où l'écologie avait sa place, mais les organisations d'extrême gauche, trop occupées à s'enraciner durablement hors du seul cadre étudiant, dans la classe ouvrière, ont délaissé une partie du potentiel critique de 1968. « On n'a pas joué un rôle direct entre la critique de la civilisation et la perception de la question écologique. C'est venu beaucoup plus tard. On a d'abord assisté à des tremblements de terre dans la société, tels que le mouvement des femmes ; cela affectait absolument tout le monde. Maintenant on sait voir plus large, penser que l'origine des catastrophes qui touchent la biosphère est, dans l'activité humaine, une conséquence du développement industriel. Les "rouges" ont un défi : quel marxisme intégrera l'écologie ? » Et ainsi, dans un petit coin de Montreuil, du mode de production au chant des oiseaux, de la notion d'histoire ouverte au prix

DES JOURS AUX NUITS

MERCREDI 29 MAI : à 8 heures : le général de Gaulle, qui s'est levé tôt comme d'habitude, confie au général Lalande, chef d'état-major de l'Elysée, la mission d'aller voir les généraux commandant les forces de l'Est afin de s'enquérir de leur état d'esprit.

à 15 heures : le général décide de reporter l'hébergement des ministres au conseil des ministres convoqué, comme chaque mercredi, à 10 heures. Il s'entretient avec le général de Boissieu.

à 11 heures : le général appelle Georges Pompidou. Il se dit très fatigué et désireux de réfléchir calmement.

à 11 h 24 : il quitte l'Elysée avec son épouse par la grille du Coq.

à 12 heures : il part d'Issy-les-Moulineaux en hélicoptère vers Colombey-les-Deux-Églises.

à 13 heures : le général se pose à Saint-Dizier pour faire le plein et repart vers l'est, en route-mottes, pour échapper aux radars.

à 14 h 45 : le général Massu, commandant en chef des troupes françaises d'Allemagne, est informé de l'arrivée imminente du général de Gaulle à Baden-Baden.

à 15 heures-16 heures : le général de Gaulle, d'abord abattu, semblant prêt à démissionner et à demander l'expulsion de l'Allemagne, décide de faire front. Manœuvre ou négociation ? Les deux thèses coexistent. Il rentre en France.

à 18 h 15 : il arrive à Colombey. Il téléphone au premier ministre pour lui proposer son retour le lendemain matin et le président du conseil des ministres à 18 heures. Il va ensuite faire une longue promenade dans le parc de La Boisserie.

à 20 heures : à Paris, Georges Pompidou, recevant les membres des deux groupes de la majorité (RPR) et les Républicains indépendants, décide d'ignorer la démission du général et annonce qu'il sera une démission le lendemain, jeudi après-midi. Le soir du départ du chef de l'État, le général Georges Pompidou s'exprime : « à 18 heures on se trouve devant l'ORTÉ ».

à 21 heures : la CGT appelle à une manifestation de la Bastille à la place Saint-Lazare, pour dénoncer la chute du général. La participation de l'ORTÉ, qui n'est pas officielle, est loin d'être massive. Pendant cinq heures, plusieurs centaines de milliers de personnes, qualifiées par un service d'ordre important défilent dans le centre. Les femmes sont nombreuses. Les slogans mêlent revendications matérielles (« Arrêtez les augmentations », « Augmentez les salaires », « Nos quarante heures ! ») et revendications politiques (« De Gaulle, démission ! », « A Colombey qu'il y reste ! », « Gouvernement populaire ! »).

à 22 heures : la 2^e brigade blindée de Rambouillet, venant de Manngy par route à cause des grèves, traverse Vézennes et Issy-les-Moulineaux. La rumeur d'une attaque en marche de l'armée se répand.

à 23 heures : Eugène Descamps, secrétaire général de la CFDT, lance un appel à Pierre Mendès France pour qu'il accepte de racheter le pouvoir.

à 23 heures : au Palais-Royal, les députés gaullistes annoncent pour le lendemain l'organisation d'une manifestation contre le général de Gaulle. Ils ont fait la liste des députés gaullistes et ont décidé de la publier et de la distribuer à tous les députés gaullistes et au personnel des députés gaullistes et de leur famille.

à 23 heures : l'agitation politique continue dans les comités de l'Est.

à 23 heures : le journal télévisé, suspendu en grève, un présentateur annonce le retour du général de Gaulle à Colombey.

à 23 h 30 : dans la salle de la commission des Lois de l'Assemblée nationale, Pierre Mendès France déclare : « Je ne repense pas les responsabilités qui pourraient m'être confiées par la gauche réunie. » Il avait en préalable rencontré François Mitterrand, rue de Rivoli, chef Georges Cuvier, ami du président de la CGDS.

à 23 h 45 : dans la salle de la commission des Lois de l'Assemblée nationale, Pierre Mendès France déclare : « Je ne repense pas les responsabilités qui pourraient m'être confiées par la gauche réunie. » Il avait en préalable rencontré François Mitterrand, rue de Rivoli, chef Georges Cuvier, ami du président de la CGDS.

Rédaction : documenté par le Monde.

- Est-ce si grave ? - Hé, à un feu rouge, ma femme a été insultée par un automobiliste. On ne veut plus de moi. C'est perdu.

Ils continuèrent ce tête-à-tête dans le bureau de Massu. Le Général était déprimé et parlait de tout lâcher. Même des gaullistes souhaitaient qu'il se retire et faisaient les yeux doux à Mendès France, son vieil ennemi.

- Vous ne pouvez pas renoncer, disait Massu.

- Si, je le peux.

- Vous démissionnez si le peuple vous désapprouve dans des élections. Là, vous donnez l'impression de fuir !

- Oui, ça y ressemble beaucoup. J'ai soixante-dix-huit ans, Massu, ma femme serait enchantée que je me retire, et elle n'est pas la seule.

Après des heures de vol éprouvantes, le Général accepta de se restaurer, et la conversation se poursuivit devant une omelette, un verre d'eau et des cafés. Il était un peu plus de quinze heures.

- Qui avez-vous prévu de votre visite chez moi ?

- Personne. Oh oui, je suppose qu'ils doivent s'affoler à Paris. Tant mieux.

- Que décidez-vous ? demanda Massu.

- Certains m'imaginent déjà dans un couvent...

- Mon Général, vous ne pouvez pas renoncer !

Allons ! vous en avez vu d'autres !

- Faites face ! Vous êtes dans la merde, restez-y encore, retournez à Paris et gouvernez !

- Prévenez notre ambassadeur à Bonn que je suis en Allemagne, voulez-vous ?

Massu s'absenta quelques minutes en pestant : « Quelle tête de mule ! », mais quand il revint dans son bureau le Général était debout, lui donna l'accablante et dit seulement :

- Je repars.

À dix heures, de Gaulle et sa femme arrivaient à Colombey, dans leur grosse maison, à bord d'une 404 de la gendarmerie. Il partit se promener dans le parc avec son aide de camp :

- « Le Rhin, triste témoin d'éternelles alarmes Roule un flot toujours prêt à recueillir des larmes. »

De qui est-ce ? Vous le savez ?

- Euh, dit l'aide de camp. De Hugo ?

- Non.

- De Lamartine ?

- De moi. Comment ferez-vous sur ?

Et de Gaulle sourit en regardant les arbres.

TOUT était possible. L'information courait dans la foule : de Gaulle avait fui, le gouvernement était s'effondrer sous la pression du peuple. A la Bastille, une multitude y croyait, des vieilles dames fuchées sur les bancs applaudissaient, des étudiants déployaient leur banderole sur le socle de la colonne de Juillet : « Gouvernement populaire, oui ! Mitterrand, non ! » Un semblant de cortège se formait à l'orée du boulevard Beaumarchais : Georges Séguy et les communistes acceptaient ce jour-là des slogans plus politiques : « De Gaulle démission ! », sans cesse, « Gouvernement populaire ! » La CGT n'avait pu s'opposer à la volonté de sa base et se contentait de maintenir cette armée hétéroclite des mécontents où se mélangeaient les générations. D'innombrables drapeaux rouges flottaient au-dessus des têtes, dont certains bicolores avec des bâtons et des foulards. On chantait les verses les plus connus de L'Internationale, on se donnait la main pour ne pas se perdre dans le flot. On entendait quelques « A bas de Gaulle ! », et les étudiants, venus se joindre de leur propre initiative à cette démonstration, répétaient d'heureuses nouvelles ; d'autres défilés parcouraient les rues de Nice, Lyon, Saint-Etienne, Caen, Limoges ; le mouvement gagnait.

L'étranger, l'exemple français provoquait des remous dans la jeunesse de Berlin, Madrid, Genève, Rome, Buenos Aires, Dakar, Londres, jusqu'au Pérou. On allait gagner, et sur l'ensemble de la planète. Partout, la vieille autorité croulait.

Marianne et Eric Thévenon, avec leur groupe de maos, s'excitaient à l'union des communistes, qui se méfiaient d'eux. La Pravda avait déclaré que ces têtes brûlées menaçaient la classe ouvrière, en des termes qui ressemblaient à ceux d'un tract gaulliste du jour : on y expliquait que les partisans d'une révolution à la chinoise « voulaient détruire les partis et les syndicats ; Marianne s'en agaçait.

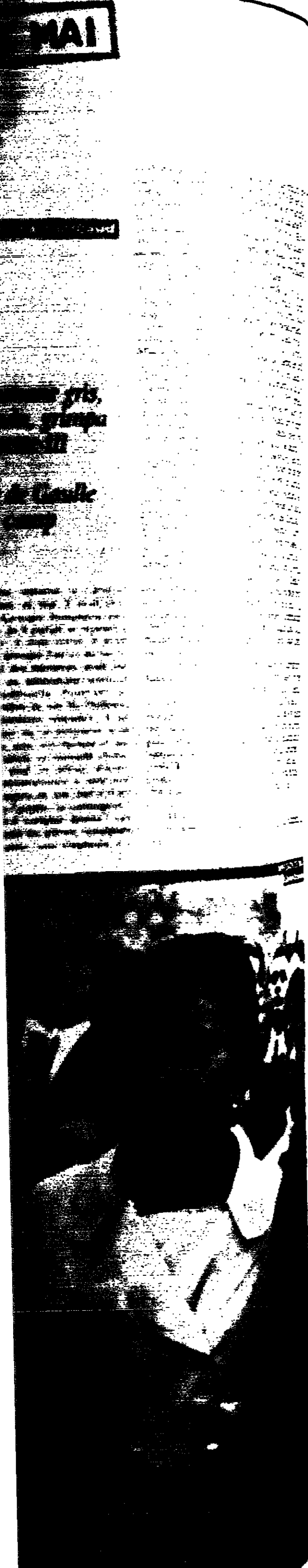
- Ils ont raison, commentait Thévenon.

- Et si on poussait vers l'Elysée ?

- Les chiens de garde laisseront pas faire.

Le jeune homme montrait le service d'ordre de la CGT, des malabars qui portaient un brassard vert à son bras gauche. Avec cent mille autres, Marianne et Thévenon marchèrent au pas sur les grands boulevards, dont la manifestation occupait la largeur, et des drapeaux rouges sortaient sur les toits, et les riverains agitaient des mouchoirs à leurs balcons quand les jeunes hurlaient : « De Gaulle au poteau ! »

(à suivre)



MAI

de Gaulle

Monsieur Nétanyahou, laissez une chance à Israël !

par Théo Klein

DEUX années déjà depuis que la désastreuse campagne militaire au Liban de Shimon Pérès, les attentats de votre conseil en image, M. Finkelstein, de New York, ont fait de vous le premier chef de gouvernement israélien élu directement au suffrage universel.

Vous vivez et survivez ainsi aux côtés d'un Parlement israélien élu en même temps que vous et lié à votre sort : votre chute entraînerait sa dissolution. Mais qu'avez-vous fait de ce pouvoir nouveau et renforcé dont vous êtes légitimement investi ? A lire la presse israélienne, à entendre même des membres de votre parti, vous vous seriez beaucoup agité sans rien résoudre. D'erreurs en démentis, vous auriez confondu l'art de la politique avec le théâtre d'ombres. En politique intérieure, vous auriez encouragé la marche des orthodoxes vers le rêve d'un Etat théocratique. En politique extérieure, brisé l'élan du processus d'Oslo, né de l'intelligence de Shimon Pérès et du courage politique d'Itzhak Rabin.

Je connais et respecte vos liens profonds, sociologiques et culturels avec les Etats-Unis, ce grand pays dont vous auriez failli, dit-

on, être citoyen. Mais est-ce bien par un débat entre sénateurs républicains et président démocrate que vous pensez résoudre le problème majeur d'Israël : sa coexistence avec ses voisins arabes et, au premier chef, avec les Palestiniens ? Ces derniers sont - pourquoi ne pas le reconnaître ? - les copropriétaires de cette terre d'Eretz Israël-Palestine, votre terre, ma terre, mais aussi celle d'Arafat et de Ziad Kawas, mon ami.

Est-ce le dynamisme, un peu trop électoraliste, du sénateur D'Amato qui va apporter à une population palestinienne privée, à nouveau, d'espérance les signes et la réalité des gestes reconnaissant son droit et sa liberté d'être elle-même selon ses lois et ses coutumes ? Faut-il que ce soit le président des Etats-Unis qui nous confronte au souvenir de notre propre combat pour le droit et la liberté d'être « un peuple libre sur sa terre » ?

J'imaginai, au lendemain de votre élection, que, à quarante-six ans, pensant à un long avenir politique, vous auriez le souci de mener, au-delà de l'idéologie conquérante de votre parti, une politique qui conduise le peuple israélien vers une sécurité fondée sur la paix, c'est-à-dire sur la dia-

logue et la coexistence. J'imaginai que vous voudriez construire votre carrière politique sur l'avenir et non pas la noyer dans le passé.

Or votre politique s'enferme dans une perspective sécuritaire nourrie de peurs. Vous jouez sur nos vieux réflexes du ghetto, résu-

niens ». Existerait-il, à votre avis, un droit plus légitime que le droit à l'indépendance et à la liberté d'organiser sa vie collective ? Croyez-vous qu'en morcelant le modeste territoire que vous songez à lui abandonner, la soif d'indépendance de la population palestinienne sera apaisée ? Vou-

avec ceux qui ont nourri ce crime. Arrêtez cette chute vers les vertiges d'un rêve fou d'une terre où seul le juif serait citoyen et l'Arabe un simple résident auto-

nomisé. Quittez les sénateurs des rives du Potomac. Abandonnez les illusions messianiques. Remontez vers les monts de Judée et l'abondante Galilée. Reconnaissez l'humaine réalité de cette terre d'Eretz Israël-Palestine dont nous avons été séparés pendant plus de deux millénaires et où, en revenant, nous avons rencontré un peuple qui y habitait. Songez à l'avenir de vos enfants comme à celui de tous ceux, Israéliens et Palestiniens, qui vivent sur cette terre et l'aiment d'un égal amour.

Elle est le berceau commun de nos deux peuples ; Isaac et Ismaël y sont nés, tous deux. Nous devons la partager sans jamais, pour autant, renoncer à la considérer dans toutes ses parties, comme la terre qui féconde l'histoire, la culture et la vie de nos deux peuples. Son extraordinaire appel spirituel doit nous encourager à une cohabitation pacifique, au-delà des deux souverainetés reconnues. Il faudrait inventer un pacte de respect mutuel, une alliance pour le développement sur cette terre commune, construire

une existence où chacun, chez l'autre, serait aussi un peu chez soi.

Je sais bien : il y a le terrorisme, lâche et criminel. Il y a les cris de haine, les drapeaux brûlés, les clauses non respectées des accords conclus, les faits accomplis au-delà du statu quo. Mais qui est responsable, serait-ce seulement l'Autorité palestinienne ?

Si, pour vous, gouverner ce « vieux nouveau pays » c'est ressasser de vieux arguments mêlés de craintes obsessionnelles et méprisantes sans jamais élever votre pensée politique au-dessus des querelles de votre majorité ; si vous ne pouvez même pas écouter les informations et les conseils de vos services de sécurité ; si, décidément, vous ne voulez pas changer de politique, alors il vaudrait mieux que vous renonciez à porter un fardeau sous lequel votre intelligence politique et votre courage moral paraissent succomber.

Pour l'amour que, sans aucun doute, vous lui portez, laissez une chance au peuple d'Israël !

Théo Klein est avocat, ancien président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF).

Si vous ne voulez pas changer de politique, alors il vaudrait mieux que vous renonciez à porter un fardeau sous lequel votre intelligence politique et votre courage moral paraissent succomber

més dans ce slogan mortel : « Tous sont tous contre nous. » Tous : les chrétiens, les musulmans, tous ceux qui, à travers le monde, s'étonnent et pour beaucoup s'indignent de votre politique.

Sur quoi est donc fondée votre politique ? Comment concevez-vous l'avenir de ce pays et de cette population que vous gouvernez ? Menahem Begin, votre prédécesseur à la tête de votre parti et du gouvernement d'Israël avait, à Camp David, reconnu les « droits légitimes des Palesti-

lez-vous rejeter cette population vers l'autre rive du Jourdain que, jadis, votre parti proclamait comme terre juive ?

Auriez-vous vraiment fait le choix délibéré d'enfermer ce peuple dans une autonomie sous contrôle israélien, c'est-à-dire de perpétuer le conflit jusqu'à l'absurde finalité de l'autodestruction. Prenez garde ! Vous agissez comme si l'avenir ne devait sourdre que de l'assassinat d'Itzhak Rabin ! L'histoire pourrait, alors, vous confondre, un jour,

Plus vite, avec le commerce électronique

par Philippe Lemoine

L'ÉCONOMIE n'est pas qu'une affaire de taille. L'économie doit, avant tout, être rapide. Ce thème du temps marque depuis quelques années les stratégies d'entreprise. Avec le développement d'Internet et du commerce électronique, il devient un facteur clé de la compétition entre les nations.

Ce qu'il est convenu d'appeler « commerce électronique » représente une étape importante dans l'histoire de l'informatisation. Avant-hier, les technologies d'information bouleversaient les usines et le monde de la production. Hier, l'informatique et les télécommunications pénétraient les bureaux. Aujourd'hui, les réseaux transforment l'univers de l'échange.

Cela amène à changer complètement la manière de penser les interactions entre technologie, économie et société. Il faut mettre l'accent sur la notion de vitesse.

Les meilleures pratiques à prendre en compte sont d'abord celles des entreprises américaines qui réalisent d'ores et déjà plus de 1 milliard de dollars de chiffre d'affaires sur Internet. Elles sont une dizaine, dont une moitié opère dans le commerce interentreprises tandis que l'autre vend au consommateur.

Le point commun de ces différentes entreprises (Cisco, GE, Intel, Dell, Comp-U-Card, Charles Schwab, Auto-by-Tel, etc.), ce n'est pas seulement d'avoir mis résolument sur la technologie et sur le marché mondial. C'est avant tout l'audace marketing dont elles font preuve, en utilisant la technologie en support d'une approche du marché qui n'a plus rien à voir avec la consommation de masse. Les micro-ordinateurs sont désormais partout, la technologie est aux mains des personnes, et le commerce électronique qui marche est celui qui fait remonter une demande personnalisée vers les entreprises et vers la production.

Auto-By-Tel, par exemple, fonctionne moins comme un commerçant classique que comme un courtier au bénéfice des personnes. Il permet aux Américains de définir le type d'automobile qu'ils recherchent et de lancer des sortes d'appels d'offres auprès des garagistes. Auto-By-Tel ne perçoit pas de commission sur les ventes ; il se rémunère par les droits que payent les garagistes pour recevoir les demandes. Chiffre d'affaires actuel : 800 millions de dollars par mois !

Autre exemple : Dell. Son site réalise 5 millions de dollars de

ventes par jour et il ambitionne de faire d'ici quelques années la moitié de son chiffre d'affaires par Internet. Cet inventeur du « direct » en matière d'informatique a fait le pari de donner à celui qui commande la possibilité de personnaliser totalement l'architecture de son micro-ordinateur. Clé du système : l'entreprise fonctionne sans stocks, en renvoyant les commandes directement sur les ordinateurs de ses fournisseurs industriels. Ceux-ci fabriquent à la commande et livrent en huit jours. La filière de la micro-informatique où l'on avait souvent 60 à 70 jours de stocks commence à trembler.

Il faut mettre notre moteur économique en conformité avec l'état actuel de la technologie, à la même vitesse que celui de nos concurrents. Et il faut le faire vite

Dans cette approche de la technologie, la priorité est la rotation des stocks et le service aux clients. Le lien entre la technologie et l'emploi est ainsi fondamentalement différent de celui qui résulte d'une situation où la priorité est mise sur la productivité.

Notre manière de poser les problèmes est en porte-à-faux. La France est un pays à haut niveau de stocks et à faible niveau d'emploi. Nous concevons la modernisation comme un accent mis systématiquement sur la productivité du travail, rarement sur la productivité du capital circulant. Résultat : le niveau de chômage, que l'on connaît, et, ce que l'on sait moins, environ 27 F de stock pour faire 100 F de PIB, contre 19 aux Etats-Unis et 16 au Japon.

Il faut d'urgence apprendre à raisonner autrement. Un hypermarché français moyen réalise 420 millions de chiffre d'affaires, avec une superproductivité du travail puisqu'il n'emploie que 250 salariés, alors qu'il n'optimise pas vraiment ses stocks : un client vient en moyenne faire ses courses tous les 13 jours, alors que l'hypermarché réapprovisionne tous les 34 jours, les stocks tournant 10 fois dans l'an-

née. Un superstore du leader américain Wal-Mart réalise le même chiffre d'affaires en moyenne. Mais son modèle de rentabilité est très différent. Il mise sur le service à la clientèle et emploie 450 salariés, tandis qu'il trouve sa rentabilité dans une informatisation poussée de ses flux marchandises. Il offre plus de choix ; pourtant ses stocks tournent 25 fois dans l'année.

Ces différences expliquent pour une grande part le constat selon lequel deux fois plus de personnes travaillent dans le commerce aux Etats-Unis qu'en France. Nous avons ainsi un gisement d'un million et demi d'emplois. Mais pour que nous sachions créer ces emplois, il ne faut pas regarder qu'un versant du problème : le coût du travail. Il faut regarder les conditions de fonctionnement d'une économie moderne de services et comprendre que nous devons changer nos priorités.

Depuis des années, nous faisons, sans le savoir, l'éloge de la lenteur. Nous avons vu le développement du tertiaire comme une occasion de valoriser le tertiaire supérieur, celui de la connaissance et du savoir. Nous avons vu, en France et en Europe, la technologie comme un moyen de développer l'immatériel avec un « i » majuscule. On glorifiait les marques, on recherchait en permanence la valeur ajoutée.

Toutes ces stratégies orgueilleuses sont prises à contre-pied par un mouvement technologique qui réconcilie le rapide, le « pas cher » et le personnalisé. Le Minitel et ses tarifs à 2 francs la minute est un bon symbole des travers dans lesquels nous nous sommes égarés. Pour créer de la richesse, nous avons cru que l'on pouvait faire tourner tous les compteurs de la consommation lentement, solennellement, à 2 francs la minute.

Il faut que l'on comprenne que le principal enjeu est d'accélérer l'économie. Est-ce que cela veut dire accroître encore la trépidation de la vie ? Grand Dieu, non ! Laissons de côté cet autre sujet, la vie sociale ; gardons-nous des raisonnements sociologiques prématurés. L'Europe devrait parler un peu moins de « société de l'information » et avoir l'humilité de reconnaître que l'on ne sait pas encore ce qu'elle sera. Il faut simplement mettre notre moteur économique en conformité avec l'état actuel de la technologie, à la même vitesse que celui de nos concurrents. Et il faut le faire vite.

Philippe Lemoine est président de LaSer-Lafayette services.

Maîtriser l'impact des nouvelles technologies

par Philippe-Olivier Rousseau

AUX Etats-Unis, les technologies de l'information créent aujourd'hui environ 30 % de la croissance du PIB. Les plus beaux fleurons de l'industrie nord-américaine, tels Intel ou Microsoft, n'existaient pas il y a trente ans. Leur capitalisation se compare à celle de General Motors ou de Coca-Cola. Le nombre d'emplois créés au cours des cinq dernières années a entièrement compensé la destruction de la main-d'œuvre du secteur manufacturier.

Les entreprises tirent aujourd'hui avantage des restructurations sévères menées sous les présidences de Ronald Reagan puis de George Bush, qui ont permis un assainissement durable et créé les conditions de nouvelles embauches.

Le marché nord-américain est l'un des plus libres et des plus réglementés du monde. Les entreprises nord-américaines ont, en large part, fait évoluer leurs structures hiérarchiques verticales. Elles ont intégré très rapidement les conséquences des nouvelles technologies dans leur structure même. Elles sont devenues des entreprises-réseaux et ont opéré leur révolution culturelle tant dans leur organisation interne que vis-à-vis de leurs fournisseurs et de leurs clients. Elles sont entrées de plain-pied dans l'ère du commerce électronique.

Les fonds de pension ont permis de développer les fonds de capital-risque. Des stock-options aux fonds de pension, les salariés américains sont sans doute en passe de devenir les vrais propriétaires des entreprises américaines et internationales.

L'Etat, enfin, est peu présent et joue essentiellement un rôle incitatif. Il guide ; il observe le marché et tente de corriger ses imperfections ; il légifère aussi peu que possible ; il favorise le développement des entreprises nationales sur le plan international.

En France, le paradoxe est grand : nous semblons craindre le grand mouvement de mondialisation de l'économie alors que nous en tirons de substantiels avantages.

Notre pays est le 4^e exportateur du monde, et le 5^e importateur. Il est le 2^e exportateur de services. Sa balance commerciale présente régulièrement, depuis cinq ans, un excédent important. Nous sommes enfin le 4^e pays d'accueil des investissements étrangers. Les investissements français sont dirigés à 80 % vers les pays de l'OCDE. L'actuelle crise économique des pays du Sud-Est asiatique démon-

tra l'importance cruciale de l'ouverture des marchés internationaux pour notre économie. La France et l'Europe ont tout à gagner d'une croissance stable et soutenue dans les pays émergents.

Le commerce entre les pays développés et les pays en développement représente environ 3 % de la richesse produite par les pays développés. Les emplois français ne sont pas détruits par les travailleurs à très bas salaire de Malaisie ou de Chine, mais par l'introduction des technologies de l'information dans nos entreprises.

Il serait hasardeux de ne considérer la mondialisation que sous

Sans régulation politique, la société de l'information sera plus violente et plus inégalitaire que ne l'a été la société industrielle

l'angle de la libéralisation des flux de capitaux et du commerce international, qui sont des moyens et non des objectifs.

De même, l'économie de marché est un outil et non une fin. La mondialisation doit s'inscrire dans un contexte beaucoup plus large qui prenne en compte les notions de solidarité sociale, de politique et de culture. Une mondialisation qui n'emporterait pas le « défi de l'inclusion » face aux pays pauvres et aux pays émergents serait bancale.

Sans action politique, les inégalités croîtront jusqu'à devenir insupportables.

Sur les 4,7 milliards d'habitants de pays en développement, 3 milliards vivent aujourd'hui avec moins de 2 dollars par jour : ce chiffre pourrait atteindre 5 milliards dans moins de vingt-cinq ans. Le crime, la pollution, le terrorisme, la guerre, les épidémies, la famine connaîtront de moins en moins de frontières. Réussir la mondialisation implique la définition d'un nouveau pacte social : sans régulation politique, la société de l'information sera plus violente et plus inégalitaire que ne l'a été la société industrielle.

Le rôle d'un certain nombre d'organisations internationales - tels le FMI et la Banque mondiale -, devra évoluer pour prendre en compte ce nouveau contexte. De nouvelles structures devront émerger, qui prendront des responsabilités de nature politique.

Il convient donc de définir les conditions d'une maîtrise de l'impact de ces technologies, c'est-à-dire d'instaurer les conditions d'une régulation politique du marché.

Le marché et la déréglementation sont les conditions impératives du développement rapide de la société de l'information : ils ne sauraient pour autant être laissés hors de tout contrôle.

L'émergence de ce monde nouveau n'ira pas sans tensions. Les disparités économiques, culturelles et politiques entre les divers pays, les régions et les groupes sociaux constitueront un obstacle important au processus d'homogénéisation mondiale. La contradiction entre la pluralité des cultures et la logique inéluctablement globalisante des ordres marchands et technologiques se manifesteront avec vigueur.

Aucune frontière, aucune réglementation n'arrêtera les flux d'information, les mouvements de capitaux, les migrations des travailleurs et de leurs familles. L'Europe, qui a tant de difficultés pour mettre en place un modèle fédéral, qui vit encore sur le concept, directement hérité du XIX^e siècle, des Etats-nations, devra bien s'adapter aux réalités de la globalisation économique.

Le repli nationaliste et la tentation identitaire ne peuvent être une réponse aux enjeux technologiques et économiques. Nos démocraties occidentales devront admettre que, n'en déplaise aux tenants de l'ordre ancien, l'hybridation, inéluctable conséquence de la mondialisation, est leur avenir. Comment ne pas prendre le risque d'une mutation culturelle profonde, puisque telle est la condition indispensable de notre existence dans une économie globalisée ?

Face au modèle nord-américain de société de marché, le modèle européen pourrait être celui d'une économie de marché encadrée par une régulation politique. Il nous faut donc désormais assumer et faire partager pleinement sur la scène internationale les valeurs de ce choix humaniste et libéral.

Philippe-Olivier Rousseau est membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Le Monde

S U P P L E M E N T



Quand le spectacle vient au public

D'abord consacré à un monarque que l'on honorait, à un grand événement politique que l'on célébrait, le festival s'est peu à peu émancipé des festivités solennelles et politiques qu'il accompagnait de ses splendeurs pour n'avoir d'autre but que faire partager, découvrir la musique, les arts et le théâtre par le plus grand nombre. L'hiver, il faut aller au spectacle, l'été il vient au devant du public, allant le déboucher au cœur du plus petit village. Aucun autre pays que la France ne peut se prévaloir de proposer un aussi vaste panorama d'activités culturelles estivales. Hier, on s'en étonnait; aujourd'hui, il faut s'en réjouir, car, si le mélange des genres ne prévaut pas encore partout, il est reconfortant de voir les barrières peu à peu tomber entre des disciplines trop souvent repliées sur elles-mêmes, entre des publics trop occupés à suivre leurs artistes préférés pour se laisser tenter par l'inconnu mais qui, l'été venu, se laissent de plus en plus tenter par les artistes qui viennent à eux. On voit ainsi le jazz investir le Festival de la Roque d'Anthéron, la musique du XX^e siècle rejoindre les Académies musicales de Saintes, des concerts de musique populaire et rituelle russes à Colmar, des festivals que l'on ne saurait ranger sous aucune bannière et qui associent les musiques du monde, le jazz, la chanson, le rock et la musique classique. La danse s'empara de la scène du Théâtre de l'Archevêché d'Als-en-Provence pour des productions très attendues du *Château de Barbe Bleue*, de Bela Bartok, et de *L'Orfeo*, de Monteverdi à l'occasion des cinquante ans d'un Festival International d'art lyrique qui s'est résolument engagé sur la voie d'une refondation intellectuelle et financière. Le Festival d'Als s'appuiera désormais sur une Académie européenne de musique à laquelle participent des jeunes instrumentistes et chanteurs venus de l'Europe entière pour faire rayonner toute l'année l'esprit d'une troupe qui dès le mois d'août partira sur les routes pour présenter son travail au public européen et japonais. *Alain Lompech*

Fêtes estivales sur « Le Monde en ligne »

Pour la deuxième année consécutive, *Le Monde en ligne* propose une sélection de plus de cinq cents spectacles en France et en Europe, des reportages, des photos et des archives. Dès le 10 juin, il sera présent aux grands rendez-vous de l'été : musique, danse et théâtre et les rencontres et débats organisés par *Le Monde* à Grignan (du 3 au 7 juillet), à Als-en-Provence (du 6 au 14 juillet), à Avignon (du 10 au 24 juillet) et à Montpellier (du 15 au 19 juillet). Pendant plus de deux mois, l'équipe de *Le Monde en ligne* parcourra la France pour rendre compte au jour le jour de l'actualité culturelle de l'été et de ses coups de cœur à travers des reportages, des entretiens et des photographies originales. Et chaque jour, dès 17 heures, l'ensemble des articles parus dans *Le Monde* sera disponible en ligne. ** www.lemonde.fr*

Salzbourg, concert d'utopies

par André Tubeuf

C'est une question d'identité. Salzbourg est le plus grand festival de théâtre et de musique au monde. S'il n'en reste qu'un ce sera celui-là. Et la géographie et son histoire, le commandent. Mais Salzbourg est-il resté Salzbourg ? Une première utopie est intacte, l'architecture au pied de la falaise, décor de théâtre déjà ; et un forum pour l'Europe, au nord de toutes les routes. Mozart était prédestiné à ce pays où le nord devient le sud, l'orient l'occident, la germanité la latinité. Sais ce génie des lieux, aurait-il été, essentiellement « compositeur », ce rassembleur prodigieux ?

L'utopie propre au festival est venue bien après. 14-18 a fait d'une civilisation : quelques semaines en sensées rassemblées à et sauvées du défilé, le Münchsberg serait cet Axarax. Déjà Hofmannsthal poète, Max Reinhardt régisseur, Strauss musicien avaient fait ensemble *Rosenkavalier* et *Ariadne auf Naxos*, ce qui était continuer Mozart dans ce mélange des genres qui est une hospitalité, la tolérance exquise d'une culture accueillant ce qui lui est étranger et même opposé dans cet esprit concertant qui, en musique, est tout Mozart.

Leur utopie est textuellement dans le manifeste signé Reinhardt dès avant 1914 : « La foi en l'Europe est le ciment de nos existences, notre sol à tous. Nous croyons à la paix par l'esprit. Nous ferons que Salzbourg serve l'héritage classique du monde. » La modernité n'a plus à produire Mozart ; qu'au moins elle sache le faire entendre et, en l'entendant, retrouver son oreille. Festival a voulu dire : foi. Reinhardt n'a pas mis en scène d'opéra à

Salzbourg. Il montait, outre Hofmannsthal (un *Jedermann* sur mesure), Goldoni, Schiller, Shakespeare, Molière et a construit pour Goethe au manège des Rochers une *Fauststätt*. Ville-Faust où va débiter en 1933, dirigeant la musique de scène, un autre enfant du pays : Karajan. A l'opéra, alors, un régisseur réglait les mouvements en musique ; et le *Bühnenbildner* imaginait la scène et l'aménageait. Alfred Roller avait été ce prophète créateur d'espace pour Mahler à Vienne, la décision dernière était évidemment musicale. Il continua à Salzbourg.

Au répertoire, après Mozart prié, Strauss, Weber, Gluck, *Fidelio* de Beethoven ; Wagner aussi, contre Bayreuth voué au brun ; et même *Falstaff* de Verdi quand avec ce Bayreuth à Toscanini rompt avec l'éclat. Credo : ce qui renouvelle un classique, ce n'est pas une quelconque nouveauté de l'approche, une lecture. C'est la lecture même, avec son fini musical et textuel, tous les éléments du spectacle concourant à la mise en évidence du style. L'âme de ce Salzbourg des années 30 fut dans la vision et dans la volonté des directeurs musicaux, Bruno Walter, Arturo Toscanini, Clemens Krauss. Le public cultivé et élégant afflua, Margarete Dietrich et François Mauriac, le couple Guitry-Delubac, les Windsor.

L'Anschluss assassina l'utopie. Salzbourg se vida de Walter, Reinhardt, Toscanini, Lehmann, Zweig aussi, hôte affable du Münchsberg. Lorsque, en août 44, la guerre totale, fermant tous les théâtres, arrêta *L'Amour de Donat* de Strauss à sa répétition générale, une Europe classique ayant pour Mozart une

oreille et même une voix, disparaissait peut-être à jamais. « Au revoir dans un monde meilleur, amis », dit Strauss désespéré.

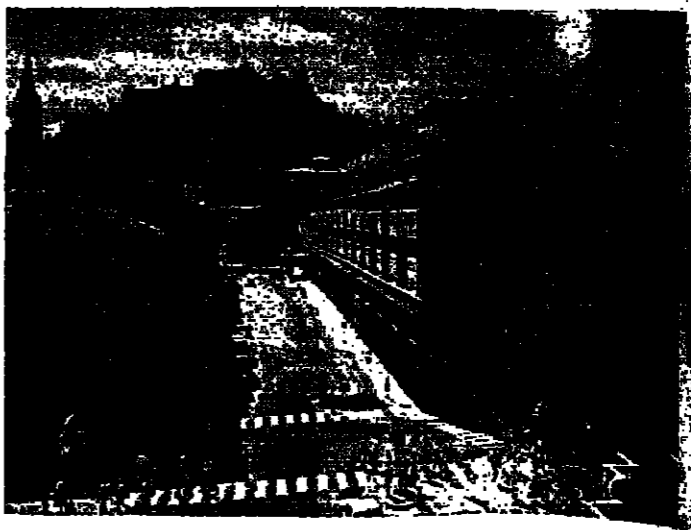
L'Autriche exsangue de l'après-guerre ne sera pas ce monde meilleur. Salzbourg reprit, localement. Qui, alors, edit voyage pour la musique ? Mais 1948 vit deux prétendants sortir de l'ombre : Furtwängler dirige *Fidelio*, Karajan ouvre le Manège à l'opéra avec *Orphée*. L'aîné saura éliminer son remuant challenger, qui ne reviendra qu'en 57, maître absolu et, typiquement, dirigeant les mêmes *Fidelio* et *Falstaff* que Toscanini, vingt ans plus tôt. Oscar Fritz Schuh, Rennert seront les nouveaux régisseurs, exacts, agiles ; Kokoschka fera des décors pour *la Flûte* de Mozart ; Salzbourg va créer, *Dantons Tod* puis *Der Prozess* de Gottfried von Einsem, *Antigone* d'Orff, *Penelope* de Liebermann, Mozart fraternelise avec Britten et Blacher, Papageno

trouve un frère en Wozzeck. Le TNP de Vilar, le New York City Ballet viennent en visite.

Mais les temps changent. Un festival peut se permettre de rester une utopie, une subvention y pourvoit, voire un mécène. Mais l'opéra, la musique, arts somptuaires, vont devoir devenir un business. Karajan est l'homme de ces temps nouveaux, patron de l'Opéra de Vienne, du Philharmonique de Berlin, de Salzbourg. Quand il y inaugure, en 1960, avec *Rosenkavalier* un Festspielhaus à la dimension d'oratorios distribués comme des *Trouvères*, Mozart est déclassé, restant dans l'ancien théâtre.

Lire la suite page 11

André Tubeuf est écrivain, conférencier et critique musical au Point et à Diapason. Il a publié *Le Festival de Salzbourg*, éd. Sand, 1995.



Une Europe de l'esprit

Fondé au lendemain de l'effondrement provoqué par la Grande Guerre, le Festival de Salzbourg reposait sur une utopie humaniste et culturelle qui se heurta, vingt ans plus tard, à une idée de l'Europe totalitaire, dont l'horreur indicible ne s'arrêta pas aux portes d'une manifestation qu'elle voulait utiliser comme vitrine de l'art aryen et plus encore german. Mais le Troisième Reich n'était pas l'Allemagne. La mise au pas de l'autrichienne Salzbourg sera un fiasco que ne masquera pas le peuple méritant acheminé dans la cité natale de Mozart pour remplir les salles. Sans artistes libres, sans confrontations intellectuelles, sans heurt, sans adhésion, sans refus, sans un public volontaire, Salzbourg ne pouvait être ce que le poète Hofmannsthal, le régisseur Max Reinhardt et le musicien Richard Strauss avaient rêvé et réalisé dans le même geste créateur.

Jean Monnet, l'un des pères de l'Europe, disait: « Si c'était à refaire, je commencerais par la culture ». La culture formatrice des nations? Sans aucun doute. Formatrice des civilisations? Plus encore. Car les civilisations ignorent les frontières militaires, politiques et idéologiques qui font des hommes qui regardent le même ciel, scrutent le même horizon des citoyens de pays différents.

Salzbourg n'a pas cessé d'en être, chaque été, la preuve, y compris quand la mort fauchait le monde. Aujourd'hui, cette Europe se construit politiquement et économiquement comme les guerres ont créé les pays, comme elles continuent d'opposer les hommes sur un continent que la barbarie et le fascisme hantent encore. Il faut, plus que jamais, regarder ce festival comme l'un des actes fondateurs d'une Europe de l'esprit, héritière de la démocratie qui devait naître sur l'Agora.

A. Lo.

Jérôme Clément, président de la Cinquième et d'Arte, et Gérard Mortier, directeur artistique du Festival de Salzbourg

« Les grands festivals européens cherchent la confrontation avec les autres cultures »

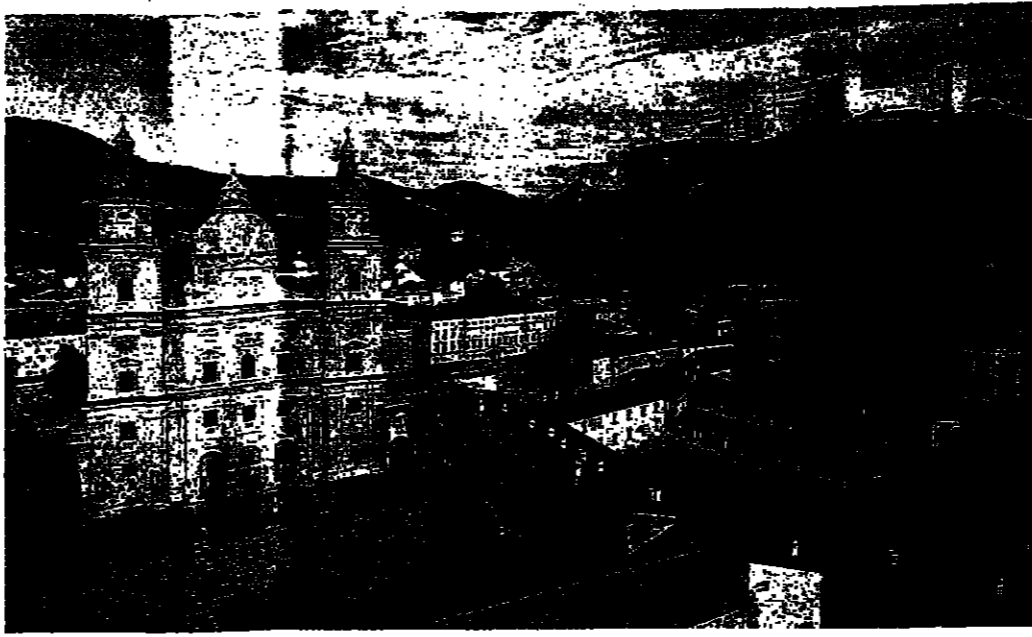
« Cet accord passé entre Arte, le Festival de Salzbourg et quelques grands festivals européens ne ressemblerait-il pas à un pôle voulant lutter contre la culture dominante produite par les industries musicales? »

— Gérard Mortier: Il est important de considérer l'emprise de cette industrie. Mais que constate-t-on depuis les débats et les prises de position qui ont accompagné la création de cette chaîne culturelle? Les institutions culturelles européennes et une très grande partie du public pensent que l'on peut défendre la vraie mission de l'art, sans pour autant être élitiste. Notre accord ne résulte cependant pas d'une stratégie commune, mais de la mise en commun de réflexions personnelles. Dans les années qui viennent, cette collaboration sera très importante. Arte peut jouer un très grand rôle dans la diffusion et la création culturelles quand on voit les concentrations successives dans l'industrie du disque.

— Jérôme Clément: Dès le départ, nous avons voulu nous situer en réaction contre l'emprise des télévisions commerciales, l'affadissement des programmes et la réduction de la part consacrée à la culture par la télévision. Mais la culture n'est pas seulement la défense du patrimoine, c'est aussi celle de la culture vivante, de la vitalité créatrice. Par ailleurs, nous avons nous-mêmes engagé le pari d'être européens, avec les Allemands d'abord, puis avec d'autres. Dès l'origine, nous avions l'intention de trouver peu à peu des partenaires, de façon à bien montrer que la culture, c'est d'abord un métissage et l'association de talents venant de divers pays. Si Mozart n'avait pas voyagé dans toute l'Europe, si Wagner n'avait pas vécu un temps à Paris, auraient-ils été Mozart et Wagner?

— Le deuxième pari portait sur le public: un public beaucoup plus intelligent que certains le pensent. Il est là quand liberté et exigence.

— G. M.: Si l'on analyse la mythologie européenne, il est évident que l'on ne peut définir l'Europe par les seules géographie et politique. La Russie appartient-elle à l'Europe? Si l'on pense à Tchekhov, à la littérature, ma question n'a plus de sens. L'Europe se définit, doit se définir par la culture. Arte et le Festival de Salzbourg peuvent créer dans la conscience des Européens ce sentiment que nous appartenons à une même culture. Pas pour être fort, mais pour comprendre pourquoi cette construction, cette intégration ne sont pas technocratiques, mais vivent dans notre âme bien que le XIX^e siècle, ce siècle horrible, ait été dominé par le nationalisme, le colonialisme, l'impérialisme, cause de tous nos maux. Sans des médias européens, sans festivals européens, je crois qu'il serait plus difficile de rendre le public conscient de cela. Cela ne se fera pas en un jour, mais combien de temps faut-il pour faire l'Europe?



— J. C.: Je ne conçois pas non plus de culture qui soit uniquement nationale; par définition, la culture est universelle, et il serait paradoxal qu'un pays comme la France n'ait qu'une ambition nationale. Nous sommes irrigués par le talent créatif des autres cultures dans tous les domaines. Si Arte était à Cannes, si nous avions financé, coproduit les films de Lars von Trier, Theo Angelopoulos, Ken Loach, Nanni Moretti, c'est parce que nous savons que nous avons besoin du cinéma danois, grec, britannique, italien... et que ces films ne peuvent pas vivre sans nous. C'est de ce métissage que naît la richesse culturelle. Il faut accueillir, intégrer la culture d'autres pays: ceux du Nord - et nos échanges avec les Allemands sont par exemple très enrichissants - ainsi bien que des pays du Sud. Elle est constitutive de la créativité de demain.

— Il ne faudrait pas pour autant remplacer un folklore national par une culture européenne raffinée sur elle-même.

— J. C.: Si le génie de Wagner, celui

de Berlioz sont nationaux, et l'on pourrait citer quantité d'écrivains et de cinéastes, les enfermer dans un camp retranché, c'est les tuer. Le Russe Alexei Guerman, l'Américain John Turturro, le Grec Theo Angelopoulos et le Danois Lars von Trier parlent de la réalité de leur pays et de leurs problèmes, mais dans leurs films cette réalité devient universelle. Pour atteindre cette universalité, il faut absolument qu'ils gardent une identité nationale forte. Angelopoulos n'existerait ni sans la Grèce, ni sans ses liens avec les Balkans, ni sans la difficulté du monde qui l'entoure. Son message nous touche, car il est universel. Ce qui m'intéresse dans la collaboration d'Arte et de Salzbourg, ce sont les artistes que Gérard Mortier invite, son travail de renouvellement théâtral, sa vision contemporaine d'une culture très classique. De voir comment elle va agir sur le public qui va la recevoir en direct chez lui sur son écran de télévision. On quitte le domaine de la conversation, du débat d'idées pour entrer dans celui de l'irrigation d'un esprit.

— G. M.: Il est certain que tous les grands artistes européens sont issus d'une certaine nationalité ou d'une régionalité, mais, dans la réflexion, ils sont ouverts aux autres cultures. Mozart parlait italien, le français, l'anglais et l'allemand. Nous ne pouvons pas nous enfermer dans un eurocentrisme. Le Festival d'Avignon est l'exemple parfait d'une grande ouverture vers l'est. Il y a beaucoup à faire dans ce domaine. Tous les grands festivals européens cherchent cette ouverture, cette confrontation avec les autres cultures. Il est curieux de voir que tant de gens adhèrent à la philosophie bouddhiste et s'intéressent d'une façon générale aux spiritualités orientales sans savoir que Goethe, Schopenhauer se sont déjà occupés de cela. Nous devons le leur rappeler.

— J. C.: Si le génie de Wagner, celui

de Berlioz sont nationaux, et l'on pourrait citer quantité d'écrivains et de cinéastes, les enfermer dans un camp retranché, c'est les tuer. Le Russe Alexei Guerman, l'Américain John Turturro, le Grec Theo Angelopoulos et le Danois Lars von Trier parlent de la réalité de leur pays et de leurs problèmes, mais dans leurs films cette réalité devient universelle. Pour atteindre cette universalité, il faut absolument qu'ils gardent une identité nationale forte. Angelopoulos n'existerait ni sans la Grèce, ni sans ses liens avec les Balkans, ni sans la difficulté du monde qui l'entoure. Son message nous touche, car il est universel. Ce qui m'intéresse dans la collaboration d'Arte et de Salzbourg, ce sont les artistes que Gérard Mortier invite, son travail de renouvellement théâtral, sa vision contemporaine d'une culture très classique. De voir comment elle va agir sur le public qui va la recevoir en direct chez lui sur son écran de télévision. On quitte le domaine de la conversation, du débat d'idées pour entrer dans celui de l'irrigation d'un esprit.

— G. M.: Il est certain que tous les grands artistes européens sont issus d'une certaine nationalité ou d'une régionalité, mais, dans la réflexion, ils sont ouverts aux autres cultures. Mozart parlait italien, le français, l'anglais et l'allemand. Nous ne pouvons pas nous enfermer dans un eurocentrisme. Le Festival d'Avignon est l'exemple parfait d'une grande ouverture vers l'est. Il y a beaucoup à faire dans ce domaine. Tous les grands festivals européens cherchent cette ouverture, cette confrontation avec les autres cultures. Il est curieux de voir que tant de gens adhèrent à la philosophie bouddhiste et s'intéressent d'une façon générale aux spiritualités orientales sans savoir que Goethe, Schopenhauer se sont déjà occupés de cela. Nous devons le leur rappeler.

— J. C.: Si le génie de Wagner, celui

de Berlioz sont nationaux, et l'on pourrait citer quantité d'écrivains et de cinéastes, les enfermer dans un camp retranché, c'est les tuer. Le Russe Alexei Guerman, l'Américain John Turturro, le Grec Theo Angelopoulos et le Danois Lars von Trier parlent de la réalité de leur pays et de leurs problèmes, mais dans leurs films cette réalité devient universelle. Pour atteindre cette universalité, il faut absolument qu'ils gardent une identité nationale forte. Angelopoulos n'existerait ni sans la Grèce, ni sans ses liens avec les Balkans, ni sans la difficulté du monde qui l'entoure. Son message nous touche, car il est universel. Ce qui m'intéresse dans la collaboration d'Arte et de Salzbourg, ce sont les artistes que Gérard Mortier invite, son travail de renouvellement théâtral, sa vision contemporaine d'une culture très classique. De voir comment elle va agir sur le public qui va la recevoir en direct chez lui sur son écran de télévision. On quitte le domaine de la conversation, du débat d'idées pour entrer dans celui de l'irrigation d'un esprit.

de Berlioz sont nationaux, et l'on pourrait citer quantité d'écrivains et de cinéastes, les enfermer dans un camp retranché, c'est les tuer. Le Russe Alexei Guerman, l'Américain John Turturro, le Grec Theo Angelopoulos et le Danois Lars von Trier parlent de la réalité de leur pays et de leurs problèmes, mais dans leurs films cette réalité devient universelle. Pour atteindre cette universalité, il faut absolument qu'ils gardent une identité nationale forte. Angelopoulos n'existerait ni sans la Grèce, ni sans ses liens avec les Balkans, ni sans la difficulté du monde qui l'entoure. Son message nous touche, car il est universel. Ce qui m'intéresse dans la collaboration d'Arte et de Salzbourg, ce sont les artistes que Gérard Mortier invite, son travail de renouvellement théâtral, sa vision contemporaine d'une culture très classique. De voir comment elle va agir sur le public qui va la recevoir en direct chez lui sur son écran de télévision. On quitte le domaine de la conversation, du débat d'idées pour entrer dans celui de l'irrigation d'un esprit.

de Berlioz sont nationaux, et l'on pourrait citer quantité d'écrivains et de cinéastes, les enfermer dans un camp retranché, c'est les tuer. Le Russe Alexei Guerman, l'Américain John Turturro, le Grec Theo Angelopoulos et le Danois Lars von Trier parlent de la réalité de leur pays et de leurs problèmes, mais dans leurs films cette réalité devient universelle. Pour atteindre cette universalité, il faut absolument qu'ils gardent une identité nationale forte. Angelopoulos n'existerait ni sans la Grèce, ni sans ses liens avec les Balkans, ni sans la difficulté du monde qui l'entoure. Son message nous touche, car il est universel. Ce qui m'intéresse dans la collaboration d'Arte et de Salzbourg, ce sont les artistes que Gérard Mortier invite, son travail de renouvellement théâtral, sa vision contemporaine d'une culture très classique. De voir comment elle va agir sur le public qui va la recevoir en direct chez lui sur son écran de télévision. On quitte le domaine de la conversation, du débat d'idées pour entrer dans celui de l'irrigation d'un esprit.

de Berlioz sont nationaux, et l'on pourrait citer quantité d'écrivains et de cinéastes, les enfermer dans un camp retranché, c'est les tuer. Le Russe Alexei Guerman, l'Américain John Turturro, le Grec Theo Angelopoulos et le Danois Lars von Trier parlent de la réalité de leur pays et de leurs problèmes, mais dans leurs films cette réalité devient universelle. Pour atteindre cette universalité, il faut absolument qu'ils gardent une identité nationale forte. Angelopoulos n'existerait ni sans la Grèce, ni sans ses liens avec les Balkans, ni sans la difficulté du monde qui l'entoure. Son message nous touche, car il est universel. Ce qui m'intéresse dans la collaboration d'Arte et de Salzbourg, ce sont les artistes que Gérard Mortier invite, son travail de renouvellement théâtral, sa vision contemporaine d'une culture très classique. De voir comment elle va agir sur le public qui va la recevoir en direct chez lui sur son écran de télévision. On quitte le domaine de la conversation, du débat d'idées pour entrer dans celui de l'irrigation d'un esprit.

Concert d'utopies

Suite de la première page

C'est « son » Salzbourg que Karajan a en vue, celui de Pâques, fréquenté par ses seuls abonnés et commanditaires: il va y réaliser « son » utopie, un Ring de Wagner avec les Berliner, dans une fosse pour la première fois, lui-même régisseur et, grâce à Siemens, magicien des lumières aussi. Verdi rejoignant Wagner à Pâques en débordant sur le Salzbourg d'été, un Don Carlos, un Otello, une Aida cosmopolites et faits pour le disque faisant l'événement. Une fois, pour Mozart, Karajan a voulu s'adjointre Strehler: mais il voulait leur Flûte au format Festspielhaus, Strehler au format Landestheater. Clash! heureusement, tout ce temps, pour servir Mozart il y a eu Ponnelle au Manège, la Clemenza, la Flûte, Idoménée, inoubliés.

Quelques années furent indéniablement solitaires. Salzbourg rebaptisée Karajanopolis était la Mecque ou le Cannes d'une industrie du disque en plein boom et ambitieux de s'ajouter la vidéo. Le festival était assez sûr de sa légitimité, Karajan de son énergie, pour supporter la contradiction, la provoquer peut-être. Autant l'opéra s'y voulait bon genre (Abbado, Muti, Ponnelle nouveaux venus sont essentiellement bon genre), autant le théâtre pouvait se montrer virulent. Der Ignorant und der Wahnsinnige, débuts de Thomas Bernhard à Salzbourg, sera stoppé en 1972 à l'issue de la première: toujours en équipe avec le régisseur Feymann, son Am Ziel le retrouvera en 1981 institutionnalisé. Toute une saison Strehler sera vouée en 1973 à Shakespeare (ses Mächtyge) et Goldoni. Mais le fait est qu'au bout de trente ans de Karajan (la capacité de renouvellement de celui-ci minée par la maladie) Salzbourg n'était plus, musicalement, qu'un gigantesque produit de consommation, les taxis eux-mêmes y affichant les stars du moment. Le système put, dut durer autant que lui. Pas au-delà.

L'électrochoc fut de lui faire suc-

céder l'anti-Karajan en personne, un Gérard Mortier affichant Monteverdi et Messiaen, mettant Boulez en résidence, livrant le théâtre à des régisseurs iconoclastes ou allumés et, pour certains, des classiques déjà: Bondy pour Salomé, Chéreau pour Don Giovanni, Selars pour Saint François, Wilson pour Barbe-Bleue. Mais certes les belles dames de l'ère Karajan n'exposent pas leurs parures à un De la maison des morts de toute façon sans entracte. Ce qui est plus grave, Hofmannsthal aurait haï, ou même interdit, le Rosenkavalier censément présenté pour les soixante-quinze ans du festival! Mais Salzbourg vit sur dix fronts, on joue Pirandello sur une île, Pierrot lunaire dans un magasin, Lulu fait un tabac, Mozart adulte scéniquement n'a plus besoin du luxe des Wiener Philharmoniker. La réciproque est qu'il vient à un spectacle ou un concert de Salzbourg un air de Los Angeles, d'Amsterdam, d'où on voudrait: qu'à ouvrir tous adriens un centre, peut-être un sens s'est perdu; que des coups fumants ne créent pas un style. Salzbourg a eu son utopie, puis son affairisme. Voici le temps des coups de sonde, des interrogations. N'est-ce pas, au fait, la juste façon de refléter une troisième fois la situation de la culture, de la renoncer?

Stefan Zweig s'est tué parce que son monde mourait: naissant dans le nôtre, il prendrait d'abord le beau risque de l'essayer, et vivre. Salzbourg osait l'été dernier une Flûte où les Papageno reconnaissent sans malaise le cirque qu'est le monde, mais les Sarasros perdent rites et repères. Tant pis pour les pieux. Le théâtre n'est pas temple mais atelier. Aujourd'hui qu'il ne reste pas de Monteverdi à retrouver, reste à affûter nos réceptivités, tenues en alerte, inquiètes. On peut compter sur Mortier pour s'y employer jusqu'à 2001. Après, si les gens de finance décident un Salzbourg plus rassurant (sinon rentable), ils pourront toujours engager Domingo, il est chef d'orchestre et sait son monde. Pas plus que de Karajan, bis il ne pourra y avoir un Mortier-bis. Même Mortier reconduit.

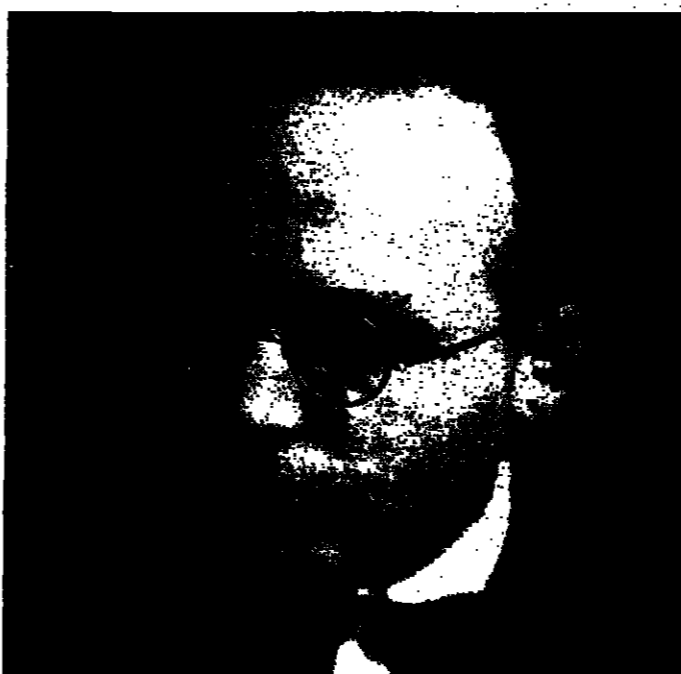
André Tubeuf

La « trahison juste » de Kurt Weill par Pabst

P eer Raben, compositeur, notamment pour Rainer Fassbinder et Peter Zadek, disait que Kurt Weill était universel, parce qu'il avait inventé un art du folklore: l'émotion directe, un cri, un pleur, un rire, quelque chose de nomade, l'âme, le cœur des humains en perpétuel état de survivance, chez eux nulle part, partout chez eux. Une musique qui vient de loin, qui s'accroche aux souvenirs inconnus. Un peu comme certains tangos. Certains blues, ou Les Feuilles mortes. On a l'impression d'en avoir toujours entendu l'air, de l'avoir fredonné dans des temps oubliés, et d'ailleurs, c'est dans le folklore d'Europe centrale que Joseph Kosma a puisé son inspiration.

On dit Kurt Weill et on pense d'abord à l'Opéra de quarsons, aux songs - morceaux chantés autonomes, qui interviennent dans le cours de l'action comme une sorte de commentaire décalé. Ils ont largement contribué au triomphe berlinois, puis mondial de cette pièce de Brecht, qui depuis sa création en 1928 ne cesse d'être adaptée dans toutes les langues, montée sur toutes les scènes, y compris à Broadway - avec Sting, improbable Macky le surineur - mais principalement au Piccolo Teatro de Milan par Giorgio Strehler, à plusieurs reprises. La première version, qui date de 1955, a été accueillie au TNP de Vilar en 1960, la dernière a été créée au Châtelet en 1986.

En France, la liste est longue des metteurs en scène qui n'ont pas su résister à la tentation. Pourtant, c'est le cinéma qui a popularisé la musique, grâce au film de Georg Wilhelm Pabst, tourné en versions allemande et française, sorti en 1931, et qui demeure un classique. A vrai dire, de la pièce originale, Brecht a fait connaître ses songs, et Brecht a fait connaître son désaccord. Mais si, des deux côtés du Rhin, le film a connu des ennemis avec la censure, il n'en est pas responsable. Il pouvait d'ailleurs reconnaître « l'esprit de Berlin » en ces temps dangereux de misère, de chômage intense, de désarroi, d'inflation géante, de néo-fascisme. Un esprit entre l'union



Kurt Weill, vers 1930.

furieuse et ironie affolée. Quant à Kurt Weill, il a dû être pour le moins déconcerté par le traitement français de sa musique, paraphrasant la goulalante comme si elle avait été traduite en même temps que les paroles.

En tout cas, Albert Préjean (Macky) et Florelle (Polly) s'y sentaient à l'aise, pouvaient y apporter leur charme parigot-fleur-de-pavé, et ce n'est pas plus mal. C'est leur version que publièrent les « petits formats » pour amateurs et chanteurs de rue, et c'est leurs visages dans un bleu délavé qui ornèrent la couverture. C'est en tout cas mieux que certaines contorsions de comédiens essayant de reproduire les saccades du rythme allemand, les passages d'un ton à l'autre, rien n'est plus facile à chanter faux qu'un song de Kurt Weill.

De même que Mozart ou Wagner, jusque récemment, se chantaient dans la langue du pays, de même Kurt Weill s'est adapté à toutes les modes, à tous les genres. Lys Gauty, Juliette Greco, Marianne

Faithfull, les Doors... Chaque génération éprouve le besoin de s'y plonger. Louis Armstrong s'est approprié La Complainte de Macky, Franck Sinatra lui a donné son style de crooner voyou, Robert Redford en a fait le générique de son film Quiz Show, démonstration brechtienne des mécanismes sociaux - on peut même parler de conflit de classes - révélés par les magouilles autour des jeux télévisés.

Tandis que Pabst tournait son Opéra de quarsons à la UFA, était créé Grandeur et décadence de la ville de Mahagonny - longue marche et désillusions d'une bande de paumés en quête de bonheur et d'un Eldorado dans une Amérique de carte postale - à quel point présent n'a pas atteint une vraie portée populaire. Peut-être parce qu'il n'y a pas eu de Pabst pour trouver la « trahison juste », parce qu'il s'agit d'une grosse production, avec orchestre, un grand nombre de choristes et de figurants - par exemple, à l'Opéra Bastille dans la

mise en scène de Graham Vick. Dans la saison 1966-1967, Georges Wilson en a donné un TNP une interprétation plus modeste. Pia Colombo, chanteuse « réaliste engagée », interprétait les songs, dont Moon of Alabama. Les paroles sont directement écrites en anglais et, aux États-Unis, il entre dans le répertoire Kurt Weill. En France, non, à quelques exceptions près - dont Catherine Sauvage, Jean Guidoni, Arna Bonaldi, qui a créé la version réduite de Pierre Barrat, dans un décor de théâtre forain - alors que La Complainte de Macky se joue à l'Opéra de Paris.

Grandeur et décadence de la ville de Mahagonny raconte, loin de toute compassion, une enfance, un voyage au bout de l'espoir. En 1963, avec la bénédiction d'Helen Weigel, Manfred Karge et Matthias Langhoff faisaient leurs premières amies avec Le Petit Mahagonny: quelques comédiens doublés par de grands mannequins de chiffon gris, le tout sur la plate-forme d'un camion couvrant les routes. Et les songs, accompagnant la brutalité de cette forme brève. Version reprise et adaptée en 1982 par Hans-Peter Cloos, aux Bouffes du Nord, où il s'était déjà fait connaître avec un Opéra de quarsons cabaret punk, joué en français, chanté en allemand.

Pour célébrer le centenaire de Brecht, le Festival de Salzbourg a demandé à Peter Zadek son Mahagonny. De lui qui nous a donné un Othello manipulé par une famille de « petits Blancs » colonialistes, une Lulu déchirée par les hommes, contant à la mort sans prendre le temps de penser ses plaies, un Shylock de Wall Street traité par l'hypocrisie d'une société où quoi qu'il fasse il n'a pas sa place, une famille déracinée, désagrégée, se débarrassant de La Cerise comme de souvenirs trop lourds, de ce metteur en scène sardonique, impitoyablement habité par son enfance d'exilé, on peut attendre la dérision furieuse, l'ironie affolée, l'esprit de Berlin.

Colette Godard

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

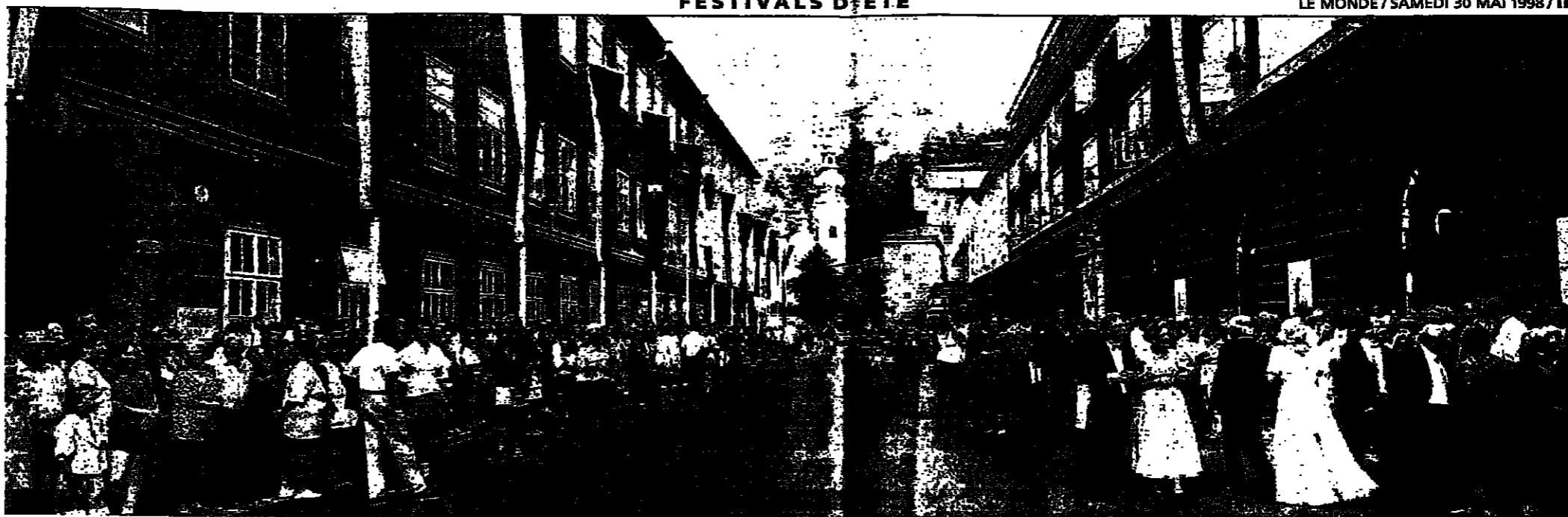
Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique

Art photographique



BERND UHLIG

Festival de Salzbourg

La richesse et la variété du programme du Festival de Salzbourg sont étonnantes cet été encore : théâtre, opéras, concerts d'orchestre, cycles consacrés à des compositeurs vivants, récitals, musique de chambre, cycles associant Beethoven au XX^e siècle, Mozart à Stravinsky, plus qu'une simple addition de manifestations, cette programmation tient plus du projet artistique global que de l'événementiel.

Aller à Salzbourg est un rêve caressé par de nombreux mélomanes. Qui pensent que ce festival est hors de leur portée financière. Ce n'est pas toujours juste. Ce peut être un problème de choix. Chaque été, de nombreux jeunes en jeans hantent les salles de concert du festival, car, si les places les plus chères restent chères, les fauteuils à prix raisonnable sont abordables à qui voudrait passer des vacances culturelles. D'autant qu'il n'y a pas que des hôtels de grand luxe dans la ville natale de Mozart. Quantités de pensions de famille, de chambres chez l'habitant sont à environ 300 francs ou 400 francs la chambre double, et l'on a même rencontré des festivaliers qui dormaient sous la tente dans le terrain de camping local et avaient économisé toute l'année pour s'offrir un grand bain de musique, et de théâtre.

Il est maintenant possible de se rendre à Salzbourg directement en avion. Air France propose un vol al-

ter-retour pour environ 1 800 francs en tarif vacances et 5 250 francs plein tarif. Les restaurants salzbourgeois pratiquent, à classification identique, des prix comparables à ceux des métropoles françaises régionales. Et il est possible de louer une bicyclette pour se promener dans les alentours.

THÉÂTRE

La Mort de Danton, de Georg Büchner. Robert Wilson (mise en scène). 25, 27, 28, 29, 31 juillet, 3, 4, 6, 7, 8, 10, 12, 15, 17, 18 et 20 août. 100 F à 800 F.

Troilus et Cressida, de Shakespeare. Stefan Bachmann (mise en scène). 13, 14, 15, 16, 118, 19, 21, 22, 23, 24, 28, 29 et 30 août. 100 F à 300 F.

Er nicht als er, d'Edwin Jelinek. Josi Wieler (mise en scène). 1^{er}, 4, 5, 7, 8, 11, 13 et 15 août. 100 F à 300 F.

Jerdeman, de Hugo von Hofmannsthal. Gernot Friedel (mise en scène). 25 juillet, 2, 8, 14, 19, 22, 27, 18 août. 150 F à 800 F.

Geometry of Miracles, de Robert LePage. 20, 21, 22, 23, 25, 28, 29 août. 100 F à 300 F.

OPÉRAS

Soon, musical play, de Hal Hartley et Jim Coleman. 30 juillet, 31 juillet, 1^{er}, 4, 5, 7, 8, 9, 11, 12, 13 et 14 août. 100 F à 300 F.

Grandeur et décadence de la ville de Mahagonny, de Kurt Weill et Bertolt Brecht. Dennis Russell Davis (direction). Peter Zedek (mise en scène).

24 et 30 juillet, 5, 12, 17 et 25 août. 150 F à 2 200 F.

Katja Kabanova, de Leon Janacek. Sylvain Cambreling (direction). Christoph Marthaler (mise en scène). 26 et 29 juillet, 1^{er}, 4 et 6 août. 100 F (debut) à 2 100 F.

Don Carlo, de Giuseppe Verdi. Lorin Maazel (direction). Herbert Wernicke (mise en scène). 7, 10, 13, 16, 18, 21, 24 et 30 août. 150 F à 2 200 F.

L'Enfermement au séroit, de Wolfgang Amadeus Mozart. Marc Minkowski (direction). François Abou Salem (mise en scène). 25, 28 et 31 juillet. 500 F à 1 700 F.

Les Noces de Figaro, de Wolfgang Amadeus Mozart. Charles Mackerras (direction). Luc Bondy (mise en scène). 2, 7, 9, 11, 14, 19, 22, 26 et 28 août. 100 F (debut) à 2 100 F.

Le Roi Roger, de Karol Szymanowski (version de concert). Simon Rattle (direction). 3 août. 200 F à 900 F.

Parsifal, de Richard Wagner (version de concert). Valery Gergiev (direction). avec Waltraud Meier et Plácido Domingo. 3, 6 et 8 août. 50 F à 2 200 F.

Fidelio, de Ludwig van Beethoven. Michael Gielen (direction). Herbert Wernicke (mise en scène). 11, 15, 20, 23, 26 et 29 août. 150 F à 2 200 F.

Saint François d'Assise, d'Olivier Messiaen. Kent Nagano (direction). Peter Sellars (mise en scène). 16, 19, 22, 24, 28 et 30 août. 400 F à 2 100 F.

CONCERTS

« Next Generation » : œuvres d'Olga Neuwirth, Iannis Xenakis, Olga Uliovskaia, Edgar Varèse, Luigi Nono, John Blow, Helmut Lachenmann, Tristan Murail, les ensembles Fa de Dominique Bouquillon et Man-

forum de Vienne. 8 et 10 août. 50 F à 300 F.

« Go for Kurt Weill » : œuvres de Kurt Weill, Joseph Haydn, Wolfgang Amadeus Mozart, Hans Eisler, Gottfried von Einem, avec Catherine Malfitano (soprano), Mariane Faithfull, Helix Karl Gruber, Johanna Margulies, Robert Twetten, les Virtuoses de Vienne, Klangforum de Vienne et l'Orchestre symphonique de la radio de Vienne, Martin Turnowski, Sylvain Cambreling, Dennis Russell Davies (direction). 9, 14, 18 et 24 août. 100 F à 450 F.

Concerts de l'Orchestre philharmonique de Vienne : œuvres de Mousorgski, Prokofiev, Tchaïkovski, Mozart, Beethoven, Maazel, Richard Strauss, Berio et Rave, avec Dmitri Hvorostovski, Yefim Bronfman, Marianna Lipovsek, Neville Martin, Lorin Maazel, Riccardo Muti et Mariss Jansons (direction). 26 juillet, 1^{er}, 2, 14, 15, 19, 22, 29 et 30 août. 50 F à 110 F.

Concerts symphoniques : œuvres de Mozart, Beethoven, Wagner, Liszt, Vivaldi, Taverner, Chostakovitch, Schoenberg, Martinu, Elgar, Brahms, Haydn, Beethoven, Richard Strauss, Rihm, Monteverdi, Wimberger, Bruch, Bruckner, Mahler, Debussy et Varèse, par l'Orchestre du Festival de Budapest, l'Orchestre symphonique allemand de Berlin, la Philharmonie tchèque, les Virtuoses de Prague, la Camera academica du Mozarteum de Salzbourg, l'Orchestre des jeunes Gustav Mahler, Hesperion XX, l'Orchestre Hallé de

Manchester, l'Orchestre royal du Concertgebouw d'Amsterdam, le Chœur de l'Opéra de Vienne, Yo Yo Ma, Lynn Harrell, Rudolf Buchbinder, René Fleming, David Garrett, Gwyneth Jones, Sara Leonard (solistes), Ivan Fischer, Claudio Scimone, Vladimir Ashkenazy, Roger Norrington, Peter Schreier, Claudio Abbado, Jordi Savall, Hubert Soudant, Kent Nagano, Riccardo Chailly (direction). 23, 25, 30, 31 juillet, 1^{er}, 3, 8, 9, 16, 18, 21, 26 et 28 août. 50 F à 900 F.

Cycle Beethoven - musique du XX^e siècle : œuvres de Beethoven, Turnage, Matthews, Holt, Knusse, Birtwistle, avec l'Orchestre symphonique de la ville de Birmingham, Simon Rattle (direction). 16, 17, 19, 20 et 22 août. 100 F à 900 F.

Stravinsky et Mozart, avec la Camera academica de Salzbourg, dirigée par Roger Norrington, Sylvain Cambreling et Franz Welser-Möst. 27 juillet, 5 et 13 août. 50 F à 900 F.

« Schumann le poète » : lieder et pièces pour piano, par Peter Schreier, Thomas Quasthoff, Monica Groop et Andras Schiff. Les 4, 11 et 13 août. 150 F à 450 F.

Récitals et soirées de lieder : Jessye Norman (le 28 juillet) ; Markus Hinterhäuser (piano) dans des œuvres de Cage, Scelsi, Ustvolskaia (le 6 août) ; Barbara Boney, Matthias Goerne, Dmitri et Vladimir Ashkenazy dans Schubert et Schumann (le 7 août) ; Yevgeny Kissin (le 15 août) ; Maurizio Pollini (le 23 août) ; Catherine Malfitano et Robert Twetten dans des œuvres de Berlioz, Liszt et

Weill (le 24 août) ; Pierre-Laurent Aimard dans les *Vingt regards sur l'enfant Jésus*, d'Olivier Messiaen (le 27 août) ; Alfred Brendel (le 29 août). 50 F à 600 F ; 50 F à 1 100 F pour Jessye Norman.

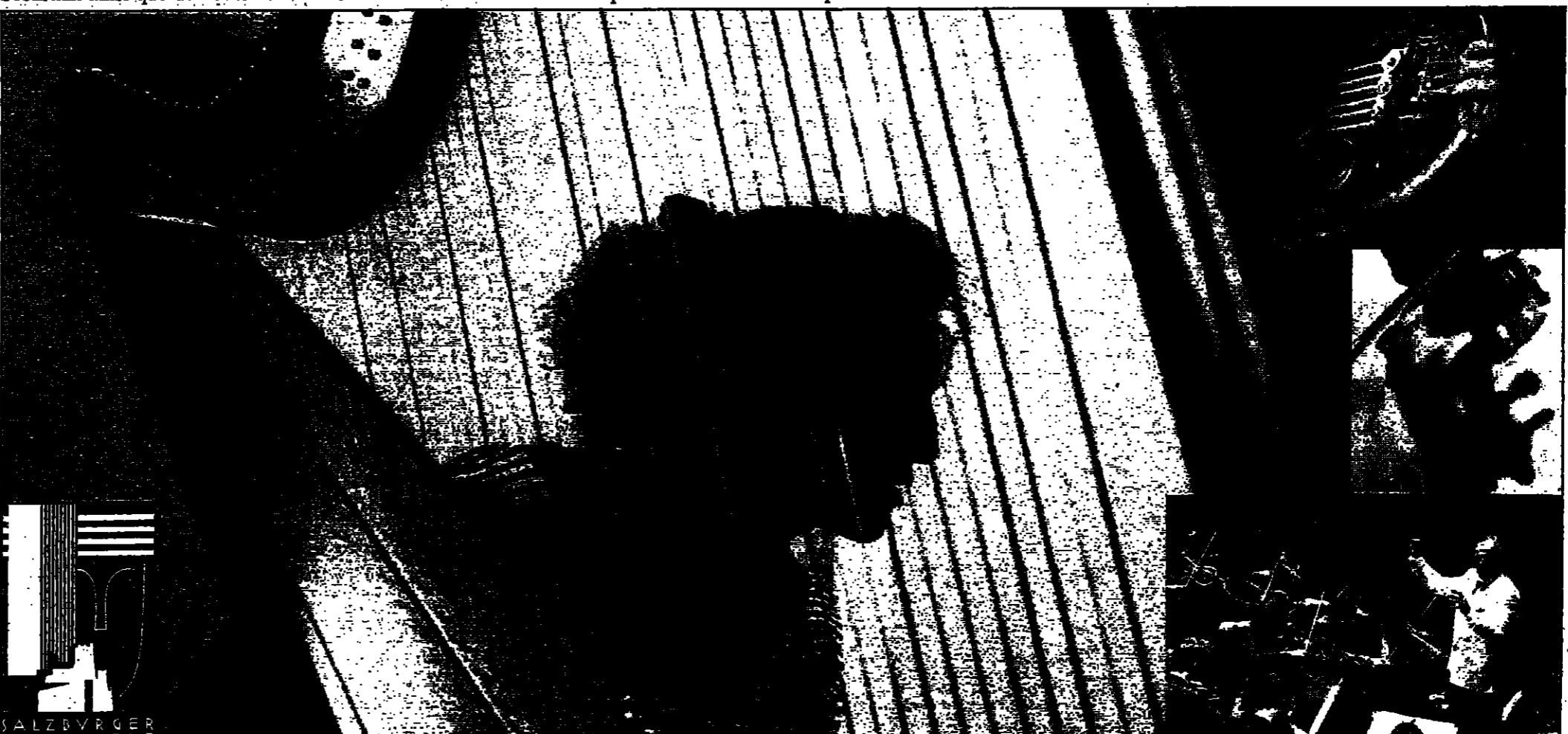
Musique de chambre : œuvres de Mozart, Wmberger, Dvorak, par le Sextuor à cordes de Vienne (le 12 août) ; œuvres de Berg, Brahms et Zemlinsky, par le Quatuor Artis (le 21 août) ; œuvres de Haydn, Haubenstock-Ramati, Schumann, par Till Fellner (piano) et le Quatuor Alban Berg (le 25 août) ; œuvres de Beethoven, par le Quatuor Alban Berg (le 29 août). 25 F à 300 F.

Matinées Mozart : œuvres de Mozart et Haydn, par Désirée Rancatore, Ingrid Haebler, Micaela Ursulearsa, Natalie Dessay, etc., l'Orchestre du Mozarteum, la Camera academica du Mozarteum, le Chœur Arnold Schoenberg de Vienne, le Chœur Bach du Mozarteum, Hubert Soudant, Asher Fisch, Mark Wigglsworth, Trevor Pincock, Erwin Ortner (direction). Les 25, 26, 1^{er} et 2 août, 8 et 9, 15 et 16 ; 22 et 23 août. 50 F à 600 F.

Du 24 juillet au 30 août

Renseignements et réservations : Salzburger Festspiele, postfach 140-5010 Salzburg-Autriche. Tél. : 00-43-662-80-45-01. Fax : 00-43-662-84-66-82. Courrier électronique : info@salzb-fest.co.at. Internet : www.salzb-fest.co.at. Office du tourisme de Salzbourg. Tél. : 00-43-662-88-987-314.

Le nom Audi est synonyme de produits novateurs et d'un design inégalable. Une vision de la qualité qui s'exprime également par des activités de mécénat dans le domaine de la culture. C'est ainsi qu'Audi est le principal commanditaire de festival de Salzbourg, le grand événement culturel de l'été. Citons également les festivals de Sanssouci à Potsdam, de Merano, de San Sebastian ainsi que de nombreux autres festivals et concours de musique internationaux. Pour plus d'informations sur Audi et la culture : +49/841/89 30 00 ou site www.audi.com.



La culture ne peut vivre sans partenaires.



Kurt Weill par Pabst



Kurt Weill

Le compositeur allemand Kurt Weill (1904-1950) est considéré comme l'un des plus importants compositeurs du XX^e siècle. Ses œuvres, souvent en collaboration avec Bertolt Brecht, ont marqué l'histoire de la musique. Parmi ses compositions les plus célèbres, on peut citer *« Die Dreigroschenoper »* (1928) et *« Die Mahagonny »* (1927-1928). Weill a également écrit des œuvres pour orchestre, dont *« Symphonie pour un grand écran »* (1941).

Classique

FESTIVAL INTERNATIONAL D'ART LYRIQUE D'AIX-EN-PROVENCE

Le Festival d'Aix-en-Provence fête ses cinquante ans en repensant sa mission. Stéphane Lissner, qui vient de présider aux destinées du Théâtre du Châtelet pendant dix ans, a voulu partir sur de nouvelles bases, plus conviviales, plus ancrées dans le tissu local et dans le même temps plus proches intellectuellement du festival inauguré par Gabriel Dussange, son fondateur. Si cette cinquantième édition ouvre officiellement le 6 juillet avec Didon et Enée, de Purcell, présentée par les musiciens de l'Académie européenne de musique, le festival n'a en réalité... ni début ni fin. On travaillera désormais à Aix toute l'année, des Ateliers de Venelles, les productions partent à l'assaut des scènes européennes pour exporter un savoir-faire et un esprit. Parallèlement aux opéras présentés sur la scène du tout nouveau Théâtre de l'Archevêché et sur celle de l'hôtel Maynier d'Oppède, soixante-dix concerts, ateliers, master-classes sont dans divers lieux permettront aux festivaliers et aux Aixois de ne pas passer leurs journées en attendant les représentations du soir. Au programme également, des débats, des points-rencontres avec les artistes du festival et des personnalités du monde artistique.

Opéras 9, 10, 16, 17, 20, 21, 24, 26, 28 et 29 juillet. Théâtre de l'Archevêché, 21 heures : Mozart, Don Giovanni, par John Mark Ainsley, Nathan Berg, Gilles Cachemarin, Monica Colonna, Melanie Diener, Titi Reichner, Véronique Gens, Chœur Académie européenne de musique et Orchestre de chambre Mahler, Claudio Abbado et Daniel Harding (direction en alternance), Peter Brook et Michel Bégin, Estienne (mise en scène), 250 F, 550 F et 900 F. Avant-premières, les 3, 4, 5 et 6 juillet à 21 heures, moitié prix. 6, 9, 11, 15, 17, 20, 22, 25, 27 et 30 juillet, hôtel Maynier d'Oppède, 22 heures : Purcell, Didon et Enée, par les Solistes de l'Académie européenne de musique, David Stern (direction), Marcel Bozonnet (mise en scène), 180 F et 280 F. 7, 10, 12, 14, 18, 21, 23, 26, 28 et 31 juillet, hôtel Maynier d'Oppède, 22 heures : Britten, Curlew, dirigé par les Solistes de l'Académie européenne de musique, David Stern (direction), Yoshi Oida (mise en scène), 180 F et 280 F. 14, 15, 18 et 19 juillet, Théâtre de l'Archevêché, 22 heures : Bartok, Le Chêne de Borée-Bleue, par László Polgar, Violetta Urmana et l'Orchestre des jeunes Gustav-Mahler, Pierre Boulez (direction), Compagnie Pina Bausch, Pina Bausch (mise en scène et chorégraphie), 250 F, 550 F et 900 F.

Concerts de l'Académie européenne de musique 6 juin, Mozart et Ravel, par Jian Wang, 9, Bartok et Fauré, 12, Brahms et Rossini, par Jian Wang, 13, Schubert, Zavarov et Demar, 16, Debussy, Saint-Saëns et Chausson, par Augustin Dumay, 18, Verdi et Jeanneau, 22, Mozart, par Reinhard Goebel, 25, Mozart, 25, Tchaïkovski et F. Strauss. 7 juillet, Tosi, Takeritsou et Tchaïkovski, 8, Schubert, par Renaud Capuçon, 17, Strauss, Rameau et Schubert par l'Orchestre de chambre Gustav-Mahler, Daniel Harding (direction), 17, musique sacrée autour de Monteverdi par Bernard Foccroulle (orgue), René Jacobs (haute-contre), et les chanteurs de l'Académie, 18, Crumb et Mendelssohn, par Renaud Capuçon, 19, Schubert par les Solistes de l'Orchestre de chambre Gustav-Mahler, Daniel Harding (direction), 22, Debussy, Saint-Saëns et Chausson, Académie, David Stern (direction), 29, Mozart : ouverture et airs de La Fille enchantée, par l'Orchestre du conservatoire de musique d'Aix-en-Provence et l'Académie, David Stern (direction), 30, Bach et Richard Strauss, par Renaud Capuçon, David Stern (direction).

Réécrits 7 juin, Méloides de Purcell et Britten, par les Solistes de l'Académie, 10, Haendel par les Solistes de l'Académie, 17, Casini, Monteverdi, Peri et Purcell, par Jay Bernefeld et l'Académie, 20, Schubert et Schumann, par l'Académie, 26, Méloides et airs d'opéra, par l'Académie. 12 juillet, Méloides, par les solistes de l'Atelier d'opéra, de La Fille enchantée, 15, Solistes du Chœur de Don Giovanni. Répétitions publiques Du 3 juin au 24 juillet, Robert Tear, Jian Wang, Augustin Dumay, David Stern et Robert Tear, Jay Bernefeld, Reinhard Goebel, Renaud Capuçon, Régine Crespin, Sophie Braunschweig. Les 6 et 7 juillet, atelier de composition chorégraphique, avec les compositeurs Alexandros Markou et Juan Jose Eslava, les chorégraphes Jean-Vincent Boulic et José María Añes de Carvalho, les danseurs de la Compagnie Prejocaj et l'Ensemble Court-Circuit, Pierre-André Valade (direction). Les 8 et 9 juillet, atelier de composition lyrique, avec les compositeurs Jonathan Golove, Juha T. Koskinen, Vsevolod Chmoulevitch, le metteur en scène Pierre Strosser, les chanteurs Réé Hamada, Hanna Schaer, Nicholas Isherwood et l'Ensemble Court-Circuit, Pierre-André Valade (direction). Solistes du Mahler Chamber Orchestra, Daniel Harding (direction).

Ateliers concerts 8 juin, Marc-Aurèle Dalbavie, 13 juin, Philippe Manoury, 27 juin, Philippe Manoury, avec le support technique de l'Ircam, 30 juin, Pierre Boulez par l'Ensemble Court-Circuit, dir. P. A. Valade. Master-Class 3 juillet, Yo-Yo Ma (violoncelle), autour de Brahms et Bach. Ces manifestations sont données à la Cité du livre, au Mignet, salle 6, dans la cour de l'hôtel de ville, au Théâtre du jeu de paume, à l'église de Pyrgicard, au Creps, au Théâtre de l'Archevêché, à l'hôtel Maynier d'Oppède.

Ades Le Méliani, soirée Purcell, Britten, Brahms, 17 h 30 réécrit, 18 h 30 buffet, 20 heures concert. Du 6 juin au 31 juillet Festival, palais de l'ancien Archevêché, 13100 Aix-en-Provence. Renseignements et locations sur place : rez-de-chaussée du palais de l'Archevêché, 13100 Aix-en-Provence. Du lundi au dimanche, de 11 heures à 19 heures. Internet : www.aix-en-provence.com/festival/lyrique. Tél. : 04-42-17-34-34. Passaport pour l'Académie : 100 F pour toutes les manifestations sauf l'opéra.

FESTIVAL DE RADIO-FRANCE ET MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON

Montpellier ? Le festival des laissés-pour-compte de la musique. Des oubliés qui ne manquent pas de talent, parfois pas de génie, et défendus par l'inimitable René Duchable, par les auditeurs de France-Musique qui connaissent le goût de la découverte et le goût tout court qui ignore les diktats et se fie au bon plaisir de ce compositeur qui n'a pas hésité à composer un Concerto match pour deux orchestres et film France-Brisil 1986 (création) par François-René Duchable (piano), Tamburo et l'Orchestre philharmonique de Montpellier-Languedoc-Roussillon, Enriqué Diemecke, René Koering (direction), 15 juillet, Haydn, Sonates Hob. XVI-32-Variations Hob. XVII-6-Sonate Hob. XVII-52 ; Schumann, Scènes d'enfants ; Mozart, Sonate K 330 par Alfred Brendel (piano), 16, Schoeck, Penthesilée (création française, version concert) par Birgit Remmert, Michaela Kraus, Gendola Hinz, Tobias Möwes, Hanna Schaer, Jacques Trussel, Sibyl Zangeneh, Ralf Lukas, Chœur de la Radio lettonne et Orchestre philharmonique de Montpellier-Languedoc-Roussillon, Enriqué Diemecke (direction), 17, cour Jacques-Cœur, 22 heures : Paolo Corti, 18, Victor De Sabata, Invenza (création française) ; Poulenc, Concerto

pour 2 pianos ; Chostakovitch, Symphonie n° 5 par Kaita et Marielle Labèque (pianos) et l'Orchestre philharmonique de Floride, James Judl (direction), 19, Castris, château, 21 h 30 : Berlioz, Chasse royale et orage ; Rossini, Aïda d'opéra ; Beethoven, Symphonie n° 7 par l'Orchestre philharmonique de Floride, James Judl (direction), 22, Koechlin, Le Livre de la jungle par Iris Vermillon, Jacques Trussel, Vincent Le Texier, Chœur des Opéras de Montpellier et Orchestre philharmonique de Montpellier-Languedoc-Roussillon, Steuart Bedford (direction), 23, Berlioz, Roméo et Juliette par Nathalie Stutzmann, Laurence Dale, Markus Hollop, Chœur et Orchestre philharmonique de Radio-France, Marek Janowski (direction), 24, à 18 heures : Rachmaninov par François-Frédéric Guy (piano) ; Wagner, Le Vaisseau fantôme (version originale, 1841) ; Jolivet, Concerto pour piano ; Mendelssohn, Symphonie n° 4 « Italienne » (création française, version originale) ; Fauré, Suite pour piano et Orchestre philharmonique de Radio-France, Claus-Peter Flor (direction), 26, cour Jacques-Cœur, 22 heures : Gershwin/Gould, Suite de Porgy and Bess (création française) ; Villa-Lobos, La Forêt d'Amazonie (création française) par Luisa Maria Tamara (soprano), Chœur de la Radio lettonne et Orchestre philharmonique de Radio-France, Enriqué Diemecke (direction), 27, Adams, Hallelujah Junction (création française) ; Comesson/Koering/Zavarov/Di Tucci/Bosc, Six Variations sur le thème de Zorro (création) par H. K. Gruber (baryton), Kyunghee Yun (soprano), Philharmonie de chambre de Montpellier, René Bosc (direction), 28, Beethoven, Léonore (version de concert) par Susan Anthony, Robert Künzi, Christiane Oelze, Alain Vernhes, Siegfried Vogel, Werner Gira, Ralf Lukas, Julien Israël, Chœur de la Radio lettonne et Orchestre philharmonique de Montpellier-Languedoc-Roussillon, Enriqué Diemecke (direction), 29, Svetlanov, Beethoven, Concerto pour violoncelle (création française) ; Dukas, La Péri ; Ravel, Daphnis et Chloé, suite n° 2, par Alexandre Kniazev (violoncelle) et l'Orchestre symphonique d'Etat de Russie, Evgeni Svetlanov (direction), 30, Mahler, Symphonie n° 7, par l'Orchestre symphonique d'Etat de Russie, Evgeni Svetlanov (direction). Du 20 au 25 juillet, 16 heures, 16 heures, villages du district de Montpellier, 18 heures : Quartiers de piano, concerts par des pianistes des CNSM de Paris et de Lyon, 15 au 31 juillet, cour des Ursulines, 20 heures : jazz (sauf les dimanches). Du 14 juin au 31 juillet Festival de Colmar 2003 Montpellier. Tél. : 04-67-02-02-01. Fax : 04-67-61-66-82. Tous les concerts ont lieu à Montpellier, à l'Opéra Berlioz, à 21 heures, sauf indication contraire.

FESTIVAL INTERNATIONAL DE MUSIQUE BAROQUE DE BEAUNE Passage obligé pour tous les amateurs de musique ancienne et baroque, le Festival de Beaune panache, chaque année, découvertes et balises du répertoire. William Christie dans Rameau, Minkowski dans Haendel, Biondi dans Vivaldi sont des valeurs sûres. Les faits par vous-même à découvrir, mais à ceux qui ne connaissent pas le travail de l'Ensemble Discamus de Brigitte Lesne, nous ne pouvons que donner le conseil de filer à Beaune.

3 juillet, basilique Notre-Dame : Haendel, Magnificat « romain », par Sandrine Plan, Magdalena Kozena et Les Musiciens du Louvre, Marc Minkowski (direction), 4, cour des Hospices : Vivaldi, Altema, Concertos n° 2, 8 et 11 « L'Estro Armonico », par Maria Costanza Nocentini, Laura Polverelli et l'Europa Galante, Fabio Biondi (violin et direction), 5, Hospices, salle des Pôvres : chants des moines, par l'Ensemble Discamus, Brigitte Lesne (direction) ; chants de troubadours, par Anne Azéma (soprano), Jean-Luc Madier (ténor), Joël Cohen (baryton) et l'Ensemble Lyrique, (vièle, rebec) ; chants de croisés, par Alla Francesca, 10, basilique Notre-Dame : Scarlatti, Subito Mater, par Sophie Daneman (soprano) et El Seminario Musical, Gérard Lesne (alto et direction), 11, cour des Hospices : Rameau, Zoroastre, par Jean-Paul Fouchécourt, Gaëlle Michélate, Maria Paganini, Lisa Clive Bailey, Thierry Rella et Les Arts Florissans, William Christie (direction), 17, cour des Hospices : L'opéra bouffon napolitain, par Robert Invernizzi, Roberta Andalo, Emanuela Galli, Risa Dominguez, Daniela del Monaco et La Cappella de Turchini, Antonio Florio (direction), 18, cour des Hospices : Haendel, Admeto, par Susan Bickley, Deborah York, Sandrine Plan, Hilary Summers, Olivier Lillois et Les Talens Lyriques, Christophe Rousset (direction), 19, Hospices, salle des Pôvres : Despres, Misa ; Gounod, Motets à la Vierge, par A. Sed Voci, Bernard Fabre-Garrus (direction), 24, basilique Notre-Dame : Mozart, Eulalie jubilate ; Aïda de concert ; Kraus, symphonies, par Sandrine Plan (soprano) et le Concerto Köln, 25, basilique Notre-Dame : Kolbe à la cour de Naples sous les hôp d'Aragon, par La Capella Reial et l'Orchestre Xp. Jordi Savall (direction), 26, basilique Notre-Dame : Vivaldi, motets, par Saja Mingardo (alto), Marla Constanza Nocentini (soprano) et le Concerto Italiano, Rinaldo Alessandrini (direction), 31, Hospices, salle des Pôvres : matines à la chapelle royale de Madrid au XVIIIe siècle, par Mirra Almajano (soprano), Carlos Mena (haute-contre) et Al Aye Espanol, Eduardo Lopez Banzo (direction), 4 août, cour des Hospices : Haendel, Solomon, par Andreas Scholl, Susan Bickley, Alison Hagley, Paul Agnew, Peter Harvey et le Gabriel Choir, Consort & Players, Paul Mac Creesh (direction). Du 3 juillet au 1er août Tous les concerts commencent à 21 heures. Renseignements et réservations : office du tourisme, 21200 Beaune. Tél. : 03-80-26-21-30 ; fax : 03-80-26-21-39.

17 heures : Tchaïkovski, Moussorgski, Moussorgski/Ravel, par l'Orchestre symphonique Tchaïkovski de Moscou, Michel Plasson (direction), 19, Koffius, 12 h 30 : Schubert, Grieg, Strauss, par Elsa Maurus (mezzo-soprano) et André Viera (piano) ; Église Saint-Mathieu, 21 heures : Glinka, Mozart et Rachmaninov, par Inva Mula (soprano) et l'Orchestre symphonique Tchaïkovski de Moscou, Semyon Bychkov (direction), 14, Église Saint-Mathieu, 17 heures : Tchaïkovski par l'Orchestre symphonique Tchaïkovski de Moscou, Semyon Bychkov (direction). Du 3 au 14 juillet Office du tourisme 4, rue des Ursulines, 68000 Colmar. Tél. : 03-89-20-68-94, Fax : 03-89-13-13.

Du 10 juillet au 4 août Chorégies d'Orange, 18, place Sivaïn, 84100 Orange. Tél. : 04-90-34-24-24/15-52. Fax : 04-90-71-00-85. Carpiennes : 23 kilomètres ; Avignon : 31 kilomètres. Les représentations ont lieu au Théâtre antique, à 21 h 30.

Le Périgord noir, c'est toujours équilibré, partagé entre musique ancienne et romantique, qu'il confie toujours à des interprètes sans reproche. Les lieux des concerts sont parmi les plus beaux de France... dans une région dont l'habitat rural n'est pas le moins surprenant. Les amateurs pourront en profiter pour visiter les grottes de Lascaux - enfin, sa copie - qui sont sur la commune de Montignac, siège du festival.

16 juillet, Sarlat, abbaye Sainte-Claire, 21 heures : Milland, Varèse, Copland, Martin et Poulenc par Emily Beynon (alto) et Andrew West (piano), 19, Saint-Amand-de-Coly, Bach, Martin et Rantavaara par le Chœur Accents, Laurence Equilbey (direction), 20, Saint-Amand-de-Coly, 18 heures : Bach et Haendel par Olivier Benamont (clavessin), 22, Plazac, 18 heures : Beethoven et Haydn par le Quatuor Turin.

17 août, Saint-Léon-sur-Vézère, Bruch, Schumann, Brahms et Schoenberg par Brigitte Engerer (piano), Olivier Charlier, Fernand Jacin (violons), Gérard Caussé (alto), David Geringas (violoncelle), Paul Meyer (clarinette), 18, Saint-Léon-sur-Vézère, Tchaïkovski, Rachmaninov, Stravinsky, Chostakovitch et Prokofiev par Brigitte Engerer (piano), Olivier Charlier, Fernand Jacin (violons), Gérard Caussé (alto), David Geringas (violoncelle), Paul Meyer (clarinette), 19, Saint-Léon-sur-Vézère, Bruch, Schumann, Brahms et Schoenberg par Brigitte Engerer (piano), Olivier Charlier, Fernand Jacin (violons), Gérard Caussé (alto), David Geringas (violoncelle), 20, Saint-Léon-sur-Vézère, Haydn, Glinka, Poulenc, Schumann et Rossini par Alexandre Louquich (piano), Maurice Bourgue (basson) et Diego Chenna (basson), 21, Thénon, Concerts de l'Académie, Maurice Bourgue (direction).

Du 16 juillet au 21 août Festival du Périgord noir, 49, rue du Général-Foy, 24290 Montignac. Tél. : 05-53-51-95-17, Fax : 05-53-50-87-00. Office de tourisme, tél. : 05-53-51-61-61. Sauf indication contraire, les concerts sont à 21 h 45.

RENCONTRES DE MUSIQUE MONTPELLIER THÉÂTRON Sans le mettre en avant, le Thoronet a toujours pratiqué l'éclectisme de la rencontre. Entre les interprètes, mais aussi, et c'est désormais la règle, entre les traditions religieuses occidentales et orientales dans un souci de respect pour ces cultures que l'industrie musicale n'a pas toujours.

16 juillet, chant-solo dans la tradition égyptienne, par Al-Adwar, Aïcha Redouane (direction) ; chants lyriques d'Ouzbékistan, par Mubshab Dabayeva, 17, Les Arts-à-Angers, chapelle Sainte-Rosaline : chants sépharades et monodies méditerranéennes, par François Atlan, Dominique Vellard (chant) et Keyvan Chemirani (percussions), 18, Ockeghem/Dufay/Compiègne, par l'Orlando Consort, 19, Invids vénitiennes et florissantes du XVe siècle, par l'Ensemble Daedalus, Roberto Festa (direction), 20, Camerata de Masures, place : danses des Jouglers du Moyen Âge, par l'Ensemble Convivencia, Bernard Revel (direction), 21, chansons du XVe siècle dans l'Europe du Nord, par le Ferrara Ensemble, Crawford Young (direction), 22, Bernard, Hildegarde von Bingen, par l'Ensemble Gilles Binchois, Dominique Vellard (direction).

Du 16 au 23 juillet Syndicat d'Initiative, 23, rue Grande, 63340 La Thoronnette. Tél. : 04-94-60-10-94, Fax : 04-94-73-85-00. Toulon : 64 kilomètres. Sauf indications contraires, les concerts auront lieu à l'abbaye du Thoronnet et commenceront à 21 heures.

FESTIVAL INTERNATIONAL DE PIANO DE LA ROQUE D'ANTHÉRON Cadre de rêve, artistes à découvrir ou à retrouver, La Roque a souvent été surnommée la Mecque du piano. On y va certes avec dévotion, mais sans crainte, et il arrive qu'on y ait la révélation. Les nuits du piano permettent une fois encore d'explorer un aspect de la littérature de cet instrument, de découvrir des jeunes artistes et d'autres qu'on ne le soupçonne pas mais restent peu connus en France.

25 juillet, François-René Duchable et l'Orchestre symphonique d'Etat de Russie, Evgeni Svetlanov (direction), 26, nuit du piano-Chopin : 20 heures : Bernard d'Arcort, Philippe Giuliano et Nelson Goerner, 27, Les Aulnes, 21 h 30 : Rachmaninov ; Deuxième Concerto pour piano, par Nikolai Luganski et l'Orchestre symphonique d'Etat de Russie, Evgeni Svetlanov (direction), 28, Les Aulnes, étang : Brahms, Concerto pour piano n° 1, par Hélène Gnaudeau et l'Orchestre sym-

FESTIVALS D'ÉTÉ

17 heures : Tchaïkovski, Moussorgski, Moussorgski/Ravel, par l'Orchestre symphonique Tchaïkovski de Moscou, Michel Plasson (direction), 19, Koffius, 12 h 30 : Schubert, Grieg, Strauss, par Elsa Maurus (mezzo-soprano) et André Viera (piano) ; Église Saint-Mathieu, 21 heures : Glinka, Mozart et Rachmaninov, par Inva Mula (soprano) et l'Orchestre symphonique Tchaïkovski de Moscou, Semyon Bychkov (direction), 14, Église Saint-Mathieu, 17 heures : Tchaïkovski par l'Orchestre symphonique Tchaïkovski de Moscou, Semyon Bychkov (direction). Du 3 au 14 juillet Office du tourisme 4, rue des Ursulines, 68000 Colmar. Tél. : 03-89-20-68-94, Fax : 03-89-13-13.

Du 10 juillet au 4 août Chorégies d'Orange, 18, place Sivaïn, 84100 Orange. Tél. : 04-90-34-24-24/15-52. Fax : 04-90-71-00-85. Carpiennes : 23 kilomètres ; Avignon : 31 kilomètres. Les représentations ont lieu au Théâtre antique, à 21 h 30.

Le Périgord noir, c'est toujours équilibré, partagé entre musique ancienne et romantique, qu'il confie toujours à des interprètes sans reproche. Les lieux des concerts sont parmi les plus beaux de France... dans une région dont l'habitat rural n'est pas le moins surprenant. Les amateurs pourront en profiter pour visiter les grottes de Lascaux - enfin, sa copie - qui sont sur la commune de Montignac, siège du festival.

16 juillet, Sarlat, abbaye Sainte-Claire, 21 heures : Milland, Varèse, Copland, Martin et Poulenc par Emily Beynon (alto) et Andrew West (piano), 19, Saint-Amand-de-Coly, Bach, Martin et Rantavaara par le Chœur Accents, Laurence Equilbey (direction), 20, Saint-Amand-de-Coly, 18 heures : Bach et Haendel par Olivier Benamont (clavessin), 22, Plazac, 18 heures : Beethoven et Haydn par le Quatuor Turin.

17 août, Saint-Léon-sur-Vézère, Bruch, Schumann, Brahms et Schoenberg par Brigitte Engerer (piano), Olivier Charlier, Fernand Jacin (violons), Gérard Caussé (alto), David Geringas (violoncelle), Paul Meyer (clarinette), 18, Saint-Léon-sur-Vézère, Tchaïkovski, Rachmaninov, Stravinsky, Chostakovitch et Prokofiev par Brigitte Engerer (piano), Olivier Charlier, Fernand Jacin (violons), Gérard Caussé (alto), David Geringas (violoncelle), Paul Meyer (clarinette), 19, Saint-Léon-sur-Vézère, Bruch, Schumann, Brahms et Schoenberg par Brigitte Engerer (piano), Olivier Charlier, Fernand Jacin (violons), Gérard Caussé (alto), David Geringas (violoncelle), 20, Saint-Léon-sur-Vézère, Haydn, Glinka, Poulenc, Schumann et Rossini par Alexandre Louquich (piano), Maurice Bourgue (basson) et Diego Chenna (basson), 21, Thénon, Concerts de l'Académie, Maurice Bourgue (direction).

Du 16 juillet au 21 août Festival du Périgord noir, 49, rue du Général-Foy, 24290 Montignac. Tél. : 05-53-51-95-17, Fax : 05-53-50-87-00. Office de tourisme, tél. : 05-53-51-61-61. Sauf indication contraire, les concerts sont à 21 h 45.

RENCONTRES DE MUSIQUE MONTPELLIER THÉÂTRON Sans le mettre en avant, le Thoronet a toujours pratiqué l'éclectisme de la rencontre. Entre les interprètes, mais aussi, et c'est désormais la règle, entre les traditions religieuses occidentales et orientales dans un souci de respect pour ces cultures que l'industrie musicale n'a pas toujours.

16 juillet, chant-solo dans la tradition égyptienne, par Al-Adwar, Aïcha Redouane (direction) ; chants lyriques d'Ouzbékistan, par Mubshab Dabayeva, 17, Les Arts-à-Angers, chapelle Sainte-Rosaline : chants sépharades et monodies méditerranéennes, par François Atlan, Dominique Vellard (chant) et Keyvan Chemirani (percussions), 18, Ockeghem/Dufay/Compiègne, par l'Orlando Consort, 19, Invids vénitiennes et florissantes du XVe siècle, par l'Ensemble Daedalus, Roberto Festa (direction), 20, Camerata de Masures, place : danses des Jouglers du Moyen Âge, par l'Ensemble Convivencia, Bernard Revel (direction), 21, chansons du XVe siècle dans l'Europe du Nord, par le Ferrara Ensemble, Crawford Young (direction), 22, Bernard, Hildegarde von Bingen, par l'Ensemble Gilles Binchois, Dominique Vellard (direction).

Du 16 au 23 juillet Syndicat d'Initiative, 23, rue Grande, 63340 La Thoronnette. Tél. : 04-94-60-10-94, Fax : 04-94-73-85-00. Toulon : 64 kilomètres. Sauf indications contraires, les concerts auront lieu à l'abbaye du Thoronnet et commenceront à 21 heures.

FESTIVAL INTERNATIONAL DE PIANO DE LA ROQUE D'ANTHÉRON Cadre de rêve, artistes à découvrir ou à retrouver, La Roque a souvent été surnommée la Mecque du piano. On y va certes avec dévotion, mais sans crainte, et il arrive qu'on y ait la révélation. Les nuits du piano permettent une fois encore d'explorer un aspect de la littérature de cet instrument, de découvrir des jeunes artistes et d'autres qu'on ne le soupçonne pas mais restent peu connus en France.

25 juillet, François-René Duchable et l'Orchestre symphonique d'Etat de Russie, Evgeni Svetlanov (direction), 26, nuit du piano-Chopin : 20 heures : Bernard d'Arcort, Philippe Giuliano et Nelson Goerner, 27, Les Aulnes, 21 h 30 : Rachmaninov ; Deuxième Concerto pour piano, par Nikolai Luganski et l'Orchestre symphonique d'Etat de Russie, Evgeni Svetlanov (direction), 28, Les Aulnes, étang : Brahms, Concerto pour piano n° 1, par Hélène Gnaudeau et l'Orchestre sym-

17 heures : Tchaïkovski, Moussorgski, Moussorgski/Ravel, par l'Orchestre symphonique Tchaïkovski de Moscou, Michel Plasson (direction), 19, Koffius, 12 h 30 : Schubert, Grieg, Strauss, par Elsa Maurus (mezzo-soprano) et André Viera (piano) ; Église Saint-Mathieu, 21 heures : Glinka, Mozart et Rachmaninov, par Inva Mula (soprano) et l'Orchestre symphonique Tchaïkovski de Moscou, Semyon Bychkov (direction), 14, Église Saint-Mathieu, 17 heures : Tchaïkovski par l'Orchestre symphonique Tchaïkovski de Moscou, Semyon Bychkov (direction). Du 3 au 14 juillet Office du tourisme 4, rue des Ursulines, 68000 Colmar. Tél. : 03-89-20-68-94, Fax : 03-89-13-13.

Du 10 juillet au 4 août Chorégies d'Orange, 18, place Sivaïn, 84100 Orange. Tél. : 04-90-34-24-24/15-52. Fax : 04-90-71-00-85. Carpiennes : 23 kilomètres ; Avignon : 31 kilomètres. Les représentations ont lieu au Théâtre antique, à 21 h 30.

Le Périgord noir, c'est toujours équilibré, partagé entre musique ancienne et romantique, qu'il confie toujours à des interprètes sans reproche. Les lieux des concerts sont parmi les plus beaux de France... dans une région dont l'habitat rural n'est pas le moins surprenant. Les amateurs pourront en profiter pour visiter les grottes de Lascaux - enfin, sa copie - qui sont sur la commune de Montignac, siège du festival.

16 juillet, Sarlat, abbaye Sainte-Claire, 21 heures : Milland, Varèse, Copland, Martin et Poulenc par Emily Beynon (alto) et Andrew West (piano), 19, Saint-Amand-de-Coly, Bach, Martin et Rantavaara par le Chœur Accents, Laurence Equilbey (direction), 20, Saint-Amand-de-Coly, 18 heures : Bach et Haendel par Olivier Benamont (clavessin), 22, Plazac, 18 heures : Beethoven et Haydn par le Quatuor Turin.

17 août, Saint-Léon-sur-Vézère, Bruch, Schumann, Brahms et Schoenberg par Brigitte Engerer (piano), Olivier Charlier, Fernand Jacin (violons), Gérard Caussé (alto), David Geringas (violoncelle), Paul Meyer (clarinette), 18, Saint-Léon-sur-Vézère, Tchaïkovski, Rachmaninov, Stravinsky, Chostakovitch et Prokofiev par Brigitte Engerer (piano), Olivier Charlier, Fernand Jacin (violons), Gérard Caussé (alto), David Geringas (violoncelle), Paul Meyer (clarinette), 19, Saint-Léon-sur-Vézère, Bruch, Schumann, Brahms et Schoenberg par Brigitte Engerer (piano), Olivier Charlier, Fernand Jacin (violons), Gérard Caussé (alto), David Geringas (violoncelle), 20, Saint-Léon-sur-Vézère, Haydn, Glinka, Poulenc, Schumann et Rossini par Alexandre Louquich (piano), Maurice Bourgue (basson) et Diego Chenna (basson), 21, Thénon, Concerts de l'Académie, Maurice Bourgue (direction).

Du 16 juillet au 21 août Festival du Périgord noir, 49, rue du Général-Foy, 24290 Montignac. Tél. : 05-53-51-95-17, Fax : 05-53-50-87-00. Office de tourisme, tél. : 05-53-51-61-61. Sauf indication contraire, les concerts sont à 21 h 45.

RENCONTRES DE MUSIQUE MONTPELLIER THÉÂTRON Sans le mettre en avant, le Thoronet a toujours pratiqué l'éclectisme de la rencontre. Entre les interprètes, mais aussi, et c'est désormais la règle, entre les traditions religieuses occidentales et orientales dans un souci de respect pour ces cultures que l'industrie musicale n'a pas toujours.

16 juillet, chant-solo dans la tradition égyptienne, par Al-Adwar, Aïcha Redouane (direction) ; chants lyriques d'Ouzbékistan, par Mubshab Dabayeva, 17, Les Arts-à-Angers, chapelle Sainte-Rosaline : chants sépharades et monodies méditerranéennes, par François Atlan, Dominique Vellard (chant) et Keyvan Chemirani (percussions), 18, Ockeghem/Dufay/Compiègne, par l'Orlando Consort, 19, Invids vénitiennes et florissantes du XVe siècle, par l'Ensemble Daedalus, Roberto Festa (direction), 20, Camerata de Masures, place : danses des Jouglers du Moyen Âge, par l'Ensemble Convivencia, Bernard Revel (direction), 21, chansons du XVe siècle dans l'Europe du Nord, par le Ferrara Ensemble, Crawford Young (direction), 22, Bernard, Hildegarde von Bingen, par l'Ensemble Gilles Binchois, Dominique Vellard (direction).

Du 16 au 23 juillet Syndicat d'Initiative, 23, rue Grande, 63340 La Thoronnette. Tél. : 04-94-60-10-94, Fax : 04-94-73-85-00. Toulon : 64 kilomètres. Sauf indications contraires, les concerts auront lieu à l'abbaye du Thoronnet et commenceront à 21 heures.

FESTIVAL INTERNATIONAL DE PIANO DE LA ROQUE D'ANTHÉRON Cadre de rêve, artistes à découvrir ou à retrouver, La Roque a souvent été surnommée la Mecque du piano. On y va certes avec dévotion, mais sans crainte, et il arrive qu'on y ait la révélation. Les nuits du piano permettent une fois encore d'explorer un aspect de la littérature de cet instrument, de découvrir des jeunes artistes et d'autres qu'on ne le soupçonne pas mais restent peu connus en France.

25 juillet, François-René Duchable et l'Orchestre symphonique d'Etat de Russie, Evgeni Svetlanov (direction), 26, nuit du piano-Chopin : 20 heures : Bernard d'Arcort, Philippe Giuliano et Nelson Goerner, 27, Les Aulnes, 21 h 30 : Rachmaninov ; Deuxième Concerto pour piano, par Nikolai Luganski et l'Orchestre symphonique d'Etat de Russie, Evgeni Svetlanov (direction), 28, Les Aulnes, étang : Brahms, Concerto pour piano n° 1, par Hélène Gnaudeau et l'Orchestre sym-

17 heures : Tchaïkovski, Moussorgski, Moussorgski/Ravel, par l'Orchestre symphonique Tchaïkovski de Moscou, Michel Plasson (direction), 19, Koffius, 12 h 30 : Schubert, Grieg, Strauss, par Elsa Maurus (mezzo-soprano) et André Viera (piano) ; Église Saint-Mathieu, 21 heures : Glinka, Mozart et Rachmaninov, par Inva Mula (soprano) et l'Orchestre symphonique Tchaïkovski de Moscou, Semyon Bychkov (direction), 14, Église Saint-Mathieu, 17 heures : Tchaïkovski par l'Orchestre symphonique Tchaïkovski de Moscou, Semyon Bychkov (direction). Du 3 au 14 juillet Office du tourisme 4, rue des Ursulines, 68000 Colmar. Tél. : 03-89-20-68-94, Fax : 03-89-13-13.

Du 10 juillet au 4 août Chorégies d'Orange, 18, place Sivaïn, 84100 Orange. Tél. : 04-90-34-24-24/15-52. Fax : 04-90-71-00-85. Carpiennes : 23 kilomètres ; Avignon : 31 kilomètres. Les représentations ont lieu au Théâtre antique, à 21 h 30.

Le Périgord noir, c'est toujours équilibré, partagé entre musique ancienne et romantique, qu'il confie toujours à des interprètes sans reproche. Les lieux des concerts sont parmi les plus beaux de France... dans une région dont l'habitat rural n'est pas le moins surprenant. Les amateurs pourront en profiter pour visiter les grottes de Lascaux - enfin, sa copie - qui sont sur la commune de Montignac, siège du festival.

16 juillet, Sarlat, abbaye Sainte-Claire, 21 heures : Milland, Varèse, Copland, Martin et Poulenc par Emily Beynon (alto) et Andrew West (piano), 19, Saint-Amand-de-Coly, Bach, Martin et Rantavaara par le Chœur Accents, Laurence Equilbey (direction), 20, Saint-Amand-de-Coly, 18 heures : Bach et Haendel par Olivier Benamont (clavessin), 22, Plazac, 18 heures : Beethoven et Haydn par le Quatuor Turin.

17 août, Saint-Léon-sur-Vézère, Bruch, Schumann, Brahms et Schoenberg par Brigitte Engerer (piano), Olivier Charlier, Fernand Jacin (violons), Gérard Caussé (alto), David Geringas (violoncelle), Paul Meyer (clarinette), 18, Saint-Léon-sur-Vézère, Tchaïkovski, Rachmaninov, Stravinsky, Chostakovitch et Prokofiev par Brigitte Engerer (piano), Olivier Charlier, Fernand Jacin (violons), Gérard Caussé (alto), David Geringas (violoncelle), Paul Meyer (clarinette), 19, Saint-Léon-sur-Vézère, Bruch, Schumann, Brahms et Schoenberg par Brigitte Engerer (piano), Olivier Charlier, Fernand Jacin (violons), Gérard Caussé (alto), David Geringas (violoncelle), 20, Saint-Léon-sur-Vézère, Haydn, Glinka, Poulenc, Schumann et Rossini par Alexandre Louquich (piano), Maurice Bourgue (basson) et Diego Chenna (basson), 21, Thénon, Concerts de l'Académie, Maurice Bourgue (direction).

Du 16 juillet au 21 août Festival du Périgord noir, 49, rue du Général-Foy, 24290 Montignac. Tél. : 05-53-51-95-17, Fax : 05-53-50-87-00. Office de tourisme, tél. : 05-53-51-61-61. Sauf indication contraire, les concerts sont à 21 h 45.

RENCONTRES DE MUSIQUE MONTPELLIER THÉÂTRON Sans le mettre en avant, le Thoronet a toujours pratiqué l'éclectisme de la rencontre. Entre les interprètes, mais aussi, et c'est désormais la règle, entre les traditions religieuses occidentales et orientales dans un souci de respect pour ces cultures que l'industrie musicale n'a pas toujours.

17 heures : Tchaïkovski, Moussorgski, Moussorgski/Ravel, par l'Orchestre symphonique Tchaïkovski de Moscou, Michel Plasson (direction), 19, Koffius, 12 h 30 : Schubert, Grieg, Strauss, par Elsa Maurus (mezzo-soprano) et André Viera (piano) ; Église Saint-Mathieu, 21 heures : Glinka, Mozart et Rachmaninov, par Inva Mula (soprano) et l'Orchestre symphonique Tchaï

Le jazz prend Pair

Paris aurait pu - c'est arrivé il y a quelques années - n'être qu'une des étapes des tournées estivales. Une grande scène, des vedettes qui savent à peine où elles sont, et le tour est joué. Les responsables du Parc et de la Grande Halle de La Villette ont choisi, avec succès, de ne pas s'en contenter. C'est sur l'ensemble du site, à la Cité de la musique, à la Grande Halle - organisée en plusieurs lieux -, au Zénith, en plein air sur la prairie du Triangle, que s'étend ce festival qui dresse un panorama conséquent de la plupart des expressions du jazz aujourd'hui. Ainsi pourra-t-on entendre cette année Daniel Humair dans une série de rencontres comme il les affectionne, les formations actuelles de Laurent Deters, Serge Lazarevitch, Ray Anderson, Philip Catherine, Kenny Werner, Sylvain Kassap, Enrico Rava, David S. Ware, Emmanuel Bex, Ravi Coltrane (qui a emballé récemment le club La Villa), des projets ambitieux comme le Grand Louzadzak de Claude Tchamitchian, l'un des temps forts de l'Europa Jazz Festival du Mans en avril, l'orchestre du POM (codirection François Jeanneau, Andy Emjler et Philippe Macé), Jef Sicard

avec des invités, le splendide Blue Phèdre de François Tusques, le Workshop de Lyon avec Ernst Reijseger et Noël Akchoté, Stephan Oliva en trio avec Paul Motian et Bruno Chevillon, Double Quartet de Django Bates et François Jeanneau... A cette programmation de haute exigence, La Villette ajoute un soupçon de « stars » comme le Latin Orchestra de McCoy Tyner, Joe Zawinul Syndicate, Elvin Jones Jazz Machine (gratuit) ou Al Jarreau, une nuit du blues avec Taj Mahal, Clifton Chenier Jr., Mavis Staples, Lucky Peterson et B. B. King comblera les amateurs. Enfin deux événements spectaculaires : la recréation d'Escalator Over the Hill de Carla Bley en big band et jazz comme une image photographique projetées de Guy Le Querrec et jouées sur scène par le quartet Portal/Sclavis/Tesler/Drouot. La Grande Halle restera ouverte vers l'extérieur avec des librairies, boutiques de disques, expositions et de nombreux concerts gratuits.

* La Villette Jazz Festival Du 1^{er} au 10 juillet. Parc de La Villette, 211, avenue Jean Jaurès, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. Tél. : 08-03-30-63-06.

PAYS DE LA LOIRE

FESTIVAL D'ÉTÉ DE NANTES

■ L'un des meilleurs festivals de musiques du monde suit cette année les « Pistes africaines », à commencer par le Maghreb : les Tartits touaregs du Mali, Faouzi, Orchestre national de Barbès, le 1^{er} juillet. Le 2 est consacré aux terres africaines : la Malienne Nahnou Dourbia, la Péruvienne noire Susana Baca, la Camerounaise Sally Nyolo. La nouvelle vague brésilienne suit (le 3, Chico César et Fernanda Abreu), puis les Africains de

France (le 4, Régis Gisavo, Henri Dioko-gué, Ray Lema). En clôture, le 5 : reprise du concert, création du Parc de La Villette à Paris, concert des bretons Carad Mancho et des Guadeloupéens Aktyo. Du 1^{er} au 5 juillet. Tél. : 02-40-08-00-66.

LES ESCALES DE SAINT-NAZAIRE

■ Elles sont cette année dédiées à Cuba. Coups de cœur (Típico Oriental, Los Naranjos), incontournables (NG La Banda, Orchestra Aragon, La Charanga Habanera, Alfredo Rodríguez) occupent deux jours durant le port de Saint-Nazaire. Les 14 et 15 août. Tél. : 02-51-10-00-00.

PARIS-ILE-DE-FRANCE

AFRICOLOR AUTOUR DU MONDE À SAINT-DENIS

■ Appendice d'été d'un festival qui se déroule en principe à Noël, c'est soirée est placée sous le signe des voix de femmes : Susana Baca, Kamuya Jibrani du groupe palestinien Sabreen et la Malienne Nahnou Dourbia. Le 5 juillet. Théâtre Gérard-Philipe. Tél. : 01-49-19-70-02.

THE GREATEST ROCK 'N' ROLL LEGENDS

■ Avant l'arrivée des Rolling Stones au Stade de France, leurs aînés - Jerry Lee Lewis, Chuck Berry, Little Richard - investissent le stade Charley. En principe, l'affiche réunit les trois dernières légendes vivantes de l'origine du rock'n'roll. Quand on connaît leur parcours chaotique, leur propension à venir chahuter en Europe accompagnés de musiciens de seconde zone, on peut craindre que le résultat ne soit pas à la hauteur du mythe. La tentation sera grande pourtant de voir et d'entendre les aînés (même fossilisés) de Great Balls of Fire, Johnny Be Good et Lucille, réunis sans doute pour une dernière fois. En complément de programme au Festival francophonie de Louisiane avec Zachary Richard, Doug Kershaw, Jo-El Sonnier et Big Al Downing, histoire de patienter en attendant « le bon temps rouler ». Le 14 juillet. Stade Charley, 99, boulevard Kellerman, Paris 13^e.

JAZZ À L'HÔTEL D'ALBRET

■ L'endroit est intime et cosy, au cœur de Paris, il inspire les stars de son affiche, qui s'y trouvent dévouées, accessibles et chaleureuses. On débute avec Michael Brecker, puis le groupe de David Linx et Diederick Wissels, André Ceccarelli en quartette, Pierre-Louis Garcia qui invite Marc Ducret, le duo Galliano/Portal, Enrico Pieranunzi en trio, Eric Le Lann. Final avec le trio, fondé ici même, qui réunit Jean-Paul Cella, David Liebman et Wolfgang Reisinger. Du 27 juillet au 3 août. Hôtel d'Albret, 31, rue des Francs-Bourgeois Paris 4^e. Tél. : 01-45-08-55-25.



PICARDIE

FESTIVAL DE LA CÔTE D'OPALE

■ Plus de vingt ans que, de Berck à Dunkerque, de Boulogne à Calais, en passant par Hardelot, Desvres, Engles ou Wimereux, la côte d'Opale anime ses rivages d'une multitude de musiques. Le 17 juin à Berck, Jimmy Cliff étonnera les festivités de son reggae mélodieux. Et avant que Yann Tiersen ne les referme de ses miniatures musicales (le 26 juillet à Boulogne), de la chanson (Georges Moustaki, Jacques Higelin, Julien Clerc...), du rock (Simple Minds, Louise Attaque, Autour de Lucie...), du rap (Parsi, Squeegee...), des rythmes latinos (Alabina, Yuni Buenaventura...) et du gospel (Crestshaw Gospel Choir) auront scotché dans les voiles picardes. Du 1^{er} au 26 juillet. Tél. : 03-21-30-40-33.

POITOU-CHARENTE

FESTIVAL DE CONFOLENS

■ Le festival de folklore de Confolens rend hommage à l'abolition de l'esclavage en invitant Manu Dibango et son Soul Makossa, et des chanteurs de gospel camerounais et réunionnais. Une exposition musicale, « Célébrations », avec Alain Ferrer et ses quatorze musiciens bretons, et, comme attendu, ballets folkloriques (de Buenos Aires, d'Autoups en Colombie, de Bismarck en Italie), les ensembles (Ararat d'Érevan, Al Andalus de Cadix). Du 8 au 16 août. Tél. : 05-45-84-00-77.

DE BOUCHE À OREILLE À PARTHENAY ET EN GÂTINE

■ La première partie du festival est déployée en Gâtine, et consacrée à la voix (prière, racontée, chantée). Puis c'est le tour du violon à être à Thouars. En concert en ville : Joe Cornier (Québec), Václav Štěpánek, le 19 ; Draïles, Ensemble de violons traditionnels poitevins (France), le 20 ; Christian Lanan (France), Kevin Burke (Irlande), Chants du monde, avec Jean-Marc Fadovani, Keyvan Chemirani..., le 21 ; Jean-François Vrold, Nedim Nalbantoglu (Turquie), le 22.

Du 13 au 16 août en Gâtine Du 19 au 23 à Parthenay Tél. : 05-49-94-90-70.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

LES RENCONTRES DU SUD À ARLÈS

■ Elles s'affinent d'année en année. Le cadre du Théâtre antique est superbe. On découvrira dans le bouquet 1998 Fallegro Barbaro, symphonie urbaine de Pierre Sauvage. On croquera des artistes en tournée festivalière (la Péruvienne Susana Baca), des stars (Small L0, Noa), des inconnus (Viagem samba, Chicuelo II, L'Orchestre en kit, Quilombo Urbano), des traditionnels français (Gacha Empaga, Thierry Robin, Patrick Valliano), de l'étranger (Enrique Morente), Lilián (Merce Rull), de l'Amérique (Mariank Grigorian). Du 13 au 19 juillet. Tél. : 04-90-96-59-83.

FESTIVAL DE MARSEILLE

■ Marseille et le foot, Marseille et la culture, Marseille face à soi : le festival débute le 11 juin par la reprise « grandeur nature » sur le Vieux-Port de Marseille sur scène, spectacle mis en scène par Serge Hureau à la tête de la compagnie Over Music/Séverin System. Et Corbeau, Jan Mari Casotti, Gacha Empaga, du hip-hop, du jazz... Le 14, Natacha Atlas, le 19, des danseurs hip-hop, le 22, le flamenco de Tomasa la Macanita, le 26, Jacky Micallit et Mayer Ayad, le 5 juillet, création scénique de Mounir El Maghraoui de Huguès de Courson, le 6, Gus Gus. Beau programme de danse, animations, expositions et la performance de Jo Corbeau et DJ X Ray au Bar de la Mairie, Dub a Monde, commentaire dub en direct de sept matches de la Coupe du monde retransmis sur Radio-Grenouille. Du 11 juin au 22 juillet. Tél. : 04-91-95-00-22.

JAZZ À JUAN

■ La pinède de jazz à Juan envers et contre tout - les avions, les scooters, les orchestres « exotiques » dans les restaurants alentour, le public bavard - avec la mer comme fond de décor et un programme de stars. Dee Dee Bridgewater, George Benson, B. King, Earth Wind and Fire, Herbie Hancock, Phil Woods, un hommage à Stéphane Grappelli, Dianee Reeves, Al Jarreau, Cesada Evara, Youssou N'Dour... Du 17 au 25 juillet. Office du tourisme, 71, place Charles-de-Gaulle, 06600 Antibes. Tél. : 04-92-90-53-00.

NICE JAZZ FESTIVAL

■ Reconstruit autour du jazz et des musiques latines à Nice. Affiche très fournie et astucieuse, avec entre autres : Eddie Palmieri, Tania Meka, Leon Parker, Diana Krall, Bobby Collins, Bobby Byrd, Michel Leeb - crooner et programmeur de ce festival - avec le Big Band de Gérard Badini, Laurent de Wilde, Betty Carter, Michel Petrucci, David Sanchez, Bill Legrand, Julien Lourau, Jean-Charles Capon, Erik Truffaz, Popsu, Bertrand Renaudin, David Murray, la Saint John Coltrane Church of San Francisco, chorale dédiée à la musique de Coltrane... Trois concerts simultanés avec plus de dix formations différentes chaque soir. Unique. Du 12 au 19 juillet. Bureau du Festival à l'Office du tourisme, 5, promenade des Anglais, 06100 Nice. Tél. : 04-93-87-19-18.

FESTIVAL MIMI

■ Organisé par l'Association Aide aux musiques innovatrices (AMI), le festival MIMI permet d'embrasser en France des formations que la quasi-totalité des festivals ignorent. On se demande pourquoi puisque chaque soirée fait le plein d'un public curieux, malin, critique, pour des musiques qui sont dans les mêmes dispositions. On viendra encore du monde entier pour le MIMI dont l'édition 1998 permettra de revoir ou découvrir le Moscow Composer Orchestra, Plattinger, le Vellistic Orchestra, JAV (avec un gamelan javanais), Ming, Aka Moon, Ujine Doma et un final dansant avec DJ Ebu et Terry Riley. Puissant. Du 23 au 27 juillet.

Office du tourisme, 13200 Arles (tél. : 04-90-18-41-20) ou AMI Marseille (tél. : 04-91-11-42-52).

JAZZ AU FORT-NAPOLEON

■ Chaque soir un musicien avec un projet ou un groupe avec des propositions impeccables : L'ONJ Didier Levallet, le pianiste Jaki Byard en trio, André Jaume et ses proches (Lazro, Olivier Clerc, Charmasson...), François Méchal, Daniel Humair, Henri Texier. En plus une exposition de peintures (Jacques Chesnel) et de photographies (Jean-Pierre Leloir) sur John Coltrane, des dessins de Besquié. Du 26 juillet au 1^{er} août. Service culturel, 2, rue Camille-Flammarion, 83500 La Seyne-sur-Mer. Tél. : 04-94-06-84-00.

RHÔNE-ALPES

JAZZ À VIENNE

■ Jazz à Vienne domine les grandes machines de l'été. Volonté festive et liens des vedettes avec un lieu - le Théâtre antique -, une équipe et un public. Cette année Youssou N'Dour, Chick Corea, Manhattan Transfer, George Benson, Buddy Guy, Taj Mahal, Carla Bley en très grand orchestre, Phil Woods également, Dee Dee Bridgewater, McCoy Tyner, Maria Schneider Jazz Orchestra, Gilberto Gil, la Banda Bananeira, une soirée flamenco... Au Club de minuit programme fouineur avec Jef Sicard, Sam Rivers, Popsu, Ray Anderson, Ingrid Jensen, Vibes, Sex Mob, Louis Scialoja. Du 27 juin au 11 juillet. Renseignements au Théâtre de Vienne, 4, rue Charlevoix, 38200 Vienne. Tél. : 04-74-85-00-05.

LES TEMPS CHAUDS, CHÂTILLON-SUR-CHALARONNE

■ Ce festival qui s'étend dans toute la région croise les cultures en provoquant des rencontres entre les voir d'ici et les voir d'ailleurs. On y entendra des Français (Thierry Robin, A. Fletta, Erick Marchand...) croiser leurs musiques avec des Italiens (Carlo Rizzo) ou des fanfares communicatives (Traf de Caransebes, L'Occidentale de farnare). Clôture avec l'ensemble oriental d'Istanbul et Jacques Higelin. Du 18 au 26 juillet. Tél. : 04-74-55-03-70.

BELGIQUE

SFINIKS

■ Fierté de la culture musicale mondiale de l'Europe, le Festival de Sfiniks allie les scènes et les arts dans une atmosphère bon enfant, festive, estivale au cœur des Flandres. Le balayage des tendances 1998 commence par la Brésilienne Daniela Mercury, se poursuit en Gabon avec Elizabeth Avandjani, passe par le Congo (Etra Musica), le Japon (Venes), la Côte d'Ivoire (Moukoko Soko), revient vers la Finlande (Wimme). Du 30 juillet au 2 août. Boechout (région d'Amers). Tél. : 00-32-455-69-44.



SUISSE

PALÉO-FESTIVAL DE NYON

■ « La musique dans tous ses états, de Prodigy à Charles Trenet » : c'est presque un mot d'ordre. Rock, pop, chanson, rap, hip-hop, autour du monde, le Paléo n'est pas sectaire. Prodigy, Louise Attaque, Jean-Louis Aubert, le 21 ; Partishead, Natacha Atlas, Jay-Jay Johanson, Eagle Eye Cherry, Denez Prigent, IAM, MC Solar, LKJ, le 22 ; Charles Trenet, Les Tambours de Kodo, The Wallers, Afro-Cuban All Stars, Alan Savaï, LadySmith Black Mambazo, Faouzi, etc., le 23 ; Joe Cocker, Dolly, Herbie Hancock, le 24 ; Julien Clerc, les Têtes Raïdes, Yann Tiersen, Marcus Miller, Sinclad, l'Ensemble Al-Kindî, Habib Kolte, Bayete, le 25 ; Patricia Kaas, Claude Nougaro, Passi, Neneh Cherry, le 26. Du 21 au 26 juillet. Tél. : 00-41-223610101.

XIX^{ème} FESTIVAL

PIANO AUX JACOBINS

TOULOUSE SEPTEMBRE 1998

8. G. Sebok
10. H. Grimaud
11. N. Freire
15. R. Goode
17. R. Muraro
18. F. Braley
22. B. L. Gelber
24. C. Rosen
25. F. Say

Renseignements
05 61 22 40 05

Art photographie

ALBI : MICHEL FRANÇOIS

Depuis 1983, l'association Cimaise et Portique organise des expositions d'art contemporain dans divers lieux d'Albi...

ALTIKIRCH : EMMANUEL SAULNIER

« Lever-Serrer » : ce sont les verbes que le sculpteur Emmanuel Saulnier a choisis pour titrer sa double exposition en Alsace...

AMIENS : COULEURS D'ITALIE

Une exposition organisée à partir du fonds des collections espagnoles et italiennes, du XIVe au XVIIIe siècle...

ANTIBES : GRAHAM SUTHERLAND

Le peintre anglais (1903-1980), qui aimait vivre dans le sud de la France, est connu, mais son œuvre n'a peut-être pas été suffisamment fouillée...

ARLES : LES RENCONTRES DE LA PHOTOGRAPHIE

Sous le titre « Un nouveau paysage humain », les 25 Rencontres internationales de la photographie d'Arles proposent seize expositions...

CAEN : LA HONGRIE DE L'AN MIL

Conçue par le Nemzeti Magyar Museum de Budapest, le musée national hongrois, l'exposition montre les trésors archéologiques laissés par les nomades ouïgours venus de Sibérie...

Le cas Dix

Otto Dix (1891-1969) était un artiste dégénéré. C'était du moins l'avis de ses compatriotes nazis (Goebbels excepté, qui lui commanda son portrait, que le peintre, couragementement, lui refusa) qui saluèrent et se débarrassèrent de près de trois cents de ses œuvres...

CAEN : STEFANO DELLA BELLA

250 dessins et estampes qui constituent la première exposition en France d'un Florentin protégé des Médicis, peintre élégant et homme aventureux...

CAEN : LA COLLECTION GRIECO DU MUSÉE DE BARI

Une cinquantaine d'œuvres majeures qui témoignent des étapes de la modernité italienne, de 1860 à 1950, des « macchiaioli » à Mirandi, en passant par Giorgio de Chirico...

DIJON : VAN DER MEULEN

D'origine flamande, en France depuis 1664, Van der Meulen est devenu le peintre officiel des guerres victorieuses de Louis XIV. Il travailla avec Le Brun, il participa à des projets de tentures et, surtout, se vit confier le décor du pavillon royal de Marly...

DOURVEN : FORTUYN/BRYEN

L'artiste hollandaise opère volontiers dans les jardins et les parcs, qui sont pour elle des lieux exemplaires où construire un « décor ». Pour son « été » au domaine de Douvren, elle dispose des moulagés de souches d'arbres au pied des arbres du parc et dans la galerie d'exposition...

ENGHEN-LES-BAINS : BIENNALE D'ART CONTEMPORAIN

Il n'est pas fréquent de pouvoir visiter une exposition d'art contemporain en pédalo. Ici, sur le lac d'Enghien, c'est un moyen de transport recommandé, pour passer de l'œuvre de Erik Samuël à l'installation sur l'île des Cygnes...

LA COURNEUVE : ART GARDÉUR NATURE

Quatrième édition d'une des expositions in situ les plus originales et les plus vivifiantes à visiter, dans le parc départemental de La Courneuve. Mûre de piste, mi-parcours muséal, elle permet de confronter l'art le plus contemporain, de Daniel Buren à Roman Signer...

LECTURE : L'ÉTÉ PHOTOGRAPHIQUE

Six expositions dans la cité gersoise dont le travail de Jean-François Joly sur les « portraits de la ville » et une commande autour des paysages de la région, « Gens d'Avézant et d'alentour »...

LYON : ROBERT IRVIN, ROBERT MORRIS

Avec le « site spécifique » que le Californien Robert Irvin a réalisé récemment pour le Musée d'art contemporain de Lyon, il s'agit d'une histoire de lumière captée et filtrée. Tandis qu'avec Robert Morris, dont le musée...

Parc départemental de La Courneuve et Forum culturel du Blanc-Mesnil, avenue Waldeck-Rochet, 93120 La Courneuve. Tél. : 01-43-11-73-07.

GRENOBLE : GRAV

Un point sur le Groupe de recherche d'art visuel (GRAV) qui, de 1960 à 1968, a développé un travail expérimental collectif visant notamment à changer le rapport art-public. Le Magasin propose aussi, en contrepoint, des œuvres plus récentes d'artistes qui ont cherché à recharger le vocabulaire de l'Op'Art...

MARSEILLE : RICHARD BAQUIÉ

Après Bordeaux, sa ville natale rend hommage à Richard Baquié (1952-1996), un art du recyclage poétique de portières de voiture, de carlingues d'avion, de ventilateurs à pales, et de moteurs pour faire du gyvre. Jusqu'au 27 septembre MAMC, Galeries contemporaines des musées de Marseille, 69, rue d'Alsace, 13005 Marseille. Tél. : 04-91-25-01-07.

MORLAIX : FÉLIX VALLOTTON

On connaît mal Vallotton paysagiste. Le Musée de Morlaix nous le fait découvrir en une trentaine de peintures réalisées entre 1895 et 1922, sur les bords de la Manche, à Honfleur ou dans la baie de Morlaix. Du 27 juin au 1er novembre Musée des beaux-arts, place des Jacobins, 29600 Morlaix. Tél. : 02-98-88-68-88.

NANTES : GASTON CHAISSAC

Une rétrospective - il n'y en a pas eu depuis longtemps - du peintre du bocage (vendéen). Elle réunit quelques deux cents œuvres, peintures, collages, totems, dessins et travaux épiques, ceux-ci étant parfois indissociables de ceux-là. De quoi se régaler. Du 12 juin au 27 septembre Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000 Nantes. Tél. : 02-40-41-65-65.

NICE : ROBERT INDIANA

Indiana, du « rêve américain » au désenchantement, en une solennité de compositions hiéroglyphiques des années pop et d'aujourd'hui. Du 27 juin au 22 novembre Musée d'art moderne et contemporain de la Ville de Nice, promenade des Arts, 06300 Nice. Tél. : 04-93-62-61-62.

PARIS : CHASSEURS ET GUERRIERS

La chasse et la guerre, deux activités vieilles comme l'homme. Que l'Afrique a pratiquées comme le reste de l'humanité. L'exposition du musée Dapper présente quelques armes étranges et des effigies de commandants chevauchant leur monture. Parmi celles-ci deux ou trois chefs-d'œuvre absolus - ces très belles terres cuites de Djenné, qui à elles seules méritent la visite. Jusqu'au 30 septembre Musée Dapper, 50, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris. Tél. : 01-45-00-01-50.

PERPIGNAN : VISA POUR L'IMAGE

C'est le dixième anniversaire de ce rendez-vous mondial du photojournalisme, autant pour son programme (vingt-trois expositions, six soirées-projections), que son marché (photographes agences, journaux, laboratoires). A l'honneur, David Douglas Duncan, Stanley Green, Chris Morris, les 150 ans d'Associated Press, Marie-Paule Nègre, les 50 ans de Paris Match. Et un hommage à Pierre Boulat (Life), disparu en janvier. Expositions du 29 août au 13 septembre, soirées du 31 août au 5 septembre Hôtel Paris, 18, rue Emile-Zola, 66000 Perpignan. Tél. : 04-68-66-18-00.

QUIMPER : NOËL DOLLA

Niçois, ancien de Supports-Surfaces, Noël Dolla continue d'explorer les territoires de la peinture sous toutes ses formes, et même hors cadre du tableau, avec un goût particulier pour la confrontation d'images et de plages abstraites. Du 3 juillet au 27 septembre Le Quartier, Centre d'art contemporain, 10, parc du 13^e R. L., 29100 Quimper. Tél. : 02-98-55-55-77.

MEYMAC : ALBERT IRVIN

Influencé par la tendance figurative de l'époque certains nomment « l'école de Londres », avec Bacon et Freud en tête, l'abstraction britannique des années 50 est trop mal connue. Raison de plus de se réjouir de l'exposition de Irvin, né en 1922, membre du London Group de 1951 à 1960, et qui développe depuis une peinture expressive et subtile. Du 11 juillet au 18 octobre Abbaye Saint-André, Centre d'art contemporain, 19250 Meymac. Tél. : 05-55-95-23-30.

MONTBÉLIARD : DOMINIQUE ANGEL

Les grandes sculptures récentes sont à Belfort, une installation que l'artiste...

présente des œuvres des années 60 et 70, on plonge dans des miroirs. Du 17 juin au 13 septembre Musée d'art contemporain, 81, rue internationale, quai Charles-de-Gaulle, 69006 Lyon. Tél. : 04-72-69-17-05.

MARSEILLE : RICHARD BAQUIÉ

Après Bordeaux, sa ville natale rend hommage à Richard Baquié (1952-1996), un art du recyclage poétique de portières de voiture, de carlingues d'avion, de ventilateurs à pales, et de moteurs pour faire du gyvre. Jusqu'au 27 septembre MAMC, Galeries contemporaines des musées de Marseille, 69, rue d'Alsace, 13005 Marseille. Tél. : 04-91-25-01-07.

MORLAIX : FÉLIX VALLOTTON

On connaît mal Vallotton paysagiste. Le Musée de Morlaix nous le fait découvrir en une trentaine de peintures réalisées entre 1895 et 1922, sur les bords de la Manche, à Honfleur ou dans la baie de Morlaix. Du 27 juin au 1er novembre Musée des beaux-arts, place des Jacobins, 29600 Morlaix. Tél. : 02-98-88-68-88.

NANTES : GASTON CHAISSAC

Une rétrospective - il n'y en a pas eu depuis longtemps - du peintre du bocage (vendéen). Elle réunit quelques deux cents œuvres, peintures, collages, totems, dessins et travaux épiques, ceux-ci étant parfois indissociables de ceux-là. De quoi se régaler. Du 12 juin au 27 septembre Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000 Nantes. Tél. : 02-40-41-65-65.

NICE : ROBERT INDIANA

Indiana, du « rêve américain » au désenchantement, en une solennité de compositions hiéroglyphiques des années pop et d'aujourd'hui. Du 27 juin au 22 novembre Musée d'art moderne et contemporain de la Ville de Nice, promenade des Arts, 06300 Nice. Tél. : 04-93-62-61-62.

PARIS : CHASSEURS ET GUERRIERS

La chasse et la guerre, deux activités vieilles comme l'homme. Que l'Afrique a pratiquées comme le reste de l'humanité. L'exposition du musée Dapper présente quelques armes étranges et des effigies de commandants chevauchant leur monture. Parmi celles-ci deux ou trois chefs-d'œuvre absolus - ces très belles terres cuites de Djenné, qui à elles seules méritent la visite. Jusqu'au 30 septembre Musée Dapper, 50, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris. Tél. : 01-45-00-01-50.

PERPIGNAN : VISA POUR L'IMAGE

C'est le dixième anniversaire de ce rendez-vous mondial du photojournalisme, autant pour son programme (vingt-trois expositions, six soirées-projections), que son marché (photographes agences, journaux, laboratoires). A l'honneur, David Douglas Duncan, Stanley Green, Chris Morris, les 150 ans d'Associated Press, Marie-Paule Nègre, les 50 ans de Paris Match. Et un hommage à Pierre Boulat (Life), disparu en janvier. Expositions du 29 août au 13 septembre, soirées du 31 août au 5 septembre Hôtel Paris, 18, rue Emile-Zola, 66000 Perpignan. Tél. : 04-68-66-18-00.

QUIMPER : NOËL DOLLA

Niçois, ancien de Supports-Surfaces, Noël Dolla continue d'explorer les territoires de la peinture sous toutes ses formes, et même hors cadre du tableau, avec un goût particulier pour la confrontation d'images et de plages abstraites. Du 3 juillet au 27 septembre Le Quartier, Centre d'art contemporain, 10, parc du 13^e R. L., 29100 Quimper. Tél. : 02-98-55-55-77.

MEYMAC : ALBERT IRVIN

Influencé par la tendance figurative de l'époque certains nomment « l'école de Londres », avec Bacon et Freud en tête, l'abstraction britannique des années 50 est trop mal connue. Raison de plus de se réjouir de l'exposition de Irvin, né en 1922, membre du London Group de 1951 à 1960, et qui développe depuis une peinture expressive et subtile. Du 11 juillet au 18 octobre Abbaye Saint-André, Centre d'art contemporain, 19250 Meymac. Tél. : 05-55-95-23-30.

MONTBÉLIARD : DOMINIQUE ANGEL

Les grandes sculptures récentes sont à Belfort, une installation que l'artiste...



GRENOBLE : LEON POLK SMITH

Les 34 collages exposés sont un cadeau de Leon Polk Smith au Musée de Grenoble à l'occasion de la rétrospective de 1989. Ils retracent les grandes périodes de l'artiste américain entre 1954 et 1986. Du 20 juin au 21 septembre Musée de Grenoble, 5, place de Lavalette, 38010 Grenoble Cedex 01. Tél. : 04-76-63-44-44.

LECTURE : L'ÉTÉ PHOTOGRAPHIQUE

Six expositions dans la cité gersoise dont le travail de Jean-François Joly sur les « portraits de la ville » et une commande autour des paysages de la région, « Gens d'Avézant et d'alentour »...

LODÈVE : ALBERT MARQUET

Rétrospective en 90 tableaux d'un des fondateurs du mouvement qui fit scandale au Salon d'Automne de 1905 et entra dans l'histoire de l'art sous le nom de Fauves. Marquet fut un fauve gentil, timide, myope et bonhomme, mais grand voyageur : de Dresde à Tanger, d'Algérie en Saïde, peu de paysages lui ont échappé. Du 27 juin au 1^{er} novembre Musée Fleury, square Georges-Auric, 34700 Lodève. Tél. : 04-67-88-85-10.

LYON : ROBERT IRVIN, ROBERT MORRIS

Avec le « site spécifique » que le Californien Robert Irvin a réalisé récemment pour le Musée d'art contemporain de Lyon, il s'agit d'une histoire de lumière captée et filtrée. Tandis qu'avec Robert Morris, dont le musée...

MONTBÉLIARD : DOMINIQUE ANGEL

Les grandes sculptures récentes sont à Belfort, une installation que l'artiste...

Sélection réalisée par

- Harry Bellet (arts plastiques)
Stéphane Davet (rock)
Dominique Fréard (danse)
Michel Guerrin (photographie)
Alain Lompech (musique classique)
Véronique Mortaigne (chanson et musique du monde)
Jean-Louis Parrier et Brigitte Salino (théâtre)
Sylvain Sicler (jazz)

Illustrations : Philippe Lagaurière

considère comme une « composition d'atelier », ainsi que ses photographies de sculptures impossibles sont à Montbéliard, au Centre d'art et de plaisanterie et au Centre régional d'art contemporain.

Du 6 juin au 30 août. Tour 46, rue de l'Archevêque 90000 Belfort. Tél. : 03-84-54-25-51. Centre régional d'art contemporain, 19, avenue des Allés 25200 Montbéliard. Tél. : 03-81-94-43-58.

Du 6 juin au 31 juillet. Centre d'art et de plaisanterie. Hôtel de Sponeck 25200 Montbéliard. Tél. : 03-81-91-37-11.

MORLAIX : FÉLIX VALLOTTON

On connaît mal Vallotton paysagiste. Le Musée de Morlaix nous le fait découvrir en une trentaine de peintures réalisées entre 1895 et 1922, sur les bords de la Manche, à Honfleur ou dans la baie de Morlaix. Du 27 juin au 1er novembre Musée des beaux-arts, place des Jacobins, 29600 Morlaix. Tél. : 02-98-88-68-88.

NANTES : GASTON CHAISSAC

Une rétrospective - il n'y en a pas eu depuis longtemps - du peintre du bocage (vendéen). Elle réunit quelques deux cents œuvres, peintures, collages, totems, dessins et travaux épiques, ceux-ci étant parfois indissociables de ceux-là. De quoi se régaler. Du 12 juin au 27 septembre Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000 Nantes. Tél. : 02-40-41-65-65.

NICE : ROBERT INDIANA

Indiana, du « rêve américain » au désenchantement, en une solennité de compositions hiéroglyphiques des années pop et d'aujourd'hui. Du 27 juin au 22 novembre Musée d'art moderne et contemporain de la Ville de Nice, promenade des Arts, 06300 Nice. Tél. : 04-93-62-61-62.

PARIS : CHASSEURS ET GUERRIERS

La chasse et la guerre, deux activités vieilles comme l'homme. Que l'Afrique a pratiquées comme le reste de l'humanité. L'exposition du musée Dapper présente quelques armes étranges et des effigies de commandants chevauchant leur monture. Parmi celles-ci deux ou trois chefs-d'œuvre absolus - ces très belles terres cuites de Djenné, qui à elles seules méritent la visite. Jusqu'au 30 septembre Musée Dapper, 50, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris. Tél. : 01-45-00-01-50.

PERPIGNAN : VISA POUR L'IMAGE

C'est le dixième anniversaire de ce rendez-vous mondial du photojournalisme, autant pour son programme (vingt-trois expositions, six soirées-projections), que son marché (photographes agences, journaux, laboratoires). A l'honneur, David Douglas Duncan, Stanley Green, Chris Morris, les 150 ans d'Associated Press, Marie-Paule Nègre, les 50 ans de Paris Match. Et un hommage à Pierre Boulat (Life), disparu en janvier. Expositions du 29 août au 13 septembre, soirées du 31 août au 5 septembre Hôtel Paris, 18, rue Emile-Zola, 66000 Perpignan. Tél. : 04-68-66-18-00.

QUIMPER : NOËL DOLLA

Niçois, ancien de Supports-Surfaces, Noël Dolla continue d'explorer les territoires de la peinture sous toutes ses formes, et même hors cadre du tableau, avec un goût particulier pour la confrontation d'images et de plages abstraites. Du 3 juillet au 27 septembre Le Quartier, Centre d'art contemporain, 10, parc du 13^e R. L., 29100 Quimper. Tél. : 02-98-55-55-77.

MEYMAC : ALBERT IRVIN

Influencé par la tendance figurative de l'époque certains nomment « l'école de Londres », avec Bacon et Freud en tête, l'abstraction britannique des années 50 est trop mal connue. Raison de plus de se réjouir de l'exposition de Irvin, né en 1922, membre du London Group de 1951 à 1960, et qui développe depuis une peinture expressive et subtile. Du 11 juillet au 18 octobre Abbaye Saint-André, Centre d'art contemporain, 19250 Meymac. Tél. : 05-55-95-23-30.

MONTBÉLIARD : DOMINIQUE ANGEL

Les grandes sculptures récentes sont à Belfort, une installation que l'artiste...

REIMS : RAINER OLDENDORF

Né en Allemagne en 1961, Oldendorf vit et travaille en France depuis 1991. L'exposition mêle des travaux récents, et d'autres qui le sont moins, qui empruntent à différentes techniques, de la photographie au cinéma en passant par les affiches, pour construire une vaste enquête sur l'autobiographie et la mémoire. Du 18 juin au 31 août FRAC Champagne-Ardenne, 1, place Musée, 51100 Reims. Tél. : 03-26-05-78-32.

LES SABLES-D'OLONNE : JACQUES MONROY

Une trentaine de peintures de grands formats pour vous immerger dans les bleus glacés ou électriques que l'artiste affectionne depuis l'époque de la figuration narrative. Elles ont été prises dans des séries peu connues réalisées au cours de ces dix dernières années. Du 18 juin au 20 septembre Musée de l'Abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun, 85100 Les Sables-d'Olonne. Tél. : 02-51-32-01-16.

SAINT-ÉTIENNE : BERNAR VENET

Arcs, obliques et lignes indéterminées en une bonne vingtaine de pièces en acier lourd, des reliefs, des dessins : un hommage fidèle du musée stéphanois qui, depuis son acquisition du Fos de charbon de 1963, a engrangé nombre d'œuvres de Venet. Du 21 juin au 6 septembre Musée d'art moderne, le Ferrassat, 42000 Saint-Étienne. Tél. : 04-77-79-52-52.

SAINT-SAVIN : LA PEINTURE COPTE EN ÉGYPTE

Mondialement célèbre par les fresques romanes de son église, Saint-Savin accueille une exposition sur le monde des monastères coptes, organisée par Mme Rassart-Debergh, archéologue, qui a fait reconstituer pour l'occasion un oratoire et son vestibule, avec son décor peint, et présente, à travers des objets et des photographies des campagnes de fouilles, la vie des premiers chrétiens d'Égypte. Du 30 mai au 31 octobre Centre international d'art mural, Abbaye de Saint-Savin, 86310 Saint-Savin. Tél. : 05-49-48-66-22.

STRASBOURG : TRÉSORS D'ITALIE DU SUD

Des petits bronzes, des terres cuites, des céramiques, des parures précieuses et des objets de la vie quotidienne évoquent la civilisation gréco-italique qui s'est développée dans le sud de l'Italie du VIIIe au IIIe siècle avant J.-C. Les œuvres proviennent de fouilles récemment effectuées. Du 18 juin au 15 novembre Galerie de l'Antienne Douane, 7, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000 Strasbourg. Tél. : 03-68-52-50-00.

TANLAY : LE CHAMP DES ILLUSIONS

François Loriot/Chantal Melia, Tjeerd Alkema, Bernard Volta et Markus Raetz ont été choisis par le nouveau directeur du Centre d'art de Tanlay, Jacques Py, pour donner un aperçu du traitement de la troisième dimension aujourd'hui. Jusqu'au 4 octobre Centre d'art du château, 69430 Tanlay. Tél. : 03-86-75-76-33.

VILLEURBANNE : BASSERODE

Niçois, ancien de Supports-Surfaces, Noël Dolla continue d'explorer les territoires de la peinture sous toutes ses formes, et même hors cadre du tableau, avec un goût particulier pour la confrontation d'images et de plages abstraites. Du 3 juillet au 27 septembre Le Quartier, Centre d'art contemporain, 10, parc du 13^e R. L., 29100 Quimper. Tél. : 02-98-55-55-77.

Logo 'm' in a circle, 'cité de la musique', 'été 98', 'musée de la musique, concerts en plein air', 'orchestres de jeunes, opéra sur grand écran', 'demandez le programme', '144 84 44 84', 'ou 3615 cite-musique', 'ou www.cite-musique.fr'

Pabst

sraël!

L'accord de Nouméa fait des envieux en Polynésie

L'ACCORD de Nouméa résonne sur toutes les terres d'outre-mer. Le président de la République, qui cultive de longue date une relation étroite avec les peuples de l'ancien empire colonial, a été le premier à dire qu'il avait « compris ».

Lors de la présentation en conseil des ministres, mercredi 27 mai, du projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie, Jacques Chirac a jugé « nécessaire et légitime, dans les temps qui viennent, d'étudier pour la Polynésie une situation statutaire analogue à celle de la Nouvelle-Calédonie ». Sans plus tarder, le chef de l'Etat devait d'ailleurs recevoir, vendredi 29 mai, son vieil ami Gaston Flosse, ancien député (RPR) et actuel président du gouvernement de Polynésie française, lequel ne cesse de réclamer toujours plus d'autonomie pour ce lointain territoire du Pacifique et, d'abord, pour lui-même.

A la différence des autres territoires d'outre-mer, la Polynésie dispose déjà de son hymne et de son drapeau. Elle bénéficie surtout d'une très large autonomie. Son dernier statut date d'avril 1996. Il avait été préparé, en un temps record, par le gouvernement d'Alain Juppé, quelques mois seulement après l'élection de M. Chirac à la présidence de la République, et il avait fallu beaucoup d'écharnement à Pierre Mazeaud,

alors président (RPR) de la commission des lois de l'Assemblée nationale et aujourd'hui membre du Conseil constitutionnel, pour que, avec l'aide de quelques députés d'outre-mer « légitimistes », certaines des ambitions de M. Flosse puissent être limitées.

Le président du gouvernement territorial souhaitait ainsi, à l'époque, pouvoir se libérer du contrôle a posteriori du tribunal administratif de Papeete, constituer son propre Conseil supérieur de l'audiovisuel, voire négocier des accords internationaux dans la région du Pacifique. In fine, le Conseil constitutionnel avait encore censuré partiellement le statut de la Polynésie tel qu'il avait été voté par le Parlement.

PAS DE CONTRE-POUVOIR

La logique de Gaston Flosse est d'une cohérence absolue: sa revendication autonomiste vise à contenir la poussée du mouvement indépendantiste animé par Oscar Temaru, maire de Faaa, la commune la plus peuplée du territoire, et leader du Tavini Huiraatira - le « serviteur du peuple ». Le président du gouvernement de Polynésie a su aussi habilement jouer de la double émotion suscitée par la reprise des essais nucléaires français dans le Pacifique, décidée en juin 1995 par M. Chirac, puis par l'arrêt définitif des tirs, en obtenant le versement par

l'Etat d'une dotation exceptionnelle de près de 1 milliard de francs par an pendant dix ans, destinée à compenser les flux financiers engendrés par le Centre d'expérimentations du Pacifique. Mais M. Flosse et sa majorité de droite ont surtout le souci de contrôler tout ce qui peut produire de l'argent, de l'exploration de l'immense domaine maritime à l'exploitation des casinos, en passant par les dessertes aériennes et les télécommunications.

Contrairement à la Nouvelle-Calédonie, où le découpage en trois provinces permet aux indépendantistes de gérer le nord de la Grande-Terre et les îles Loyauté et de contrebalancer ainsi le Congrès du territoire, dominé par les amis du député (RPR) Jacques Lafleur, nul contre-pouvoir n'existe en Polynésie. Soucieux d'établir un meilleur équilibre entre les collectivités et d'assurer une plus grande transparence dans l'utilisation des fonds publics, le gouvernement de M. Jospin vient d'ailleurs de présenter un projet de loi destiné à renforcer les moyens des 48 communes du territoire par rapport au gouvernement local.

Aussi est-il quelque peu paradoxal, dans ce contexte, que le chef de l'Etat, garant de l'intégrité du territoire, soit le premier à se saisir de l'accord de Nouméa pour accroître encore les pouvoirs de l'Assemblée et du gouvernement de la Polynésie française.

L'accord du 21 avril conclu par l'Etat, le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) et le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), est le fruit d'une longue négociation entre les représentants politiques des deux principales communautés de Nouvelle-Calédonie. Ce n'est pas un cadeau inattendu personnel. Il est aussi le prolongement des accords de Matignon de 1988, lesquels avaient eux-mêmes mis fin à des années d'affrontements violents, dont le dernier en date fut, en mai 1988, sous le gouvernement de M. Chirac, le massacre d'Ouvéa.

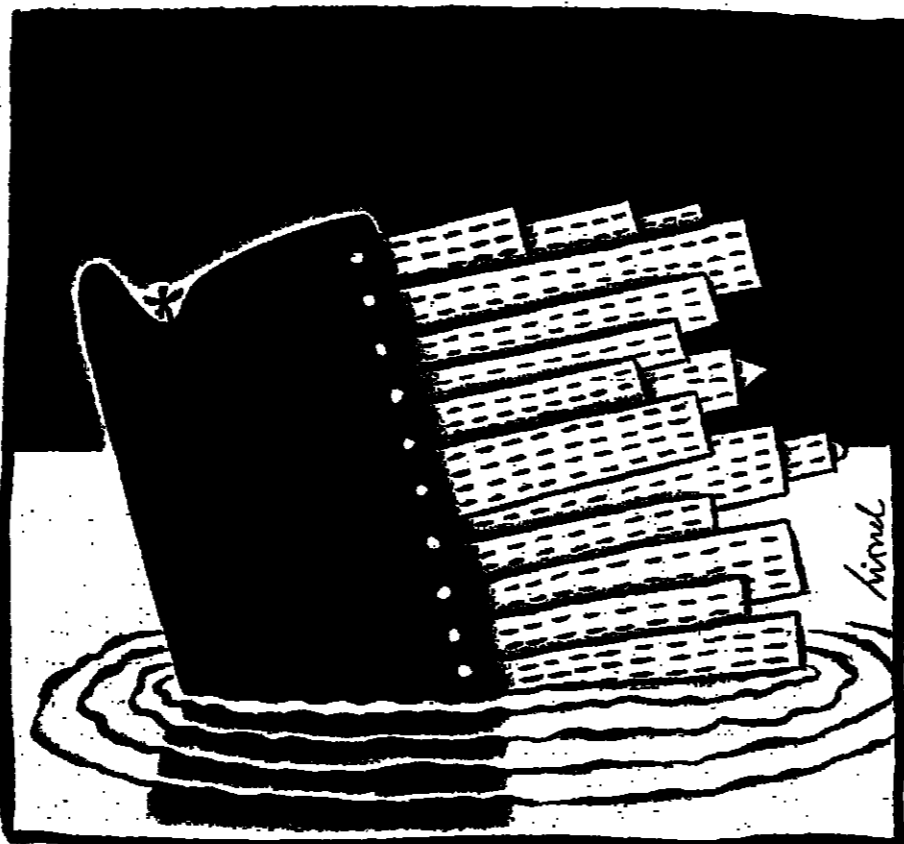
INTÉRÊT ET INQUIÉTUDE

L'accord de Nouméa, c'est vrai, suscite beaucoup d'intérêt outre-mer. Il incite le Parti progressiste martiniquais (PPM), le parti d'Alain Césaire, à revendiquer de « nouvelles libertés » dans les domaines de l'éducation, de la fiscalité, de la coopération interrégionale. Il permet à la gauche guadeloupéenne de réclamer une « évolution statutaire ». Il conforte les indépendantistes de Guyane, lesquels s'étaient rendu l'été dernier en Nouvelle-Calédonie, à l'invitation du FLNKS. Il inquiète aussi parfois, comme en témoigne le séjour actuel en métropole des chefs coutumiers de Wallis-et-Futuna - ceux-ci redoutent notamment que la communauté wallisienne fasse les frais de la priorité à l'emploi accordée aux Néo-Calédoniens.

Mais, en aucun cas, le processus de décolonisation engagé en Nouvelle-Calédonie par les gouvernements de Michel Rocard puis de Lionel Jospin ne peut servir de modèle pour renforcer le caractère de république bananière que présente, déjà, par bien des aspects, la Polynésie française.

Jean-Louis Saux

Naufrage par Lionel Portier



Le négationnisme fait recette au Japon

Suite de la première page

Les deux questions sont liées par la présence, parmi les juges du Tribunal de Tokyo, de l'indien Radhabind Pal, l'autre « héros » du film. Pal fut le seul à se dissocier du jugement en déclarant que les accusés, dont Tojo, n'étaient pas coupables, et en retournant les arguments de l'accusation contre les vainqueurs qui, à ses yeux, se seraient livrés, eux aussi, à des « crimes indiscriminés » contre des civils avec les bombardements atomiques sur Hiroshima et Nagasaki.

RECTIFICATIFS

TOULON

Contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos éditions du 15 mai à l'occasion du conflit pour la présidence de l'Association des présidents de conseils régionaux, la ville de Toulon n'est plus membre de l'Association des maires de grandes villes.

MIDI LIBRE

Alain Flombar, rédacteur en chef de *Midi Libre*, nous demande de préciser que, s'il est exact qu'il y a eu des discussions au sein de la rédaction du quotidien, après l'élection de Jacques Blanc avec les voix du Front national (*Le Monde* du 16 mai), il réfute les termes de « crise » et de « frac-

dempeur, à l'imperialisme blanc). Beaucoup de nationalistes (japonais, chinois ou philippins) se sentent trahis par un Japon qu'ils avaient considéré comme le modèle de résistance au joug occidental.

Plus que son action « libératrice », c'est l'oppression à laquelle il se livra qui reste dans les mémoires des peuples de la région. L'attitude du juge Pal est révélatrice du sentiment de dette de certains à l'égard de Tokyo.

PROCÈS MANICHÉEN

Non sans froier parfois la caricature, le film joue surtout sur le caractère inique du Tribunal de Tokyo. En cela, il n'innove guère: les historiens, américains entre autres, ont montré que celui-ci fut animé d'une volonté manichéenne de punir. Le modèle qui obnubilait les accusateurs était l'Allemagne nazie. Peu importait que, dans le cas japonais, les responsabilités fussent plus difficiles à établir et qu'en dépit d'incalculables atrocités (du sac de Nankin à celui de Manille en passant par les « femmes de réconfort » contraintes à se prosti-

tuer pour la soldatesque nipponne) il n'y ait pas en de génocide planifié. Les Alliés identifièrent vingt-huit coupables, civils et militaires, objets de 55 chefs d'accusation qui mêlent « guerre d'agression », « crimes de guerre » et « crimes contre l'humanité ».

SPHINX DE GUIZEH

La restauration du Sphinx de Guizeh aura coûté 20 millions de francs et non 20 000 millions, comme nous l'avons écrit par erreur dans nos éditions du 27 mai. Précisons d'autre part que c'est en 1858 qu'Auguste Mariette a été nommé directeur des Antiquités égyptiennes.

tu. Une grande absence planera surtout sur le procès: celle de l'empereur Hirohito au nom duquel avait été menée la guerre. Prisonnière d'une vision culturaliste et simpliste du Japon, l'Amérique avait fait le choix politique (contre l'avis de la Chine, de l'URSS et du Commonwealth) d'épargner le monarque sans lequel, pensait-on à Washington, la société s'effondrerait. Les accusés jouèrent le jeu, à commencer par Tojo (au prix d'une crise de conscience qui prend dans le film une allure de « tempête sous un crâne ») pour laver Hirohito de toute responsabilité.

Si l'empereur avait été jugé, ou contraint à abdiquer, la question de la responsabilité politique et morale du Japon n'aurait pas été aussi aisément escamotée. En épargnant l'empereur, Washington faussa le procès (comme le souligne le juge français Henri Bernard qui siègeait au Tribunal de Tokyo) et contribua à détourner les Japonais d'un examen critique de l'origine de la guerre.

Les films révisionnistes nippons

ne sont pas une nouveauté mais celle de réhabilitation de Tojo est une première. Figure emblématique du militarisme pour les vainqueurs, Tojo, surnommé « le Rasoir » pour sa rigidité, ne peut être comparé à Hitler ou à Mussolini dont il n'eut ni le pouvoir ni l'aura démentielle. Il ne fut jamais, en outre, respecté par la droite nationaliste.

CLIMAT RÉVISIONNISTE

Son sort sert dans le film de prétexte à une mise en cause du procès de Tokyo cinquante ans après le jugement (novembre 1948). Qu'un film glorifiant Tojo, impensable il y a dix ans (le procès de Tokyo, en revanche, avait fait l'objet en 1983 d'un documentaire de quatre heures, *Tokyo Saiban*, de Masaki Kobayashi), soit réalisé par un metteur en scène connu, Shunya Ito, et avec, dans le rôle principal, un acteur populaire, Masahiko Tsugawa (qui joua dans les films du cinéaste Junzo Itami), est révélateur du climat révisionniste qui tend à gagner du terrain. Ses tenants, au Japon, ne manquent pas de moyens.

La crise du cinéma, la quête de l'audience par le sensationnalisme du sujet ou une nouvelle demande d'histoire sous forme biographique ne sont que des éléments d'explication de la production d'un tel film. L'essentiel de son coût (1,5 milliard de yens) est financé par une maison de production, Tokyo Eizo Seisaku, liée au mouvement qui dénonce la « vision masochiste de l'histoire » que véhiculeraient les manuels scolaires et qui conteste l'ampleur du problème des « femmes de réconfort ».

Le négationnisme fait donc recette au Japon. D'analyses qui feraient contrepoint sans sacrifier la complexité historique et l'ambivalence des actions humaines, pour l'instant, nulle trace.

Philippe Pons

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75202 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Un nouveau monde

L'HEURE n'est plus à « déplorer », à « condamner », à se dire « profondément déçu » ou « inquiet » devant la brusque poussée de l'heure nucléaire qui vient de saisir l'Asie du Sud. Ces émois sont superflus. Ils appartiennent à un XX^e siècle de facto enterré. L'heure est à en tirer les conséquences. Tout de suite.

La planète compte désormais, avec la Chine, l'Inde et le Pakistan, trois puissances nucléaires avouées, à la fois limitrophes et hostiles ou méfiantes entre elles. Ce n'est qu'un début. Qu'on le veuille ou non, ce ne sont plus cinq « vétérans » de l'atome présumés raisonnables qui, d'ici quelques années, dicteront l'ordre mondial. Dix, douze ou quinze gouvernements seront plus ou moins aptes à déclencher la glaciation nucléaire définitive. Pour ne rien dire d'éventuels fous de l'atome, mafieux ou terroristes, encore moins dénombrables au plan international.

Conséquence numéro un: il faut immédiatement proclamer l'échec des efforts de désarmement des trente dernières années. Leur dernier rejeton, le traité d'interdiction complète des essais nucléaires, est quasi mort-né. Inutile, donc, de se raccrocher à ces bouées confectionnées sur des bases périmées, d'y apposer des rustines. Demain, tel ou tel Etat, démocratique ou non, agressé ou croyant l'être, conquérant ou simplement soucieux de garantir sa sécurité, peut s'estimer fondé à s'équiper de la bombe.

Bienvenue, donc - pour le pire

autant que pour le meilleur -, dans le XXI^e siècle! Reste à en définir, si possible, un code de conduite. La notion même de « club nucléaire » est à proscrire, absolument. C'est cette notion qui a donné naissance aux bombes indienne et pakistanaise. La Chine a beau se dédouaner aujourd'hui, c'est elle, avant tout autre, qui a fourni l'arme à Islamabad. Ce faisant, elle a violé les règles du club (et pas seulement au Pakistan). Il est trop tard pour s'en étonner. Il ne faut pas pour tenter d'imaginer des solutions afin de se prémunir d'une répétition de cette aventure.

C'est possible à la seule condition - conséquence numéro deux - de cesser de se bercer d'illusions. La plus dangereuse: qu'un monde « multipolaire » - l'expression est à la mode - se soit intrinsèquement moins dangereux que le bipolaire d'antan ou le quasi-monopolaire qu'on a pu redouter. Le monde sera ce qu'en feront des gouvernements responsables qu'il faut souhaiter révoquables par les populations qu'ils commandent: même fières de la détenir, les peuples ne veulent pas utiliser la bombe.

La nostalgie pour un « âge d'or » de la dissuasion ne peut être d'une quelconque utilité désarmement. Ce qu'il faut, c'est, tout spécialement de la part des pays qui ont garanti avec succès son application dans la seconde moitié du XX^e siècle, une volonté politique d'imaginer un nouveau *modus vivendi* international. Ce qu'il faut, c'est prendre acte d'une réalité nouvelle et, impérieusement, l'affronter avec lucidité.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directeur, directeur de la publication: Jean-Marc Colombani
Directeur: Jean-Marc Colombani; Dominique Adery, directeur général;
Ned-Jean Bergerson, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction: Eddy Méral
Directeurs adjoints de la rédaction: Jean-Yves Lissouan, Robert Sald
Rédacteurs en chef: Jean-Paul Besset, Pierre Georges,
Laurent Gribelin, Erik Isakovitz, Michel Kojman, Bernard Le Gendre
Directeur artistique: Dominique Rapin
Rédacteur en chef technique: Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction: Alain Fourmann
Médiateur: Thomas Perceval
Directeur éditorial: Eric Pflouffe; directeur délégué: Anne Chassebourg
Conseiller de la direction: Alain Klotz; directeur des relations internationales: Daniel Verzet
Conseil de surveillance: Alain Minc, président; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs: Hubert Bonne-Méry (1944-1949), Jacques Tournier (1949-1952),
André Laurens (1952-1953), André Fontaine (1953-1991), Jacques Lesourou (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Dunet de la société: coté sur à compter du 10 décembre 1994.
Capital social: 90 000 F. Actionnaires: Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Association Hubert Bonne-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entrepreneurs, Le Monde Investisseurs.
Le Monde Presse, Més Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Autobusomanie

LUNDI prochain, le métro mettra en service une nouvelle ligne d'autobus. Pareille proposition, énoncée il y a dix ans, eût valu à son auteur commiseration étonnée. Aujourd'hui, c'est la simple étape de notre redressement.

Le retour des autobus est certainement l'un des événements que les Parisiens apprécient le plus. Phitôt que de prendre le métro qui, en dix minutes et sans changement, les mènerait à 200 mètres de chez eux, ils préfèrent attendre trois quarts d'heure que passe un autobus enfin incomplet: qu'il y ait de la place pour leur place par une de ces priorités devant lesquelles on est assés de s'incliner lorsqu'elles sont féminines et maternelles, mais qui, masculines, agacent un tantinet.

L'autobusomanie gagne de plus en plus les diverses classes de la société. Il n'est que de voir quels atoutements prodigieux se for-

ment, dès 6 heures du soir. « J'en laisse passer deux et puis je prends le métro », disait hier non loin de moi cette jeune femme très new-look; elle en attendit au moins douze, ce qui est une manière d'indiquer qu'on n'échappe pas toujours soi-même aux petits travers que l'on critique.

Tout aussi inexpugnable qu'il soit, l'autobus n'est pas sans présenter de sérieux avantages: on peut en attendant prendre l'air, contempler charmantes silhouettes et plaisantes vitrines. Et puis il fournit, à tous les regards, la plus incontestable excuse. Que dire au brave homme hâlé qui se présente chez vous, à l'heure où tout le monde s'en va, bredouillant: « Désolé, j'avais voulu prendre l'autobus »?

André Fontaine
(30-31 mai 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique: 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM: renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde: renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe: GO LEMONDE

Adresse Internet: http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province: 08-36-68-03-78

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 30 MAI 1998

TRANSPORTS Les négociations entre les pilotes d'Air France et la direction ont échoué, jeudi 28 mai. Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), majoritaire parmi les 3 200 pi-

lots de la compagnie, a déposé un préavis de grève de quinze jours renouvelable à compter du 1^{er} juin. La direction a annulé entre 75 % et 90 % de ses vols entre le 1^{er} et le 4 juin.

● TROIS autres organisations syndicales minoritaires (SPAF, SNPAC et SNPL Air Inter) ont appelé à cesser le travail. ● LE CONFLIT porte sur les salaires. La direction veut réduire de

500 millions de francs le coût salarial annuel des pilotes et propose une distribution d'actions en échange d'une baisse de 15 % de la masse salariale. ● UNE NEGOCIATION pourrait s'ouvrir

autour d'une limitation dans le temps de cet échange. ● LA SNCF pourrait également être perturbée par des grèves pendant le Mondial, malgré les consignes des responsables syndicaux.

Air France est paralysée mais le dialogue avec les pilotes pourrait reprendre

Un préavis de grève est déposé à compter du 1^{er} juin. La direction annule ses vols de lundi à jeudi. Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) évoque une limitation dans le temps de l'échange salaires-actions que propose la direction

A MOINS d'un retournement de dernière minute que personne n'attend, les avions d'Air France seront cloués au sol lundi 1^{er} juin. Les syndicats de pilotes de la compagnie publique qui ont appelé à la grève sont sortis, jeudi 28 mai au soir, d'une réunion de conciliation avec la direction - obligatoire dans le cas d'un dépôt de préavis de grève - en dénonçant « l'absence d'avancée de la direction ». Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), majoritaire parmi les 3 200 pilotes d'Air France, a déposé un préavis de grève de quinze jours renouvelable à compter du 1^{er} juin. Son président, Jean-Charles Corbet, a expliqué : « On arrête de perdre du temps à discuter avec la direction et on prépare le conflit. »

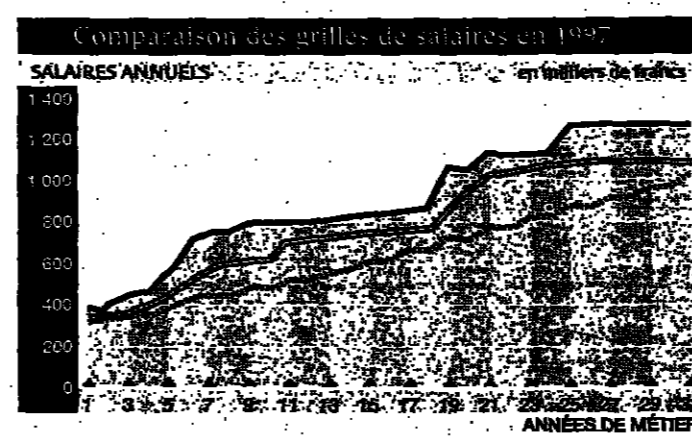
Trois autres organisations syndicales minoritaires (SPAF, SNPAC et SNPL Air Inter) ont appelé à cesser le travail entre le 1^{er} et le 4 juin et ont annoncé leur intention de déposer « jour après jour un nouveau préavis ». La direction d'Air France a regretté le « refus de négocier » du SNPL et a annoncé jeudi

son intention d'amener de 75 % à 90 % de ses vols du 1^{er} au 4 juin. Le SNPL refuse de négocier avec la direction tant que celle-ci n'est pas revenue sur sa volonté d'abaisser de 500 millions de francs le coût annuel des pilotes. Jean-Cyril Spinetta, le président d'Air France, considère que cet effort, qui s'inscrit dans le cadre d'un plan d'économies plus larges de 3 milliards de francs par an d'ici trois ans, considère que cet objectif est inamovible : si Air France veut profiter de la croissance du transport aérien sans mettre en péril le redressement de ses comptes, il lui faut financer l'accroissement nécessaire de la flotte par des économies sur les coûts. Un surcroît d'endettement est interdit.

● **OUVERTURE**
M. Spinetta a annoncé que la compagnie investirait 40 milliards de francs en cinq ans, essentiellement pour acheter 70 nouveaux avions. Les pilotes considèrent que cette politique de rigueur n'est pas nécessaire, ils soulignent qu'Air France a gagné, sur l'exercice clos

au 31 mars 1998, 1,87 milliard de francs. Le ministre des transports, Jean-Claude Gaysso, a déclaré jeudi 28 mai, après avoir la veille et l'avant-veille reçu l'ensemble des syndicats d'Air France, que « la lettre de mission du président Spinetta cosignée par Dominique Strauss-Kahn et [lui-même] a fixé à Air France un objectif de rattrapage de l'écart de compétitivité avec ses principaux concurrents ». Il a assuré M. Spinetta de son soutien et a ajouté : « Pour atteindre les objectifs fixés à propos du personnel navigant technique, je retire de mes entretiens les convictions suivantes : cela ne passe pas que par les efforts sur les salaires, cela doit se réaliser dans le temps, cela peut se faire par la mise en place d'une nouvelle grille unique et non d'une double échelle des salaires. » Réagissant à ces propos, le SNPL a parlé d'« ouverture » de la part du ministre.

M. Gaysso reprendrait pourtant ainsi une par une les propositions faites par M. Spinetta (Le Monde du 16 mai). Le président de la compagnie propose aux pilotes deux voies pour arriver aux écono-



« L'écart entre les pilotes des compagnies européennes et américaines est de plus en plus important »

mies souhaitées. La première permettrait à ceux qui le souhaitent de se voir attribuer des actions Air France, à l'occasion de l'ouverture du capital de la compagnie prévue en septembre, en échange d'une baisse des salaires de 15 %. La se-

conde permettrait à ceux qui ne veulent pas voir leur rémunération décroître de maintenir leurs revenus mais de se voir appliquées des règles d'évolution de leurs salaires plus lentes. Ce gel provisoire, qui pourrait durer jusqu'à cinq ans,

permettrait à Air France de construire une nouvelle grille de rémunération des pilotes, calquée sur celle de Lufthansa, et de parvenir ainsi aux économies souhaitées. Cette nouvelle grille concernerait de facto les jeunes recrues d'Air France qui, depuis un an, sont embauchées à des conditions qui ne sont plus celles de leurs prédécesseurs. Ce dispositif réglerait le problème de la double échelle des salaires.

Après les déclarations du ministre, Jean-Charles Corbet a répété que « la seule condition de la suppression de la grève » était « la suppression de l'économie de 500 millions de francs sur les salaires des pilotes ». Mais, cherchant une porte de sortie, il a ajouté qu'il accepterait un échange salaires-actions à condition que celui-ci « s'inscrive dans une durée limitée de quatre ou cinq ans et non sur toute la carrière » sur le modèle de ce qui se fait aux Etats-Unis. Cette proposition ouvre une possibilité de négociation.

Virginie Malingre

Des salaires qui restent supérieurs à ceux de la concurrence

PENDANT LONGTEMPS, on les a surnommés « les seigneurs » : les descendants de Jean Mermoz avaient tous les honneurs et touchaient un salaire important. Puis la dérégulation du ciel, dès 1978 aux Etats-Unis et ces dernières années en Europe, et la guerre du Golfe, qui a fait plonger le trafic aérien, ont forcé les compagnies à abaisser leurs coûts. Si les pilotes restent les aristocrates du transport aérien, ils ont dû se plier à la concurrence et consentir des sacrifices importants sur leur temps de travail et leur rémunération.

Après les Etats-Unis, ces révisions ont eu lieu en Europe, mais la France reste en retard. Air France conserve un différentiel de coûts important par rapport à ses principales concurrentes. Ses pilotes coûtent 40 % plus cher que ceux de Lufthansa et 19 % de plus que ceux de British Airways, selon l'audit qui vient d'être réalisé par l'US Alpa, le principal syndicat américain de pilotes, à la demande du Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) lui-même.

Dans la compagnie tricolore, un jeune pilote tout juste sorti d'école débute, en théorie, sa carrière avec une rémunération brute annuelle de 240 000 francs. Telle a été la décision prise par Christian Blanc, président d'Air France en septembre 1997, il y a un an, alors que les salaires annuels d'embauche étaient jusque-là de 350 000 francs.

● **DÉCROCHAGES**
Dans la pratique, Air France paie pourtant 320 000 francs par an ses recrues : la compagnie embauche des pilotes formés (à l'École nationale de l'aviation civile ou par ses soins) au début de la décennie et qui n'avaient pas trouvé de travail depuis, compte tenu de la conjoncture déprimée. Ces pilotes sont considérés comme ayant de l'expérience.

Le surcoût chez Air France s'explique ensuite par le niveau supérieur atteint en fin de carrière. Au-delà de vingt ans d'ancienneté, un pilote d'Air France est généralement comman-

dant de bord sur long courrier et gagne plus de 1 million de francs brut par an. Il s'agit de rémunérations qui correspondent à une activité normale, sans compter la majoration habituelle de 3 % à 4 % pour les heures supplémentaires. Au total, la masse salariale des 3 200 pilotes qui travaillent à Air France représente 3,4 milliards de francs. Pour l'ensemble des 45 000 salariés de la compagnie, elle est de 18,3 milliards.

Le surcoût, enfin, provient d'une montée plus rapide des rémunérations. Au fur et à mesure qu'un pilote avance dans sa carrière, son salaire connaît trois décrochages importants : un premier quand il devient copilote sur long-courrier (généralement au bout de cinq à dix ans d'expérience) ; un deuxième quand il passe commandant de bord long-courrier (environ vingt ans d'ancienneté) et un dernier cinq ans plus tard quand il prend les commandes des plus gros avions de la flotte (Boeing 747-400 ou 777).

Ces décrochages n'existent pas chez Lufthansa, où la rémunération des pilotes dépend uniquement de l'ancienneté, et ils sont beaucoup moins marqués chez British Airways. Ces décrochages sont essentiellement dus à deux éléments : le premier tient dans la survalorisation des heures de nuit, et le second dans la prise en compte du poids de l'avion et de sa vitesse comme critère de rémunération. Plus l'avion est lourd, plus il va vite, et plus l'heure de vol d'un pilote est chère : spécificité qui est propre à Air France.

A son arrivée à la tête d'Air France, fin 1993, Christian Blanc avait déjà souligné le surcoût des pilotes. Quatre ans après, le problème reste entier. Les pilotes ont pourtant, à l'image de l'ensemble des salariés de la compagnie, réalisés des gains de productivité de 30 % sur la période 1994-1996. Pendant trois ans, leurs salaires ont été gelés et les avancements ont également été pratiquement bloqués.

Mais, depuis, les effets de ces mesures ont été en grande partie anéantis par le méca-

nisme très particulier de l'avancement. Chaque catégorie de pilote est divisée en classes. Il y en a, par exemple, cinq pour les commandants de bord, de la classe 5 pour les nouveaux à la classe 1 pour les plus anciens. Or, « chacune de ces classes contient le même nombre de personnes. Au fur à mesure que les plus anciens partent en retraite et que des copilotiers accèdent au poste de commandant de bord, les classes intermédiaires sont systématiquement aspirées vers le haut », explique-t-on chez Air France. Quand en 1997, cette évolution purement mécanique a repris son cours, il y a eu un fort effet d'aspiration compte tenu d'un grand nombre de départs à la retraite.

● **UN ÉCART PERSISTANT**
Sur la période 1994-1996, les pilotes ont également accepté de travailler plus d'avant. D'autant qu'il a aussi fallu compenser ainsi les départs à la retraite. Pendant ce temps, les promotions naturelles (de copilote moyen-courrier à copilote long-courrier, de copilote long-courrier à commandant de bord moyen-courrier, de commandant de bord moyen-courrier à commandant de bord long-courrier) ont continué. Conclusion, même si un système d'heures de vol gratuites a été mis en place, il en est résulté une augmentation du salaire moyen de ceux qui sont restés au sein de la compagnie, « de plus de 10 % », précise un proche du dossier.

Finalement, même si les pilotes d'Air France sont aujourd'hui, grâce à l'ensemble de leurs efforts, aussi productifs que leurs principaux homologues européens, la construction de leur grille de rémunération, le système mécanique d'avancement et l'accroissement de leur rémunération ont empêché leur compétitivité de rattraper celle de la concurrence. C'est à cet écart persistant que souhaite s'attaquer Jean-Cyril Spinetta, aux commandes d'Air France depuis l'automne dernier.

Virginie Malingre

Retour de week-end perturbé

Air France ne maintiendra, à partir de lundi 1^{er} juin, que 10 % de ses vols long-courriers. Les vols court et moyen courriers seront assurés à 25 % au départ de Roissy et à 17 % au départ d'Orly. Certaines destinations bénéficieront toutefois d'un service minimum (Corse, la Réunion, Antilles, ainsi que Lisbonne en raison de l'Exposition mondiale).

● **Retour de week-end perturbé**
● Air France : 0 20 30 30 20 802
● AOM (0 20 30 30 20 34), partenaire Air France, prendra en charge, dans la mesure de ses possibilités, les passagers dont les vols auront été annulés.
● Air France : 0 20 30 30 20 805 ira, pour l'instant, à l'arrêt.
● SNCF : 0 20 30 30 35 35

Des grèves catégorielles menacent la SNCF

LES CHEMINOTS suivent mal la logique de responsabilité prônée par leurs principaux leaders syndicaux. Alors que la CGT et la CFDT ont annoncé qu'elles ne perturberaient pas le déroulement de la Coupe du monde de football, plusieurs catégories de cheminots et certaines régions ont décidé de multiplier les mises en garde à quelques jours du premier coup de sifflet.

D'une part, une intersyndicale CGT-FO-CFTC a annoncé, jeudi 28 mai, qu'elle avait déposé un préavis de grève pour les contrôleurs du jeudi 4 juin au soir au samedi 6 juin au matin. L'an dernier, la grève des contrôleurs avait considérablement perturbé le trafic pendant près d'une semaine, les règlements de sécurité imposant la présence d'un contrôleur à bord des trains.

D'autre part, la Fédération autonome des agents de conduite SNCF (FGAAC) a annoncé qu'elle appellerait les conducteurs à une grève de 24 heures reconductible pour le 10 juin,

premier jour du Mondial, si elle n'obtient pas l'ouverture de négociations sur ses revendications salariales. Le dernier mouvement de grève lancé par la seule FGAAC (30 % des conducteurs, mais 3 % toutes catégories confondues), le 24 avril, avait été suivi par 13 % des 17 000 agents de conduite.

Enfin, les cheminots de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ont déposé, jeudi, un préavis de grève à partir du 3 juin 1998. Les cheminots indigènes ont aussi pris cette décision après avoir évoqué « une fin de non-recevoir » de la part de la direction régionale à leurs revendications « sur l'emploi, les salaires et l'avenir du service public ferroviaire régional ».

Le chef de file de la CGT-cheminots, Bernard Thibault, futur secrétaire général de la confédération, a rappelé, jeudi 28 mai, qu'il estimait « nécessaire que la Coupe du monde se déroule dans de bonnes conditions ».

Christophe Jakubyszyn

La Bourse coréenne rebondit après la grève

TOKYO de notre correspondant
L'offensive des syndicats, les 27 et 28 mai, qui a paralysé une partie du secteur automobile, notamment chez Hyundai et Daewoo, ne devrait pas entamer la détermination du gouvernement sud-coréen à poursuivre des réformes qui comportent des mesures d'austérité et impliquent une augmentation du chômage.

Qualifiée par le président Kim Dae-jung de « grève menaçant sur le redressement du pays », cette première offensive syndicale depuis son arrivée au pouvoir n'a pas eu l'impact psychologique négatif qu'on aurait pu craindre. Jeudi, la Bourse a gagné 3,1 %, et elle progressait de 4,1 % vendredi, après avoir chuté en début de semaine à son niveau le plus bas depuis onze ans en raison des craintes d'instabilité sociale. L'annonce d'investis-

sements par deux entreprises étrangères (l'américain AES Corp., qui a acquis pour 874 millions de dollars une unité du groupe Hanwha, et la Commerzbank allemande, qui a pris une participation de 250 millions de dollars dans Korea Exchange bank) est en outre arrivée fort à propos pour infirmer les craintes que l'instabilité sociale ne dissuade les investisseurs de s'implanter en Corée.

L'ordre de grève lancé par la militante Confédération coréenne des syndicats (KCTU), qui compte 500 000 adhérents, pour protester contre les licenciements chez Hyundai Motor a été suivi dans cent trente ateliers et usines à travers le pays. Selon les syndicats, 110 000 employés auraient débrayé. Le ministère du travail fait état d'une participation bien inférieure (36 000 grévistes). Les manifestations qui se sont déroulées

dans la plupart des grandes villes, dont Séoul, n'ont pas donné lieu à des affrontements avec la police.

Les syndicats demandent le maintien de l'emploi et une plus grande participation dans la gestion des entreprises. Faisant valoir l'accord intervenu en février sur l'assouplissement des conditions de licenciement, le gouvernement a rejeté ces demandes, mais il s'est engagé à accélérer son programme d'assistance aux sans-emploi.

Une nouvelle grève est prévue pour le 10 juin, mais il semble que les syndicats ne soient plus, pour le moment du moins, dans la situation de force qui fut la leur au début de 1997, lorsqu'ils menèrent une action de plusieurs semaines qui contraignit le gouvernement à réviser les nouvelles dispositions sur les relations de travail.

Philippe Pons

MCI réduit son poids dans le domaine d'Internet

LES AUTORITÉS de réglementation américaine et européenne avaient clairement fixé les règles du jeu aux deux opérateurs américains de télécommunications WorldCom et MCI : s'ils voulaient pouvoir consommer leur mariage, officiellement annoncé le 10 novembre 1997, ils devaient d'abord réduire leur poids dans le domaine des infrastructures de télécommunications destinées au trafic Internet, jugé trop important et potentiellement dangereux pour la concurrence. Soit WorldCom cédait sa filiale UUNET, soit MCI vendait sa propre activité.

C'est la deuxième possibilité qui a été retenue. Jeudi 28 mai, MCI, qui a été l'un des pionniers du développement d'Internet aux Etats-Unis, a annoncé la vente d'une partie de ses infrastructures à l'opérateur britannique Cable & Wireless. L'opération lui rapportera 625 mil-

lions de dollars (3,7 milliards de francs). Les experts du secteur estiment que le réseau MCI véhicule 40 % du trafic mondial Internet. En l'état, la fusion avec WorldCom aurait conduit le nouvel ensemble à représenter 60 % de ce trafic.

● **PLAINTE**
Les actifs cédés par MCI (évalués à 100 millions de dollars) ne représentent qu'une partie des activités du groupe liées à Internet. Il s'agit seulement des capacités de transmission vendues à prix de gros aux fournisseurs d'accès, soit un chiffre d'affaires de 220 millions de dollars cette année. « Nous avons répondu aux attentes des autorités antitrust », a assuré Bert Roberts, le président de MCI. « A condition qu'ils vendent bien tous leurs actifs Internet, ce sera dans la bonne direction », déclarait-il, avec prudence, à la Commission européenne.

Bruxelles doit se prononcer sur l'alliance MCI-WorldCom d'ici au 15 juillet. L'opérateur américain GTE, qui a tenté d'acheter MCI et a déposé une plainte contre la fusion envisagée avec WorldCom, a pour sa part jugé insuffisante cette vente, qu'il qualifie de partielle, des activités Internet annoncée par MCI.

Cable & Wireless prévoit d'intégrer les activités de MCI à ses propres activités aux Etats-Unis de téléphonie longue distance, pour lesquelles sa clientèle est essentiellement professionnelle. Le groupe britannique va ainsi devenir l'un des acteurs mondiaux de poids dans le transport de données et de services Internet, où, jusqu'à présent, il était surtout présent au Royaume-Uni, à Hongkong, en Australie et aux Caraïbes.

Philippe Le Coeur

Christian Pi... du cad...

Accord avec les post...

RTL invite... chez...

5 déje... de fête à... avec...

8 h 30 - 13 h... Isabelle Quenin Fabrice

صحة زمن الإصلاح

Christian Pierret définit les grandes lignes du cadre stratégique de La Poste

Le secrétaire d'Etat à l'industrie révèle le contenu du contrat de Plan fixé avec l'exploitant public

Dans un entretien au Monde, M. Pierret révèle le contenu du « contrat d'objectifs et de progrès » que l'Etat et La Poste sont sur le point de signer après

plusieurs mois de négociations. Celui-ci prévoit une stabilisation du prix du timbre et une diminution de certains tarifs postaux. Par ailleurs, La Poste obtient

l'autonomie de gestion des fonds des CCP jusqu'à centralisés au Trésor. Une partie de la dérive du coût des retraites sera prise en charge par l'Etat.

L'ETAT et La Poste ont bouclé le contrat de plan qui fixe les grandes lignes de la stratégie de l'exploitant public pour les années 1998-2001. Jeudi 28 mai, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'Industrie, en a présenté les grandes lignes devant la Commission supérieure du service public des postes et des télécommunications. Vendredi, il devait transmettre officiellement le projet de contrat de plan aux parlementaires qui composent cette commission. Le même jour, il devait recevoir les organisations syndicales.

La commission dispose d'un peu moins d'un mois pour rendre son avis. Officiellement, le conseil d'administration de La Poste autorisera, le 25 juin, son président, Claude Bourmaud, à signer ce contrat. Pour M. Pierret, « l'autonomie de gestion de l'exploitant public, condition indispensable du dynamisme de La Poste, ne peut s'exercer pleinement que si le cadre stratégique est clairement fixé et les grands équilibres financiers correctement assurés. C'est ce à quoi nous sommes parvenus aujourd'hui, avec La Poste ».

Pour M. Pierret, « il faut assurer,

pour tous les Français, un service postal de qualité, moderne et performant, à l'écoute des besoins des clients, qui sait diversifier son offre en intégrant les nouvelles technologies ; un service dont les coûts sont maîtrisés. Le prix du timbre n'augmentera plus et il faut prévoir des baisses sur les prestations qui sont ou seront en concurrence ».

Autre aspect du contrat de plan qui concernera le grand public : la présence en milieu rural et dans les zones sensibles. Pour « assurer une meilleure qualité de service », le ministre estime qu'« il faut, dans les zones rurales fragiles, moderniser la présence postale en recherchant des partenariats avec d'autres services publics, des administrations et avec les collectivités locales qui le souhaitent ».

Alors que, sur 17 000 « points de contact » avec la clientèle, 5 000 ont moins de quatre heures d'activité par jour et 3 000 moins de deux heures, « ce n'est pas seulement un souci de bonne gestion pour La Poste, c'est aussi et surtout le souci qu'a le gouvernement de faciliter les relations des concitoyens avec les services publics. Je crois beaucoup au déve-

loppement des maisons de service public que souhaite encourager Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique ». Dans les zones urbaines sensibles « où la présence postale est notablement insuffisante », elle devra être renforcée.

Moins spectaculaire, un des principaux enjeux de ce contrat concernait les retraites. La Poste paie l'intégralité des pensions des postiers. Pour de simples raisons démographiques, qui est actuellement de 12,6 milliards de francs, augmente de 500 à 600 millions par an. Pour une entreprise dont le résultat net frôle zéro, la situation est intenable. Pour M. Pierret, « le projet de contrat, sur ce point, apporte un changement majeur : l'Etat s'engage à ce que les charges, hors inflation, n'augmentent pas. C'est un apport budgétaire considérable : près de 3 milliards de francs sur la période du contrat. Voilà un élément très fort de clarification et de stabilisation des relations financières entre l'Etat et La Poste. Pour les postiers, c'est une garantie nouvelle qu'ils attendaient et à laquelle ils seront très sensibles ».

Un autre résultat du travail approfondi mené avec Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie et des finances, concerne les aides à la presse. Un accord est intervenu début 1997 entre la presse, La Poste et l'Etat. Le coût de distribution pour la presse augmentait, mais La Poste s'engageait à faire un effort de productivité et l'Etat maintenait son aide. Le contrat de plan prévoit que cette aide sera maintenue à 1,850 milliard de francs par an, ce qui correspond à 38 % du manque à gagner pour La Poste de la distribution de la presse. Certains membres de la Commis-

sion supérieure du service public ont souhaité que l'effort de l'Etat soit un peu plus important, puisque la distribution de la presse est, justement, une mission de service public. Ce sera un sujet de discussion ces prochaines semaines.

La Poste continuera à procéder à plusieurs milliers d'embauches par an (...) Mais il va de soi que cette capacité de recrutement repose d'abord sur l'amélioration de la performance globale

En revanche, La Poste ne touchera plus 1 milliard de francs par an pour la tenue des comptes publics. « Je estime que les rémunérations forfaitaires ne sont pas saines. Elles n'incitent pas à l'amélioration du service et aux gains d'efficacité. Le coût, pour La Poste, du service qu'elle rend à l'Etat a fait l'objet d'un audit. Nous en tenons compte pour nous rapprocher de la réalité. Il ne s'agit pas là d'un élément du contrat de plan, mais de la mise en œuvre d'un principe de transparence et de sincérité des comptes ». En fait, l'inspection des finances avait estimé que cette tenue coûtait à La Poste 300 millions seulement. Pour 1999, La Poste touchera 600 millions. Aucune décision n'est prise pour les années suivantes.

Dans le domaine financier, La Poste a obtenu satisfaction sur un point important : la fin progressive de la centralisation obligatoire des fonds des CCP au Trésor. Dans cinq ans, La Poste pourra gérer librement ces 150 milliards de francs. Si, politiquement, La Poste peut se réjouir de cette autonomie, ses comptes risquent, à court terme, de s'en ressentir. Il n'est pas évident qu'elle trouve des placements plus rémunérateurs que les 4,75 % qu'elle reçoit de l'Etat actuellement.

Dans le domaine de l'assurance, le contrat de plan n'apporte pas de bouleversement majeur. « La Poste est déjà, avec la Caisse nationale de prévoyance, leader dans le domaine de l'assurance-vie. Elle pourra développer son offre dans le vaste domaine des assurances de personnes. Je pense notamment à la santé. Pour les autres risques, je suis soucieux de ne pas introduire de déséquilibres. Il n'est donc pas prévu que La Poste se développe sur le terrain de l'assurance-dommages qui est aujourd'hui bien couvert par les compagnies d'assurances et les mutuelles et où la compétition est rude et les marges faibles », estime M. Pierret.

Sur le plan social, l'avenir est marqué par les 35 heures sans aide de l'Etat. Comme M. Pierret devait le rappeler vendredi à ses interlocuteurs syndicaux, « La Poste a déjà proposé aux organisations syndicales d'ouvrir une concertation sur le calendrier et la méthode. Il faut être dans ce domaine à la fois dynamique et responsable. La précaution serait la pire des choses dans une entreprise de 310 000 personnes, dont les équilibres financiers doivent être surveillés attentivement. Par ailleurs, La Poste continuera à procéder à plusieurs milliers d'embauches par an. Et cela en plus des 5 000 emplois-jeunes qu'elle aura recrutés en 1997 et 1998. Mais il va de soi que cette capacité de recrutement repose d'abord sur l'amélioration de la performance globale de La Poste. La recherche d'un bon niveau de productivité, qui passe par le développement commercial de La Poste et l'augmentation de son chiffre d'affaires, est une condition indispensable pour conduire une bonne politique de l'emploi ».

Frédéric Lemaître

GE Capital retire son offre pour la reprise du Crédit foncier

Les syndicats appellent à manifester le 4 juin

LE DOSSIER du Crédit foncier de France (CFF) est un véritable feuilleton à rebondissements. Il a connu, jeudi 28 mai, un nouvel épisode. Les candidatures à la reprise du CFF, en cours de privatisation, qui étaient une « petite dizaine » il y a quelques semaines, se comptent aujourd'hui sur les doigts d'une main. L'américain GE Capital, filiale du géant américain General Electric, a décidé, jeudi, de jeter l'éponge. « GE Capital ne déposera pas d'offre révisée pour le Foncier comme il avait été invité à le faire », a indiqué un communiqué sibyllin du groupe outre-Atlantique. Il laisse ainsi supposer que sa première offre, déposée fin avril, n'a pas été considérée par les pouvoirs publics comme suffisamment élevée.

En d'autres termes, GE Capital ne remplissait pas les conditions demandées sur les éléments sociaux et le projet industriel, selon un observateur attentif. Il semble que l'américain avait plutôt une approche de démantèlement du Foncier, avec des dégraisages à la clé, ce qui n'était pas du tout du goût de Bercy. Plutôt que de se voir écarté, GE Capital a cette fois préféré prendre les devants. C'est le deuxième revers en peu de temps, puisqu'il avait été évincé par Bercy pour sa candidature au GAN le 14 mai. Il s'est déjà implanté en France en acquérant notamment le Crédit de l'Est, la Sovac, et la filiale immobilière du GAN, PUIS. L'appétit des investisseurs américains pour l'Hexagone est féroce.

C'est l'autre américain en lice, General Motors Acceptance Corporation (GMAC), filiale financière du puissant constructeur automobile de Detroit, associé à l'investisseur texan Robert Bass (Le Monde du 15 mai), qui devrait emporter la majorité du Foncier. GMAC n'est pas présent en France et très peu en Europe. C'est aujourd'hui, de toute façon, la seule alternative. Tandis que les syndicats militent pour une solution avec la Caisse des dépôts et consignations (CDC) comme actionnaire de référence, celle-ci ne veut pas rester dans le tour de table. C'est la CDC qui avait avancé, à la demande de l'Etat, 2,4 milliards de francs pour reprendre 90 % du Foncier (70 francs par titre) fin 1996. Mais « la banque de détail n'est pas dans le champ stratégique de la CDC », souligne un proche du dossier.

La solution GMAC-Bass est donc le seul schéma possible pour Bercy, qui souhaite une offre consensuelle. Aux côtés de l'américain, il reste deux candidats possibles, minoritaires : les Caisse d'épargne, à 34 %, et le tandem La Poste-GMF, candidats pour re-

prendre 20 % chacun. Pour l'heure, l'hypothèse de La Poste semble plus ou moins écartée, selon des sources proches du dossier. L'intersyndicale s'interroge elle aussi : « L'arrivée de La Poste dans le capital du Foncier serait tout à fait cohérente, mais il semblerait que cette candidature ne recueille pas la faveur du gouvernement », souligne Jean-Michel Lamy, membre de l'intersyndicale. Les banques AFB verraient cette solution d'un très mauvais œil.

Pour acquérir le Foncier, les candidats devront déboursier au mini-

Groupama défend son projet pour le GAN

La première mutuelle française, candidate au rachat du GAN aux côtés de l'américain AIG, du suisse Swiss Life et du groupe européen Euroko, a défendu jeudi son projet. « En additionnant leurs forces, le GAN et Groupama constitueront le 2^e groupe généraliste en assurances en France », souligne Bernard Delas, directeur général. Mais surtout, les dirigeants de Groupama assurent qu'ils « pourront maintenir et créer des emplois à condition de prendre le pari du développement des réseaux traditionnels de distribution du GAN ». Si Groupama remporte le GAN, le SI sera « un ensemble de multirisques de produits d'assurances sous sa propre marque », a précisé M. Delas. Quant au prix, Groupama assure disposer de 20 milliards de francs de fonds propres « libres », et se félicite de ne pas avoir d'endettement. Sans parler de recapitalisation, l'assureur estime qu'il faudrait entre 5 et 10 milliards pour une remise en ligne de l'organigramme financier du GAN.

rum 2,4 milliards de francs et recapitaliser l'établissement entre 4 et 6 milliards. L'intersyndicale du Foncier, favorable à une solution franco-française, s'inquiète. Elle a même adressé une lettre au premier ministre, Lionel Jospin, pour lui réclamer un entretien et « obtenir toute la lumière sur le processus de reprise ». Une manifestation est organisée devant l'hôtel Matignon, jeudi 4 juin. « L'objectif est d'expliquer que la philosophie des groupes américains est antinomique avec celle du Foncier », a indiqué jeudi M. Lamy.

Rien n'est aujourd'hui complètement bouclé. Le gouvernement doit rendre sa décision avant la fin du mois de juin. Sa marge de manœuvre est étroite.

Pascalie Sarti

La BNP se renforce aux Etats-Unis avec la First Hawaiian

APRES L'ÉCHEC de sa seconde tentative pour prendre le contrôle du CIC, la BNP se console en se développant dans la banque de proximité aux Etats-Unis. L'établissement présidé par Michel Pébereau a annoncé, vendredi 29 mai, qu'il allait apporter la totalité du capital de sa très rentable filiale californienne, Bank of the West, à une autre banque américaine cotée en Bourse à New York sur le Nasdaq, la First Hawaiian. La BNP va se retrouver à la tête de 45 % du nouvel ensemble appelé BancWest Corp. qui devrait peser plus de 2 milliards de dollars (12 milliards de francs) de capitalisation boursière et 15 milliards de dollars de total de bilan.

La Bank of the West, qui est la cinquième banque californienne et possède 105 agences, est plus petite mais plus rentable que la First Hawaiian, forte de 110 agences et surtout de 40 % du marché de l'Etat américain de Hawaï. La Bank of the West, valorisée dans le rapprochement à plus d'un milliard de dollars, a dégagé l'an dernier un résultat net de 57,6 millions de dollars et la

First Hawaiian de 27,4 millions de dollars. Le nouvel ensemble est présent dans six Etats américains : Hawaï, la Californie, l'Oregon, Washington, l'Idaho et Guam. Les agences qui ne sont pas situées à Hawaï prendront toutes l'enseigne Bank of the West. La fusion devrait permettre dans les deux à trois ans de dégager 50 millions de dollars de résultats supplémentaires pour le nouvel ensemble en réduisant les coûts et en utilisant les synergies commerciales entre les deux banques.

Pour la BNP ce changement de dimension aux Etats-Unis n'est qu'une étape. L'établissement français a manifesté des ambitions importantes dans la banque de proximité dans l'Ouest américain. Le fait d'être maintenant l'actionnaire de référence d'un établissement coté et d'une dimension déjà respectable (plus important que le Crédit du Nord et pas très éloigné du CIC) devrait permettre de procéder à de nouveaux rapprochements par échange de titres.

Eric Lesca

Accord avec les postes américaine et canadienne

La Poste française a annoncé, jeudi 28 mai, la signature d'un accord de partenariat avec la société canadienne des postes et le United States postal service, c'est-à-dire la poste américaine. Selon le communiqué, cet accord va permettre de « tester et d'introduire sur le marché une offre universelle d'échanges de documents électroniques pour répondre à la demande des clients concernant la transmission sécurisée de documents via Internet ».

Nommé PostECS, ce service fournira le chiffrage de document, la protection par mot de passe et le suivi des étapes de l'échange en temps réel. La Poste cherche donc à conquérir un nouveau marché jusqu'ici occupé par les opérateurs téléphoniques : celui du marché des documents électroniques sécurisés.

lundi 1er juin

RTL invite votre maman chez elle !

5 déjeuners de fête à domicile avec **FD**

8 h 30 - 13 h
Isabelle Quenin
Fabrice

Essentiel RTL
www.rtl.fr

Notes pourrait reprendre

Des grèves calées

Des points dans

La communication d'entreprise cherche à mieux utiliser le multimédia

Au Festival de Biarritz, du 26 au 29 mai, 3 000 publicitaires et annonceurs ont pris le pouls du marché du film d'entreprise, désormais concurrencé par la création sur Internet et sur CD-ROM. Mais les annonceurs privilégient encore l'audiovisuel pour communiquer « l'émotion »

CINQ CENTS ENTREPRISES ont présenté pendant quatre jours dans les salles obscures du Palais des festivals et du casino de Biarritz le meilleur de leurs créations audiovisuelles et multimédias : film d'entreprise destiné à animer une convention interne, CD-ROM utilisé comme outil d'aide à la vente, ou site Internet de commerce électronique. Le 29^e Festival de Biarritz de la communication audiovisuelle et du multimédia devait s'achever, vendredi 29 mai, avec la remise des prix traditionnelle, sous la houlette de Jacques Rigaud, président de RTL et président des jurys.

Créé en 1960 par le CNPF puis confié à Michel Frois, ex-directeur de la communication du patronat français, directeur de l'agence

DGM Conseil, ce rendez-vous annuel est désormais géré par Bruno Berthet, Saturne Communication, propriétaire à 51 % de la manifestation. Le Festival, positionné comme « une petite caisse de résonance consacrée aux supports de communication qui utilisent l'image », selon M. Berthet, veut privilégier les échanges d'expérience.

Au départ dédiée au film d'entreprise, la manifestation s'est ouverte depuis deux ans au multimédia et à l'international. Il ne continue, toutefois, à concerner qu'un petit nombre de spécialistes de la communication : ces deux disciplines représentent un volume d'activité de 2,5 à 3 milliards de francs sur un marché de la communication évalué à près de

12 milliards de francs en France. Au total, une centaine d'agences ou sociétés de production opèrent sur ce secteur. Après un cri 1997 qui a accordé une place importante au multimédia, sans forcément recueillir les visiteurs escomptés, les organisateurs ont tenté, cette année, de rééquilibrer le tout : « L'audiovisuel est plus spécifiquement utilisé pour la communication interne pour raconter des histoires, faire passer des émotions ce que les CD-ROM et l'Internet ne savent pas faire », reconnaît Bruno Berthet. D'ailleurs, le nombre de réalisations est équivalent dans les deux catégories : quelque 315 programmes audiovisuels (image institutionnelle, marketing, communication interne, formation) et 300 créations multimédias (CD-ROM et

sites Internet) sont décorés par différents jurys d'experts.

Le film d'entreprise se relève d'une période de morosité. Les annonceurs, au départ déboussolés par l'arrivée des techniques multimédias, réapprennent à utiliser les techniques audiovisuelles : le secteur affiche une croissance de 20 % en 1998. « C'est typiquement français, affirme Gérard Denis, le PDG du groupe Denis & Co. Dès que quelque chose de nouveau apparaît, on oublie le reste. » Lui continue à travailler principalement dans l'audiovisuel, le multimédia ne représentant que 10 % de son chiffre d'affaires. « Le multimédia est le plus grand marché du monde à marge zéro », ironise-t-il.

COMPRENDRE LE MARCHÉ

Son groupe conçoit et produit des films que ses clients utilisent dans leurs conventions internes ; il a réalisé pour les centres Leclerc des « mallettes pédagogiques » contenant trois films de huit minutes et des brochures informatives sur l'euro. Ce matériel, édité à 12 000 exemplaires - estampillé Leclerc - est actuellement distribué aux classes de CM1 et CM2. « On avait, au début, pensé faire un site Internet destiné aux enfants, raconte M. Denis. Puis on s'est rendu compte que la meilleure façon d'être utilisé par les instituteurs, c'était de proposer du matériel vidéo : toutes les écoles ont des magnétoscopes, peu ont des lecteurs de CD-ROM et encore moins ont accès à l'Internet. »

Pour autant, les nouvelles techniques de communication multimédia conservent une place prépondérante à Biarritz. La journée du 28 mai était placée, pour la

mière fois, sous le signe de la convergence de la communication et des nouvelles technologies. « Comtek », autrement baptisé « séminaire du nouveau monde », a été conçu comme un show télévisé. Ateliers, échanges, démonstrations, débats entre ingénieurs, techniciens et directeurs informatiques, d'un côté, et directeurs de la communication, d'autre part, ont tenté de faire comprendre « ce que pouvait être la communication de demain ».

Concrètement, les CD-ROM ont trouvé leur place dans les secteurs de la formation, de l'éducation et d'aide à la vente. Ils sont principalement utilisés pour leur puissance : les images 3D leur sont encore réservées grâce à des capacités pouvant aller maintenant jusqu'à 4 giga octets de mémoire. Les sites Internet sont, eux, utilisés dans une proportion croissante par les collectivités locales et les médias. Les entreprises - de

plus en plus de PME - y consacrent un budget pouvant aller de 150 000 à 1 million de francs. Les professionnels du secteur estiment à 84 % que l'activité liée à la création et la gestion de sites Internet est en croissance, selon un sondage réalisé par l'organisation du Festival et l'hebdomadaire professionnel *Stratégies*. La conception et la réalisation technique sont généralement confiées à des agences spécialisées, les annonceurs se chargeant, eux, d'animer leurs sites.

A l'instar de Pierre Louette, le patron de Connect World (Havas Advertising) qui participe pour la première fois au Festival, la plupart des participants sont venus cette année, parfois à la demande de leurs clients, pour tenter de « se rendre compte du marché mais certainement pas pour vendre des produits packagés en deux minutes ».

F. A.

TROIS QUESTIONS A... JACQUES RIGAUD

1 Vous êtes président de RTL et président de l'Association pour le développement du mécénat industriel et commercial (Admical). Pourquoi présidez-vous les jurys du Festival de Biarritz traditionnellement confiés à des cinéastes comme Claude Lelouch ou Alexandre Arcady ?

Je suis chef d'entreprise et je navigue depuis une vingtaine d'années dans le secteur de la communication. A l'Admical, j'ai toujours encouragé les entreprises à se développer dans des formes de communication spécifiques. Je viens à Biarritz depuis quinze ans, et je m'occupe de la compétition « politique de communication » depuis dix ans. Je crois que la

communication d'entreprise fait appel à différentes techniques et que les critères essentiellement artistiques sur lesquels jugeaient les metteurs en scène ne suffisent plus.

2 Comment évaluer des disciplines - l'audiovisuel et le multimédia - qui sont, a priori, sans rapport ?

Il est très bon que chaque discipline conserve son propre jury car chacune a ses propres critères d'évaluation. Mon rôle est d'appréhender des critères communs à ces techniques qui risquent de devenir étrangères les unes aux autres si elles s'enferment dans leur propre grammaire. Le sens, le contenu des messages véhiculés par les entreprises à leurs cibles doit être privilégié sur la technique et le style qui parfois sont trop présents, surtout dans le multimédia.

3 Le Festival accorde-t-il trop de place au multimédia au regard de sa réalité économique qui, elle, reste marginale ?

Je suis frappé à RTL par l'extraordinaire engouement que suscite le site Internet que nous avons expérimenté lors des élections et que nous allons mettre en service pour la Coupe du monde de football. Il ne représente rien en audience, ni en rentabilité, mais l'intérêt qu'il génère montre que, là, il se passe quelque chose. Chez nous comme dans d'autres entreprises, la volonté de développer le multimédia devance la réalité. C'est le propre de toute innovation. Quelque part, je trouve cela rassurant.

Propos recueillis par
Florence Amalou

Le CSA donne son aval à la privatisation de RMC

PLUS RIEN désormais ne s'oppose à la cession de RMC et de Nostalgie au trio NRJ, Sud-Radio, La Dépêche du Midi, et de Montmartre-FM à LV & Co, société du producteur de télévision Gérard Louvin. En effet, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), a donné, jeudi 28 mai, son avis qui était indispensable à la réalisation de l'opération.

« Au nom du respect de l'équilibre entre les opérateurs radiophoniques », les sages du CSA ont mis plusieurs conditions à leur agrément. Outre le respect des formats, notamment généraliste pour RMC, le CSA a posé des limites à la prise de Nostalgie par NRJ « qui s'est engagé à les respecter », selon le communiqué du CSA. Le groupe de Jean-Paul Baudecroux renonce à la publicité locale pour la totalité de son réseau Rire et Chansons ; par ailleurs dans les zones de Saint-Etienne, Annecy, Chambéry, Bourg-en-Bresse, Oyonnax et Chalon-sur-Saône, il devra supprimer la publicité locale dans une des stations de ses quatre réseaux (NRJ, Chérie-FM, Rire et Chansons et désormais Nostalgie). Ces mesures aboutissent au fait que les quatre réseaux du groupe NRJ ne peuvent jamais recueillir tous ensemble de la publicité dans un même endroit.

PROFONDS DÉSACCORDS

Ces décisions, qui s'ajoutent à la promesse de céder la régie de RMC, interviennent à la suite d'une longue polémique sur les risques que le rachat de Nostalgie par NRJ ferait peser sur la viabilité économique des radios indépendantes et même des autres groupes radiophoniques. Ils s'inscrivent notamment contre le fait que l'ajout de Nostalgie au groupe NRJ mettrait ce dernier en position dominante dans certaines zones. Le GIE des Indépendants y voyait « la fin du pluralisme ». Dans un communiqué, publié jeudi, les Indépendants trouvent « les contreparties insuffisantes » et réclament au gouvernement « d'arrêter des dispositions complémentaires indispensables en matière de concurrence et de concentration, en particulier sur

les marchés locaux ». En réalité, ce débat cache de profonds désaccords et divergences d'appréciations sur l'évolution du marché local de la publicité. Il s'agit en effet de mesurer jusqu'où l'achat de Nostalgie par NRJ donne à ce dernier une position dominante dans certaines zones. Si certains reprochent au CSA d'avoir essentiellement fondé sa position sur les démonstrations fournies par le groupe de Jean-Paul Baudecroux, les nombreuses opérations de lobbying menées par le groupe Europe 1, particulièrement inquiet de l'acquisition par NRJ d'un quatrième réseau, et les calculs effectués par le Groupe des Indépendants auront eu leur utilité. Au cours des deux derniers mois, les neuf conseillers du CSA ont consacré sept réunions plénières à ce sujet et le « groupe radio » s'est réuni quatorze fois. Par ailleurs, outre les candidats à la reprise des stations de RMC, le CSA a reçu les responsables des groupes concurrents et les syndicats de RMC.

Il reste maintenant à attendre que Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, fasse connaître l'avis de la direction de la concurrence qui a aussi été consultée par les pouvoirs publics. La cession devrait ensuite avoir lieu rapidement. Déjà, jeudi après-midi, des avis du CSA connus, un conseil d'administration de la Sofirad, propriétaire du groupe RMC, s'est réuni pour valider définitivement le schéma suivant : RMC serait détenue par la principauté de Monaco (16,7 %) et Sud-Communication, réparti entre Pierre Fabre (52,9 %), La Dépêche du Midi (27,11 %), NRJ (19,99 %). Nostalgie serait détenue à 80 % par le groupe NRJ, qui reprendrait ainsi les actions du groupe Alcatel et à 20 % par RMC.

En cédant cette entreprise pour une somme relativement faible, l'Etat sort enfin d'un gouffre financier qu'il ne maîtrisait plus. Il pourra désormais assister en tant que spectateur au redressement de ces stations, dont il tentait la privatisation depuis plus de dix ans.

Françoise Chirot

Des journalistes de la télévision israélienne mis à pied pour lèse-Nétanyahou

TEL-AVIV
de notre correspondant

« Pas de problème : qu'ils fassent grève. » Le ton est donné : le directeur général de la télévision publique israélienne, Uri Porat, n'a cure des protestations des journalistes de la chaîne et entend maintenir le licenciement de Nathan Guttman et d'Elisha Spiegelman, le rédacteur en chef du journal du soir *Mabat* et son adjoint. Il les accuse d'avoir diffusé un reportage monté de manière tendancieuse, montrant le premier ministre, Benjamin Néanyahu, tout souriant devant une foule de supporters de football en délire criant « Mort aux Arabes ».

Les journalistes de la télévision sont unanimes à soutenir leurs collègues mis à pied et sont prêts à aller jusqu'à la grève pour obtenir qu'Uri Porat revienne sur sa décision. Pour l'heure, leur comité a obtenu, jeudi 28 mai, du tribunal des prud'hommes de Jérusalem, la suspension en référé du renvoi d'Elisha Spiegelman. Le tribunal doit se réunir, lundi 1^{er} juin, pour traiter l'affaire sur le fond et statuer, aussi, sur le sort de Nathan Guttman.

Le quotidien *Haaretz* reproche à Uri Porat de « faire régner une ambiance d'intrigue et de peur ». Après la victoire du Bétar de Jérusalem dans le championnat israélien de football,

le 9 mai, les supporters du club s'étaient rassemblés place Saffra, au centre-ville. Le Bétar est un club proche du Likoud : aussi était-il naturel que son président, M. Néanyahu, vienne encourager les supporters. Le reportage diffusé le lendemain par la première chaîne de télévision le montre saluant la foule tandis qu'on entend distinctement les cris « Mort aux Arabes » lancés par des supporters. Le premier ministre déclare ensuite : « *Yallah Bétar !* » (en avant, Bétar !).

Dès la diffusion, la droite crie à la manipulation, affirmant qu'il s'agit d'un montage destiné à suggérer que le premier ministre encourage les cris racistes. Uri Porat annonce alors l'ouverture d'une enquête interne. La comparaison de l'enregistrement d'origine et du reportage tel qu'il a été diffusé par *Mabat* révèle qu'au montage quarante-cinq secondes ont été coupées entre les cris racistes et la déclaration de M. Néanyahu. Pendant ces quarante-cinq secondes, un des autres slogans qui montent de la foule est « *Har Homah, Har Homah* », le projet controversé de colonie juive à Jérusalem-Est à l'origine du blocage du processus de paix. Dans ses conclusions, publiées mercredi 27 mai, Uri Porat met en cause le montage et reproche aux journalistes de porter atteinte à la crédibilité journalistique de la chaîne. Ces conclusions ont été accueillies avec grand plaisir dans l'entourage de M. Néanyahu. Le président de l'Association des journalistes israéliens, Arieh Avineri, a exprimé la crainte que cette affaire lance « une nouvelle vague de haine des médias, qui sera accompagnée de violence ». Lorsque M. Néanyahu avait nommé Uri Porat à la tête de l'Office public de radiotélévision en février, nombreux avaient été les journalistes qui avaient prêté une mise au pas de la télé et de la radio publiques. Lors de son passage à ce même poste, de 1984 à 1989, sous un gouvernement Likoud, le même responsable avait modifié le vocabulaire des médias officiels en interdisant notamment l'usage de l'antenne du mot « Intifada », remplacé par « troubles de l'ordre public » ou « agitations ».

Les images de M. Néanyahu devant des manifestants déchaînés ont un arrière-goût particulier en Israël depuis qu'en 1995 il avait été filmé, place Sion à Jérusalem, devant des manifestants de droite qui arboraient des photographies du premier ministre Itzhak Rabin en uniforme SS. Après l'assassinat d'Itzhak Rabin, le chef du Likoud avait affirmé qu'il n'avait pas vu, alors, ces pancartes. - (Interim.)

La fusion Havas-Vivendi soumise au Conseil de la concurrence

LA FUSION-ABSORPTION d'Havas par Vivendi (ex-Générale des eaux) continue à faire des vagues. Selon *Le Figaro* du vendredi 29 mai, Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, a fait saisir le Conseil de la concurrence pour examiner les conséquences du rapprochement des deux groupes, notamment en matière de concentration. Deux points pourraient attirer l'œil du Conseil de la concurrence : l'accord entre America on line (AOL), Canal Plus et Bertelsmann et le poids de la chaîne cryptée dans le cinéma français. Selon Marc-André Feffer, vice-président de Canal Plus, « la saisine est limitée aux conséquences proches du rapprochement Havas-Vivendi. Cette fusion n'a pas changé la position concurrentielle de Canal Plus ». Pour lui, « il ne faudrait pas que la fusion Havas-Vivendi serve de prétexte » à une attaque anti-Canal Plus.

DÉPÊCHES

■ **PRESSE** : le président du Syndicat des quotidiens départementaux (SQD), Alain Gascon, PDG de *L'Echo républicain* (Chartres), a présenté sa démission, lors de l'assemblée générale du SQD qui a eu lieu du 25 au 27 mai à Bruxelles. Il a été remplacé par Alain Bouillon, directeur général de *L'Yonne républicaine* (Auxerre).

■ **Le groupe canadien Seagram**, qui vient d'acquiescer PolyGram, a vendu le reste de ses actions de Time Warner à la banque d'affaires Goldman Sachs, a annoncé, mercredi 27 mai, Edgar Bronfman Jr, PDG de Seagram. Cette cession devrait rapporter 725 millions de dollars (4,3 milliards de francs). - (AFP.)

Le Monde
LA TÉLÉVISION
LA RADIO

Le Monde des idées
L.C.
Le samedi à 12 h 10 et à 16 h 10
Le dimanche à 12 h 10 et à 23 h 10

Le Grand Jury
RTL-LC
Le dimanche à 18h30

De l'actualité à l'Histoire
HISTOIRE
Les mardi à 9 h et 23 h,
mercredi à 11 h et 17 h,
jeudi à 13 h et 19 h,
vendredi à 15 h et 21 h

Le Grand Débat
FRANCE-CULTURE
Les 3^e et 4^e lendis de chaque mois
à 21 heures

A la « une » du Monde
RFI
Du lundi au vendredi
à 12 h 45 (zones de Paris)

La « une » du Monde
BFM
Du lundi au samedi
à 13 heures et 15 heures

Le Monde
SUR INTERNET

<http://www.lemonde.fr>

Le journal du jour
dès 17 heures

En accès gratuit, l'intégralité de la « une », une présentation de chaque rubrique et les titres de tous les articles. Le journal complet est vendu 5 F.

Les dossiers
En accès gratuit, des dossiers thématiques, d'actualité, images d'Algérie, Mondial 98, proche Japon, etc.

Nos forums
Un lieu de débats ouvert à tous

Les services
Toutes les offres d'emplois de 19 journaux, sélection d'expositions, de livres...

Le multimédia
Les pages multimédias et leurs archives depuis 18 mois.

MARDI 2 JUIN*
Le Monde Economie
Le Monde des Initiatives
Ces deux suppléments
comporteront des offres d'emploi

* daté 3 juin

AFFAIRES

INDUSTRIE

CEGELEC: le rachat du groupe d'installation électrique par GEC-Alstom est effectif depuis le 29 mai. Alcatel lui a cédé sa filiale pour un montant de 10,6 milliards de francs.

ROSNEFT: le premier ministre russe Sergueï Kirienko a limogé le 28 mai la direction du pétrolier Rosneft, après l'échec de la privatisation de cette société faute de candidats. Ilya Lechtchinski, un des vice-présidents de la compagnie, issu du ministère de l'énergie, a été nommé président en remplacement de Iouri Besspalov. (Lire page 22.)

FINMECCANICA: le conseil d'administration du groupe italien a décidé, jeudi 28 mai, de céder sa participation dans Eltag Bailey Process Automation. Il a également décidé de redéfinir les termes du transfert de sa filiale Ansaldo (énergie, transports) dans une joint-venture à 50 % avec le sud-coréen Daewoo.

SERVICES

ALL NIPPON AIRWAYS: la deuxième compagnie aérienne japonaise, déficitaire comme le numéro un du secteur, Japan Airlines, a décidé de ne pas verser de dividende au titre de l'exercice 1997-1998, et ce pour la première fois depuis trente ans.

CCMX: la mise en vente de la société de services informatiques par le CDR, consortium chargé de céder les actifs sortis du bilan du Crédit lyonnais, va démarrer début juin.

FINANCE

GAN: la société GAN SA, l'union européenne de CIC et FIDUC vont céder à DePa Bank Europe Plc trois prêts qu'ils avaient consentis à Bâticredit finance et C* dont l'encours cumulé au 31 décembre 1997 est de 10,854 milliards de francs, a annoncé le GAN jeudi 28 mai.

ASSURANCES: United Healthcare va devenir le premier groupe américain d'assurance-santé en rachetant Humana pour 5,5 milliards de dollars (33 milliards de francs) en actions.

BANCA DI ROMA-COMIT: Gianfranco Gutry, numéro deux de l'assureur italien Generali, a jugé qu'une fusion entre les banques Banca commerciale italiana (Comit), dont Generali est le premier actionnaire, et Banca di Roma, serait « une opération d'une importance stratégique ».

KBC-RABOBANK: le groupe financier belge KBC et la banque néerlandaise Rabobank confirment qu'ils examinent toujours une « éventuelle collaboration », a indiqué jeudi la Kredietbank, principale banque du groupe KBC.

RÉSULTATS

MITSUBISHI ELECTRIC: le groupe japonais d'électronique a annoncé, jeudi, la première perte de son histoire. Son déficit s'élevait à 105,92 milliards de yens (4,9 milliards de francs).

NESTLÉ: le groupe agroalimentaire suisse a réalisé en 1997 un chiffre d'affaires de 70 milliards de francs suisses (280 milliards de francs français) et un bénéfice net de 4 milliards de francs suisses.

EMIN-LEYDIER: le groupe papeterier a annoncé pour l'exercice 1997 une perte de 17,3 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 352 millions. Le groupe, qui a lourdement investi l'an dernier, prévoit de redevenir bénéficiaire cette année.

GROUPAMA: la première mutuelle d'assurances française, candidate au rachat du GAN (lire page 19) a enregistré un résultat net consolidé par du groupe en hausse de 6,8 % en 1997 à 1,515 milliard de francs contre 1,418 milliard en 1996. Le chiffre d'affaires consolidé a progressé de 2,9 %, à 36,6 milliards.

Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde ». www.lemonde.fr

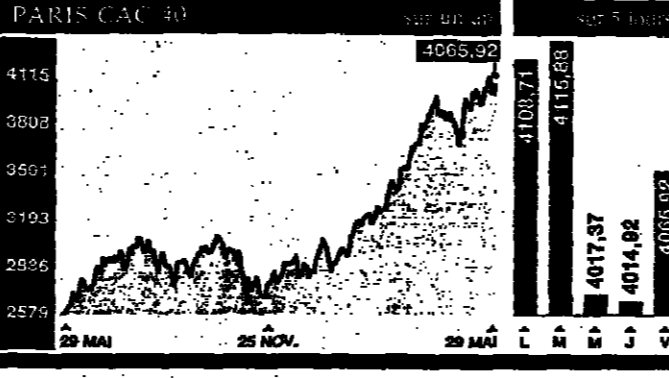


Tableau des écarts au règlement mensuel avec des colonnes pour Hausses et Baissees.

LES PLACES BOURSIERES

PARIS

LA BOURSE DE PARIS progressait nettement, vendredi 29 mai, en fin de matinée. A 12 heures, l'indice CAC 40 gagnait 1,30 %, à 4 067,01 points. Il avait ouvert en hausse de 0,71 %.

Les actions françaises profitaient du rebond du dollar, remonté à 5,98 francs, et de l'annonce d'une baisse de 0,4 % du taux de chômage en avril, revenu à 11,9 % de la population active.

Quelques titres se distinguaient, comme Gascoigne, en hausse de plus de 3 % avec des échanges portant sur 1,2 % du capital du groupe. Le titre, à 611 francs, affiche un cours record.

Eurotunnel, qui a gagné plus de 30 % en quelques jours, continue sa progression avec une hausse de 7,75 %. A la suite de rumeurs non confirmées d'une participation de plus de 10 % du fonds de pension américain Capital Research, Bouygues gagne près de 5 % à 1107 francs.

FRANCFORT

LA BOURSE de Francfort a ouvert en hausse, vendredi 29 mai. Après quelques minutes de transactions sur le système de cotations électroniques, l'indice DAX gagnait 0,92 % à 5 558,12 points, les investisseurs semblaient moins inquiets à propos de la situation en Russie.

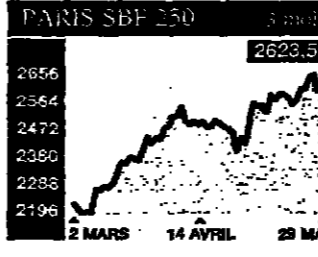
LONDRES

LA BOURSE de Londres avait terminé la séance du jeudi 28 mai en légère baisse, affectée par les risques de dégradation de la situation économique dans les pays émergents et l'annonce d'un tassement des carnets de commandes au Royaume-Uni.

L'indice Footsie des cent principales valeurs avait perdu 7,9 points, soit 0,13 %, à 5 862,3 points. Les établissements financiers avaient été les plus touchés en raison de leur exposition en Asie.

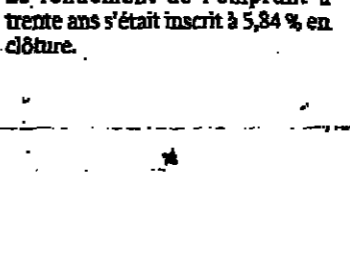
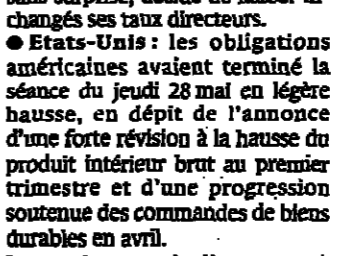
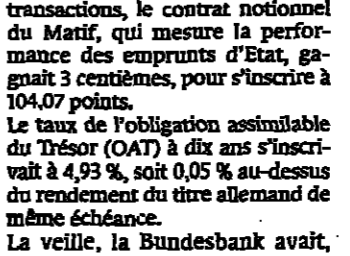
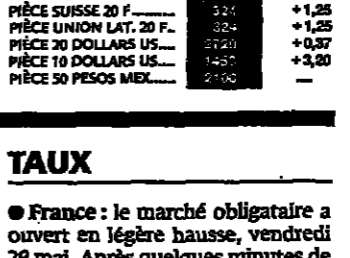
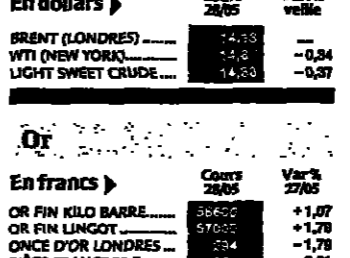
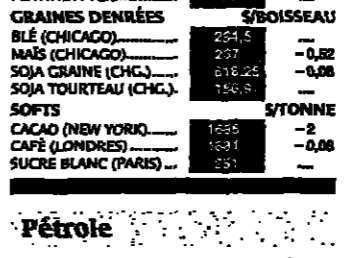
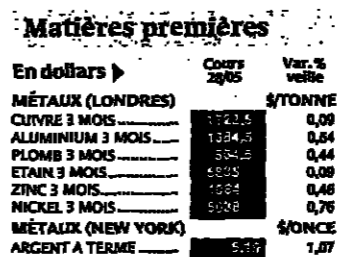
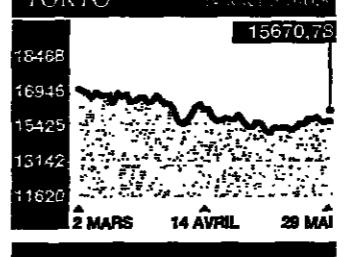
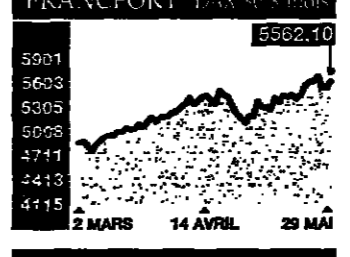
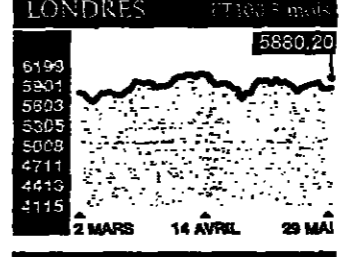
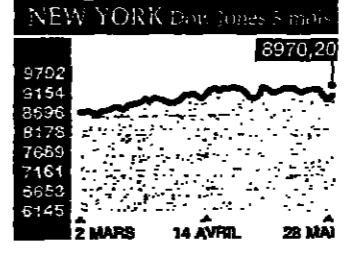
Indices boursiers

Tableau des indices boursiers pour l'Europe 12h30, incluant Paris CAC 40, Amsterdam ABX, etc.



Monde

Tableau des indices boursiers mondiaux pour New York, Londres, Tokyo, etc.



ÉCONOMIE

Chômage record au Japon

LE CHÔMAGE a continué à progresser à vive allure au Japon en avril, les sans-emploi représentant désormais 4,1 % de la population active, selon les données publiées vendredi 29 mai par l'agence gouvernementale de gestion et de coordination.

Le chômage n'avait jamais atteint un tel niveau depuis que le gouvernement nippon a commencé à compiler des statistiques dans ce domaine, en 1953. En avril, l'archipel comptait 2,90 millions de chômeurs, ce qui correspond à une hausse de 590 000 personnes (+25,5 %) sur un an.

« Le Japon doit faire face à une situation très difficile en matière de chômage », a reconnu le vice-ministre du travail Nobuko Matsubara. « Il ne nous est pas possible d'être optimiste sur l'évolution à venir », a-t-elle ajouté.

Les mises en chantier de logements au Japon ont reculé de 16,1 % en avril par rapport à leur niveau d'il y a un an, a annoncé vendredi 29 mai le ministère japonais de la construction.

Les prix à la consommation au Japon ont fortement décliné en avril, avec une hausse ne dépassant pas 0,2 % sur mars, qui ramène leur croissance en glissement annuel à 0,4 %.

INDONÉSIE: une partie du plan de sauvetage international à l'Indonésie nécessite des ajustements en raison de la détérioration de la situation économique, a indiqué, jeudi 28 mai, le responsable Asie-Pacifique du Fonds monétaire international (FMI), Hubert Neiss.

PAKISTAN: la firme de notation financière Moody's a annoncé jeudi 28 mai qu'elle abaissait la note des obligations et avoirs en devises du Pakistan de B2 à B3 à la suite de tests nucléaires effectués par ce pays. (Lire pages 2 et 3.)

RUSSIE: l'agence de notation financière Standard and Poor's a placé jeudi 28 mai sept banques russes sous surveillance avec implications négatives.

Le Fonds monétaire international (FMI) a démenti jeudi 28 mai l'information selon laquelle il allait mettre en place un « fonds de stabilisation » pour aider le gouvernement russe à défendre le rouble.

ÉTATS-UNIS: les commandes de biens durables ont progressé de 2,6 % en avril contre une hausse de 0,2 % en mars, a indiqué jeudi 28 mai le département du commerce.

Le produit intérieur brut (PIB) aux États-Unis a progressé de 4,8 % en rythme annuel au 1er trimestre, selon le département du commerce qui avait initialement fait part d'une progression de 4,2 %.

FRANCE: le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 0,4 % en avril, soit une baisse de 13 100 par rapport à mars, ce qui porte leur nombre total à 2 976 700, selon les statistiques publiées vendredi 29 mai par le ministère de l'emploi. (Lire page 32.)

ROYAUME-UNI: le gouvernement de Tony Blair s'orientait vers l'introduction d'un salaire horaire minimum de 3,60 livres (35 francs).

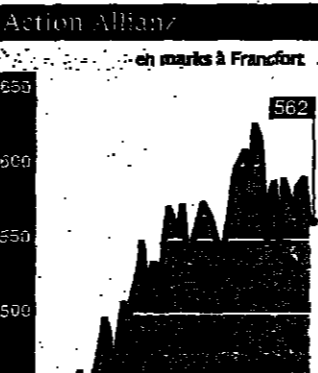
La force de la livre pèse toujours « durement » sur les industriels britanniques qui ont vu leurs commandes à l'exportation chuter en mai au plus bas depuis le mois de janvier 1998.

UNION EUROPÉENNE: le produit intérieur brut (PIB) moyen des quinze pays de l'Union européenne (UE) a augmenté de 2,6 % en 1997, selon les estimations révisées publiées jeudi 28 mai par Eurostat.

Valeur du jour: Allianz va être coté à Paris

C'EST avec la satisfaction d'avoir retrouvé sa place de leader européen de l'assurance (devant AXA) que le groupe allemand Allianz a tenu sa conférence de presse annuelle à Munich. Une occasion pour détailler les résultats de l'exercice 1997 (un chiffre d'affaires en progression de 14,7 %, à 85,6 milliards de deutschemarks et un résultat courant en hausse de 20,4 %, à 5 milliards de deutschemarks) et révéler, pour la première fois, que ses réserves cachées s'élevaient à 87,7 milliards de deutschemarks (294 milliards de francs).

Hemming Schulte-Noelle, le président du directeur, en a profité pour donner une idée de la puissance du groupe après l'intégration de l'assureur français AGR. Ce dernier, contrôlé à hauteur de 51 % depuis le début du mois d'avril, devrait contribuer à porter le chiffre d'affaires de l'ensemble à 107 milliards de deutschemarks (près de 360 milliards de francs) et le résultat net, à près de 3 milliards de marks. Ces estimations sont fondées sur la structure actuelle avant d'éventuelles rectifications de périmètres. Le nouveau groupe ambitionne « de compter parmi les cinq premiers dans chacun des marchés clés d'Europe. Nous faisons déjà en Allemagne, Italie, Suisse et Autriche et grâce aux AGF, nous le devenons en France, Espagne, Grèce, Belgique, Pays-Bas et Royaume-Uni ». Par ailleurs, Allianz a renforcé sa position dans l'assurance



de risques industriels, dans la gestion d'actifs (plus de 2 000 milliards de francs de fonds gérés) et dans l'assurance-crédit. Toutefois, ce dernier secteur pose problème. La Commission européenne s'est penchée sur l'adjonction des forces des AGF (Euler et Coface) et d'Allianz (Hermès). Et elle a réclamé la cession de la participation de 25 % dans la Coface. Allianz a précisé qu'aucune discussion n'est encore engagée. Car le groupe allemand entend conserver une grande liberté de manœuvre dans sa nouvelle filiale.

« Les AGF doivent rester les AGF », elles conserveront donc les marques et les responsabilités opérationnelles. Mais également leur place à la Bourse de Paris.

Mieux, le groupe allemand prévoit de s'introduire, le 12 juin 1998, sur le marché français, avant d'accéder à Wall Street dans un an ou deux. Allianz semble ne pas tenir rigueur à la place primaire des conditions douteuses de son OPA sur les AGF. La Commission des opérations de bourse (COB) a enquêté sur les pratiques de banques qui ont apporté leurs titres à l'OPA d'Allianz avant de les reprendre pour profiter de la hausse de l'action AGF. Les résultats de cette enquête ont été transmis au Conseil des marchés financiers (CMF) qui devra décider d'éventuelles sanctions.

Enguérand Renault

de risques industriels, dans la gestion d'actifs (plus de 2 000 milliards de francs de fonds gérés) et dans l'assurance-crédit. Toutefois, ce dernier secteur pose problème. La Commission européenne s'est penchée sur l'adjonction des forces des AGF (Euler et Coface) et d'Allianz (Hermès). Et elle a réclamé la cession de la participation de 25 % dans la Coface. Allianz a précisé qu'aucune discussion n'est encore engagée. Car le groupe allemand entend conserver une grande liberté de manœuvre dans sa nouvelle filiale.

« Les AGF doivent rester les AGF », elles conserveront donc les marques et les responsabilités opérationnelles. Mais également leur place à la Bourse de Paris.

Mieux, le groupe allemand prévoit de s'introduire, le 12 juin 1998, sur le marché français, avant d'accéder à Wall Street dans un an ou deux. Allianz semble ne pas tenir rigueur à la place primaire des conditions douteuses de son OPA sur les AGF. La Commission des opérations de bourse (COB) a enquêté sur les pratiques de banques qui ont apporté leurs titres à l'OPA d'Allianz avant de les reprendre pour profiter de la hausse de l'action AGF. Les résultats de cette enquête ont été transmis au Conseil des marchés financiers (CMF) qui devra décider d'éventuelles sanctions.

Enguérand Renault

MONNAIES

Dollar: le billet vert était stable, vendredi matin 29 mai, face aux devises européennes, lors des premières transactions entre banques. Il cotait 1,78 deutschemark et 5,9675 francs.

Yen: la monnaie japonaise s'inscrivait en forte baisse, vendredi matin, affectée par la publication de statistiques confirmant la dégradation de la situation économique dans l'archipel. Elle s'échangeait à 138,90 yens pour un dollar, soit cours le plus faible depuis le mois de juillet 1991.

L'annonce d'une brusque poussée du chômage, d'une chute des mises en chantier de logements et d'un recul de la production industrielle a renforcé les perspectives d'une réduction du taux d'escompte de la Banque du Japon, fixé à 0,5 % depuis le mois de septembre 1995. Un tel assouplissement monétaire aurait pour conséquence de diminuer la rémunération du yen et inciterait les investisseurs nippons à placer leurs capitaux en dehors de l'archipel.

Cours de change

Tableau des cours de change pour Dollar, Livre, Franc, etc.

Taux d'intérêt (%)

Tableau des taux d'intérêt pour France, Allemagne, etc.

Marché des changes

Tableau des marchés des changes pour Allemagne, Autriche, etc.

Matières premières

Tableau des matières premières en dollars et francs.

Pétrole

Tableau des prix du pétrole.

Or

Tableau des prix de l'or.

Taux

France: le marché obligataire a ouvert en légère hausse, vendredi 29 mai. Après quelques minutes de transactions, le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, gagnait 3 centimes, pour s'inscrire à 104,07 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 4,93 %, soit 0,05 % au-dessus du rendement du titre allemand de même échéance.

La veille, la Bundesbank avait, sans surprise, décidé de laisser inchangés ses taux directeurs.

États-Unis: les obligations américaines avaient terminé la séance du jeudi 28 mai en légère hausse, en dépit de l'annonce d'une forte révision à la hausse du produit intérieur brut au premier trimestre et d'une progression soutenue des commandes de biens durables en avril.

Le rendement de l'emprunt à trente ans s'était inscrit à 5,84 % en clôture.

ROYAUME-UNI: le marché obligataire a ouvert en légère hausse, vendredi 29 mai. Après quelques minutes de transactions, le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, gagnait 3 centimes, pour s'inscrire à 104,07 points.

Publicité pour 'utiliser le multimédia' avec un grand titre et des images de personnes utilisant des ordinateurs.

Publicité pour 'MARDI 2 JUIN' avec un grand titre et des images de personnes.

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDEDI 29 MAI
Liquidation : 23 Juin
Taux de report : 3,88
Cours relevés à 12h30

CAC 40
+1,37%
CAC 40 : 4069,96

VALEURS FRANÇAISES

Table listing French stocks with columns for Cours précédé, Derniers cours, and % variation.

VALEURS ÉTRANGÈRES

Table listing foreign stocks with columns for Cours précédé, Derniers cours, and % variation.

Main table of stock prices and movements, including various international and domestic equities.

Table of stock prices and movements, continuing from the previous section.

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30
VENDEDI 29 MAI

Table of bond yields and other financial instruments.

ACTIONS FRANÇAISES

Table listing French stocks with columns for Cours précédé, Derniers cours, and % variation.

Main table of stock prices and movements, including various international and domestic equities.

Table of stock prices and movements, continuing from the previous section.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30
VENDEDI 29 MAI

Table of stock prices and movements in the second market.

ACTIONS ÉTRANGÈRES

Table listing foreign stocks with columns for Cours précédé, Derniers cours, and % variation.

Main table of stock prices and movements, including various international and domestic equities.

Table of stock prices and movements, continuing from the previous section.

SICAV et FCP

Une sélection Cours de clôture le 28 mai

Table listing mutual funds and FCP with columns for Valeurs, Frais ind., and Rachat net.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

Table listing investment funds with columns for Fonds communs de placements and various fund names.

Main table of stock prices and movements, including various international and domestic equities.

Table of stock prices and movements, continuing from the previous section.

مكتبة النهر

AUJOURD'HUI

LE MONDE / SAMEDI 30 MAI 1998

SCIENCES Ces dernières années, de nombreux micro-organismes ont été découverts dans des lieux apparemment hostiles à la vie, tels que des lacs de soude ou les sources hy-

drothermales très chaudes, au fond des océans. **LE SECRET** de la résistance de ces bactéries à des températures de plus de 80°C semble résider dans une enzyme particulière, la

gyrase inverse, qui empêche la chaleur de dénaturer son ADN, le support de son hérité. **DES CHERCHEURS FRANÇAIS** ont montré cependant qu'un de ces micro-organismes hyperthermophiles, *Thermotoga maritima*, possède aussi la gyrase inverse, une autre enzyme ayant l'effet inverse sur l'ADN. **CETTE DÉCOUVERTE** suscite des interrogations sur

les rôles respectifs de ces enzymes et sur la place des bactéries hyperthermophiles, considérées comme les premiers habitants de la Terre, dans l'évolution.

Les bactéries de l'extrême ne livrent pas facilement leurs secrets

La détection de deux enzymes censées avoir un rôle antagoniste dans la protection de l'ADN contre les hautes températures ébranle les convictions des chercheurs sur les fonctions de ces substances et sur les caractéristiques des premiers micro-organismes apparus sur notre globe

LA VIE a colonisé des zones de notre planète que l'on croyait totalement inhospitalières. Depuis plusieurs années, les scientifiques découvrent, fascinés, que des bactéries s'épanouissent dans des endroits aussi inavouables que les lacs de soude, les geysers aux eaux sulfureuses et acides, ou encore les sources hydrothermales très chaudes tapées au fond des océans, par 2 500 m de fond, où règnent une obscurité totale et des pressions de quelque 250 atmosphères.

Autour de ces dernières, les bactéries thermophiles et hyperther-

Les dernières recherches montrent que les bactéries hyperthermophiles ont modifié leurs acides aminés pour permettre à leurs enzymes de rester fonctionnelles à haute température. Elles ont mis au point une parade qui protège des méfaits de la chaleur leur ADN (acide désoxyribonucléique), le support de l'hérédité.

Habituellement, quand un ADN bactérien « ordinaire » est soumis en laboratoire à une température supérieure à 80°C, la chaleur casse les liaisons chimiques faibles qui existent entre les deux brins torsadés de la double hélice, ce qui pro-

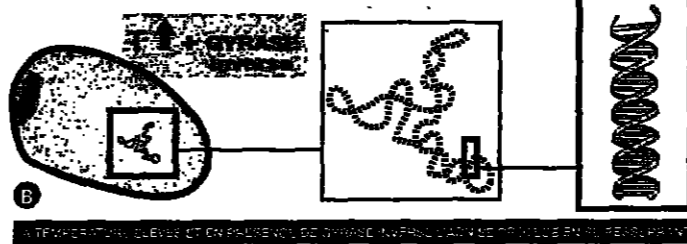
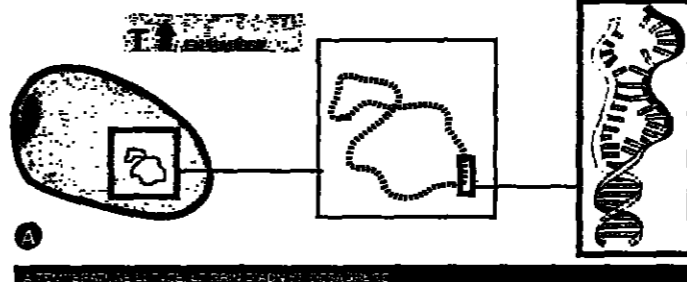
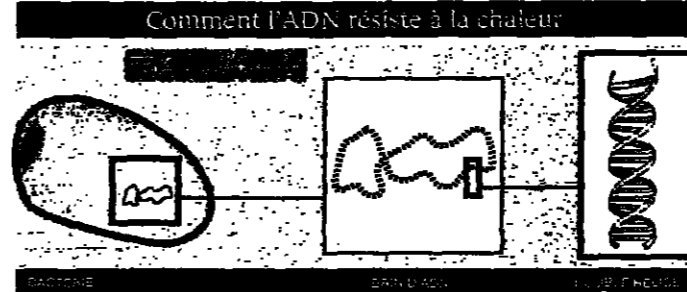
duit difficile à dérouler, ce qui empêche la séparation locale de ses brins », explique Patrick Forterre.

La gyrase inverse est l'exacte contrepartie d'une autre enzyme, la gyrase, découverte en 1976 dans les bactéries « traditionnelles », dites mésophiles. Elle provoque sur l'ADN de ces dernières un sur-enroulement « négatif » qui a tendance à desserrer la double hélice classique. Cette action « met l'ADN sous tension et lui apporte l'énergie nécessaire pour séparer les deux brins localement et permettre ainsi le démarrage de la transcription génétique », explique Michel Duguet.

CURIEUSE COHABITATION

Jusqu'à ce jour, les rôles respectifs de la gyrase et de la gyrase inverse semblaient donc bien définis. La gyrase inverse ayant été trouvée uniquement chez les hyperthermophiles, on a pensé logiquement que son rôle était de protéger l'ADN contre la chaleur. C'était sans compter avec l'imagination de la nature. De nouveaux travaux, menés à l'IGM par deux chercheurs, Olivier Guipaud et Claire Boutier de la Tour, ont bousculé ce beau scénario en démontrant qu'une bactérie hyperthermophile - *Thermotoga maritima*, vivant dans des sources maritimes chaudes au large de l'Italie - possède les deux gyrases antagonistes, et que son ADN est sur-enroulé négativement, donc « en théorie » plus sensible à la chaleur.

« C'est la première fois que nous rencontrons une telle situation, jubile Michel Duguet. Cette découverte indique qu'un sur-enroulement négatif induit par une gyrase n'est pas désavantageux pour un organisme hyperthermophile ». Les chercheurs en sont désormais réduits aux hypothèses sur les rôles



A plus de 80 degrés, la chaleur casse les liaisons faibles des brins d'ADN de la bactérie (A). La présence de gyrase inverse, une enzyme, resserre la double hélice (B), rendant ainsi l'ADN plus résistant.

respectifs de ces deux enzymes dans un même micro-organisme. « La gyrase fonctionne peut-être à certains moments, lorsqu'il faut activer l'ADN pour la transcription génétique, et la gyrase inverse entre en action quand il faut verrouiller

l'ADN pour empêcher les deux brins de se séparer, estime Michel Duguet. On peut imaginer aussi que ces deux enzymes fonctionnent alternativement. Ou sur des endroits différents de l'ADN. Peut-être l'une a-t-elle un effet local et l'autre un

effet global. » La curieuse cohabitation de ces deux enzymes antagonistes, spécifiques aux procaryotes et absentes chez les eucaryotes (qui regroupent les plantes et les animaux), pose de nouvelles questions sur l'origine de la vie et - en particulier - sur la recherche de la plus ancienne cellule, que les scientifiques ont baptisée LUCA (Last Universal Common Ancestor).

SÉQUENÇAGE

L'hyperthermophilie est-elle une des premières caractéristiques de la vie, comme le croyait jusqu'à présent la majorité des spécialistes, ou, au contraire, une adaptation plus tardive ? « L'invention de la gyrase inverse a peut-être permis à certains procaryotes d'envahir les régions les plus chaudes de notre planète dans une seconde étape, certains d'entre eux perdant alors la gyrase. C'est une hypothèse iconoclaste, car le scénario évolutif le plus en vogue actuellement postule que l'ancêtre commun à tous les êtres vivants est un procaryote primitif hyperthermophile », précise Patrick Forterre.

Le séquençage, au Génomscope (Centre national de séquençage français), d'une autre bactérie hyperthermophile marine, *Pyrococcus abyssus*, vivant sous une pression de 200 atmosphères et à une température de 96°C, éclairera peut-être le débat. Deux autres espèces de *Pyrococcus* sont en cours de séquençage au Japon et aux États-Unis. « Cela nous permettra d'étudier de plus près certains aspects de la microévolution chez des micro-organismes qui ont peu divergé génétiquement », explique Jean Weissenbach, directeur général du Génomscope.

Christiane Gabus

« Pyrococcus abyssus » au Génomscope

Le séquençage de la bactérie hyperthermophile marine, *Pyrococcus abyssus*, découverte sur des échantillons d'une cheminée hydrothermale du Pacifique, inaugurera les installations du Génomscope (Centre national de séquençage français), nouvellement installé à Evry (Essonne). « Pour nous, c'est une double première, car *Pyrococcus abyssus*, isolée par un Français, sera le premier génome entièrement séquencé en France, et aussi le premier à être étudié dans notre centre », explique Jean Weissenbach, directeur général du Génomscope.

Les premières données de séquence devraient être prêtes à la fin du printemps. Commencée ensuite une longue phase « d'interprétation et d'annotation ». Le Génomscope, en fonctionnement depuis novembre dernier, a été doté d'un budget de 800 millions de francs sur dix ans par le ministère de l'Éducation nationale, de la recherche et de la technologie.

mophiles, qui s'épanouissent à des températures comprises entre 60 et 80°C pour les premières, entre 80°C et 110°C pour les secondes, retiennent tout particulièrement l'attention des chercheurs. Elles ouvrent en effet d'intéressantes perspectives concernant l'origine de la vie et l'évolution cellulaire et pourraient, de surcroît, avoir des applications prometteuses dans l'industrie.

Comment ces créatures de l'extrême parviennent-elles à proliférer dans un tel environnement ?

voque leur séparation. Pour empêcher ce processus, les hyperthermophiles, et elles seules, mettent en œuvre une enzyme particulière, la gyrase inverse. Cette substance, découverte en 1984 par un japonais, Akhiko Kikuchi, et isolée puis décrite un an plus tard par Patrick Forterre et Michel Duguet (Institut de génétique et microbiologie [IGM], du CNRS), provoque un sur-enroulement positif du brin d'ADN. « Ainsi resserée, la molécule en forme de double hélice de l'ADN est

Une nouvelle voie dans la thérapeutique du cancer

UNE ÉQUIPE de biologistes français annonce, dans le dernier numéro des comptes rendus de l'Académie nationale américaine des sciences, avoir obtenu des résultats expérimentaux prometteurs dans le nouveau champ de la thérapie anticancéreuse qui vise à s'opposer au développement des vaisseaux sanguins. Cette approche a été récemment commentée lors de la présentation des derniers résultats du docteur Judah Folkman de l'hôpital pédiatrique de Boston, Massachusetts (Le Monde du 8 mai). L'originalité des travaux expérimentaux du docteur Folkman, conduits sur la souris, résidait dans l'usage conjoint de deux substances - l'angiostatine et l'endostatine - qui, après administration à des animaux de laboratoire porteurs d'une tumeur in situ, permettaient d'observer une régression spectaculaire de cette dernière. Dans l'optique d'un passage à l'expérimentation humaine, l'un des obstacles à vaincre résidait dans la production de ces molécules. C'est cet obstacle que permet, entre autres, de contourner le travail publié dans la revue américaine.

Les auteurs - qui travaillent dans différentes unités de l'Inserm et du CNRS avec le soutien financier de la multinationale Rhône-Poulenc-Rorer - ont réussi une double démonstration. D'une part ils ont réussi à produire une version de l'une des deux substances (l'angiostatine) en intégrant le gène qui en dirige la synthèse au sein du patrimoine génétique d'un virus connu pour être un bon outil de thérapie génique. L'angiostatine, qui a été découverte et isolée en 1994 à partir de l'urine de souris atteinte d'une forme de tumeur pulmonaire, est un fragment d'une molécule naturelle. L'adénovirus, recombinant ainsi construit, a ensuite été injecté

dans deux lignées de souris porteuses de lésions cancéreuses (un cancer du système nerveux central et un cancer du sein d'origine humaine) en espérant qu'il assure la production d'angiostatine et que cette dernière joue un rôle antitumoral.

Les auteurs expliquent que cette injection a été suivie d'un « arrêt significatif » de la croissance tumorale, phénomène associé à la suppression de la néovascularisation au sein et à proximité de la tumeur. L'injection de ce virus « thérapeutique » a aussi eu pour effet d'augmenter de manière massive les processus d'auto-destruction (par apoptose) des cellules cancéreuses. Ces phénomènes n'ont pas été observés lorsque les chercheurs ont injecté un adénovirus identique mais dont le patrimoine génétique n'avait pas été modifié.

Pour les auteurs du texte, de tels résultats permettent d'envisager l'administration de molécules s'opposant à la formation des néovaisseaux, irritants les tumeurs cancéreuses par l'intermédiaire d'un vecteur viral recombinant. Compte tenu des difficultés rencontrées dans la production de ces molécules, ils ouvrent de nouvelles et solides perspectives thérapeutiques. « Nous travaillons aujourd'hui à bâtir de nouveaux vecteurs viraux qui pourront induire la production de plusieurs substances thérapeutiques », a expliqué au Monde Franck Griscelli (Institut Gustave-Roussy), premier signataire de la publication. Nous attendons la publication des derniers résultats obtenus par l'équipe de Folkman et nous avons bon espoir, après un an ou deux de travaux expérimentaux sur l'animal, de passer aux essais cliniques sur l'homme. »

Jean-Yves Nau

Les risques sanitaires des aliments transgéniques inquiètent le Parlement

QUELLE PLACE faut-il accorder aux organismes génétiquement modifiés (OGM) en agriculture et dans l'alimentation ? Quels sont les enjeux et les avantages des plantes transgéniques, quels contrôles faut-il mettre en œuvre pour en estimer les risques ? L'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst) a consacré, mercredi 27 et jeudi 28 mai, à l'Assemblée nationale, deux journées d'auditions « publiques, pluralistes et contradictoires » à cette nouvelle technologie.

À quelques semaines de la première conférence de citoyens prévue sur ce thème les 20 et 21 juin, cinq ministères (agriculture, consommation, santé, recherche, environnement) et une trentaine d'experts ont été entendus. Largement assés pour démentir, une fois de plus, combien le consensus était loin d'être atteint en matière d'aliments génétiquement modifiés.

De fait, depuis l'autorisation donnée par le gouvernement français, en novembre 1997, de cultiver sur le territoire national une variété de maïs transgénique mise au point par la société suisse Novartis, les protestations contre cette décision n'ont cessé de se

multiplier. Consommateurs, agriculteurs, chercheurs et défenseurs de l'environnement sont de plus en plus nombreux à s'interroger sur l'enjeu de ces cultures génétiquement modifiées, dont seuls les grands groupes agrochimiques vantent sans réserve les mérites.

« AU CAS PAR CAS »

Pour le moment, le consommateur ne perçoit pas de « bénéfice » lié à l'utilisation de plantes transgéniques, a estimé le ministre de l'Agriculture, Louis Le Penzec, à qui il semble « essentiel que les innovations issues des biotechnologies participent à l'amélioration des qualités nutritionnelles et gustatives des produits » et non pas seulement à une augmentation de la productivité. « Si le seul avantage est une résistance aux herbicides, cela ne me semble pas suffisant », a-t-il ajouté, en précisant que les autorisations de nouvelles plantes transgéniques doivent être étudiées « au cas par cas » en fonction d'un bilan coûts/avantages de la lignée (végétale) présentée.

Cette prise en compte du consommateur semble d'autant plus nécessaire que l'incertitude des aliments transgéniques, de l'avis de plusieurs experts, est loin d'être absolue. Si les risques

toxiques et allergiques de ces nouveaux produits restent à estimer, plusieurs études ont déjà souligné celui qui représente la dissémination des gènes de résistance aux antibiotiques, introduits pour des raisons de commodité technique dans de nombreuses plantes transgéniques. Ces transferts de gènes ne vont-ils pas accroître la résistance aux antibiotiques des bactéries pathogènes pour l'homme, qui ne cesse déjà d'augmenter ? Le danger est réel, mais non négligeable. Et il embarrassé

L'Europe opte pour l'affichage obligatoire

Les ministres de l'Agriculture des Quinze ont décidé, mardi 26 mai, que les emballages des aliments contenant des organismes génétiquement modifiés devraient désormais mentionner explicitement. Cette décision entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après sa publication au Journal officiel européen, prévue dans les prochains jours. Devant la fronde d'une majorité d'États membres de l'Union, la Commission s'est résolue à opter pour un étiquetage plus strict que ne le prévoyait son projet initial (Le Monde du 22 mai). Adopté à la majorité qualifiée, ce compromis a été rejeté par trois pays. Pour la Suède et le Danemark, le texte n'est pas assez contraignant ; l'Italie le trouve trop difficile à appliquer pour les petits producteurs.

Selon le bureau européen des fédérations de défense de consommateurs, environ 60 % des produits d'usage courant vendus en supermarchés, comme le chocolat, la margarine ou l'huile de table, contiennent déjà des dérivés de soja ou de maïs génétiquement modifiés.

Catherine Vincent

Politique, Économie, Société, Culture, Histoire

La Pologne en français

chaque semaine dans

Le Courrier de Varsovie

A Varsovie - tél. : 0-48 22-639 93 21 - fax : 0-48 22-639 93 18
E-mail : varocour@mediaset.pl
Adresse postale en France : AFPE - 46, rue d'Alsace - 75014 Paris

NOUVEAU MARCHÉ HORS-CAT

Produits de la mer, légumes, fruits, produits laitiers, produits secs, produits surgelés, produits bio, produits locaux, produits régionaux, produits artisanaux, produits traditionnels, produits innovants, produits exclusifs, produits de saison, produits de qualité, produits de confiance, produits de réputation, produits de renommée, produits de prestige, produits de luxe, produits de haut standing, produits de haut niveau, produits de haut calibre, produits de haut vol, produits de haut rang, produits de haut grade, produits de haut standing, produits de haut niveau, produits de haut calibre, produits de haut vol, produits de haut rang, produits de haut grade.

صحة لمن لا يملك

Verre de Venise, nouvelle vague

Salviati dirigé par des Français, Venini repris par des Danois : l'Europe n'oublie pas les traditions de la lagune et relance le murano contemporain

VENISE
de notre envoyée spéciale
L'eau et le feu. Ni l'air frais de la lagune ni la vue qui file vers cette horizontale miroitante dans un gris-vert ne peuvent tempérer la fournaise de l'atelier Salviati, réinstallé à Murano dans ses propres murs depuis que la marque a été reprise par des Français, et relancée avec des méthodes et des collections actualisées.

Cueillie au bout d'une tige d'acier à four ouvert par le maître verrier, la boule de verre en fusion est tournée et mise en forme à l'aide d'outils fort rustiques, des pinces pour serrer le col, une louche de bois pour arrondir les flancs, une poignée de vieux journaux noircis pour aplanir plus finement la surface. En quelques dizaines de minutes, parfois un tour d'horloge selon la complexité du décor voulu, cames de verre filé, asymétries, surfaces de couleur et de verre blanc superposés (jusqu'à cinq pour les effets opalines), la pièce prend tour à tour sous l'œil exact et la main juste des experts, dans une volée de gestes mesurés, et le silence actif et attentif des assistants. Jusqu'au partage entre tâches secondaires et moments décisifs, réglé comme un ballet, sous le contrôle impérieux du feu qui gronde et attend, toujours prêt à réchauffer, à redresser une forme qui songerait à s'échapper.

Deux époques se rencontrent en un seul lieu, braser antique et précision électronique, comme celle du tunnel de cuisson et de refroidissement où les pièces acquiescent force et résistance, durant une douzaine d'heures, passant des mains des verriers à celles des polisseurs, puis des emballeurs qui boucleraient les boîtes couleur d'ambre et de flamme, aux armes d'une marque naissante.

Vieille maison vénétienne dont le nom s'inscrit en mosaïque d'or sur la façade d'un palais du Grand Canal, Salviati a été racheté en 1995

au groupe Gardini, à titre personnel, par un grand industriel du verre, Philippe Durand, par ailleurs président du directoire des Verrières et Cristalleries d'Arques dans le nord de la France. Dirigée par Jean-Claude Viodé, la petite entreprise vénitienne travaille selon trois lois : haut artisanat, design contemporain, diffusion selon les canons du marketing moderne.

Sous les plafonds peints d'un palais du campo San Angelo, la collection a repris les teintes vives et l'apparence d'un jeu, mise en valeur dans un damier mural de boîtes noires où chaque objet est éclairé pour lui-même. Les auteurs sont jeunes (Marc Coulon) ou déjà connus (Johanna Grawunder, associée de Memphis à Milan) ; ce sont des Nordiques, des italiens, ou des Français. Avec eux, la modernité se retourne, s'ironise, se dédouble et parfois se cache dans la douceur simple de lignes retrouvées.

CONSCIENCE ESTHÉTIQUE

Des techniques éprouvées viennent à la rencontre de formes nouvelles. Tel ce vase double (Strega, Marc Coulon) où une corolle de couleur vive se sépare à volonté du côté noir et mat (*battuta*, c'est-à-dire fini à la gouge) dans lequel on peut le glisser, bouquet immobile. Ou cette collection de grands verres transparents dont la paroi enfermée des couleurs de bleu, de jaune, de rouge, vagues aléatoires dessinées dans la milk suédoise par une jeune femme, Bent Johansson (Sonata, Meteor, Diana). Ou cette gerbe de tiges colorées prisonnières d'un grand verre blanc (Stello, de Giovanni Levanti) et qui attendent des fleurs, ou des poissons rouges.

Plus savantes, ces coupes d'opaline gris lagune doublées de vert ou de bleu, qui joueront avec la lumière du jour pour laisser deviner une ombre... Plus sobres, ces séries de verres et gobelets graphiques, où des vagues, des stries mates ap-



portent un relief, un dessin blanc sur blanc. Le plus difficile sans doute étant d'assurer, avec deux séries de nouveautés par an, la cohérence esthétique de l'ensemble du catalogue. C'est là que peuvent se rencontrer les tours de magie des verriers et l'amusement que l'époque réclame, par exemple avec ces effets de couleurs inversées dans la série Boston, où un fil de couleur apposé à main levée par les ouvriers sur un vase droit dessine une fine spirale en relief. Ligne légère dans l'air du temps.

Verre de Venise, verre de Murano, ce que Pon en voit généralement donne le tournis et provoque un mouvement de recul : la virtuosité débridée des verriers pour répondre au moment de vertige du touriste en proie à l'idée-cadeau ne suscite qu'une envie, la fuite. Sans retour ici, il s'agit d'autre chose, d'une discipline de l'art décoratif à laquelle les créateurs de toutes les époques n'ont pas dédaigné de s'affronter et qui a connu, même au XX^e siècle, plusieurs saisons florissantes. Pour les années 30 ou les années 50, les grands noms se trouvent plutôt du côté de chez Venini, et c'est sans doute pourquoi l'industriel Raul Gardini, collectionneur et amateur, avait fait, quelques années avant sa mort, en 1993, l'acquisition de cette entreprise (qui a été rachetée par Royal

Copenhagen) et de Salviati. En trois ans, chez Salviati, la collection a été complètement renouvelée et renouvelée. Maintes des meilleures créations contemporaines, qui dataient plutôt des années 60, sous l'impulsion de Sergio Asti, architecte et designer, et d'un peintre vénitien, Luciano Gaspari. Recherche de nouvelles signatures et embauche d'un directeur artistique, Marcello Ziliani. Aujourd'hui, la moitié des deux cents familles d'objets du catalogue sont des nouveautés : vases (entre 2 000 et 3 000 F), coupes, services de verres en cristal (450 F les deux), grandes pièces décoratives (5 000 F environ).

SUCCÈS DE LA PIÈCE UNIQUE

On y a ajouté, à des tarifs plus abordables, de nouvelles collections d'opales doubles (Colonino, à partir de 800 F) et des petits objets familiers comme ces galets de verre moucheté d'or qui contiennent une flamme (à partir de 350 F) ou des souffloirs qui se retournent en bougeoir (Graffiati, 500 F).

Le marketing est adapté à l'exportation - jusqu'ailleurs le Murano se vendait surtout autour de la place Saint-Marc - et à la distribution d'un produit de luxe abordable, sur un réseau, celui des objets de collection ou de décoration,

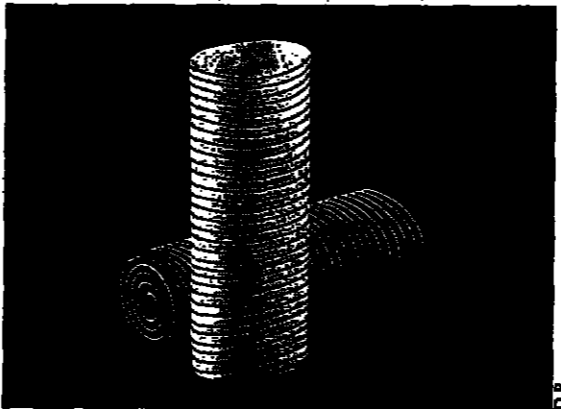
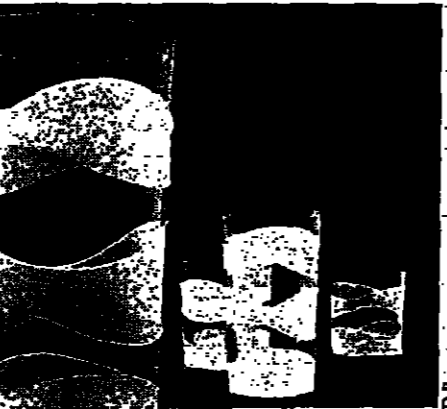
qui s'adresse à une nouvelle catégorie d'acheteurs. Et qui répond à cet engouement pour la pièce unique, l'édition limitée - ou des objets plus modestes mais avec une idée - qui se développe au rythme où naissent de nouveaux magasins spécialisés comme Bleu Verre, Quartz, à Paris, et ces boutiques qui font place au design international, comme L'Eclaircur ou Colette.

A condition que le prix reste raisonnable pour une qualité de ligne, de fabrication et d'imagination qui, elle, ne doit pas se limiter. « C'est un peu un retour aux sources, commente Jean-Claude Viodé. Le fondateur, Antonio Salviati, en 1859, avait cette volonté de relancer le verre de Venise, alors suppléant par le cristal d'Irlande et de Bohême, et il parvint en introduisant de nouvelles techniques et surtout en lui assurant une large diffusion à l'étranger, notamment pour les mosaïques de verre, que l'on retrouve au Palais Garnier ou ailleurs. »

Mais, à la surprise générale, c'est une pièce d'exception, à un prix sommet (plus de 8 000 F) qui a connu, en 1996, un succès commercial inattendu : un grand vase en forme de cœur, rouge comme lui, et lourd, apporté comme une sculpture par son auteur, Maria Christina Hamel, pour couler un exemplaire unique destiné à une vente en faveur de la lutte contre le sida. Devenu best-seller, il existe maintenant en taille plus modeste et a aussi été présenté en petit format (1 300 F) comme porte-messager. Reste à écrire le mot.

Michèle Champenois

* A Paris, les créations Salviati sont en vente notamment au Printemps, bd Haussmann (75009) chez Bleu Verre, 11, rue Malebranche (75005), Quartz, 12, rue des Quatre-Vents (75006), L'Eclaircur, 3^e, rue des Rosiers (75004), Colette, 213, rue Saint-Honoré (75001).



Dessiné par Marc Coulon, le vase Strega (ci-dessus) est double (noir mat, avec un rouge, jaune ou vert vif, hauteur 33 cm, 2 950 F). Parmi les séries de verres en cristal strié, modèle Ondine (ci-contre, à gauche) de Piero Gaeta (450 F les deux, seuil à glace, 700 F). Les vases Boston (ci-contre) (2 220 et 2 400 F, design Salviati) existent dans plusieurs gammes de coloris inversés.

Le design scandinave passe à table sur les Champs-Élysées

Une boutique regroupe sous l'enseigne Royal Scandinavia le classique et le contemporain des marques danoises

DES VASES et des verres qui jouent la transparence et les reflets pour exprimer le raffinement de la matière. Un service en faïence qui décale le regard par ses formes ovales, des vases et des coupes qui s'amuse à marier la délicatesse des formes et la fantaisie des motifs (rayures, étoiles...). Des vases encore, qui dévient légèrement leur trajectoire pour mieux déjouer la classique droiture de l'objet et arborent de joyeuses couleurs vives et claires, des assiettes en verre peint à la main qui cassent le classicisme de fabrication par le trait naïf du dessin (des tulipes)...

Tous ces objets présentent une grande diversité, en même temps qu'une cohérence remarquable au premier coup d'œil. Car ces vases, verres, coupes et services, quelle que soit la main qui les signe, ont en commun un style. Celui de la pureté des lignes qui nous parvient, depuis presque un demi-siècle, des pays scandinaves. Un style suffisamment affirmé et maîtrisé pour se permettre de glisser fantaisie et éléments ludiques, sans se compromettre ou seulement brouiller la forme initiale du projet.

Ces éléments d'art de la table qui reposent à la fois sur une tradition artisanale de longue date et une

démarche de création contemporaine ont désormais leur boutique à Paris. Royal Scandinavia, au 142, avenue des Champs-Élysées, s'affiche désormais dans la capitale comme la vitrine de l'entreprise scandinave du même nom qui vit le jour à l'automne 1996, par le regroupement des sociétés Royal Copenhagen, Georg Jensen, Orrefors, Kosta Boda et l'entreprise vénitienne Venini. Des marques auxquelles sont attachés de nombreux designers : Per Lütken, Viviana Torun, Torben Jørgensen, Arne Jacobsen, Anne Nilsson, Nanna Ditzel, Gunnel Sahlin, Gianni Versace... pour n'en citer que quelques-uns.

La volonté du groupe est aujourd'hui de devenir le plus grand sur le marché de luxe des arts de la table, avec une gamme qui va de la tradition classique (porcelaine Royal Copenhagen, argenterie Georg Jensen) au modernisme. Elle s'accompagne d'une démarche qui consiste à réunir, en un même lieu, les créations contemporaines. Le concept est déjà en place dans plus d'une soixantaine de pays. A Paris,

Pichet et presse-agrumes en faïence jaune (Royal Copenhagen, design Ole Jensen).

les bijoux, la porcelaine Flora Danica, l'orfèvrerie et la ligne bébé demeurent rue Saint-Honoré, chez Georg Jensen. Tandis que la boutique des Champs-Élysées propose une gamme plus colorée, plus gaie et moins chère ; un choix d'objets élaborés également en fonction du goût français qui se manifeste, depuis quelque temps, à travers une clientèle de jeunes couples attirés par ces lignes pures et sobres.

Dans les pays nordiques, la table est au cœur d'un art de vivre. Peu enclins à la sortie au restaurant, les Scandinaves cultivent plus aisément le plaisir de recevoir chez eux. Ce goût de l'hospitalité et du plaisir d'être « à la maison » dicte le désir d'intérieurs chaleureux, de tables élaborées et souvent sol-

lennement étudiées. En France, dit-on, cette culture est loin d'être si marquée. Surtout, elle a eu, en cette fin de siècle, la fâcheuse tendance à vouloir disparaître. Chez Jensen, pourtant, on note « très nettement » les frémissements d'une reprise avec, en 1997, une augmentation de plus de 50 % en un an du montant des listes de mariage.

FORMES RONDES ET LUDIQUES

Royal Scandinavia, avec cette nouvelle boutique, espère encourager le mouvement. Le vase en verre massif soufflé (11 000 F) de Paolo Venini, ou les pichets en verre soufflé (935 F à 1 135 F) de Gunnel Sahlin pour Kosta Boda pourront peut-être encore intimi-



der les débutants en achat d'arts de la table, ne serait-ce que par le prix. En revanche, s'adressent plutôt à eux les coupes à champagne poils rouges (375 F) ou étoiles rouges (435 F) d'Anne Nilsson pour Orrefors, les assiettes Tulipa (525 F à 235 F) de Ulrica Hydman-Vallien pour Kosta Boda. L'ensemble des objets en faïence signés Ole Jensen pour Royal Copenhagen - pichet à eau cultuteur (272 F), égouttoir à trois positions (470 F), presse-citron (390 F), cafetière (585 F) - devrait, lui aussi, rallier les plus novices et les moins aisés.

Les formes rondes et ludiques, les décrochements et poignées fonctionnelles, la prise agréable de cette gamme, qui existe en jaune et blanc, ont largement de quoi séduire les moins conventionnels. Les indices pourront attendre. Les vitrines de la boutique sont en effet destinées à changer chaque semaine.

Véronique Cauhapé

* Royal Scandinavia, 142, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 01-42-25-88-67. * Georg Jensen, 239, rue Saint-Honoré, 75001 Paris. Tél. : 01-42-60-07-89.

Le crocodile fête ses 65 ans

PORTÉ avec la panoplie Roland-Garros - bermuda écossais, serrète et mocassins Weston - ou sur le dos des rappeurs avec un pantalon baggy, la chemise Lacoste monte au fil depuis 1933. Pour célébrer les soixante-cinq ans du polo-culte, la marque vient de rééditer cinq modèles créés entre 1958 et 1968, que les collectionneurs chahinaient à prix d'or dans les boutiques de fripe.

Ces vieilles stars des courts de tennis et des greens reprennent un second souffle et s'adaptent à la mode vintage (millésimée) du moment. De Fluret (1964), un modèle près du corps à col rond, à Lansquenet (1968), tee-shirt à encolure en V, orné d'un liseré bleu marine sur les manches et le col, ces rééditions s'offrent dans l'emballage cartonné de l'époque. Un parfum rétro pour évoquer l'histoire d'un enfant de la balle qui a traversé le siècle sans prendre une ride.

En 1927, le tennisman René Lacoste arrache la Coupe Davis aux Américains, ce qui lui vaut le surnom de « Crocodile » dans les journaux yankees. Le reptile fêché en tissu brodé le suivra sur ses blazers avant de s'afficher par millions sur les fameux polos de maille piquée, lancés en 1933 avec le boummer André Gillier.

Créée pour supporter la canicule des étés d'outre-Atlantique, la chemise blanche en petit jersey piqué, inspirée des polos d'équitation, ha-



Le modèle Lansquenet (encolure en V, liseré sur les manches et le col, 1968), qui vient d'être réédité.

billé le corps d'un tissu aérien. A l'époque où les joueurs étaient coïncés dans des blazers et des chemises de ville en chaîne et trame, il libère les mouvements avec cette maille souple jusqu'aujourd'hui réservée aux sous-vêtements.

Pour la première fois, une marque s'affiche à l'extérieur du vêtement. Rapidement, le polo - appelé 12/12 - sort des courts de tennis, prend des couleurs (40 nuances) et devient l'indispensable de la panoplie sportswear. Au début des années 50, le président Eisenhower le porte en couverture de Life Magazine. Aujourd'hui, c'est John Travolta qui parade en 12/12 bordeaux pour la promotion du film Primary Colors, dans lequel il incarne Bill Clinton.

Le crocodile a posé son empreinte dans 85 pays, et 120 millions de kilomètres de coton servent à tisser les 6 millions de polos vendus chaque année dans le monde. Avec 230 grammes, 20 kilomètres de fil, deux boutons de nacre taillés dans un coquillage des mers du Pacifique, chaque chemise exige quelques attentions comme le lavage à l'eau tiède et le repassage à l'envers.

Sous l'impulsion de Bernard Lacoste, le fils aîné de René Lacoste qui est à la tête de la société depuis trente-cinq ans, le crocodile s'est démultiplié en parfums (avec Jean Patou), sacs, lunettes, montres, chaussures. Jusqu'aux jeans lancés à l'automne 1997, et à une ligne pour femme, réalisée depuis quelques saisons par le styliste Gilles Rostier.

Aujourd'hui, 25 000 personnes travaillent pour la marque dans le monde, distribués dans 500 boutiques, 1 200 corners et des magasins multimarques. Si le crocodile a été touché de plein fouet par la contrefaçon et la crise en Asie, il continue de croquer des parts de marché en Inde et en Chine autour d'une centaine de points de vente. Serene, avec un tiers des volumes de vente de la marque, la chemise garde l'étoffe d'une battante.

Anne-Laure Quillier

Encore de la pluie

SAMEDI, un vaste système dépressionnaire reste bien installé à l'ouest de l'Europe. Après une courte accalmie vendredi, le temps se dégradera à nouveau. Une nouvelle perturbation active remontera rapidement du golfe de Gascogne. Elle apportera de grosses pluies sur une grande moitié ouest de la France. Le soleil et la douceur résisteront tant bien que mal sur les régions de l'est où la pluie arrivera en fin de journée.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Après une matinée pluvieuse, le temps s'éclaircira un peu l'après-midi près de l'Atlantique. Il fera 16 à 20 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - La journée débutera sous le soleil mais se terminera souvent sous la pluie. On prévoit au maximum entre 20 et 23 degrés.

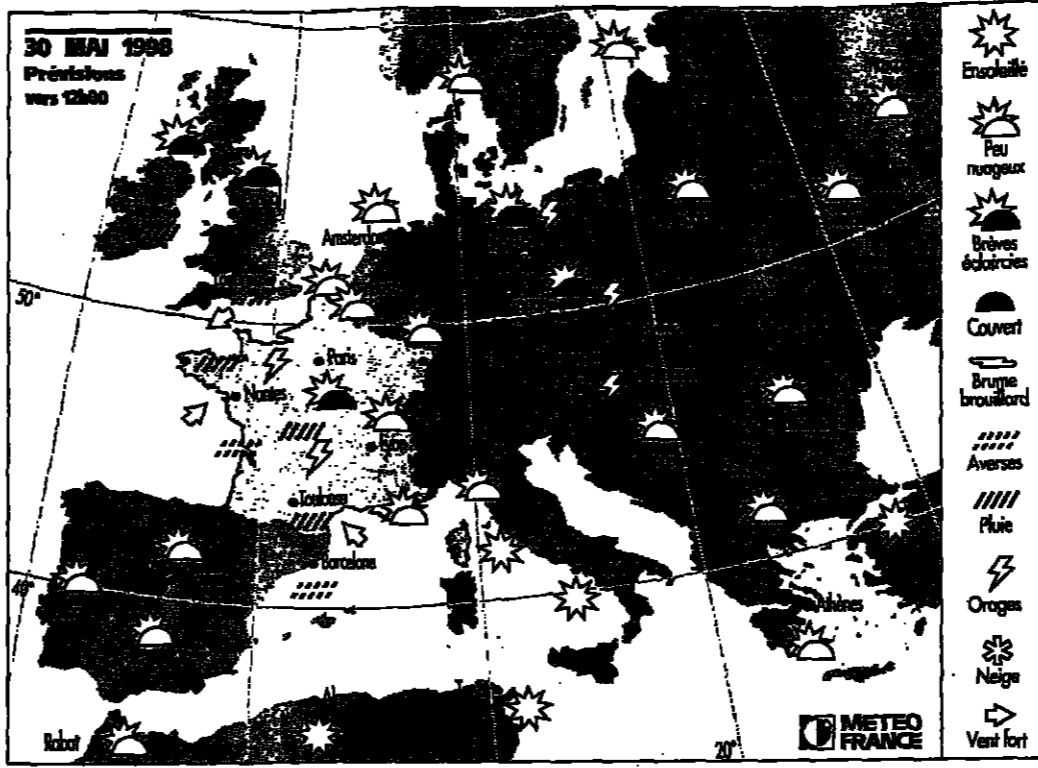
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Le soleil brillera largement. Des nuages apparaîtront toutefois

l'après-midi, annonçant la pluie pour la soirée en plaine. Des orages pourront éclater en montagne en cours d'après-midi. Il fera de 22 à 26 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le temps se gâtera rapidement. Les éclaircies seront rares, la journée sera souvent placée sous le signe de la pluie. Des orages pourront éclater notamment sur les Pyrénées. On attend 17 à 20 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - En Auvergne et Limousin, la pluie arrivera rapidement. En revanche, la région Rhône-Alpes profitera du soleil mais le ciel se voilera franchement l'après-midi. Il fera de 18 à 23 degrés.

Langue-doc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le vent apportera beaucoup de nuages et de la pluie autour du golfe du Lion. Le soleil résistera plus longtemps de la Côte d'Azur à la Corse, mais des ondées se déclencheront l'après-midi. Il fera entre 18 et 23 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

ESPAGNE. Une grève du zèle des contrôleurs aériens dans les aéroports espagnols retarde depuis le jeudi 28 mai le départ des avions. Le mouvement affectait surtout le trafic de l'aéroport El Prat de Barcelone, où les avions décollaient avec un retard moyen de près d'une heure. A Madrid-Barajas, les vols avec Barcelone ou à destination des Canaries et de l'Europe du Nord, décollaient avec un retard d'un quart d'heure à une demi-heure. L'action doit s'achever samedi.

FRANCE. Le Guide 1998 des châteaux et hôtels indépendants présente l'histoire à travers les fleurons de l'architecture hexagonale pour un prix de 250 à 1 000 F en chambre double, 2 480 F en appartement. Différents types de forfaits (découverte, étape, golf) sont mentionnés. Il est envoyé sur demande au 01-40-07-00-20 (40 F pour l'expédition).

PRÉVISIONS POUR LE 30 MAI 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	9/23 S
AIACCIO	12/23 S	
BIARRITZ	12/17 P	
BORDEAUX	13/18 P	
BOURGES	12/19 P	
BREST	9/13 P	
CAEN	12/19 P	
CHERBOURG	11/17 P	
CLERMONT-F.	10/19 P	
DIJON	9/21 S	
GRENOBLE	10/20 S	
LILLE	10/21 N	
LIMOGES	12/17 P	
LYON	10/21 S	
MARSEILLE	15/21 P	
NOUMEA	21/25 N	

PAPETE	25/30 S
POINTE-A-PIT.	26/31 C
ST-DENIS-RE.	23/27 N
AMSTERDAM	13/21 C
ATHENES	18/27 N
BARCELONE	17/22 P
BELFAST	10/16 N
BELGRADE	15/24 S
BERLIN	11/17 P
BERNE	16/23 P
BRUXELLES	10/19 P
BUCAREST	9/19 N
ST-ETIENNE	10/26 S
STRASBOURG	10/26 S
TOULOUSE	14/20 P
TOURS	11/20 P
FRANCFORT	11/20 P
GENEVE	24/29 C
Helsinki	26/30 C
ISTANBUL	21/25 N

16/23 S	VENISE	16/20 N
13/19 N	VIENNE	14/25 P
11/20 S	AMERIQUES	
11/20 S	BRASILIA	17/28 P
11/21 S	BUENOS AIR.	21/15 S
10/17 S	CARACAS	26/32 C
15/25 N	CHICAGO	18/26 P
14/21 S	LIMA	20/24 N
11/21 P	LOS ANGELES	12/21 C
16/25 S	MEXICO	15/29 S
9/19 S	MONTREAL	12/21 S
14/24 S	NEW YORK	21/29 N
11/23 N	SAN FRANCISCO	12/17 S
14/23 S	SANTIAGOCH.	17/18 C
16/22 N	TORONTO	13/23 S
13/21 S	WASHINGTON	21/30 N
7/15 P	WARSZAWA	
4/14 S	ALGER	16/25 S
14/18 N	DAKAR	23/27 S
14/26 N	KINSHASA	21/32 S

20/31 N	LE CAIRE	
15/26 N	MAIRAKOCHI	
14/21 N	NAIROBI	
9/24 S	PRETORIA	
15/22 S	RABAT	
17/23 S	TUNIS	

ASIE-OCEANIE

21/33 P	BANGKOK
28/34 N	BOMBAY
27/32 P	DIJAKARTA
30/42 S	DUBAI
27/33 C	HANOI
25/28 P	HONGKONG
19/27 N	JERUSALEM
26/43 S	NEW DELHI
13/24 S	PEKIN
17/24 S	SEOUL
28/33 C	SINGAPOUR
11/20 N	SYDNEY
20/26 P	TOKYO



ASTRONOMIE

Ciel de juin

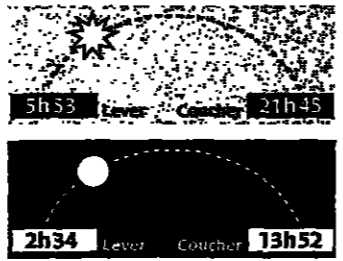
JUIN revient. Les jours les plus longs, les nuits les plus courtes. Le solstice d'été, c'est-à-dire le moment où le Soleil se trouve le plus au nord par rapport à l'équateur de notre planète, aura lieu le 21 juin, à 16 h 03 min 38 s (heure de Paris) très précisément. Au cours de ce mois, les astronomes doivent se lever fort tôt ou se coucher très tard pour observer étoiles, planètes et nébuleuses. Tandis que disparaissent les Gémeaux, de l'autre côté du ciel, à l'est, les constellations de l'Aigle et du Cygne prennent leur envol.

Comme cela était le cas en mai, peu de planètes osent se montrer avant minuit. Seule Mercure sera observable à cet horaire, pendant la dernière semaine du mois : le 30 juin, la planète la plus proche du Soleil se couchera à 23 h 13, soit quatre-vingt-deux minutes après notre astre du jour. Pour la regarder, mieux vaut accepter un compromis heure/lumière. En effet, si l'on attend la fin du crépuscule pour bien la voir briller, elle sera trop basse sur l'horizon. En revanche, si l'on veut l'attraper haute dans le ciel, les derniers rayons de notre étoile empêcheront de la distinguer. Il est donc préférable de la chercher, du côté du

Cancer, une demi-heure après le coucher du Soleil, avec l'aide recommandée d'une paire de jumelles.

Véus en juin boude la nuit mais se fait belle d'aurore. Si Mars reste noyée dans la lumière solaire et donc invisible pour nous, Jupiter, elle, devrait être le chouchou des traqueurs de planètes. L'impératrice du système solaire n'apparaît qu'après minuit mais le spectacle en vaut la peine. Si vous devez lui réserver une plage d'observation, préférez l'aube du 17 juin. Jupiter se rapprochera alors à 5° de la Lune. Notre satellite, sous sa forme de croissant, sera décidément fort occupé, puisqu'il aura aussi rendez-

SOLEIL ET LUNE DE LA SEMAINE



vous le 20 juin avec Saturne, la planète aux anneaux, également à l'aube.

Enfin, ceux qui disposent d'un bon instrument tenteront, dès que le Capricorne aura fait sa réapparition, c'est-à-dire pendant la deuxième moitié de la nuit, d'y débusquer Uranus et Neptune, qui naviguent de conserve dans cette constellation.

Ce juin-ci sera mois de disette. Pas grand-chose à se mettre sous la lunette. Lot de consolation : le 16 marquera le maximum de l'essaim météoritique des Lyrides, qui, comme leur nom l'indique, filent du côté de la constellation de la Lyre. Bien que constituée de peu d'étoiles, la Lyre est aisément repérable dans le ciel grâce à son joyau, Véga, un des astres les plus brillants de nos nuits.

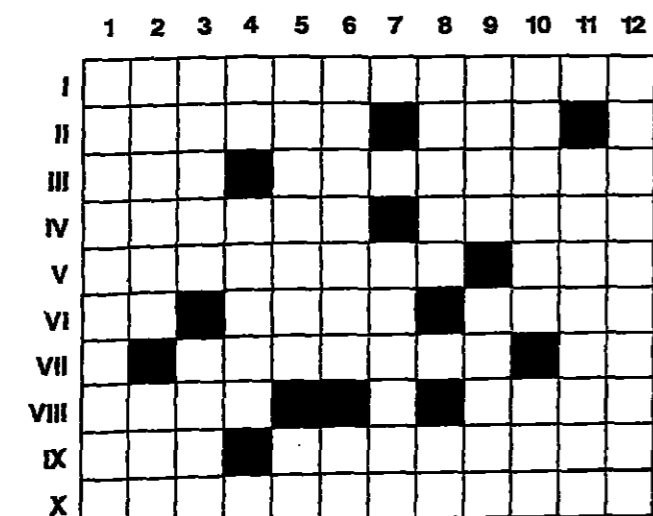
Tardivement découvert, en 1966, cet essaim des Lyrides ne se montre guère généreux : pas plus de huit à neuf traînées par heure - quand ce n'est pas moins - et pas des plus brillantes. Cela ne vaut pas - et de loin - les fameuses Perséides qui nous attendent en août. Mais en temps de pénurie, on se contente de peu.

Pierre Barthélemy

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98128

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTELEMENT

I. Son voyage commence sur le bas-côté. - II. Se donner beaucoup de peine. Le gros, pour le gagnant. - III. Doublié, il se fait mieux entendre. Sale coup pour les bleus. - IV. Propos stupide. Servi à table ou ôté pour se mettre à table. - V. Travail en finesse. Souvent aux avant-postes sur le terrain. - VI. Pour interpellé. Circule en Amérique latine. Un os pour le chef. - VII. Ennuyeux quand ils ne font pas la peau. Tête d'ogive. - VIII. Arrivées jusqu'à nous. Bon endroit pour

faire du lard. - IX. Réduit les distances en France et en Europe. Faire disparaître petit à petit. - X. Populaires, ils amènent la révolution.

VERTICALEMENT

1. Qui suscitent beaucoup d'intérêt. - 2. Papillon malgache. Sujet pensant. - 3. Informations londoniennes. Corrigé. - 4. Un peu d'ombrage. Reviennent à heures régulières. - 5. Suffisant pour les petites récoltes. Note. - 6. Fait un choix. Passe en revue. - 7. La police vue

du milieu. - 8. Mis à nu, avant de finir à la casserole. Club phocéen. - 9. Un canarade devenu symbole social. Le bon moyen pour s'échapper. - 10. Resté entier pour assurer la succession. Don mal réparti. - 11. Leur prix est bien plus grand que leur valeur réelle. - 12. Remises en place.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98127

HORIZONTELEMENT
I. Saint-bernard. - II. Algarade. Hue. - III. Lenticule. As. - IV. Ava. Colorado. - V. Mire. Ncg. Ter. - VI. Aneth. CÉIL. - VII. LI. Carrelage. - VIII. EEE. Nue. Non. - IX. Crus. Dépotât. - X. Sexagésimale.

VERTICALEMENT
1. Salamalecs. - 2. Alevinière. - 3. Ignare. Eux. - 4. Nat. Etc. Sa. - 5. Tyc. Han. - 6. Bacon. Rude. - 7. Edulcorées. - 8. Reloige. Pl. - 9. Et. II. OM. - 10. Ah. Adanta. - 11. Runade. Goal. - 12. Désorienté.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. Imprimé par le Monde 12, rue M. Gumbourg 94052 Ivry cedex. Président-directeur général : Dominique Aubry. Vice-président : Gérard Bournet. Directeur général : 21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05. Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26. PRINTED IN FRANCE

PHILATÉLIE

Le Mont-Saint-Michel

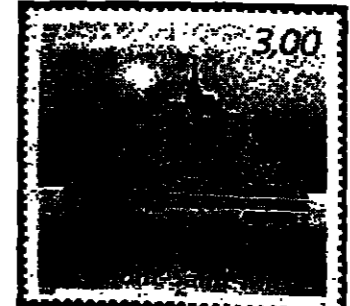
LA POSTE mettra en vente générale, lundi 8 juin, un timbre à 3 F. Le Mont-Saint-Michel, dont la célèbre abbaye fut fondée par Aubert, évêque d'Avranches, au début du VIII^e siècle.

Il s'agit du troisième timbre sur ce sujet, après un premier émis en 1930, réimprimé en 1935 à partir d'un nouveau poignon, et un autre, paru en 1966 pour le millénaire du Mont-Saint-Michel, qui représente l'archange combattant le dragon d'après une miniature tirée d'un manuscrit du

XI^e siècle de la bibliothèque d'Avranches. Le timbre, au format carré 36x36 mm, dessiné par Louis Briat, est imprimé en héliogravure en feuilles de trente.

P. J.

★ Vente anticipée au Mont-Saint-Michel (Manche), les 6 et 7 juin, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à la salle de réunion située à l'entrée du Mont-Saint-Michel (porte



du Roi). Louis Briat sera présent sur place, l'après-midi du 6 et le 7 au matin, pour une séance de dédicaces.

EN FILIGRANE

■ **TIMBRE ROND.** La Nouvelle-Calédonie émettra à son tour, le 5 juin, un timbre rond à l'occasion de la Coupe du monde de football. D'une valeur de 100 F CEP (5,50 FF), dessiné par Claude Andréotto, ce timbre représente un footballeur sur fond

de ballon (Service philatélique OPT Magenta, 98802 Nouméa Cedex, Nouvelle-Calédonie). ■ **VENTES.** La vente à prix nets La Poste aux lettres (Vincent Pothion, tél. : 01-47-70-74-57) de mai disperse 1 026 lots, dont un ensemble de timbres à date principalement sur le 60 entre avril et août 1876 et des lettres pour l'étranger. Les deux ventes sur offres Cérés (23, rue du Louvre, 75001 Paris) clôturées les 9 et 23 juin comptent près de 10 000 lots. On notera de nombreux classiques de France, une importante sélection de non-dentelés et d'épreuves.

■ **POSTE FERROVIAIRE :** Pierre Lux signe La Poste ferroviaire de 1871 à 1914, remarquable ouvrage édité par l'Académie de philatélie, suite du premier tome - paru en 1992 - qui traitait de la poste ferroviaire des origines à 1870. Les transports postaux par chemin de fer commentent leur apogée durant cette période, le nombre des bureaux ambulants (disparus depuis fin 1995) passant de 51 en 1870 à 175 en 1914 (représentant 700 wagons postaux). L'auteur dresse un état des lieux réseau par réseau, cartes et reproductions de lettres et cachets à l'appui (120 pages, 220 F + port 30 F, auprès de Vincent Pothion, 17, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 Paris).

CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 30 MAI 1998

SUCCESSIONS Le docteur Claude Gubler a hérité de 82 tableaux de Hans Arp, Sophie Taeuber et Theo Van Doesburg, légués par la nièce d'Arp, Ruth Tillard-Arp. Il s'ap-

prêtait à les vendre aux enchères le 21 juin lorsqu'une fondation a contesté la validité du testament devant le tribunal des référés, qui doit se prononcer aujourd'hui. ● LA FON-

DATION Arp et Sophie Taeuber, installée à Rolandseck, près de Bonn, n'accepte pas que Ruth Tillard-Arp ait modifié un testament qui était jusque-là en sa faveur. ● ELLE EST

elle-même au centre d'un imbroglio judiciaire pour avoir tenté d'exporter, illégalement selon les douanes françaises, une centaine de plâtres d'Arp qui provenaient de la fonda-

tion Arp de Clamart. ● HANS ARP a en effet donné son nom à trois fondations, en Allemagne, en France et en Suisse, qui se disputent aujourd'hui ses œuvres.

Le docteur Claude Gubler, héritier contesté d'une collection d'œuvres d'Arp

L'ancien médecin de François Mitterrand s'apprete à vendre quatre-vingt-deux œuvres majeures, qui sont réclamées par une fondation allemande devant le tribunal de Paris

« JE NE CROIS PAS que le docteur Gubler soit un assassin de vieilles dames », déclare M. Georges Klejman. « Malgré les différends qui nous ont opposés, c'est plutôt un brave type. » Les différends sont connus : M. Klejman a plaidé avec succès en 1996 pour la famille de François Mitterrand, qui réclamait l'interdiction de la vente du Grand secret, le livre dans lequel Claude Gubler, médecin personnel du chef de l'Etat jusqu'en 1994, révélait avoir caché le cancer dont souffrait son patient. Le livre a été saisi et le docteur Gubler a été condamné à quatre mois de prison avec sursis pour violation du secret médical. M. Georges Klejman devait plaider à nouveau contre lui vendredi 29 mai, devant le Juge du tribunal des référés de Paris. Son client n'est plus la famille présidentielle, mais la Stiftung Hans Arp und Sophie Taeuber, sise à Rolandseck, près de Bonn, qui conteste un testament.

Mme Tillard-Arp aurait été choquée par la campagne menée contre son ami lors de la publication de son livre, et aurait voulu compenser ces avanies

Car le docteur Claude Gubler a hérité. Plus de quatre-vingts œuvres de Hans Arp, de Sophie Taeuber, mais aussi de Theo Van Doesburg, sans oublier une aquarelle de Miró. Y figurent notamment Composition statique, une très rare peinture à l'huile de 1915, estimée de 1,5 million à 2 millions de francs ; un des premiers collages abstraits d'Arp, réalisés à Zurich en 1916, estimé de 500 000 à 600 000 francs ; Fleur-marteau, formes terrestres, un relief en bois peint de 1916, estimé de 1,8 à 2,2 millions de francs ; l'Horloge de 1924, également un relief en bois polychrome, estimé de 1,3 à 1,6 million. Un ensemble exceptionnel, qui avait appartenu au frère de Hans, François Arp, lequel l'avait légué à sa fille Ruth Tillard-Arp.

Ruth est morte le 28 janvier 1998. Et le docteur Gubler s'apprete à vendre les œuvres le 21 juin, par le ministère de l'étude

Calmels, Chambre et Cohen, commissaires-priseurs à Paris, qui en espèrent 23 millions de francs, s'attendent à quelques préemptions des musées nationaux, voire à une dation de quelques chefs-d'œuvre aux musées, en paiement des droits de succession, et s'enorgueillissent à juste titre de pouvoir vendre à Paris une des plus importantes successions d'art moderne de ces dernières années.

Tout est désormais suspendu à la décision que le juge du tribunal des référés doit rendre ce vendredi soir. Car le testament qui profite à Claude Gubler en annule et remplace un précédent, fait en faveur de la fondation allemande. Lequel remplaçait lui-même un premier acte, qui donnait les tableaux à Johannes Wasmuth, le créateur de la fondation, décédé avant sa bienfaicte.

Outre-Rhin, on n'apprécie guère. La fondation porte plainte, et le journal Der Spiegel publie un article incendiaire, qui laisse entendre que le docteur Gubler ne serait pas pour rien dans la fin prématurée, à 85 ans, de Ruth Tillard-Arp : « Ce qui a provoqué la mort subite de la vieille dame, seul l'homme qu'elle appelait "mon docteur", le sait exactement. Il avait pris directement ses quartiers au-dessus de son appartement à Paris, la soirgnait avec dévouement cette dernière année, la protégeait des appels téléphoniques et veillait à ce qu'elle reçoive régulièrement ses pilules. »

D'où la réflexion de M. Georges Klejman, « qui s'efforce de dépassionner le débat, et assume même d'avoir tenté une négociation amiable. Il invoque cependant l'article 909 du code civil, qui précise que les médecins ne peuvent hériter de leur clients. A qui le docteur Gubler rétorque qu'il n'est



Hans Arp, photographié à Paris en 1949.

plus médecin depuis 1986, date à laquelle il était devenu fonctionnaire à l'inspection des affaires sociales, ce qui lui interdisait d'exercer, exception faite toutefois de son plus célèbre et unique patient. Il dément formellement avoir soigné Ruth Tillard-Arp. « Ce n'est en aucun cas une spoliation, explique-t-il au Monde. Je reçois quatre-vingt-quatre pièces, estimées

23 millions de francs. La fondation de Rolandseck en reçoit dix-sept, qui sont bien plus importantes, puisqu'elles sont estimées 17 millions de francs. Il y a certes une condition suspensive : si le musée de Metz n'est pas construit d'ici deux ans, le legs ne se fera plus à la fondation, mais les œuvres iront au Musée national d'art moderne, au Centre Georges-Pompidou. »

Pourquoi une telle générosité de la part de Ruth Tillard-Arp ? « Nous nous connaissons depuis 1965. La famille Arp et la mienne se fréquentaient, à Zurich. Elle était très seule, depuis la mort de Johannes Wasmuth, et je la voyais souvent. Elle a voulu, je crois, faire un geste pour les gens qui lui ont été fidèles. Elle a ainsi légué une somme importante au gardien de son immeuble. Elle avait besoin d'affection, et une fondation ne sait pas procurer ce genre de chose. »

Claude Gubler, si. Lors d'un des procès l'opposant à la famille de François Mitterrand, le professeur Adolphe Steg, chirurgien du président, l'avait décrit comme « un homme droit, désintéressé. Il n'y a aucune motivation méprisante dans ce qui l'a conduit à trébucher »,

avait-il ajouté, avant de conclure : « C'est un être d'une extraordinaire sensibilité. Il avait des liens affectifs extrêmement profonds avec le président... »

Selon d'autres protagonistes de cette affaire, il y aurait d'autres raisons encore, que le docteur Gubler n'évoque pas. Ruth Tillard-Arp aurait été profondément choquée par la campagne menée contre son ami au moment de la publication de son livre, et aurait voulu, en quelque sorte, compenser les avanies qu'il avait eu à subir. Elle aurait également très mal vécu la polémique née en Allemagne autour des œuvres acquises par le Land de Rhénanie-Palatinat (lire ci-dessous), dont certaines se sont révélées être des réalisations posthumes fabriquées par la fondation au nom de son droit de reproduction.

La réflexion à le don d'énerver M. Georges Klejman, qui estime avoir une chance sur deux de faire entendre ses arguments au tribunal. Ce dont doute un des commissaires-priseurs responsables de la vente, M. Cyrille Cohen : « Le testament est authentique. Il a été dicté devant notaire, par une personne saine d'esprit. La fondation allemande n'est pas désahéritée, puisqu'il lui revient dix-sept œuvres. Elle n'a donc pas "intérêt pour agir". Même si le tribunal estime que le docteur Gubler ne doit pas hériter, le testament reste valable. Et la première phrase stipule qu'il annule et remplace les précédents. C'est-à-dire ceux qui faisaient hériter la fondation allemande. Elle ne peut donc prétendre récupérer ces œuvres. »

Cette perspective ne semble pas inquiéter M. Georges Klejman : « Ce sont des œuvres qui ont leur place dans un musée. Ce qui importe avant tout, pour la fondation que je représente, c'est d'éviter qu'un tel ensemble soit dispersé dans une vente publique. »

Poète, peintre, sculpteur, dadaïste et surréaliste

● 1886 : naissance à Strasbourg le 16 septembre. Prénomé Hans par un père allemand, Arp doit à sa mère alsacienne sa culture française.

● 1905-1908 : élève de l'Ecole des arts décoratifs de Weimar puis de l'Académie Julian à Paris.

● 1908-1910 : à une époque où le cubisme, le futurisme et l'expressionnisme sont en plein développement, Arp donne une orientation abstraite à ses recherches plastiques : ce sont ses « premières tentatives pour dépasser les formes et les idées reçues ». Il rencontre Max Ernst à Cologne, Max Jacob, Apollinaire et Picasso à Paris.

● 1915 : réfugié en Suisse durant la guerre, Arp expose à Zurich ses premiers collages, faits de papiers et d'étoffes imprimées, différents des collages cubistes par l'absence de référence à un objet. Il rencontre Sophie Taeuber, peintre abstrait, qu'il épouse en 1921.

● 1916 : il participe à la fondation du mouvement dada à Zurich, avec Tzara, Ball, Janco et Hilsenbeck. Arp se délire du géométrisme absolu en introduisant le hasard dans la composition de ses collages, qu'il nomme Suivant les lois du hasard. Il assimile le processus de création artistique aux phénomènes produits de la nature et préfère le terme art concret à celui d'art abstrait pour caractériser ses œuvres.

● 1925 : le dadaïsme est absorbé par le surréalisme. Arp fréquente Kurt Schwitters et El Lissitzky. Il participe à la première exposition surréaliste tenue à Paris et s'établit à Clamart, dans une maison-atelier dont les plans sont dessinés par Sophie Taeuber.

● 1930-1931 : la sculpture devient son activité principale. Fin de la période surréaliste : la narration disparaît de ses reliefs, remplacée par des sculptures rondes et lisses qui « s'intègrent naturellement à la nature ».

● 1943 : il se réfugie dans le midi de la France.

● 1954 : Arp reçoit le Grand Prix international de sculpture de la Biennale de Venise. Il s'installe en 1959 près de Locarno, en Suisse.

● 1966 : Arp meurt à Bâle.

Harry Bellet

Trois fondations se disputent l'artiste

IL EXISTE trois fondations dédiées à Hans Arp, qui entretiennent les plus proches relations qui soient. L'une est basée en Allemagne, à Rolandseck, près de Bonn, sur les bords du Rhin. Elle est baptisée Stiftung Hans Arp und Sophie Taeuber Arp. Il s'agit d'une association de droit privé créée en 1977 par un ancien organisateur de concerts nommé Johannes Wasmuth, décédé en septembre 1997. Il avait aidé la venue d'Arp à résoudre quelques tracasseries causées par le fisc français, et Marguerite Arp-Hagenbach, reconnaissante, lui avait cédé non seulement des œuvres d'Arp et de Sophie Taeuber, sa première épouse, mais aussi les droits d'édition et de reproduction les concernant.

Pour l'instant, la fondation est installée dans une gare désaffectée. Les œuvres y sont exposées dans deux petites salles latérales, sans cartel explicatif, sans même qu'en soient mentionnés le titre ou la date. La place d'honneur de l'ancienne gare est réservée à la maquette du musée que doit construire à proximité l'architecte new-yorkais Richard Meier, auteur des nouveaux bâtiments du Musée

Getty à Los Angeles. Les autorités locales, le Land de Rhénanie-Palatinat en l'occurrence, envisagent d'en subventionner la construction.

La deuxième fondation est installée à Clamart, dans la maison qu'avaient habitée Arp et Sophie Taeuber. Le docteur Claude Gubler en a présidé le conseil d'administration durant une dizaine d'années, jusqu'en juillet 1997. Elle a été reconnue d'utilité publique en mars 1979, mais les autorités n'ont pas fait grand-chose pour la soutenir depuis. D'une part, les Musées nationaux n'aiment guère les fondations dédiées à un artiste : ils préfèrent de beaucoup les donations ou les dations enrichissant leurs propres fonds. D'autre part, le statut de la fondation française est extraordinairement complexe, puisqu'elle n'est que locataire des immeubles, qui appartiennent à la fondation allemande. Cette dernière s'était engagée à la subventionner, ce qui avait permis d'obtenir la reconnaissance d'utilité publique. Mais la subvention s'est interrompue en 1988, et les Allemands refusent depuis de verser les arriérés, qui s'élèvent au

jour d'hui à 5 millions de francs. La fondation de Clamart est condamnée à vivre d'expédients et à vendre des œuvres pour couvrir ses dépenses. Elle survit grâce à une association d'amis très active, qui a en particulier établi un plan de redressement, un budget prévisionnel et fait avancer l'étude des nouveaux statuts, qui supprimeraient l'allégeance à la fondation allemande.

DRIT DE REPRODUCTION

Il existe une troisième fondation Arp en Suisse, à Locarno. Elle a été créée en 1988, à l'initiative de l'avocat de Marguerite Arp, M. Christian Englert. Selon les statuts, toutes les œuvres qui ne figurent sur aucune liste de donation dans les deux autres fondations lui appartiennent. Elle revendique ainsi la propriété de 295 œuvres d'Arp et 53 de Sophie Taeuber qui sont à Rolandseck. Elle possède des œuvres majeures d'Arp, mais aussi de ses amis Max Ernst, Raoul Hausmann, Magnelli et Miró. Elle revendique également la possession du droit moral sur l'œuvre d'Arp, ce qui l'a conduit à s'interroger, dans une lettre ouverte au

ministre de la culture du Land de Rhénanie-Palatinat, sur la provenance de sculptures acquises par le Land pour le futur musée de Rolandseck : neuf d'entre elles (et quinze reliefs) ne figurent dans aucun inventaire, ni au catalogue raisonné.

La fondation suisse jugeait également que le prix des œuvres était surestimé et citait en exemple un verre soufflé par le vénitien Egidio Constantini d'après une maquette d'Arp, payé 50 000 deutschemarks par le Land, qu'elle comparait aux 9 500 marks qu'un exemplaire similaire avait atteint lors d'une vente publique en 1995. A ces reproches se sont ajoutées les critiques de l'historien d'art de Karlsruhe, Gert Reising, qui estime que certaines éditions posthumes ne respectent pas les proportions du modèle original. Car la sculpture peut être multipliée, même après la mort d'un artiste, jusqu'à douze exemplaires, sans perdre son caractère d'authenticité. C'est le fameux droit de reproduction, dont bénéficiaient Johannes Wasmuth et la fondation de Rolandseck.

Ha. B.

Advertisement for 'EARTH, WIND AND FIRE' exhibition at Palais des Congrès on July 9th. Includes contact information for Palais des Congrès, 3015 Palais, 92110 Neuilly-sur-Seine, France.

Vertical advertisement for 'LE CARNET DU VOYAGEUR' featuring a map and travel-related text.

هكذا من الجاهل

Cinq pianistes de jazz jouent leur cinéma

Un projet de Paul Bley, Alain Jean-Marie, Steve Kuhn, Stephan Oliva et Martial Solal

CE PROJET - cinq pianistes, en solo ; thématique, le cinéma - vient de loin. Avec la projection des premiers films muets, la musique a été mise à l'épreuve, en direct, de sa capacité à accompagner les images mais aussi à les dépasser. C'est cela qu'il faut entendre et attendre avec Paul Bley, Alain Jean-Marie, Steve Kuhn, Stephan Oliva et Martial Solal. Avec des thèmes connus ou obscurs, les cinq pianistes avancent des possibles, vision d'un film, évocation d'une séquence, résumé d'une intrigue, rappel d'un genre, d'une atmosphère, d'un personnage.

Dans la même veine, Steve Kuhn joue Emily (Johnny Mandel et Johnny Mercer), *Lonesome Town* (Leonard Bernstein, Adolph Green) de la comédie musicale *On the Town*, de Stanley Dwan et Gene Kelly. Il péne plus hardiment dans les années 60 et 70, jusqu'à *Last Tango in Paris*, de Gato Barbieri, aride, sans le pathos du saxophoniste, tout en conservant la crudité du film de Bernardo Bertolucci. Kuhn est peut-être celui qui, avec Martial Solal, se place le plus en pianiste. Solal, rien ne semble impossible à ses doigts ; sa participation va surprendre. Il joue l'exotisme *Caroca, Brazil* - avec au coin de l'oreille Carmen Miranda, ses costumes défilants et ses coiffures qui montent au ciel - *Strike Up the Band*, (des frères Geršwin pour Busby Berkeley), Solal aime les jo-



Stephan Oliva, pianiste, improvisateur et compositeur.

lies gambettes et les ritournelles. Il a écrit la musique d'*A Bout de souffle*, de Jean-Luc Godard, avec un Belmonte brava, clope au bec, accepte du cin d'œil, de la petite phrase qui fait mouche. Solal recrée son *A Bout de souffle*, il est voyou, en liberté, ludique (son film imaginaire est un *Hommage à Tex Avery*, l'homme des dessins animés explosifs) ; poète et tendre aussi avec *Que reste-t-il de nos amours ?*, la chanson de Charles Trenet pour *Baisers volés*, de François Truffaut. Alain Jean-Marie est tout de grâce pianistique, tout en swing, celui des grands musiciens de jazz, indéfinissable, qui prend au corps. Il est dans le film noir à la française (*Touchez pas au grisbi*, *Les Liaisons dangereuses*...), au cœur des ultimes

comédies musicales (*West Side Story*, *Les Parapluies de Cherbourg*, dans la bossa (*Orfeo Negro*) ou la ballade (*Limelight*, de Charlie Chaplin). Les pièces se complètent, elles sont autant le portrait d'un musicien - dans ses origines, ses références - que d'une époque où les codes cinématographiques s'inscrivaient avec netteté. Et puis il y a Stephan Oliva. Il a composé une œuvre parfaitement construite, crépusculaire, étrange, où chaque note est un frisson. Un film unique à partir d'autres films. Entouré par *Rosemary's Baby* écrit par Krzysztof Komeda pour Roman Polanski, Oliva a surtout choisi des films d'auteurs, avec des musiques à l'avant : c'est *Vertigo* (Bernard Herrmann/Alfred Hitchcock), *Cos-*

nowa (Nino Rota/Federico Fellini), *L'État des choses* (Jürgen Knappe/Wim Wenders), à met à m les mélodies, les décompose en improvisateur et les réinvente en compositeur. Cela devient alors « sa » musique, retenue et fantomatique (*India Song*, *Le Mépris*), intensément personnelle, tout en gardant, avec ses leures et ses fausses pistes, un écho des œuvres apprises. **Sylvain Sicler**

* Paul Bley, Alain Jean-Marie, Steve Kuhn, Stephan Oliva et Martial Solal, *Jazz (emotion, Film Music on the Piano*, chez RCA-Victor, distribués par BMG. Textes de Thierry Jousse. Regroupés en coffret avec un sixième CD.

SÉLECTION DISQUES

GIOACCHINO ROSSINI

Il Turco in Italia
Avec Cecilia Bartoli, Michele Pertusi, Alessandro Corbelli, Laura Pulverelli, Roberto de Candia, Ramon Vargas, Orchestre et chœur de la Scala de Milan, Riccardo Chailly (direction).

Peut-on rêver d'une Fiorilla plus enchanteresse que Cecilia Bartoli ? Le timbre est velouté, charnel, avec de beaux graves et des aigus qui s'épanouissent comme des fleurs. Dans ce rôle écrit à l'origine pour une soprano, la mezzo italienne se joue des difficultés avec une aisance confondante : trilles, vocalises, roulades sont exécutées avec une précision et une justesse impressionnantes. Mais cette virtuosité n'est pas gratuite. L'intelligence avec laquelle elle conduit ses deux duos face à son soupirant turc et son mari comard, l'ingénuité dont elle colore un « *Perché ?* », le désarroi, non feint, qui rend presque tragique l'air « *Squallida veste* » dessinent un personnage partagé entre le désir et le devoir, l'aventure et la sécurité. Ses partenaires sont à la hauteur, notamment Alessandro Corbelli, lui aussi perdu dans ses incertitudes et ses exaspérations d'époux. Michele Pertusi, Sélim somnambule, mais non tonnant, Laura Pulverelli, Zaidé touchante. Riccardo Chailly im-

prime à l'œuvre le brio et la vivacité théâtrale indispensables, mais aussi la tendresse, l'émotion trop souvent occultées par les éclats de rire de l'opéra-bouffe.

Pierre Moullier
* Un coffret de 2 CD Decca 458-524-2.

ENSEMBLE ALEPH

Arrêts fréquents
Le genre de la miniature n'attire que rarement les créateurs d'aujourd'hui. Résolument à contre-courant, le dynamique ensemble Aleph a donc bousculé les habitudes en commandant à soixante-huit compositeurs une création d'une durée maximale de trente secondes (certains ont un peu triché) ! La collecte a donné lieu à un spectacle, *Arrêts fréquents*, qui « passe » magnifiquement au disque. Aux côtés d'Anton Webern, *nec plus ultra* de l'expression concentrée, et de Kurt Schwitters, référence latente de cette entreprise d'esprit dadaïste, figurent quelques nouveaux maîtres de l'aphorisme musical, connus (Jacques Reboutier, Claude Ballif) ou non (Adrien Hermans, Denis Baudouin). Bien que l'effectif instrumental varie de pièce en pièce, trois tendances se dégagent avec de notables réussites : la pirouette

anecdote (Nicolas Vérin, Bruno Giner), le tableau abstrait (Jean-Luc Hervé, Aurel Stroe) et la saynète humoristique (Richard Dubelski, Dominique Clément).

Pierre Gervasoni
* 1 CD Vand'œuvre 9813.
Distribué par Disques Concord.

ARETHA FRANKLIN

A Rose is still a Rose
Annoncé comme le grand retour d'Aretha Franklin, *A Rose is still a Rose* est un enregistrement de première classe, orchestré par Puff Daddy, producteur de hip-hop à la mode, qui préside à la carrière du défunt Notorious B.I.G., Mase, et Jay-Z. Après un passage à vide terrible durant les années 80, Aretha cherche à se réinventer. La rencontre d'une chanteuse de gospel avec une orchestration rap pouvait produire des étincelles. Mais le très suréaliste Puff Daddy s'est contenté de plonger dans le patrimoine de la chanteuse - des titres comme *Never Leave You Again* et *Every Little Hurt* font allusion à sa grande période sur le label Atlantic - pour la transformer en une Whitney Houston bis, c'est-à-dire une machine FM destinée à pondre des tubes et chanter des années.

Sammel Blumenfeld
* 1 CD BMG/Arista.

LO-FIDELITY ALLSTARS

How to Operate with
On se souvient des Happy Mondays, ces hooligans de Manchester (rebaptisés *Manchester à l'époque*) plongeant le rock de la fin des années 80 dans un bain d'ecstasy. Les enfants de ce baggie groove ont démenagé à Brighton et s'appellent les Lo-Fidelity Allstars. Comme la cité cotomière était hier la capitale de l'acid house, la station balnéaire du sud de l'Angleterre est aujourd'hui celle du big beat, cette célébration orgiaque des rythmes - hip-hop, techno, funk, rock - les plus efficaces. Le groupe investit ce genre habituellement réservé aux DJ, vient y plaquer ses déhanchements paillard et ses textes dérétrés. Quand l'énergie de ces délirs hédonistes ne s'éparpille pas vainement, elle peut atteindre une forme de génie « *J'm'en foutiste* ». Comme en témoignent les très jolis *Kool Roc Bass*, *Battle Flag* ou *Vision Incision*. **Stéphane Davet**
* 1 CD Skirt brassic'd.
Distribué par Small/Sony.

SIX BY SEVEN

The Things We Make
Disciple d'un psychédéisme britannique qui a déjà enfanté les Spacemen 3 ou Spiritualized, ce groupe de Nottingham mise, comme ses aînés, sur les vertus hypnotiques du minimalisme et de la répétition. Un riff de guitare lentement martelé, des boucles d'orgue acide, le flottement continu d'un larsen, un chant qui tourne comme un mantra... Prenant leur

temps (quatre chansons font près de huit minutes), les morceaux décollent entre vapeur lysergique et tension nerveuse (réminiscente également de Sonic Youth et Mogwai). L'effet ne pourrait être que narcotique, mais Six By Seven ayant aussi un faible pour l'émotion et le lyrisme, ces refrains obsessifs s'humanisent. *European Me*, *Candlelight*, *Something Wild*, *Oh I Dear*, 88-92-96 constituent les plus somptueuses envolées de cet excellent premier album. **S. D.**
* 1 CD Mantra 724384591922.
Distribué par Labels/Virgin.

ALLAIN LEPREST

Nu
Allain Leprest, chanteur français, donnait au Printemps de Bourges son premier live en concert en solo. Souvent apparu aux côtés de Roland Didier, qui compose pour lui, Allain Leprest a du Ferre dans l'attitude (antibourgeoise, anticlérical), du Létard (Philippe) dans la dégame et la revendication du droit à l'ivresse (*Les Chiens d'ivrogne*). Avec une formation strictement acoustique (batterie, contrebasse, accordéon, piano), des arrangements livrés à cru - c'est la nouvelle tendance -, Allain Leprest décline d'une voix brisée les maux du temps (*SDF : « Allé, j'vous laisse, aïse, aïse, j'vais jouer aux dés, dés, dés, chez Youssif, ef, ef, SDF »*), et ceux d'un mal-être plus traditionnel (la jalousie, la cigarette, la colère, le poing levé). Ecorché, Leprest, quarante-trois ans, une fraîcheur d'écolier dans la tête, une fatigue de bouffeur sur les épaules, est parfois vaincu par la vie avant l'âge. Il reprend *Mélocoton* de Colette Magny (avec Monique Froidevaux, chanteuse du groupe suisse *Le Soldat Inconnu*),

donnée des aérées à une chanson de facture classique où la pop anglo-saxonne n'a jamais pu entrer, non par sectarisme, mais par éloignement culturel. Kent signe la musique de *Nu*, la chanson naugrée et tendre qui donne son titre à l'album, Yves Duteil celle de *Gardi-moi la mer* et Gilbert Laffaille celle de *Quand j'ai vu l'hois double* (Alexia est à l'accordéon).

Wendy Morrison

* 1 CD INCD005.
Distribué par Night & Day.

KENT

Métropolitain
Kent, version techno, drum'n'bass, big beat, bref, nouvelles tendances urbaines. Avec sa voix de charbonnier, Kent se prend les pieds dans le piège de l'évolution des espèces. La chanson française, pour se moderniser, n'est pas pour autant assenjetée au devoir de proximité. *Métropolitain*, petit catalogue des mixages possibles (les samples, sifflements, cassures et nappes), a été enregistré très vite, en six jours, avec François Bréant et Jacques Bastello (par ailleurs accordéoniste) aux programmations, sorte de mini-expérience, appliquée à de nouvelles chansons, au nombre de sept, certaines heureuses (*Ton bonheur*), d'autres trop intello (*Rebelle nouveau*) par curiosité pour les musiques électroniques. Kent ne s'est jamais figé, c'est un atout. De là à s'affranchir de soi-même... **V. Mo.**
* 1 CD Barclay 55725-2.

TARAF DE HAIDOUKS

Dumbala Dumba
Le Taraf de Haïdouks, tsiganes roumains du village de Clejani dans la plaine de Valachie, a été révéillé au grand public par *Balada Conduca-*

DÉPÊCHES

■ Hervé Lasseigne a démissionné le 14 mai de ses fonctions de PDG de BMG France, société née de la fusion en 1987 des activités liées à la musique du groupe de communication allemand Bertelsmann avec RCA, label discographique américain. Agé de quarante-trois ans, Hervé Lasseigne avait été nommé en janvier 1995. Son départ serait imputable aux contre-performances rencontrées depuis plusieurs mois par BMG France.

■ Le groupe britannique de production et d'éditions musicales EMI Group a réalisé un bénéfice de 307,1 millions de livres (3 milliards de francs) au cours de l'exercice clos fin mars, en baisse de 19 %. Selon le groupe, les performances ont été affectées par des mouvements de change défavorables et par les effets de la crise asiatique. A taux de change constants, les ventes ont pourtant progressé de 5,8 %, soit plus que les 3,2 % de croissance du marché mondial de la musique. EMI estime avoir augmenté sa part du marché à 14,8 % contre 14,3 % l'année précédente et conforte sa place de numéro trois mondial.

■ Avec l'arrivée à hauteur de 10 % dans son capital du banquier Edouard Stern, Nalve, l'entreprise « multiculturelle » lancée en septembre 1997 par Patrick Zelnik, ex-président de Virgin France, et Eric Tong Cuong, coprésident d'Euro-RSCG, a bouclé son tour de table. Gilles Paire (ex-président de PolyGram France) et Frédéric Rebet (créateur de Saint-George, filiale de Sony) rejoignent Nalve comme associés fondateurs. Nalve mènera une double activité de producteur phonographique et d'éditeur de livres. Nalve disques, première filiale de la nouvelle société, sera opérationnelle en septembre.

Manière de voir

Le bimestriel édité par LE MONDE diplomatique

FOOTBALL ET PASSIONS POLITIQUES

- Un fait social total, par Ignacio Ramonet.
- Géopolitique du football, par Pascal Boniface.
- Un résumé de la condition humaine, par François Brune.
- Une multinationale du profit, par Jean-Marie Brohm.
- Nationalismes dans les stades en Yougoslavie, par Ivan Colovic.
- Un miroir des vertus allemandes, par Adbrecht Sonntag.
- Troisième mi-temps pour le football iranien, par Christian Bromberger.
- Football en Afrique, par Christian de Brito.
- En Amérique latine, football rime avec social, par Eduardo Febbro.
- Un sport ou un rituel ? par Marc Angé.
- Une religion laïque, par Manuel Vázquez Montalbán.
- La gloire des tricheurs, par Jean Baudrillard.
- « Heysel », par Jean Baudrillard.
- Télévision, vers un jeu virtuel, par Jacques Bloetzwski.
- Saint-Denis, une ville, un Stade, par Emmanuel Vaillant.
- Et autres...

Chez votre marchand de journaux - 45 F

Les meilleures ventes d'albums en France

RANG	ARTISTE	ALBUM	LABEL
1	LOUISE ATTAQUE	Atmospheric	ATMOSPHERIC
2	PASCAL OBISPO	Live 98	EPIC
3	SUPRÊME NTM	Suprême NTM	EPIC
4	ZAZIE	Made in love	MERCURY
5	LARA FABIAN	Pure	POLYDOR
6	GARRAGE	Variation 2000	MUSIQUE
7	BANDE ORIGINALE DU FILM 8	Titanic	SONY
8	CÉLINE DION	Let's talk about love	COLUMBIA
9	BANDE ORIGINALE DU FILM 13	Taxi	SMALL
10	ANDRÉ RIEU	Bei & Wagners	REPLICAS

Période du 17/05 au 23/05 inclus
Résultats obtenus par le comptage à la sortie des caisses de cent magasins représentatifs des circuits de distribution

Une première résolument h...

le « Wozzeck » expressionniste

Tout le cinéma

3615 LEMONDE

EN VUE

Jeudi 28 mai, à l'annonce des essais nucléaires pakistanais, des pétards ont éclaté au Cachemire indien.

Des centaines de milliers d'enfants de 5 à 14 ans sont forcés de travailler, en Inde, dans l'industrie des feux d'artifice.

Dans les départements de l'Ouémé, du Mono et du Zou, trois foyers sur cinq possèdent un vidéomécan qui sert à balayer les cours, laver le linge et la vaisselle, à porter les glacières sur les marchés. Un coup, et le vidéomécan repart. La direction de la production sociale en a dénombré 400 000, en 1998. On appelle vidéomécan, « personnes à charge » en langue fon, les petits esclaves du Bénin.

Sa hiérarchie poussant des cris d'orfraie, Shmuel Boteach, rabbin britannique, auteur du « sexe casher », guide détaillé des pratiques sexuelles selon la loi hébraïque, vient de claquer la porte de la synagogue. Il recommandait pourtant d'éteindre la lumière pendant l'acte amoureux.

Une Israélienne de 75 ans, reprenant espoir, a demandé au tribunal rabbinique de Haïfa l'annulation d'une procédure de divorce, après avoir trouvé une pilule de Viagra dans la poche de son mari.

Le Père dominicain allemand Heinrich Basilius Strelthofen encourage les caisses d'assurance-maladie, « qui n'ont rien à voir dans l'augmentation mensuelle des désirs charnels », à ne pas rembourser « Le Viagra, engrais chimique pour les reins masculins ».

Un fœtus habillé de vêtements de bébé a été découvert à Saint-Arnoult, Seine-Maritime, mardi 26 mai, dans le congélateur d'un mage parisien. Sur dénonciation.

Lundi 25 mai, Lucia B., qu'un prêtre de Liou, en Italie, venait d'exorciser pour la délivrer du démon, s'est pendue en rentrant chez elle.

L'ambassade de France à La Haye vient d'éditer à 500 000 exemplaires une brochure à l'intention des touristes néerlandais : « Nous avons tous une douche, nous sommes aussi propres que vous, même les toilettes des autoroutes ont fait des progrès ».

Une directive gouvernementale américaine rappelle aux patrons empêchant leurs salariés de se rendre aux toilettes qu'« il ne s'agit pas d'une faveur mais d'un droit ». Le texte, qui reste flou sur l'exercice de ce droit, suggère un système de signaux manuels « selon le besoin », inspiré de la signalétique maritime.

Christian Colombani

Les hauts et les bas de la France dans « Le Nouvel Obs »

Notre confrère fait le point sur l'état économique, musical, social et intellectuel du pays un an après la victoire de la gauche. Pessimistes, optimistes, les arguments foisonnent

LE NOUVEL OBSERVEUR consacre un numéro spécial exceptionnel à l'état de la France un an après l'arrivée au pouvoir de la gauche plurielle et de Lionel Jospin. Pour saluer cet événement imprévisible, notre confrère a mis le paquet : 70 pages d'enquêtes, de reportages et d'analyses sur « un pays que vous ne connaissez plus la France ». Ce vaste dossier, éparpillé au gré des pages d'une livraison ordinaire (datée 28 mai-3 juin) mais reconnaissable au fil d'Ariane d'un logo tricolore, ornithologique et phrygien, est une réussite.

Bernard Guetta, directeur de la rédaction, présente ce travail

conformément aux lois de la dialectique. Rien ne va. « A entendre les Américains, nous sommes les affreux du monde ataractique, toujours à nous pousser du coté en travers de leur chemin, toujours incapables d'admettre qu'il n'y ait qu'une seule superpuissance à laquelle nous n'avons pas les moyens de faire contrepoids. Nos prétentions agacent d'autant plus que, des deux côtés de l'Atlantique, nous passons pour les cancre de l'époque. Nous sommes, dit-on, anachroniques, accrochés à un étatisme, à une organisation du travail et à un modèle social que la mondialisation, le recul des Etat-nations et le déclin de la classe ouvrière condamne-



raient. » Tout va bien. « La France, toute cette France que les Français ont voulu réunir par la cohabitation, a un rôle international à remplir, qu'elle seule peut aujourd'hui jouer. Sans elle, sans cette ambition

d'universalisme et ce volontarisme qui agacent tant, pas d'Europe politique, c'est-à-dire pas d'autre puissance capable d'offrir au monde un autre pôle économique, militaire et social, que les Etats-Unis.

Un pays qui traite mal ses jeunes ? C'est vrai, statistiquement, car on assiste à l'apparition d'une jeunesse à deux vitesses. Mais pour les « battants », quel enthousiasme impatient ! Agathe Logez a rencontré deux jeunes gens, Thomas et son frère Tanguy, ainsi que Liliane, « une drôle de concierge parisienne, une jeune fille aux yeux verts qui rient tout le temps », qui illustrent cette catégorie. On apprend, selon un son-

dage réalisé par la Sofres pour Le Nouvel Obs, que les Français âgés de 18 à 30 ans préfèrent nettement la liberté à la fraternité.

Non, l'école n'est pas coupable, affirme le sociologue Christian Baudelot. Les jeunes gens de notre temps ont entendu parler de Pierre Bourdieu, maître à penser du « mouvement social », mais ils n'ont pas pu lire une ligne de ses ouvrages abscons. « Pourquoi Bourdieu est-il le gourou de la contre-pensée unique ? Grâce aux médias qui en ont fait une star... Ces médias à qui Bourdieu reproche d'être les complices de toute la misère du monde ».

« POUSSÉE D'ÉTHIQUE »

Pas mal, ce vieux pays rajouté par ses jeunes « battants », ses immigrés, ses musiciens inattendus. Pas mal, ce numéro foisonnant du Nouvel Obs. Les Français « aiment les fromages qui puent et le chocolat fort de cacao ». Dans les rayons des hypermarchés, « on assiste à une formidable poussée d'éthique et de spiritualité chez le consommateur », comme le montre le fait que « plus d'une personne sur deux se dit disposée à acheter un produit dont le fabricant soutient une cause humanitaire ».

Le rap français prend des chemins imprévus. Il célèbre la mère. « Perdre sa mère / c'est pire que tout / demande à Pit, j'Assure / T'as pas saisi / Enlève la mer de la Côte d'Azur », chante Ozmo Puccino.

Dominique Dhombres

DANS LA PRESSE

RFI Jacques Rozendrum

Le Pakistan a fait sauter l'équivoque nucléaire qu'il laissait planer depuis que l'Inde a commencé à jouer avec le feu voici trois semaines. Aucune pression, mise en garde, exhortation, menace, incitation, rien n'y a fait. Islamabad, pourtant confronté à une grave crise économique a préféré affronter des sanctions internationales plutôt que de ne pas relever le gant. D'ailleurs, ce ne sont pas les réactions trop timides de la communauté internationale vis-à-vis d'une Inde ouvrant la boîte de Pandore qui pouvaient inciter le Pakistan à la retenue. Ni les Européens, ni la Russie n'ont en effet suivi les Américains dans leurs

sanctions contre l'Inde. Et ces sanctions, de toute façon n'ont pas remis en cause le principe d'une visite de Bill Clinton à New Delhi. De la même manière, la visite du président américain à Pékin ne devrait pas souffrir de la nouvelle situation alors même que la Chine est le principal pourvoyeur de technologie nucléaire du Pakistan.

EUROPE 1

Alain Duhamel

Ce qui se passe en Inde et au Pakistan est d'autant plus frustrant, irritant et inquiétant qu'il s'agit là du scénario le plus classique, le plus attendu, le plus souvent décrit par les experts, donc en théorie le plus évitable du nouvel âge nucléaire. Rien de plus banal en effet que les relations belliqueuses entre l'Inde et le Pakistan : deux pays qui

se sont construits l'un en même temps que l'autre, l'un par rapport à l'autre, l'un contre l'autre, sur les vestiges de l'empire des Indes britanniques. Deux religions antagonistes, deux types d'alliance hostiles, deux fortes instabilités internes, deux gouvernements désormais très nationalistes, ce qui est habituel au Pakistan mais beaucoup plus neuf en Inde, tous les ingrédients d'une compétition redoutable sont en place.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

Philip Bowling

Les essais nucléaires pakistanais ont, d'une façon générale, quelles que soient les conséquences heureuses, rétabli l'équilibre nucléaire du sous-continent. Ils donnent à un pays musulman une capacité nu-

cléaire. Or le monde musulman était, à juste titre, scandalisé par les suggestions selon lesquelles on ne peut pas confier à des musulmans, et uniquement dans le cas des musulmans, des armes nucléaires. (...) Le nouveau monde multipolaire qui résulte de cette situation implique que les Etats-Unis et les autres « vieilles » puissances nucléaires doivent user de leur influence pour maintenir l'équilibre.

L'HUMANITÉ

Claude Cabanes

Il y a déjà plusieurs années que les communistes français ont lancé comme un défi : « zéro arme nucléaire en l'an 2000 ». On en a trié et là ricane. Les ricaneurs ricane un peu moins depuis hier. L'an 2000, c'est demain : le défi n'a jamais été aussi pressant à relever.

www.igc.org

Un site d'information sur les droits de l'homme, l'écologie, le syndicalisme et les luttes des femmes

DEPUIS sa création, en 1986, l'Institute for Global Communications (IGC), basé à San Francisco (Californie), s'est donné pour mission d'aider « les mouvements du monde entier travaillant pour la paix, la justice économique et sociale, les droits de l'homme et la protection de l'environnement », en leur facilitant l'accès aux réseaux électroniques. IGC se méfie des étiquettes politiques, mais n'hésite pas à se définir comme « progressiste, syndiqué et sans but lucratif ». Aujourd'hui, il compte plus de 15 000 membres actifs et ses serveurs Internet hébergent les sites web de près de 300 associations militantes américaines et étrangères.

Grâce à ce réseau sans équivalent, IGC peut alimenter son propre site, organisé autour de cinq « communautés en ligne » : PeaceNet (pacifisme), ConflictNet (résolution des conflits et aide aux victimes), EcoNet (environnement), LaborNet (syndicalisme) et WomenNet (lutte des femmes). Seuls les adhérents ont accès aux forums de discussion, mais IGC a créé en



parallèle un vaste site d'information ouvert à tous, proposant deux fois par semaine une sélection des meilleurs articles et documents de travail mis en ligne par les participants, ainsi que des dépêches provenant d'agences de presse alternatives et spécialisées.

On y retrouve quelques événements médiatisés, comme cette semaine la grève des mineurs russes ou la menace de sanctions contre le Nigeria, mais la priorité revient aux informations que les grands médias internationaux ont tendance à négliger : au Brésil, plusieurs chefs in-

diens qui tentaient de récupérer leurs terres, confisquées par des grands propriétaires, ont été assassinés. En Jamaïque, une révolte des sans-abri a été réprimée brutalement. Le gouvernement allemand menace de ne plus aider les pays refusant d'accueillir leurs ressortissants expulsés d'Allemagne. En Arizona, un plan de protection du désert a été adopté pour la première fois, malgré les lobbies miniers et immobiliers. Les syndicats sud-africains tentent de s'opposer à la privatisation des services des eaux. Dans ses usines des Philippines, le fabricant de blue-jeans Levi-Strass ne respecte pas le code de bonne conduite qu'il s'était fixé.

Au-delà de l'actualité immédiate, le site IGC tente à présent de s'imposer comme un lieu de référence : chaque rubrique propose des dossiers de fond et des présentations des actions en cours, et donne accès à ses archives des deux derniers mois.

Yves Eudes

SUR LA TOILE

CESSION AVANT FUSION

Le groupe américain de télécommunications MCI a accepté de vendre l'ensemble de son infrastructure Internet à la société britannique Cable and Wireless pour 625 millions de dollars. C'était l'une des conditions posées par le gouvernement américain et la Commission européenne pour que MCI puisse fusionner avec la société WorldCom, afin d'éviter les risques de concentration excessive. (AFP)

IMMOBILIER

La Lettre d'information de l'immobilier a ouvert un site web, proposant notamment un répertoire d'autres sites français consacrés à ce secteur d'activité. www.lettreim2.com

AVOCATS

L'Ordre des avocats à la cour de Versailles est désormais présent sur le Web. Son site propose des informations sur l'aide juridictionnelle, les commissions d'office et les consultations juridiques en matière de glossaire des différentes juridictions et un répertoire des avocats du barreau de Versailles, classés par ordre alphabétique, par ville ou par spécialité. www.avocats-versailles.com

Partez en vacances avec Le Monde

FAITES SUIVRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT VOS VACANCES :

Retournez ce bulletin au moins 12 jours à l'avance sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (en haut à gauche de la « une » de votre journal).

Si vous êtes abonné par prélèvement automatique, votre compte sera prélevé au prorata des numéros servis dans le mois.

RECEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VACANCES. Retournez-nous au moins 12 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

Table with 2 columns: DUREE (2 semaines, 1 mois, 2 mois, 3 mois, 12 mois) and PRIX (139, 159, 279, 529, 1989). Includes a note about postage and handling charges.

Date et signature obligatoires :

Subscription form with fields for name, address, phone, and payment method. Includes a section for 'Vous n'êtes pas abonné(e)' with fields for name, address, and phone.

Derrière Ronaldo, Dracula

par Alain Rollat

LES VAMPIRES adorent le football. C'est très jeune, le football. Surtout au Brésil, où les pertes rares abondent dans la jungle des favelas. Là-bas, on les appelle d'ailleurs les garimpeiros, par analogie avec les chercheurs d'or. Jeudi soir, sur France 2, « Envoyé spécial » les montrait en action. C'était très instructif sur la réalité festive de ce sport de masse monétaire.

Ces chasseurs de « gamins aux pieds d'or » contrôlent le marché. Ils sont partout où il y a un ballon et des gosses qui jouent avec. Tous ne sont pas aussi renommés que Reinaldo et Alejandro. Ces deux-là ont décroché le jackpot quand ils ont « découvert » Ronaldo. Ce n'est pas tous les jours qu'on peut acheter à un club l'exclusivité de commercialiser un prodige de treize ans pour la bagatelle de 45 000€. Puis le revendre 180 millions en gardant l'avantage de prélever 10 % sur

tous ses contrats. Mais il n'y a jamais de disette chez les suceurs de misère. Celui qui vient de dénicher « Léo », la nouvelle coquette de l'équipe de Vasco de Gama, ce gamin de quatorze ans qui a déjà marqué plus de buts que Ronaldo au même âge, ne se plaint pas. Certes, il a déboursé 170 000€ pour en devenir le propriétaire légal. Mais, dans trois ou quatre ans, « Léo » pèsera 120 millions au bas mot. En outre, ses parents sont moins exigeants que ceux de Ronaldo, auxquels il avait fallu offrir un logement décent.

Les vampires font donc équipe avec les marchands de ballons. Le Las Vegas de ces derniers s'appelle Sialkot. Cette ville-champignon du lointain Pakistan - judicieusement visitée par Arte - s'enorgueillit d'être la « capitale mondiale du ballon cousu main ». Elle mérite ce titre. Le prix de revient y défie toute concurrence depuis que deux cents firmes internatio-

nales s'y sont délocalisées. Car, là-bas, ce ne sont pas les pieds, mais les mains, que les gosses ont « en or » : sept mille enfants y courent chaque jour un minimum de quatorze mille ballons. Or, fabriquer un ballon, c'est assembler trente-deux morceaux de cuir en faisant sept cents points de couture sur un fil de dix-huit mètres. Cela rapporte 1,50 F par jour. De quoi faire « vivre », paraît-il, soixante-quinze mille familles. Et même semer du progrès social : officiellement, on ne trouve plus d'enfants de moins de quatorze ans dans les usines urbaines. Les pratiques esclavagistes sont « sous-traitées... à la campagne ». Pas grave. La bandelette de tous ces bénéficiaires de l'industrie enfantine est déjà prête : « J'ai déjà vu couler un ballon, ça m'a fait de la misère ». Le jour de la finale, au Stade de France, les Français se feront à leur loge d'honneur.

FILMS DE LA SOIRÉE

20.30 Un nommé Joe... Victor Fleming (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 125 min.)

23.55 Northern Lights... John Hanson et Rob Nilsson (EU, v.o., 125 min.)

0.05 Les Abysses... Nico Papadakis (France, 1962, 1970, N., v.o., 95 min.)

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs... Gili Scott Heron (Svea, Renaud Van Ruynebeke, B. Bertossa, Canal +)

SPORTS EN DIRECT

20.50 Hongkong: une subtilité trahison... The Art Ensemble of Chicago, portrait.

THÉÂTRE

23.15 Les Caprices de Marianne... Alfred de Musset. Mise en scène: Bernard Murat.

NOTRE CHOIX

21.00 13^e rue... En l'an 2045, la réalité virtuelle domine le monde grâce au tek.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF1 18.25 Excessif... 19.00 Le Bigli... 19.30 1/2 Journal... 20.00 Journal, Météo, Trafic Infos.

ARTE

19.00 Tracks... 19.30 1/2... 20.00 Brut... 20.30 1/2 Journal.

RADIO

19.00 Loïs et Clark... 19.34 Le Six Minutes, Météo... 20.10 Plus vite que la musique.

FILMS DU JOUR

13.00 Australia... Jean-Jacques Andrien (France - Belgique, 1989, 120 min.)

18.00 Viridiana... Luis Buñuel (Espagne, 1961, N., v.o., 90 min.)

23.15 Les Innocents... Claude Chabrol (France, 1974, 120 min.)

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS

12.10 et 16.10 Le Monde des Idées... L.C.

MUSIQUE

18.00 Orpèdre... Paul McCandless, Glen Moore, Tiloak Guru.

FILMS

18.30 Concert européen... au Théâtre Marigny.

NOTRE CHOIX

20.45 Arte... Il était une fois la Mésopotamie

LES SABLES du désert et les marais du Sud. C'est là, dans «le pays entre deux fleuves», qu'ont dormi pendant plus de cinq millénaires les vestiges de la première civilisation écrite.

PROGRAMMES

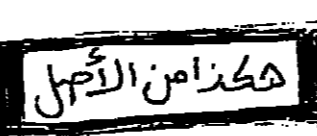
TÉLÉVISION

TF1 13.15 Reportages. Un curé à tout casser... 13.25 MacGyver... 14.50 Alerte à Palm Springs.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.30 Correspondance pour l'Europe... 14.00 Fête des bébés... 14.30 Le Journal de la santé.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES: Signalé dans «Le Monde Télévision-Radio-Multimédia»... Ne pas manquer.



EDF décide de décharger à Civaux et à Chooz les cœurs de trois réacteurs nucléaires

C'est la première opération de ce type menée à la suite d'un incident, qualifié de préoccupant

L'AFFAIRE de la centrale de Civaux (Vienne) où une fissure de 18 centimètres a été découverte le 13 mai sur un circuit de refroidissement du réacteur n°1 prend des proportions « géométriques » pour l'exploitant (EDF) et le constructeur (Framatome) de la centrale. Ce qui, hier, n'était qu'un « incident préoccupant », soit dans la langue des spécialistes un incident très sérieux, devient « de plus en plus préoccupant ». Pour la première fois dans l'histoire du parc nucléaire français, EDF et la Direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) ont décidé de viduer de leur combustible les trois centrales actuellement en service de Civaux-1 et de Chooz-1 et 2 (Ardennes). Trois tranches de 1450 Mw qui étaient à l'arrêt pour maintenance.

Il s'agit d'une mesure de précaution, insiste EDF, qui préfère prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas avoir à faire face à un autre problème et permettre ainsi à ses équipes de travailler dans de meilleures conditions sur des machines totalement inertes. Là où le bât blesse, c'est que de tels déchargements de combustibles ne se font que lors de très grandes campagnes de maintenance décidées longtemps à l'avance où lors de recherche de corps migrants circulant dans un circuit.

Cette fois, ce sont trois tranches identiques (Civaux-2 n'est pas en service), et pas n'importe lesquelles puisqu'il s'agit du tout dernier modèle de réacteur français, qui sont d'un coup vidées de leur cœur. « Une mesure inédite dans ces conditions », dit-on à la DSIN

où l'on craint que cette nouvelle série de centrales ultramodernes et très informatisées ne soit victime d'un problème générique.

En effet, le coudé d'acier d'un des deux circuits de refroidissement à l'arrêt (RRA) de la centrale de Civaux sur lequel est apparue la fuite du 13 mai, maîtrisée au bout de neuf heures, n'est pas le seul de cette nature. Il en existe trente-neuf analogues dans cette tranche de Civaux dont EDF et les autorités de sûreté veulent connaître l'état. Là ne s'arrête pas leur curiosité dans la mesure où les circuits RRA de la centrale de Chooz, conçus également par Framatome, ont la même design, mais ont fait l'objet d'une fabrication différente.

Le problème n'est pas simple. Pour Yves Corré, directeur délégué du parc nucléaire d'EDF, la cause de cette fissure et de celles découvertes récemment sur la partie voisine de la tuyauterie sur laquelle on n'a pu encore ressouder un coudé neuf, est « vraisemblablement due à un problème de fatigue thermique. A de mauvais mélanges de flux de fluides froids et de flux de fluides chauds qui soumettent les différentes parties de la pièce à des températures trop différentes ». « Bien sûr, ajoute-t-il prudemment, il ne faut rien écarter et j'attends beaucoup des conclusions de notre laboratoire des matériaux irradiés de Chinon auquel la pièce a été envoyée pour expertise. » Mais, insiste André Claude Lacoste, directeur de

Un problème découvert il y a seize jours

- Mardi 12 mai : à 19 h 46, une fuite importante - environ 30 mètres cubes par heure - est détectée sur le circuit de refroidissement à l'arrêt (RRA) du réacteur numéro 1 de la centrale de Civaux (Vienne). Mise en service le 29 novembre 1997, cette unité est arrêtée depuis cinq jours pour maintenance. C'est précisément dans cette configuration que le circuit RRA est nécessaire pour évacuer la chaleur résiduelle dégagée par le combustible du cœur.
- Mercredi 13 mai : à 5 heures, la fuite est colmatée, et l'eau, légèrement radioactive, du circuit fuyard est récupérée dans une fosse. On s'aperçoit que la tuyauterie est percée sur une longueur de 18 centimètres et

- sur 1 à 2 millimètres de large.
- Vendredi 15 mai : la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) autorise EDF à réparer en remplaçant le tronçon percé par un neuf, mais exige un contrôle du reste du circuit.
- Samedi 23 mai : les techniciens d'EDF détectent « un réseau de microfissures » sur l'extrémité des tuyauteries restant en place.
- Jeudi 28 mai : après avoir entendu les responsables techniques d'EDF, la DSIN donne dans la matinée son accord à la proposition de décharger le combustible du cœur du réacteur de Civaux-1, mais aussi des deux réacteurs de la centrale de Chooz (Ardennes) faisant partie de la même série.

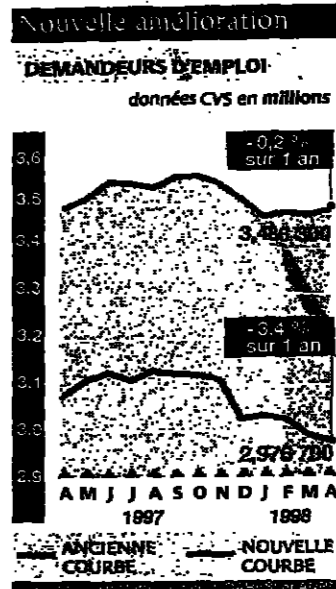
Le taux de chômage passe en dessous de 12 % en avril

Les chômeurs de longue durée n'en profitent pas

QUAND Lionel Jospin est arrivé à Matignon, le 3 juin 1997, le chômage frappait 12,6 % de la population active. Ce taux est tombé à 11,9 % en avril (contre 12 % en mars), selon les statistiques mensuelles publiées, vendredi 29 mai, par le ministère de l'emploi et de la solidarité.

Le recul du chômage s'est bien poursuivi en avril. Il confirme la tendance amorcée en septembre 1997, sans pour autant marquer une accélération. « Si l'on prend les données du Bureau international du travail, le nombre de chômeurs a baissé de 153 000 au cours des six derniers mois », se félicite-t-on au ministère de l'emploi, où l'on assure que « ce rythme de baisse est sans précédent ». Le mois dernier, le recul a essentiellement profité à la tranche d'âge 25-49 ans (-0,8 %), alors que le nombre de chômeurs de plus de 50 ans a, lui, augmenté de 0,8 %. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que le chômage de longue durée (un an au moins), qui frappe surtout des salariés âgés, résiste toujours : il a progressé de 0,2 % en un mois et de 4,5 % en un an, et il touche 1 150 500 personnes (39,2 % du nombre des chômeurs).

Le chômage des jeunes, qui reculait globalement depuis octobre 1997, n'a pas baissé en avril : celui des hommes de moins de 25 ans se réduit de 0,4 %, mais celui des femmes enregistre une hausse de 0,5 %. Reste que, sur les douze derniers mois, le nombre de ces demandeurs d'emploi s'est réduit de 11,8 % : 12,7 % pour les hommes, 10 % pour les femmes. Faut-il y voir une montée en ré-



gime moins rapide que prévu des emplois-jeunes créés dans les secteurs public et parapublic ? Fin mai, 60 000 de ces emplois étaient pourvus et « 40 000 autres emplois sont décidés », a précisé Martine Aubry dans un entretien publié, jeudi, par Le Parisien.

Un indicateur intéresse particulièrement le gouvernement : la baisse des licenciements économiques. De 27 253 en avril 1997, ils sont tombés à 20 545 un an plus tard (-24,6 %). Les offres de l'ANPE restent, en valeur absolue, concentrées sur les emplois de plus de six mois, mais leur nombre augmente peu (+1,6 % en un an). En revanche, les emplois de moins de six mois, voire de moins d'un mois sont en progression de 5,9 % et 13,3 %, confirmant le très fort développement de l'intérim depuis un an.

Le premier ministre a le triomphe modeste. Il sait qu'il s'agit moins d'une véritable victoire que de quelques points marqués dans un combat de longue haleine contre le fleau national : si le nombre de demandeurs d'em-

Le premier ministre russe limoge la direction de la dernière société pétrolière publique

MOSCOU de notre correspondante

Réagissant à la crise financière qui frappe la Russie, son premier ministre, Sergueï Kirienko a limogé, jeudi 28 mai, la direction de Rosneft, la dernière société pétrolière aux mains de l'Etat. Cette décision a été prise en raison des mauvais « préparatifs » de l'appel d'offre sur sa privatisation, qui, en échouant mardi faute de candidats, a précipité le lendemain la chute des marchés russes. Ceux-ci se sont calmés jeudi, la Banque centrale ayant triplé la veille son taux de refinancement, mesure extrême qu'elle ne peut maintenir longtemps.

Les investisseurs s'attendent à un renouveau des caisses russes par des créanciers étrangers, dont le FMI. Son directeur, Michel Camdessus, a pris le relais des efforts de Boris Eltsine pour désamorcer la crise. Le président avait affirmé que « les finances russes ne vont pas s'écrouler », ayant « suffisamment de réserves pour y faire face ». M. Camdessus, qui se trouvait jeudi au Kazakhstan, a précisé que le FMI « n'a pas commencé de discussions » avec Moscou sur l'octroi d'un prêt exceptionnel de stabilisation du rouble. « Je n'ai pas de raisons de penser qu'un tel besoin existe », a-t-il ajouté.

A Moscou, un vice-président de la Banque centrale a affirmé, jeudi, que le triplement des taux d'intérêt a provoqué un « tournant radical » sur le marché des changes, la Banque centrale ayant

« acheté, et non vendu, des dollars aujourd'hui », poussant ses réserves à 14,5 milliards de dollars. La fuite des investisseurs du marché russe mercredi est la plus importante de celles qui ont lieu depuis le début de la crise asiatique en octobre 1997. Leurs craintes viennent du fait que les réserves de la Banque centrale sont inférieures aux 20 milliards de dollars que détiennent les non-résidents, étrangers ou russes, en bons du Trésor russe (GKO). Ces investisseurs semblaient convaincus que le FMI « bluffait » et allait annoncer le déblocage d'une tranche de crédits de 700 millions de dollars.

BORIS ELTSINE FAIT DU TÉLÉMARKETING

Boris Eltsine a parlé au téléphone jeudi avec Bill Clinton et devait appeler vendredi Helmut Kohl pour les « persuader qu'investir en Russie n'est pas dangereux ». Le renvoi de la direction de Rosneft est une mesure qui devrait rassurer les investisseurs. Cette direction avait manifesté « une résistance active aux plans de privatisation de la société », a précisé le cabinet du premier ministre. Celui-ci avait cependant reconnu que le prix de vente de Rosneft, 2,5 milliards de dollars, était trop élevé à un moment où les prix du pétrole ont fortement chuté.

Sophie Shihab

Un médiateur pour les grévistes de la faim de Lyon

LE GOUVERNEMENT a nommé, jeudi 28 mai, un médiateur chargé de trouver une issue, à Lyon, à la longue grève de la faim contre la « double peine » de dix Algériens et Tunisiens menacés d'expulsion. Jean-Michel Galabert, président de section honoraire au Conseil d'Etat, a rencontré, jeudi, les grévistes, puis a tenu une réunion à la préfecture du Rhône avec la délégation chargée par eux de négocier. Une nouvelle rencontre devait avoir lieu vendredi matin. Les responsables de six associations nationales de défense des droits de l'homme demandent à Jacques Chirac de « faire sans tarder usage de [son] droit de grâce ».

DÉPÊCHES

- **MUSÉES** : la direction du Musée du Louvre a décidé de reporter ses expositions temporaires à venir afin de réaliser des travaux de sécurité dans certaines salles. Une seule exposition est maintenue : « Momies de l'Égypte ancienne et leurs parures ». D'autre part, une expertise a été demandée à une société extérieure afin de localiser les points faibles de la sécurité du musée.
- **JUSTICE** : l'écrivain Paul-Loup Sulitzer a été placé en garde à vue, mercredi 27 mai, à Nanterre (Hauts-de-Seine). M. Sulitzer a été interrogé durant vingt-quatre heures à propos de ses relations avec l'homme d'affaires Michel Coencas (Le Monde du 30 juillet 1997).

Tirage du Monde daté vendredi 29 mai : 524 714 exemplaires.

SCIENCE & VIE

Comment le cerveau crée la pensée

Comment définir la pensée ? Existe-t-il un lien entre l'activité cérébrale et l'activité mentale ? Voici des révélations bien "pensées" !

Et aussi :

- **Exclusif :** Les secrets du Centre technique national du football
- **Sexologie :** Que vaut la pilule contre l'impuissance ?
- **Justice :** Les tests ADN sont-ils fiables ?
- **Météo :** Les prévisions à long terme enfin possibles

EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI
Retrouvez Science & Vie sur 3615 SCV (2,23 TTC/min)

Depuis 1981, les salaires nets n'ont pas augmenté

Selon une étude publiée, jeudi 28 mai, par l'Insee, la hausse régulière du salaire moyen observée de 1951 à 1976 - de l'ordre de 4 % par an en francs constants - s'est brisée à partir de 1977, avec une progression annuelle de 0,5 %, en raison notamment de l'augmentation des cotisations sociales. Depuis 1981, l'évolution du salaire moyen net est pratiquement nulle en francs constants. 1997 devrait être marquée par une amélioration sensible du pouvoir d'achat des salariés. L'Insee a relevé aussi un accroissement de l'éventail de revenus, même si l'écart au détriments des femmes tend à se réduire.

Le premier ministre a le triomphe modeste. Il sait qu'il s'agit moins d'une véritable victoire que de quelques points marqués dans un combat de longue haleine contre le fleau national : si le nombre de demandeurs d'em-

ploi a baissé en avril de 13 10 (-0,4 %) en données corrigées de variations saisonnières, la France compte encore 2 976 700.

Faut-il y ajouter les chômeurs de la catégorie 6 - ceux qui sont inscrits à l'ANPE mais qui ont travaillé plus de 78 heures dans les mois ? Leur nombre, qui dépassait 500 000, a progressé de 0,2 % en un mois, et si on l'ajoute aux autres demandeurs d'emploi, le nombre de chômeurs atteint 3 486 300. Il faudra bien un jour, ouvrir la boîte noire de cette catégorie 6, non pour relancer la polémique sur les « fa chômeurs », mais pour affiner la notion même de chômage. C dans cette catégorie, une proportion non négligeable travaille pendant 30 heures par semaine. temps partiel est souvent su mais quand un certain nombre salariés seront passés à 35 heures, ces chômeurs inscrits dans la catégorie 6 seront, de fait, des « chômeurs-travailleurs quasiment à temps complet.

Jean-Michel Bez

FINANCES PUBLIQUES
N° 62 Avril 1998

Passage à l'euro

Vient de paraître

LCB

Les points de vue de la Commission européenne de la Banque d'Europe de la Banque de France du Trésor des collectivités locales

Renseignements et abonnements
01.56.54.16.00